QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 12561 - 4.50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

un ralentissement

de la croissance en 1985

Le gouvernement révise ses prévisions économiques, et il les révise en baisse. Les chiffres qu'il a présentés officiellement mardi 18 juin à la

commission des comptes de la nation montrent que la croissance sera cette année plus faible qu'il n'avait été prévu à l'automne dernier.

rieur brut). Ce qui ramène la croissance à 1,5 %. Ce dont donc grosso modo 20 milliards de francs qui ne seront pas produits.

La révision porte sur un demi-point du PIB marchand (produit inté-

MERCRED! 19 JUIN 1985

Le défi de M. Alfonsin

Le président Alfonsin est engagé depuis le lundi 17 juin dans une bataille particulière-ment dure pour tenter de sauver l'Argentine da chaos économique. Il y a bien des raisons à cette situation. Un certain manque de civisme, la démagogie péroniste, la gestion désastreuse des militaires au pouvoir depuis 1976, mais anssi la récession mondiale, la chute des prix des matières premières et la hausse des taux d'intérêt : de l'avis des experts, l'Argentine a anjourd'hui dix ans de retard sur le Brésil.

Modeste, mais obstiné et cou-rageux, M. Alfonsin refusait récemment de comparer la situation de l'Argentine à celle de la République de Weimar. Sans donte davantage pour conjurer une éventuelle remise en cause de la très jeune et très fragile démocratie restaurée depuis moins de deux ans à Buenos-Aires. Car ce qui est qualifié simplement de plan de rigueur par le gouvernement est poar les financiers le programme le plus audacieux et le plus dur jamais appliqué en Argentine.

Gel des salaires et des prix, baisse des taux rémunérant les dépôts baucaires et création d'une nouvelle unité monétaire, l'austral, pour rempiacer un peso à la dérive, hausse brutale des tarifs publics, licenciements de fonctionnaires, réduction des investissements de l'Etat: il s'agit de ramener na tanx d'inflation qui galope vers les 1 300 % à moins de 150 % en

L'amnonce par M. Alfonsin en avril d'une « économie de guerre » avait provoqué de violentes réactions, orchestrées par la CGT, le tout-puissant syndi-cat lié aux péronistes, qui out mal accepté leur défaite électorale. C'est avec stupéfaction et inquiétude que les Argentins ont pour le moment accueilli le plan de rigueur. Mais la CGT pré-pare déjà une riposte. Pour réussir, M. Alfonsin a besoin de la confiance et de l'adhésion sans réserves de tous les Argentins. Ce n'est pas acquis.

Avec une dette de quelque 45 milliards de dollars, l'Argentine vient après le Mexique (96 milliards) et le Brésil (plus de 100 milliards). La banqueroute de l'un des trois pays les plus endettés d'Amérique latine suffirait sans doute à provoquer une catastrophe monétaire mondiale. Mais c'est pratiquement tout le sous-continent qui est frappé par la récession, des taux d'inflation exorbitants, le chômage. La dette globale est esti-mée à près de 400 milliards de dollars. Tous les dirigeauts latino-américains sont d'accord : ils pe peuvent plus

payer. Le remboursement des seuls intérêts de leur dette représente pour certains d'entre eux plus des trois quarts de la valeur de leurs exportations. Une situation absurde et tragique. Le Mexique a réussi, lui, à renégo-cier sa dette dans des conditions satisfaisantes, mais c'est l'exception qui confirme la règle. Et, de Mexico à Buenos-Aires, tous les responsables répètent que les Etats-Unis seraient bien avisés d'être plus attentifs à cette dégradation très dangereuse qu'aux « menaces »

C'est un argument développé avec insistance et habileté par M. Fidel Castro. Récemment, il proposait que les pays endettés refusent d'honorer leurs obliga-tions. Dans le « Wall Street Joarnal », le professeur Schle-singer rapporte que le dirigeant cabain a mancé cette position radicale. Il suggère hi aussi maintenant que les nations industrialisées, et d'abord les Etats-Uais, prenaeat des mesures énergiques (en caution-nant les banques privées) pour trouver une solution au drame numéro un de l'Amérique latine.

Les otages de Beyrouth : Le gouvernement prévoit Washington s'attend à une longue crise

Tous les otoges qui étaient encore détenus dans le Boeing de TWA ont été transférés le lundi 17 juin dans la banlieue sud de Beyrouth et sont aux mains du mouvement chitte Amal. M. Nabih Berri, chef de ce mouvement, s'est porté garant de leur sécurité. Le chanteur Demis Roussos et deux autres otages grecs ont été

libérés mardi après-midi. Cependant, Washington s'attend à une longue crise.

De notre correspondant

américains commencent à craindre que l'affaire du vol TWA 847 n'en soit qu'à son début et ne déborde largement le cadre du simple

Lenr première réactinn, en apprenant, le lundi 17 juin, que le monvement Amal de M. Nabib Berri venait de prendre le contrôle direct des otages, a été un très rela-tif, mais évident snulagement. M. Berri, après tout, n été marié à une Américaine et a des enfants élevés aux Etats-Unis, où il possède un permis de séjnnr et connaît beaucoup de monde, notamment M. McFarlane, le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale.

Comme le disait une des chaînes de télévision dans l'un des innom-brables portraits qu'elles ont diffusés de lui, - il comprend les Etats-Unis », ce qui signifiait que l'Amérique pourrait trouver avec lui un langage commun qu'elle

Washington. - Les dirigeants n'avait pas avec les premiers responsables de la prise d'otages. Et puis, an moins, M. Berri a nn nom et ne se caebe pas derrière des organisations fantomatiques dont on ignore qui tire vraiment les fils.

> C'est ce premier mouvement qui a d'abord conduit les autorités américaines à faire savnir qu'elles voyaient en M. Berri un « homme responsable » presque un modere, eu égard en tout cas aux critères de Beyrouth 1985. Il fallait voir dans cette réaction

> le signe d'une détente dans une crise assez lourde pour que les télévisions aient décidé d'entrecouper leurs programmes de flasbes spé-ciaux. La Maison-Blanche indiquait bientôt que M. McFarlane avait joint an téléphone M. Berri pour lui dire que celui-ci détenait - la capacité de mettre fin - à cette affaire.

> > BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 3.)

Plusieurs raisons à cela. La première est le ralentissement sible de l'activité économique aux États-Unis. On attendait un frei-

nage outre-Atlantique après l'extranrdinaire boom de 1984 (+ 6.8% de croissance en volume). Mais la décélération semble plus forte que prevu, et surtout les pays européens - la RFA notamment n'ont pas pris le relais, préoccupés par le rétablissement de leurs équi-libres internes et par la lutte contre l'inflation. Curieusement, cette déconvenue en provenance de l'extérieur n'a pas vraiment été prise en compte, puisque la progression de nos exportations n'a pas été corrigée Même révisés, les nouveaux et reste de 4,1 % en volume.

Autre raison de la révisinn des prévisions en matière de croissance : la faiblesse de la demande intérieure. Les investissements des entreprises repartent mais plus faiblement que prévu. Leur croissance ne sera que de 1,8 % au lieu de 2,5 % escomptés. De même, les achats de logements des ménages régressent de 2,3 % en volume, c'està-dire plus que prévu à l'antomne dernier (- 1,2%).

Autre raison majeure expliquant la faible croissance à laquelle il faut s'attendre : la consommation des menages stagnera nu presque (+ 0.8 %), conséquence de la rigueur salariale. L'effet des réductions d'impôt jouera trop tard pour améliorer les choses cette année. Les pouvoirs publics avaient prevu une nette amélioration du pouvoir d'aebat des ménages : + 1,6 % escompté il y a buit mois. Ils ont du revoir ce ebiffre et le ramener à 1,1 % ce qui semble encore un peu

comptes du gouvernement apparaissent trop optimistes en matière de croissance. Il est peu probable, en effet, que la production nationale puisse progresser cette année de 1.5 %. Il aurait été plus vraisem-blable de retenir un chiffre voisin de 1 %, comme l'ont d'ailleurs fait les principaux instituts de conjoncture... **ALAIN VERNHOLES.**

(Lire nos informations page 17.)

PRISONS

Des mesures en faveur des détenus

Un mois après les t.oubles qui on ecoué les prisons, le ministère de la justice s'apprête à rendre publiques une série de mesures destinées à améliorer la vie carcérale. Une centaine d'articles du code de procé-dure pénale vont cité modifiés par décret.

Au total, rien de révolutionnaire, mais la marque d'une volonté politique. Surpeuplées et, pour certaines, mnyenageuses, les prisons sont actuellement l'ubjet de la sollicitude tardive du gouvernement. M. Francois Mitterrand a annonce que le prochain budget serait moins rigoureux à leur égard, et on attend pour le 14 juillet une grace présidentielle qui libérera un nombre, pour le moment indéterminé, de détenus,

Les mesures que M. Rubert Badinter, garde des sceaux, s'apprête à annoncer répondent au même souci. Elles étaient prévues de longue date, bien avant les secousses du mois dernier qui unt retarde leur entrée en vigueur. Mais elles tombent opportunément, à la veille d'un été que les responsables de l'administration pénitentiaire prévnient comme l'un des caps les plus difficiles à passer depuis longtemps, en raison d'un surpeuplement record.

(Lire page 9 l'article de BERTRAND LE GENDRE.)

Lt Monde MÉDECINE

Naître à point

La France a mis en œuvre une politique de prévention de la prématurité que les Etats-Unis lui envient

La semence et la loi

Henri Caillavet défend le point de vue des athées dans le domaine de la procréation artificielle

Les réseaux Giraud

Un projet pour une réforme du système de santé

Pages 11 et 12

Les cent jours de Mikhaïl Gorbatchev

De notre correspondant DOMINIQUE DHOMBRES

FÉBRILITÉ A L'INTÉRIEUR, PRUDENCE A L'EXTÉRIEUR

Moscou. - Cent jours après son accession au pouvoir, le 11 mars dernier, M. Mikhail Gorbatchev paraît décidé à maintenir le rythme rapide qu'il a adopté d'emblée. L'impression d'énergie donnée par le plus jeune dirigeant soviétique depuis Staline est indéniable, mais cet actiles mois qui viennent, les succès économiques ne sont pas au rendez-vous, M. Gorbatchev sera tenu pour directement responsable de cet échec, et ses nombreuses interventions actuelles pourront lui être reprochées comme une gesticulation

Les ambitions du secrétaire général sont en effet considérables. Il veut remettre en mouvement un pays largement assoupi. Il est le premier dirigeant soviétique à prendre conscience du plafonnement progressif des ressources naturelles et humaines - pourtant immenses - et à proner un développement économique non plus extensif e mais

La population active de l'URSS n'angmente plus désormais que fai-

blement. Il y a pénurie de maind'œuvre dans plusieurs régions de la Russie d'Europe. Les républiques asiatiques musulmanes nffrent au 70%. Bref. les ressources naturelles contraire un excédent car leur taux sont de moins en moins accessibles de natalité n'est pas tombé il v a transfert de populations n'est guère réalisable, sauf à recourir à la violence, comme au temps de Staline.

La croissance n'est done plus portée par l'augmentation mécanique de la population active. Elle ne l'est pas davantage par l'utilisation de nouvelles richesses naturelles. Celles de la Russie d'Europe, notamment le pétrole de Bakou ou le charbon du Donbass, s'épuisent. Les gisements à l'est de l'Oural sont gigantesques, mais leur coût d'exploitation monte en flèche à mesure qu'on s'éloigne des régions habitées.

- Actuellement, 80 % de nos ressources se trouvent en Orient et en Sibérie, et, pour les atteindre, il nous faut taut construire: les routes, les villes. Cela revient extrê-

supplémentaire a augmenté de et de plus en plus chères », déclarait M. Gorbatchev le 17 mai dernier, lors d'un discours largement improvisé à Leningrad. Le secrétaire général a enfoncé le elou à l'occasion de ce déplacement. Il n'est plus question de gaspiller l'energie ou les matières premières. L'utilisation de centrales thermiques plus performantes permettrait ainsi, selon lui. d'économiser vingt millions de tonnes de pétrole par an. Des labours moins profonds protégeraient les sols et permettraient de diminuer de 35 % la consommation de gazole. L'URSS est nbligée d'importer de l'eau, alors que 21 % de l'eau potable produite dans le pays est déversée directement dans les égouts sans étre utilisée...

mement cher. En dix ans, le coût de

production d'une tonne de pétrole

Pour parvenir au . minimum de % - de eroissance annuelle que M. Gorbatchev s'est fixé pour abjec-

tif. il n'est pas question de faire sortir de terre inconsidérément de nouvelles usines. - Il faut renoncer sans hésiter au stéréotype qui s'est établi dans le passé, quand la construction de nouvelles entreprises était considérée comme la meilleure méthode pour accroître la production, alors que bien des entreprises existantes n'avaient pas ète modernisées depuis de longues années . a déclaré le secrétaire général le 11 juin devant les principaux responsables économiques du pays. Tous les projets industriels sont en cours de réexamen. Certains seront poursuivis, d'autres gelès, voire aban-donnés, et la priorité est donnée au rééquipement des entreprises vieil-

Fait sans précédent. l'ensemble du projet de plan quinquennal pour 1986-1990 à été renvoyé par le bureau politique à ses auteurs, à charge pour eux de l'améliorer.

propose M. Gorbatchev est considérable. Le changement de mentalité que

(Lire la suite poge 4.)

dossiers et documents

LA GUERRE **IRAN-IRAK**

LE FMI

DOSSIERS ET DOCUMENTS: LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIN 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,80 F

AU JOUR LE JOUR

Silence

Le débat politique, d'ordinaire, est une succession de déclarations, de prises de parole et de bec. On cause, on réplique, on oligne les phrases assassines. On affirme, déforme, dément, brode, cite et tronque. Ainsi s'enfle, sur l'océan des polémiques, la vague des ambitions.

Parfois, cependant, le ronron s'interrompt et un silence fait bruit. Ainsi de lo bouderie de M. Jospin, renoncant, lundi, à sa conférence de presse habituelle. Il aura beaucoup enrichi le débat, ce silence. C'est le comble du raccourci, de la - petite phrase -, une sorte de - trou noir - de lo pensée : plus de phrase du tout !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

6. NAMIBIE

Un défi de l'Afrique du Suo.

8. POLITIQUE

Nouvel avertissement de M. Georges Marchais aux élus communistes.

9. RELIGION

Le cardinal Ratzinger estime que Vatican II a échoué.

15. TÉLÉVISION

Accord Gamma-AFP-«le Monde» pour la production de programmes.

18. SOCIAL

Projet de convention entre les médecins et l'assurance-maladie.

A way to be a way to لتشفير والمراز . . . THE PARTY OF THE P Inches of the Manager ت -The second of the second TOTAL CONT. SE The state of the s THE PARTY IS LANGUAGE IN U.S. - E Action and the party of A STATE OF THE PARTY OF · ·

AND AND A STATE OF

Sonner ou sonné

20 Page 1997

100 mg 10

From 18 20 28 5

De Director

tion has been by the

E. L. W. T. 14 - 48

a way the same

State State Street

Carre Sage

mental of the state of

Catholica Wiles

The state of the same THE RESERVE THE RESERVE THE PARTY OF THE PAR THE PARTY IN THE PARTY IN THE The same of the sa

The state of the same of the s

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY OF Marie Administration of the second -

Comment for the property of

Controller Controller to 11

The state of the same of

THE SHE WAS A SECOND TO

The second second second -

The state of the s

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

Marie Marie

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

The state of the s

The second of th

THE PARTY OF THE P

Control of the Contro

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

連続に基準的機器を下記を 296-491

LE SALPETRE

INE VOS MURS

THE WAR HAND CO. LAND . LAND ! AND

Aration Kaiko est susper

-

MARKET STATE OF THE PARTY.



débats

L'affaire Manouchian

Jusqu'au 2 juillet, date de la diffusion par Antenne 2 du film Des « terroristes » à la retraite, et sans doute après, l'affaire Manouchian continuera de susciter d'âpres polémiques, comme celle qui a marqué, samedi 15 juin, le « Droit de réponse » de Michel Polac sur TF 1. Nous versons aujourd'hui deux pièces au débat : les articles d'Adam Rayski et d'Edouard Ruiz.

Le souvenir des combattants immigrés

Ouelles sont les responsabilités de Charles Tillon et de Louis Aragon dans la manière dont ont été publiées les lettres de membres du groupe Manouchian?

par EDOUARD RUIZ (*)

par EDOUAF

OMME d'a écrit Stéphane
Courtois dans le supplément
le Monde aujourd hui daté
2-3 juin, il est exact que, sous les
anspices de Charles Tillon, alars directeur du journal France d'abord,
fut publié, en 1946, un livre intitulé
Lettres de fusillés, préfacé par Lucien Scheler, rassemblant les « lettres d'adieu des Francs-Tireurs et
pariisans « à la veille de leur exécution par l'occupant nazi, Ces lettres,
au nombre de soixante-treize, comportaient celles écrites à leurs faau nomore de soixante-treize, com-portalent celles écrites à leurs fa-milles par einq des vingt-quatre membres du groupe Manouchian : Celestino Alfonso, Spartaco Fon-tano, Joseph Epstein, Léon Gold-berg, Miebel Manouchian.

Ce qu'omet de préciser M. Courtois, c'est que la lettre adressée par Manouchian à son épouse Mélinée est censurée, dans cette édition, d'un passage eapital pour ce qui aujourd'hui nous préoccupe, et qui est celui-ci: « Je pardonne à tous ceux qui m'ont foit du mel que qui est cette de la ceux ceux proposes de la celui-ci est de mel que qui est celui-ci e qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal, sauf à celul qui nous a trahis pour racheter sa peau es à ceux qui nous ont vendus. • M. Courtois, qui accorde à Charles Tillon un satisfect pour cette défining deursit à mon avise un cette défining deursit à mon avise. cette édition, devrait, à mon avis, re-venir sur son opinion. Je ne suis pas, pour ma part, convaincu de la res-ponsabilité de Tillon dans cette cen-C'est à lui de répondre. Ce passage occulté sera rétabli pour la première fois dans le livre Manouchian, pu-blié par sa femme, Mélinée, aux Editeurs français réunis (directeur Louis Aragon) en 1974. La lettre, dans son intégralité, est reprise dans le récent ouvrage publié par les édi-tions Messidor, sous le titre Ils ai-

M. Courtois, dans ce que je nommerais sa vivacité, accuse Louis Aragon de - forfaiture ». Et cela, à propos d'un ouvrage intitulé Lettres des (sic) communistes fusillés, puhlié par les Editions en langues étrangères de Moscou, en 1951, et dont Aragon aurait, sclon M. Courtois, écrit la préface.

L'avertissement de l'éditeur est rédigé en langue russe, ce qui laisse entendre uae utilisation interne, sans doute vers un publie d'étudiants en français. Cela pourrait passer pour un détail, mais a son importance. L'avertissement indique: - Le choix de lettres repose sur des matériaux publiés en France après la Seconde Guerre mondiale. En guise d'avani-propos, nous donnons un extrait du livre d'Aragon le Cammuniste (sic). » Sur les vingt-quatre lettres choisies, quinze figuraient dans l'ou-vrage de Tillon. Aucune des lettres des membres du groupe Manou-chian n'a été, en effet, retenue.

L'avant-propos d'Aragon, qui n'est pas une préface écrite pour l'auvrage, avait été publié cinq ans auparavant, en 1946, dans l'Homme communiste, ehez Gallimard. Ce texte rendait compte, précisément, de la publication des Lettres de fu-sillés en termes émouvants, et il nous faut bien citer ce passage : . Et dans la France on ne peut exclure dans les masses media et dans l'opiceux-cl qui, nes ailleurs, ont choisi
nion en raison du climat politique
de mourir pour elle. Vous vous sauvenez des grandes affiches rouges
dont les Boches ont voulu nous effilm de Mosco Des « terroristes » à frayer, montrant les patriotes taus comme des étrangers, aux noms im-prononçables, avec des photos mal rasées... Un des coups les plus man-qués de leur propagande : nous écri-vions Morts pour la France sur ces

dans l'édition soviétique par un fonc-tionnaire malhabile, devient totale-ment incompréhensible en regard du eboix de lettres donné au lecteur, dans lequel ne figure aucun nom à linée; l'autre, une lettre écrite par consonance étrangère. Par contre, la suite du texte d'Aragoa est ampu-téc : - ... Eh bien, voici Michel Manouchian, né en Turquie, principal accusé du procès des « vingt-quatre étrangers .. Que dit-il, écrivant à sa femme ? . Après la guerre, tu pourras faire valoir ton droit à la pension de guerre en tant que ma femme, car je meurs en soldat régulier de l'armée française de li-bération... Tu feras éditer mes poèmes et mes écrits ». Toute la France. >

Rien, nous pensons l'avoir prouvé, ne permet d'accuser Aragon de forfaiture. Ce dont nous pourrions mut au plus l'accuser, c'est d'avoir fait preuve de légèreté, en ne prévoyant pas l'interprétation que ferait en 1985 M. Courtois d'une autorisation par lui donnée, en 1951 (si jamais elle lui fut demandée), de publier l'un de ses textes.

(*) Ecrivain. Prépare une biogra-phie de Louis Aragon.

Contre l'histoire-fiction

Il faut reconstituer par le menu cette histoire tragique.

Deux logiques se sont affrontées : celle du Parti et celle des volontaires juifs et immigrés

E 16 novembre 1943, près de la gare d'Evry-Petit-Bourg,
deux bommes avaient rendez-vous: Mysak Manouehian, le responsable des FTP-MOI pour Paris, et Joseph Epstein, chef du co-mité militaire de l'ensemble des for-mations FTP de l'Ilo-do-France. Ils

furent cernés par la police et arrêtés.

A partir de ce moment, leurs

e eas » seraat dissaeiés. Sur aixante-sept résistants arrêtés saixante-sept résistants arrêtés (« quatorze Français arvens, quatre Français julfs. dix-neuf étrangers arvens, trente étrangers julfs », suivant le rapport de police), la Propaganda Staffel sélectionnera vingtirois étrangers, pour la plupart juifs, appartenant aux groupes FTP-MOI commandés par Manouehian. Est-ce parce qu'il était grand, blond aux yeux bleus, exemple-type d'aryen pur, que Joseph Epstein, juif d'origine polonaise, a'a pas été identifié comme tel ? Après un procès sans tapage, le 11 avril 1944, il fut condamné à mort avec dix-huit autres FTP, tous des Français, autres FTP, tous des Français,
aryens » selon la terminalagie

Sans tenir le moindre compte du liea évideat entre l'arrestation de Josepb Epstein et celle de ses cama-rades français et de Mysak Manouchiaa. certains croicat pouvoir expliquer la chute de ce dernier et des FTP-MOI, cotrainant l'arrestation de nombreux Français, par une trahison on un abandon délibéré de la part de la direction elandestine du PCF, soucieuse de son image de parti « nationaliste » et « cocardier » et ne souhaitant pas avoir à compter, après la guerre, parmi ses héros, des juifs et des immigrés aux noms « Imprononçables ». Aussi in-vraisemblable qu'elle paraisse, cette accusation rencontre na certain écho film de Mosco Des « terroristes » à la retraite, n'a pas manqué, pour sa part, d'exacerber le débat. A croire

part, d'exacerber le genal. A cronte part, d'exacerber le genal. A cronte part, d'exacerber le genal. A cronte qu'il y trouve son compte l'assées... Un des coups les plus manués de leur propagande: nous écritoris Morts pour la France sur ces ffiches-là... >

Cette partie du texte, conservée ans l'édition soviétique par un fonconnaire malhabile, devient totale-connaire malhabile, devient totale-connaire malhabile, devient totale-connaire malhabile. La cronte qu'il y trouve son compte l'assée un compte l'abende qu'il y trouve son compte l'assée un compte l'assée un d'exacerber le genal. A cronte qu'il y trouve son compte l'assée un d'abord, que vaut l'hypothèse de la trahison ou de l'abandon délibéré du « groupe Manouchian » par le PCF? Elle est construite et échafaadée à partir de coups les plus manués de leur propagande: nous écritories et leur propagande : nous écritories et leur d'abord, que vaut l'hypothèse de la trahison ou de l'abandon délibéré du « groupe Manouchian » par le PCF? Elle est construite et échafaadée à partir de ceux documents : l'un, d'une authenun certain Joseph Tomasina, retour

Ceux qui nous ont vendus »

Avant de partir pour le poteau d'exécution, Manouehian écrit à sa femme qu'il pardonne à tous ceux qui lui ont fait du mal, mais pas « à celui aui nous a trahis et à ceux qui nous ant vendus ». Pour celui qui a trahi, Manouchian savait à quoi s'en tenir: il s'agissait de son commissaire politique, Davidowicz. Les spéeulations concernent « ceux qui nous ont vendus ». Il suffit de se reporter au vocabulaire de la presse elandestine et de Radio-Loadres pour savoir qui a vendu qui et quoi : e'est dans ces termes qu'on parlait de Pétain, de son gouvernement et de la police française depuis la poignée de mains de Montoire. Manouchian avait explicité le sens de cette phrase devant le tribunal lorsqu'il

par ADAM RAYSKI (*)

s'était adressé à la brochette de col-laborateurs présents dans la salle : Vaus, vaus avez vendu votre conscience et votre âme à l'ennemi (1). >

nemi (1). »

Quant à Tomasina, il affirme que Manouchian, dont il partageait la cellule à Fresnes, l'aurait chargé de faire savoir à Mélinée et au Parti communiste qu'il considère que « le nommé « Roger », [Boris Holban], est coupable avec le commissaire politique ». « Roger » aurait insisté pour que Manouchian donne au commissaire (Davidowicz) « les vrais noms et adresses des camavrais noms et adresses des cama-rades, et qu'il les empêche de changer les adresses ».

Un véritable arsenal

Attribuer un tel propos à Manon-chian, militant éprouvé et grand résistant, e'est l'insulter à titre posthame. Vrais noms? Vraies adresses? Mais qui les connaissait dans la Résistance? Mélinée ellomême oppose implicitement nu démenti formel aux propos de Tomasina en écrivant, au sujet da tragique rendez-vous du 16 novem-Mais comme il [Manoucbian] ne connaissait pas les adresses de ceux qu'il devalt préve-nir, il ne pouvait faire autrement qu'aller au rendez-vous. » L'incohé-rence et l'inconsistance des «arguments » de Tomasina a'ont pas empêché la naissance de la «piste Roger», sur laquelle certains histo-riens et journalistes s'égarent.

L'hypothèse de l'abandon pur et simple ; ses tenants prétendent que la direction du PCF aurait laissé les comhattants sans « vívres », ni armes, ni argent, ni faux papiers, ni nonvelles «planques», ni directives, et aurait même coupé la liaison avec ces groupes. A les entendre, on croi-rait qu'il existait, au niveau de l'état-major, une intendance fournissant aux troupes tout ce dont elles avaient besoin, des vaguemestres ré-glant les soldes chaque début de mois, et, an point où nous en sommes, pourquoi pas une agence immobilière pour planques et ca-ches? Quelle ignorance de ce que fut la vie clandestine! A moins qu'il ne s'agisse de caricaturer la réalité.

Allons au food, Pas d'armes? Le tions établi par la BS2, en date dn 3 décembre 1943, fait l'inventaire des « plèces à conviction ». Ainsi aton trouvé, dans une des planques de Marcel Rayman, an 29g, rue de Belleville: 5 pistolets automatiques, 6 grenades Mills, un lot de cartouches 7,55 mm, etc.; chez Boczov, ebef de l'équipe des dérailleurs : une mitrailleuse Mauser, un pistolet Mauser 6,35 mm, un pistolet Ac-tion, 25 distributeurs de détonateurs, des bombes, des rouleaux de cordeau Bickford, et la liste conti-nue. Manouchian lui-même était, au moment de son arrestation, porteur d'un pistolet automatique de mar-que M.l. Par les temps qui cou-raient, tout cela, on doit l'admettre, constituait un véritable arsenal.

Pas d'argent ? Cela paraît vrai : une très forte somme avait été trou-vée, en effet, sur Davidowicz au moment de son arrestation. Des situations semblables se répétaient fréquemment, mais tenzient à des

causes techniques, et il est abusif de leur donner une signification politique. Curieusement, ceux qui ven-lent, à tout prix, en relevant le man-que d'argent, accréditer l'idée de l'abandou ne se sont pas donné la peine de lire la dernière lettre de Manouchian jusqu'an bout. Dans le post-scriptum, il demande à sa femme de se rendre à une adresse donnée pour récupérer une valise avec une forte somme d'argent... Si tu peux les prendre, écrit-il, rends mes dettes et donne le reste à Armène. > (Armène est sans donte un nom de code pour désigner l'or-ganisation arménienne.)

ganisation arménienne.)

Pas de directives? Du 1st an 12 novembre, les FTP-MOI prétendument abandomés ont effectué au moins quatorze actions, dont plusieurs de grande envergure, notamment deux déraillements, trois attaques contre des hôtels occupés par la Wehrmacht près de l'Etofie, et l'attaque d'un détachement SS place de l'Odéon, nécessitant l'intervention de sept combattants armés de pistolets mitrailleurs. Certaines de ces lets mitrailleurs. Certaines de ces actions sont hautement revendiquées par le journal France d'abord en date du 3 novembre 1943, publié par le comité national militaire des FTPF, ce qui atteste la continuité de liaison entre les FTP-MOI et le

L'organigramme des liaisons et articulations entre diverses organisa-tions et formations constituant la ré-sistance communiste, dont les FTP-MOI et les mouvements politiques de diverses nationalités, montre l'ab-surdité de toute affirmation tendant à faire croire qu'il fut possible d'en isoler un groupe, pour le livrer à la police, sans mettre en danger les aupolice, sans mettre en danger les au-tres secteurs limitrophes et, même, plus éloignés. La police le savait bien. Après avoir retourné et fait « évader » Davidowicz, elle l'a chargé d'une fonction précise. Chris-tine Boïco, responsable du service de renseignements des FTP-MOI, qui a consigné les déclarations faites par Davidowicz avant son exécution par les résistants dans un pavillon d'une. les résistants dans un pavillon d'une localité de la vallée de Chevreuse, note : « La police comptait que Davidowicz pourrait reprendre ses ac-tivités et l'alderait ainsi à remonter jusqu'à la direction du PCF [sacques Duclos] (2).

Souci de rigueur

A l'opposé de l'histoire-fiction et de l'histoire politicienne, qui se si-gualent par le mépris des faits, se situe l'analyse de l'« affaire Manouehian » faite par certains historiens dans un souci de rigueur et de vérité (3). Leur thèse sur la respons bilité politique de la direction du PCF dans la chute du « groupe Manouehlan » traduit bien le déroule-ment et l'enchaînement des événements, l'interaction des facteurs en jeu, la succession des situations telles que nous les avons connues et

Les divergences apparues à l'été 1943 entre la direction des organisa-tions juives, d'une part, la MOI et la direction du PCF, d'autre part, por-taient sur le problème de savoir si

(*) Responsable national de la sec-tion juive du PCF et de l'UJRE (Union des juifs pour la résistance et l'en-traide), de 1941 à 1949.

nous devious à tout prix nous accro-cher à Parix, quasiment vidé de sa population juive par les déportations et l'exode vers le centre et le sud du pays. Notre place était aux côtés de cette population, qui constituait no-tre milieu et notre terrain d'action naturels, en dehors duquel notre or-ganisation restait à découvert, sans possibilité de recrutement pour comganisation restait à decouvert, sans possibilité de recrutement pour com-bler les vides creusés par les arresta-tions successives. En outre, le trans-fert de nos forces vers les centres urbains de la zone sud répondait mienx à l'objectif principal de la ré-sistance juive: la défense contre les déportations et la solution finale, déjà en marche: Par le refus de no-tre desande de repli au mois de metre demande de repli au mois de mai 1943 (acceptée sculement en sep-tembre), la direction du Parti a fait un choix politique entre ses priorités d'ordre général et les nôtres.

Le Parti et les FTP-MOI

Pour s'affirmer tant à Paris qu'à Londres et à Alger, le Parti commu-niste ne disposait dans la capitale que des FTP-MOI, les aures FTP ayant été décimés durant le premier trimestre 1943. Leur reconstitution avec de nonveaux déments n'allait pas sans difficultés, car les jeunes, communistes compris, pour échap-per an service du travail obligatoire (STO), prenaient le chemin des ma-

cord avec les orientations du Parti, il était naturel que nous agissions en fonction de l'impératif de défense des juifs et compte tenu d'une pa-rade efficace à la répression poli-cière. Un autre élément entrait dans notre raisonnement ; la guérilla n'est pas la guerre; elle attaque l'emenii non pas là où il la fixe, mais là où elle voit les meilleures chances de renli.

C'est là l'erreur et la responss lité de la direction du PCF. Les FTP-MOI ont donc continué à se battre dans Paris et à sabir de lourdes pertes : sur un effectif de soixante-cinq hommes de première ligne, la moitié out été arrêtés, les autres ont été mutés ensuite dans le Pas-de-Calais.

Cependant les directions MOI et PCF sont restées à Paris. Les juifs, les immigrés, ne sont pes entrés dans la résistance sur un ordre de mobilisation. Ce ne fut même pas le cas Parti communiste. Ils étaient tous des volontaires, motivés par la haine do nazisme et, surtout, par la douleur au vu du massacre de leurs pro-ches. Un sentiment noble les soulevait : la vengeance. C'était ainsi en ces temps-la

Il est à craindre que, un jour, ne surgisse un nouveau mensonge sur l'inutilité de leur combat, du nonsens de leur mort, d'one résistance pour rien. Ua mensonge s'ajoutant à celui des « six millions de juifs allant à l'abattoir comme des mou-tons ». C'est là le véritable enjeu des debats en cours.

(1) Mélinée Manouchian, l'Affiche rouge. Editeurs français réunis, 1977.
(2) Voir, à ce sujet, Adam Rayski, Nos illusions perdues. Balland, 1985 et Les immigrés juifs dans la résitance », dans les Nouveaux Cahiers, n° 37 (été 1974). (3) Voir l'article de Stéphane Courtois dans le Monde daté 2-3 juin 1985.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Tél. : 246-72-23 Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 500.000 F Principaux associés de la société

Société civile Les Rédacteurs du Monde . MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur. Administrateur:

Bernard Wouts Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09**

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F (L - SÚISSE, TUNISIE 504F 972F 1404F 1800F Par voie sérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bunde d'envoi à oute correspon

Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,90 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,20 S; Côte-d'Ivoire, 335 f CFA; Danémark, 7,50 kr.; Espagne, 120 pes.; E-IL, 1 S; G.-B., 58 p.; Grèce, 80 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Liben, 500 P.; Libye, 0,350 Dk; Luxembourg, 30 f.; Norvige, 9,00 kr.; Pays-Bss, 2 fl.; Portugal, 100 acc.; Sönégal, 235 F CFA; Suède, 9 kr.; Suisso, 1,60 f.; Yougoslavie, 110 nd.

Le précédent espagnol

Le docteur Henri Chrétien, ancien médecin-chef des FTP de l'Île-de-France, arrêté en janvier 1943,

N'ayant pas vécu à Paris la fin 1943, survivant alors péniblement à Natzweiler (qui ae s'est jamais ap-pelé Struthaf), je a'oserai ehoisir entre négligeance ou plan machaviélique [pour expliquer la chute du groupe Manouchian], Mais comment ne songerais-je pas à ce san-glant septembre 1938 en Espagne, quand Négrim, avec l'approbation certaine d'un Staline qui revait déjà du pacte de retournement que prophétisa alars Trotski, maintint au cœur des plus acharnés combats de la boucle de l'Ebre, jusqu'à ce que chaque brigade voie ses effectifs ramenés à ceux d'une compagnie, ces volontaires internationaux dont il avait, en fait, décidé le rapatriement sans contrepartie?

Ayant lu les pseudo-Mémoires de M. Jean Jérôme, qui sourmillent de fables parfais puériles et d'inexactitudes flagrantes, j'ai sursauté en lisant le passage où il décrit son arrestalion (en avril 1943) à la suite de sa rencontre avec une camarade, filée, qui lui annoncait la . chute du groupe Manouchian ». Or il a'y cut de « groupe Manouchian » que lors , saisi de cette information.

dn - procès - de février 1944, et e'est en novembre 1943 que sont tombés les combattants de la maind'œuvre immigrée.

Le fait que le PCF a'ait pas expliqué publiquement ce lapsus du sieur Jean Jérôme (pas plus qu'il n'a éclairei publiquement l'étrange bio-graphie de M. Marchais pendant la guerre) me range dans le camp de ceux qui, comme Mélinée Manouchian. « ont des doutes ».

La ligure d'Epstein

M. Albert Ouzoulias, ancien commissaire militaire national des francs-tireurs et partisans, nous

Le réalisateur a enregistré trente minutes d'entretien avec moi et il en a gardé trente secondes [dans le film Des « terroristes » à la re-

(...) Notre service de renseignements, qui fonctionnait au cœur du dispositif ennemi, signala à la direction du PCF qu'un responsable FTP de la région parisienne s'était mis an service des Brigades spéciales, sans que nous sachions s'il s'agissait d'un Fraaçais ou d'un immigré. Cet homme, Davidowicz, avait été arrêté le 26 octobre 1943. Malgré toutes les difficultés dues au cloisonnement d'un appareil illégal, je fus

Au rendez-vous de Bois-le-Roi. dans la forêt de Fontainebleau, que j'eus avec le plus grand officier de toute la Résistance, le colonel Gilles (Joseph Epstein), juif polonais, nous décidames ce qui se faisait dans de tels cas : demander à tous les FTP de changer de domicile en veillant à ce pas être filés.

Ces directives furent données, les documents le prouvent. Hélas, le 16 novembre 1943, Joseph Epstein devait être arrêté à Evry-Petit-Bourg an readez-vous qu'il avait fixé à Mysak Manouchian, ce dernier étant filé. Si je suis vivant. c'est parce que Gilles, malgré les tortures, n'a pas parié (...).

Jamais aucun FTP, français on immigré, n'a demandé à quitter la région parisienne, où certes la lutte était infiniment plus dure que mulie part ailleurs. Je n'ai été saisi d'aucune demande ni en 1941, ni en 1942, ni en 1943, ni en 1944.

La condamnation

nuel Mounier nous adresse la lettre

d'Adam Michnik (et de ses rades Lis et Frasyniuk). Michnik, qui a déjà fait de la prison, avait trouvé sa voie grâce au personnalisme d'Emmanuel Mounier. Il n'a cessé d'être auprès de Lech Walesa un conseiller ardent et mesuré.

Le procès, quasi à huis clos, d'où Michnick a été expulsé quatre fois, est une parodie à laquelle n'a même pas manqué un relent d'antisémi-

La détente, aussi bien en Pologne qu'entre l'Est et l'Ouest, ne pourra devenir une réalité tant que des condamnés comme lui ne seront pas réhabilités.

Ponr l'Association des amis

d'Emmanuel Mounter, PAU-LETTE EM. MOUNIER, PAUL FRAISSE, JEAN-MARIE DOME-NACH, PAUL RICCEUR, ELBER-TRAND D'ASTORG, HENRI BARTOLI, MARC BEIGBEDER, HUBERT BEUVE-MERY, ETIENNE BORNE, CLAUDE BOURDET, FRANÇOIS DE-NOEL, ANDRE DUMAS, PAUL FLAMAND, FRANÇOIS GOde Michrik

L'Association des amis d'Emmauivante:

L'Association des amis d'EmmaLiard, andré Mandouze,
uivante:

L'Association des amis d'EmmaLiard, andré Mandouze,
UIARD, andré Mandouxe,
UIARD, andré condamnation à trois ans de prison. CENT, BERNARD VOYENNE.

ger 4 (4 1 1 1

2 7 78×5° 7°

Ihomme-cle de

total spine in terms. Anna 1885 TOP IN ST CHEER THE MAN SHOP

1 "315" 7 "-4 - * 61.K 32 0 .T': NE ' 34 24 444 # To the of waters the most dis-क्षाकारमा गोडान्डन का 🚜 🕍 namical arministra What is a very training the I have a second of the second Title botto includence and

THE RESIDENCE SHOWING SHOWING THE PERSON NAMED IN THE REST S. A. LEWIS CONTRACTOR The Harry harry was per a ----Code : Admin on the State 200 tart a 1-4 by 6000 territaria in ter me finen den de The state of the s 20 30 4 55/3 8 847 4 Margin 18 the management parage Non Arts Name and State

B and lock or there was Stone AND ALL AND ADDRESS OF THE PARTY AND THE PAR 20 2 to 10 10 10 20 100 204 23" 2 24 Mg WE

THE TOTAL STREET AMERICA

The Proof is not a Comment of the

A to be great and or Name and

Sale to very tra page 3 . The second second 20 1000 The chapter

The second second second and the same of th Service of Service Service of the State Land The second of the second of To design the same The second second second The second secon DAY IN THE PARTY OF THE PARTY O

The second of the second AND THE PERSON OF THE PERSON O Service of an about The second of the parties The State As to protect the protect that

Charles and double the second second second

Telephone and The same land

tore-fiction

sette distrire teat A Section of the section of

Control of the second of the s

Bernard Control of the Control of th

1 100 The 100 ... The state of the s And the second s

College St. - - and the same of th Complete State Spinish Transaction of the Contraction o Andrew States

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF REPORT WATER AND A THE Marie Marie Marie Comment The state of the same Marie of State waite, which September State St Best ground war to

STATE OF THE The state of the s The second secon Marie Control of the Company of the second of the s

The second of th d water as a se

The second second second second The second second BOLL BORNES AND A CHARLE Contract of the second

The state of the s White the street was the Station . See production .

Miles Hearts 1

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH A MUNICIPAL AND A STATE OF THE PARTY OF THE

BERTING.

The second of the second

<u>étranger</u>

LA DÉTENTION DES OTAGES DU BOEING DANS LA CAPITALE LIBANAISE

La facilité avec laquelle a été détourné le Boeing de la TWA, à l'aéroport d'Athènes, a suscité de nombreuses réactions dans les milieux de l'aviation civile. La Fédération internationale des associations de pilotes de ligne, qui regroupe soixante pays, a appelé, lundi à Loudres, tous les gouvernements à agir contre la menace des détournements d'avion. Le capitaine Laurie Taylor, secrétaire général de la fédération, a déclaré qu'il revenuit « aux gouvernements de prendre des mesures, et non aux pilotes ».

 A WASHINGTON, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. Dante Fascell, a appelé à un boy-

cottage international de l'aéroport d'Athènes, souliguant que des « négligences bien connues » existaient à l'aéroport grec en matière de sécurité. « La Grèce, a-t-il dit, a refusé à plusieurs reprises les efforts du gouvernement américain pour aider à renforcer la sécurité à l'aéroport et a refusé de prendre d'autres mesures pour combattre le terrorisme inter-

· A PARIS, la Fédération des usagers des transports (FUT) a appelé « les usagers des transports aériens à boycotter les pays qui refusent de prendre des mesures sérieuses de prévention contre le terrorisme ». La FUT a cité l'exemple d'un pays

« comme la Grèce qui vit en grande partie du tourisme et qui ne pourra pas continuer à laisser monter à peu près librement des terroristes dans les avions qui décollent de l'aéroport d'Athènes si les touristes menacent de le boycotter massivement ».

• A BEYROUTH-OUEST, des obus tirés depuis les hauteurs de la capitale ont fait plusieurs morts. Autour des camps palestiniens assiègés par les miliciens chiites, de violents combats se poursui-

 A JÉRUSALEM, on rappelle que la libéra-tion des quelque sept cents anciens prisonniers du camp d'Ansar, transférés le 2 avril dernier au péni-

tencier d'Atlit, au sud de Haïfa, aurait dû intervenir dès le retrait de Tsahal du Liban, suivant les promesses des dirigeants israéliens. Les Libanais, en majorité des chiites, détenus à Atlit - sans jugement ni condamnation - out été transférés dans ce pénitencier en violation de la Convention de Genève, selon le Comité international de la Croix-Rouge. Aucun journaliste n'a pu, à cc jour, y rencontrer les détenus libanais, mais des délégués du CICR leur rendeut visite régulièrement. Pour la plupart, ils ont été arrêtés par l'armée israélienne lors des « opérations coup de poing . contre des villages chiites, -(AFP. Reuter.)

J'ai fait transférer les passagers pour assurer leur sécurité, dont je suis responsable

Bevrouth. - Les otages du Boeins de la TWA sont, depuis la nuit de di-manche à lundi, détenus à terre, disséminés à travers le banlieue sud de Beyrouth En fait on s'attendait à un tel épilogue au vu de la tournure

La milice chiite Amal a, en fin de compte, pris le relais d'un commando qui, à l'origine, appartenait aux hezbollahs ou, selon M. Berri, < à quelque chose de ressemblant ».

Pour les détenus, désormais aux mains d'Amal, c'est là une certaine garantie, cette organisation assu-mant ses responsabilités et ayant pris l'engagement d'assurer leur sécurité. M. Berri a toutefois précisé que cet engagement vaut seulement aussi longtemps que les négociations

Chef d'un mouvement qui

compte tant d'hommes en treillis

ou du moins vêtus sans recher-

che, M. Nabih Berri, toujours cra-

vaté et habillé à le facon d'un

PDG, tranche dès l'abord sur ses

compagnons. Dans le cohue dé-

feriant sur son ancien domicile.

devenu le permanence d'Amal, il

surprend aussi par sa sérénité, ses manières affables et la façon

détendue dont il accueille ses in-

nombrables visiteurs. Avec la

montée en puissance du chiisme

libanais, cet avocat de guarante-

cinq ans est en effet devenu

l'homme-clé de Beyrouth-Ouest

à majorité republimana cuand, la

6 février 1984, sa misca en a

pris le contrôle. Il est aussi minis-

tre de la justice au sein du gou-vernement libanais, et la prédo-

minance de sa communauté dans

le Sud ka a valu tout naturelle-

ment le titre de « ministre du Li-

ban du Sud » avec la direction de

la lutte contre l'occupation israé-

quit une honnête aisance sans ja-

mais accéder à la grande fortune,

à Freetown, en Sierra-Leone. Le

village d'origine de sa famille.

Tibnine, dans le sud du Liban,

e'enorqueillit de cet enfant qui a

réussi. Après la disparition en Li-

bye, en 1978, de l'imem Moussa

Sadr, ce « civil » est devenu le

chef du mouvement politico-

militaire Amal. Marié en pre-

mières noces à une Américaine,

qui vit aujourd'hui à Detroit avec

six de ses enfants, M. Nabih Berri

se rend fréquemment aux Etats-

Unis et s'exprime mieux en an-

glais qu'en français. Sa seconde

épouse, dont il a une fille, vit à

Fils d'un émigré chiite qui ac-

- -

1 1 2

. =

1

se poursuivront pour un échange des Américains contre environ sept cent prisonniers Libanais, en quasitotalité chiites, transférés du Liban du Sud au camp d'Atlit, en territoire israélien. - Si je réussis, tant mieux. Sinon. o Dieu vat... Je m'en laverai les mains, un point c'est tout », a expressément déclaré M. Berri.

Le nombre des prisonniers américains, est, selon le département d'Etat, de quarante-trois, mais cela n'est pas absolument certain.

Se carrière politique a com-

ait, au sein de le commu-

mencé en 1974 lorsqu'il e rejoint

de l'imam Moussa Sadr, qui

nauté chiite, d'un extraordinaire rayonnement. Un an plus tard, à

la création d'Amal, branche mil

take du mouvement, il devenait

membre du bureau politique de

l'organisation. Après la dispari-tion de l'imam Sadr, en Libye, il lui succède à le tête du mouve-

ment. Alors que sa communauté

revêt, dans le jeu libanais, une importance croissante avec le

guerra, ce jeune avocat sait la

quider de facon babile. Il ique en

maître de la carte que lui assure

le nombre des siens, présents

surrout au sud du pays, dans la

banlieue sud de Beyrouth et dans

dirigeants libanais, volontiers au-

tocrates et exarçant sur leur

clientèle ou leurs partisans une autorité absolue, M. Berri use

surtout de la peraussion st

amène à ses vues ses collebora-

teurs et ses troupes. C'est là sa

force et sa faiblesse, la qualité de

étant parfois payée de conces-

sions qui le contraignent à com-

Dans l'affaire des otages amé-

poser plus qu'il ne le souhaite-

ricains, on vient de voir les incon-

vénients de ce style de direction

puisqua M. Berri a été contraint

de suivre certains da ses parti-

sans et d'endosser des procédés

On en verra peut-être les avantages si ce maître de la ré-

cupération parvient, comme il s'y

engage, à canaliser des forces qu'il ne peut ni ne veut affronter

qu'il réprouve.

Contrairement à le plupart des

la plaine de la Bekaa.

Les détenus proviennent de trois

M. Nabih Berri:

l'homme-clé de Beyrouth-Ouest

déclare le chef du mouvement chiite Amal

De notre correspondant

- Les passagers américains - aux noms d consonance juive », débarqués et emmenés vers la banlieue sud dès la nuit de samedi, qui sont

- Les passagers débarqués dans la nuit de dimanche à lundi, par petits groupes, qui sont de trente à

- L'équipage de trois hommes les hôtesses ont été libérées; on ignore s'ils ont été maintenus à bord de l'evion ou s'ils l'ont quitté avec les passagers.

Le Boeing de la TWA se trouvait toujours mardi, en fin de matinée, sur une des pistes de l'aéroport, sous la garde d'une quinzaine de mili-ciens d'Amal qui l'ont miné, « n' toutes fins utiles «, pour le cas mi Is-raéliens ou Américains tenteraient une opération de force, devenue toutefois sans objet.

C'est pour parer à une telle éventualité que M. Berri a fait procéder eu transfert à terre des passagers de l'evinn, dimanebe eprès minuit, alors qu'un navire nou identifié et un hélicoptère étaient signalés en large de l'aéroport de Beyrouth. Mais au-cun journaliste n'e vu l'opération qui est demenrée secréte jusqu'à ce que l'annonce en ait été faite lundi eprès-midi. M. Berri a précisé : J'ai fait débarquer les passagers de l'avion et les ai fait transporter hors de l'aéroport (...) en un lieu de Beyrouth (...) où lls sont avec des hommes d'Amal et les pirates de l'air (...) car je redoutais qu'il ne leur arrive quelque chose alors que J'en étais responsable. >

Un « novautage » des pirates

L'entrée en scène d'Ama confuse au départ, puis de plus en plus franche jusqu'à devenir totale, est maintenant à peu près élucidée.

Selon des informations concordantes, la décision de reprendre en main l'opération, montée au départ par lesHezbollahs ou un groupement assimilé, a été prise par Amal dans la nuit de vendredi à samedi. lorsqn'un otage a été abattu par les pirates de l'air pour avoir brusquement relevé la tête.

Contrôlant l'aéroport, risquant d'être, en tout cas, de ce fait impliqués dans une affaire menée par des coreligionnaires et qui pouvait mai tourner, les dirigeants d'Amal ont choisi de « récupérer » l'opération. ils l'ont feit progressivement, « noyantant » les pirates de l'air en introduisant à leurs côtés des mili-

Les pirates de l'air, deux à l'origine, se sont retrouvés ainsi entourés de douze miliciens, qui se relayaient dans un carrousel « d'amis » vigi-

Les manœuvres aéronavales américaines et israéliennes au large de l'aéroport ont donné l'occasion à Amal de parfaire sa reprise en main de l'opération, en mobilisant ses troupes pour prévenir un coup de force militaire. Il est possible que ce risque ait été même amplifié à dessein, comme la riposte - fusées éclairantes, état d'alerte tout le long de la côte et tir permanent balayant la mer pour prévenir tout débarquement - facilitant la - récupéra-

Les pirates ont conservé la direction théorique de l'opération, mais en réalité le pouvoir de décision leur échappait : c'est M. Berri qui a ordonné le transfert des passagers à terre une première fois pour les Américains présumés juifs et une seconde fois pour le reste des hommes

Il e ensuite repris l'affaire en main sur le plan politique. Il s'est fait mandater pour négocier avec les Etats-Unis les conditions de libération des otages. Les pirates réciamaient des diplomates occidentaux et s'étonnaient que ceux-ci puissent venir négocier avec M. Berri à son domicile à Beyrouth-Ouest mais pas à l'aéroport. Sans coup férir, les tractations se sont bel et bien déroulées chez M. Berri à qui M. McFarlane, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité natio-

Une seule revendication

Parallèlement, le chef d'Amal faisait ramener les exigences des pirates de l'air à deux, puis à une seule : le libération des prisonniers libanais détenus en Israël, éliminant celle reletive à la libération des euteurs des ettentats au Kowelt -- malgré le comportement sectoire des Knweitiens qui expulsent les chlites libanais par centaines - - et

déclarant - comprendre - un éventuel refus de l'Espagne de libérer deux chiites libanais détenus dans ce peys pour un attentat contre un diplomate libyen.

Sur l'ultime revendication reletive aux prisonniers transférés par Israël à Atlit, M. Berri s'est déclaré nussi intransigeant que les pirates cux-mêmes

Sur ce point il ne se veut pas médiateur mais partie prenante. L' s'en est longuement expliqué, déclarant : En transférant les prisonniers libanais sur son territoire, Israël a vinlê les conventions de Genève (...).Ce sont des otages au même titre que les passagers de l'avion (...) où les uns et les autres sont des prisonniers (...). Il n'y n guère de différence entre des otages qui sont d

terre, en mer ou dans les airs. Les Israeliens sont les premiers pirates. Ils se sont d'ailleurs eux-mêmes engagés à libèrer tous les prisonniers libanais dès qu'ils auraient achevé l'évacuation du Liban, et ils ont annoncé l'avoir achevé. Israel est pris dans ses propres turpitudes >.

L'unique revendication de M. Berri a donc des chances d'être satisfaite, de qui paierait lergement Amal du rième calculé qu'il e pris, aussi bien sur le plan interne qu'in-

Il est vrai qu'en devenant publiquement comptable du sort des prisonniers dans un contexte aussi chaotique que celui de Bevrouth-Ouest, Amal et son chef, même s'ils tiennent bien leurs miliciens, assument une lourde responsabilité, car ils ne sont pas seuls sur la scène.

LUCIEN GEORGE.

Vives attaques du mufti sunnite contre les chiites

De notre correspondant

Beyrouth. - Le mufti sunnite a'est montré très virulent, dens son prêche à l'occasion de la fête du Fitr (fin du jeune du ramaden), à l'égerd de la communeuté chiite (qui, elle, célèbre le Fitr avec un décalage de vingt-quatre heuresi sans toutefois le nommer. Il e utilisé les termes de « sectarisme », d'« hégémonie », d'« opprassion », accusant « ceux qui se disent déshérités de vouloir priver (en arabe le terme est le même que pour déshériter) les autres de leur liberté, leur dignité, leurs biens et même de leur vie ».

Jamais des termes eussi durs n'avaient été utilisés jusqu'ici publiquement par une communauté musulmane contre une

La conflit chiito-sunnite est exacerbé par l'extension du pouvoir de la milice Amal at de la « guerre des camps » et à l'occasion de celle-ci. Sur le refus d'une restauration, mêma partielle, du « pouvoir palestinien » à Beyrouth, il y a un consensus entre les Libanais. Les sunnites a'y associent, malgré leur conflit evec les chirtes et le fait que les Pelestiniens soient des sunnites.

Amal et le 6º brigede sont la cible d'attentats quotidiens à Beyrouth-Quest. Le dernier en dete, une voiture pieces devant une permanence d'Arnal, a fait un mort et un blessé lundi après-

La « guerre des camps » est, de plus, en principe, terminée, un accord ayent áté conclu à Damas entra Amal et les Palestiniens oro-syrians du FSNP (Ilra page 4). Mais ce n'est pas le premier accord annoncé. Même s'il est appliqué, ses clauses ne permattent guèra d'espérer plus

L. G.

« Toute intervention israélienne serait inutile »

affirme M. Shimon Pérès

De notre correspondant

pas, à ce stade, de prendre une quelconque décision pour hâter le dé-nouement de l'affaire des otages du Boeing de la TWA. Le premier mi-nistre, M. Shimon Pérès, a déclaré, lundi 17 juin, lors d'une réunion publique, que - tnute intervention is-raélienne serait inutile et risquerait même d'être nuisible . Il n'e pas précisé pourquoi. Il démentait ainsi implicitement les informations faisant état de l'établissement de contacts israélo-libanais à Paris.

Le gouvernement de Jérusalem continue dans cette affaire d'adopter un « profii bas ». M. Reagan lui a rendn la tâche moins difficile en ne lui soumettant eucune requête nf-ficielle et en choisissant la fermeté à l'égard des auteurs du détourne ment. Les dirigeants israéliens laissent done entendre qu'ils n'out eucnne raison, en l'espèce, de se montrer plus royalistes que le roi.

Le ministre de le police, M. Haïm Bar Lev (travailliste), e exprimé lundi ce souci de non-intervention. · L'avion est américain, a-t-il souligné. L'équipage et les passagers sont amèricains. L'avion est à Beyrouth. Aucune initiative israelienne n'est donc nécessaire. Muis si les Etats-Unis nous demandent, au niveau approprié, de libérer les détenus chiites, s'ils nous soumettent des propositions, nous les examinerons avec soin. . Rappelant le position tradition-

nellement intransigeante de Jérusalem dans ce genre d'affaires, même auand des vies humaines sont en jeu ., le porte-parole du ministère des affaires étrangères a confirmé l'absence de toute requête américaine - ni formelle, ni infor-

Jérusalem. - Israel n'envisage melle - : - Si les Etots-Unis veulent nous approcher, ils savent très bien comment faire. - M. Haim Corfou. ministre des transports (Likoud), s'est félicité, quant à lui, de la fer-meté de Washington : - Le gouvernement américain comprend parfaitement que nous devans être solidaires face nu chnntage, sinon nous en paierons tous le prix. Je ne pense pas que les Etats-Unis nous demanderont de capituler devant le terrorisme. -

On a confirmé, de source offi-cielle à Jérusalem, que les chiites en-core détenus à Atlit sont eu nombre de sept cent soixante-six et que le libération de trois cent quatre-vingts d'entre eux avait été retardée il y e dix jours, au tout dernier moment en raison d'une mauvaise coordina-tion avec le Croix-Rouge internationale. Les correspondants de presse evaient même été priés de - couvrir l'événement » reporté ensuite sans explication.

Deux faits retiennent plus particulièrement l'attention de le presse et des experts israéliens. D'une part, le sort des otages séparés des autres passagers en raison de leur patronyme - d consonance juive -. Ils seraient, dit-on ici, au nombre de neuf. Les journaux racontent en détail les conditions de cette « séparation ». telle qu'elle fut rapportée par les passagers libérés depuis. D'autre part, les spécialistes relévent que · pour la première fois, le mouve-ment Amal a directement assumé un octe terroriste - et qu'- un membre du gouvernement libanais cnuvre une opération de piroterie contraire à la loi internationale «.

J.-P. LANGELLIER

Washington s'attend à une longue crise

(Suite de la première page.)

Le pessimisme s'est néanmoins rapidement accru dans les rangs officiels. L'évacuation des otages vers la banlieue chiite de Beyrouth rend en effet plus plausible une prolongation durable de leur détention qui aurait été difficilement envisageable dans la carlingue du Boeing. Cette hypothèse doit être d'nutant

plus sérieusement prise en compte que les déclarations de M. Berri laissent peu de doutes sur sa volonté de ne pas relâcher les otages evant d'avoir obtenn la libération des sept cents prisonniers chiites détenus en Israel. Or cette détermination est considérée comme réelle par les responsables américains dans le mesure où, si M. Berri décidait de relâcher les otages sans contrepartie réelle, il risquerait beaucoup de son autorité et ne serait pas même sûr de pouvoir procéder eux bbérations.

Les Etats-Unis, dont le porte-nvions Nimitz a été dirigé vers les côtes libanaises avec plusienrs nutres bâtiments, ne semblent disposer dans ces conditions que de deux options : laisser décanter les choses ou céder. Le paradoxe est que la seconde peut être anssi longue à concrétiser que la première, car encore faudrait-il, pour que les Etats-Unis « cèdent », que les Israéliens acceptent de relâcher leurs pri-

sonniers. Ces derniers n'ont mis qu'nne scule condition à une telle démarche : que Washington le leur demande publiquement. Mais cela n été exclu tout au long de la journée de lundi tant par les porte-parole de la Maison Blanche que par ceux du département d'Etat. La raison de cette apparente fermeté est que les responsables américains ne veulent pas laisser penser que le terrorisme pourrait leur dicter leur conduite ou qu'en faisant pression sur eux on peut faire pression sur Israël.

Au-delà des déclarations de façade, il est pourtant clair que Washington aimerait voir Jérusalem libérer - dans les conditions les plus dignes possibles - ses prisonniers chiltes sans avoir à lui demander de le faire. Femmes, enfants et parents des otages sont en effet déjà devenus des visages familiers des petits écrans, l'Amérique tremble avec eux, et la colère point sous l'émotion depuis qu'a été identifié le jeune · marine » tué par les terroristes Robert Stethem, vingt-trois ans, en fait de « marine », était un ouvrier de la Nevy. L'npinion est agitée, et ce n'est pas sans raison que quelques hauts fonctionnaires évoquent le spectre de l'affaire des otages iraniens, qui avait rendu M. Carter si impopulaire.

apparemment inextricable, des solu-

tions, mais la pression des radicaux, tant en Israel qu'en Liban, n'incite pas à l'optimisme. D'ores et déià ou peut se demander si le détournement du vol TWA 847 n'a pas au moins considérablement amoindri les possibilités de négociation au Proche-Orient qu'nvaient ouvertes les récentes initiatives du roi Hussein de Jordanie.

Que M. Pérès obtempère au vœu cieux des Américains, et l'indispensable partenaire israélien du plan jordanien sera condamné à encore moins de souplesse vis-à-vis de la Jordanie; que M. Reagan cède an terrorisme en demandant à M. Pérès d'y céder, et les adversaires d'un règlement régional sous patronage américain sauront comment contribuer à se manifester, tandis que la Maison Blanche, elle, ne sera guère désireuse d'aller au-devant de nouveaux défis.

La polémique Shultz-Weinberger

Plus immédiatement, cette affaire risque de relancer la polémique opposant depuis l'automne dernier MM. Weinberger et Shultz sur les moyens de lutter contre le terrorisme. • Le terrorisme est utilisé Il y a bien sur, à toute situation par nos adversuires comme un outil moderne de la guerre et nous pou-

vons nous attendre qu'il soit plus souvent dirigé contre nos intérêts dans les nonées à venir », déclarait en octubre le secrétaire d'Etat, M. Sbultz, qui ajoutait que pour le combattre les Etats-Unis - devaient être prêts à utiliser la force militaire - - en frappant à l'avance ou en riposte, et en risquant même des · vies innocentes «.

Non, avait répondu en novembre M. Weinberger, secrétaire à la défense, en énumérant six conditions à l'emploi de le force militaire, dont l'assurance raisonnable - qu'elle aurait le soutien de l'opinion et du Congrès. « Une diplomatie qui ne serait pas soutenue par la force sera toujours au mieux efficace et nu m. Shultz, qui est aujourd'bui le plus chaud partisan d'un appui ectif des Etats-Unis à l'entreprise du roi

Logiquement, ce serait donc le secrétaire d'Etat qui imposerait dans la crise actuelle la plus grande fermeté - qui en l'occurrence ne signific pas obligatoirement l'emploi de la snrce, - alors que le secrétaire la défense, lui, aurait exprimé des réserves lorsque, samedi, des unités de commandos ont été dirigées vers la Méditerranée.

BERNARD GUETTA.

Accord en treize points entre Amal et les Palestiniens hostiles à M. Arafat

Damas (AFP). - Un accord a été conclu entre le mouvement chite Amal et le Front de salut national palestinien (FSNP, qui regroupe les organisations prosyriennes hostiles an chef de l'OLP, M. Yasser Arafat) lundi soir au bureau du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, L'accord, qui a été également signé par le Front national démocratique (FND), coalition des partis de gauche libanais présidée par le leader druze Walid Joumblatt, stipule notamment, outre le cessez-ie-feu. l'évacuation des blessés, le retour des miliciens d'Amal et des soldats de la 6º brigade de l'armée aux positions qu'ils tenaient avant le début des combats, le 19 mai dernier. Il préconise également la libération des détenus, le retour des personnes déplacées dans leurs foyers et l'oc-troi d'une aide à la reconstruction.

Le comité de sécurité, formé lors de la réunion du congrès islamique élargi à Damas en avril dernier, sera ehargé de mettre en œuvre ce plan e global et unique en coordination avec le FSNP et les Forces de sécurité intérieures (FSL, police libenaise), qui assurent la sécurité dans les camps et qui ouvriront des com-

Un comité conjoint de coordination, regroupant deux représentants d'Amal, deux du FSNP, deux du FND et un observateur syrien, sera mis sur pied et charge de superviser le ramassage et le dépôt hors des camps des armes palestiniennes lourdes et movennes.

tion.

Enfin, le FND et Amal reconnaissent le FSNP comme le « responsable des Palestiniens au Liban jusqu'à ce que l'OLP recouvre son unité et son programme hostile à l'impérialisme, au sionisme et aux

TRIBUNE INTERNATIONALE.

Appel aux chiites

par YITSHAK LIOR (*)

VEC l'achevement du retrait des forces israéliennes du Liban, trois ans après leur entrée dens ce pays en juin 1982, une question cruciale se pose en ce qui concerne les perspectives d'avenir.

Fera-t-on table rase du passé at mettra-t-on fin au « chapitre libanais » du conflit israélo-arabe ? Ou bien l'instabilité chronique, inhérenta au Liban, sera-t-elle de nouveau exploitée par des tiers pour que ce pays soit replongé dans des déchirements at une anarchie accompagnés, comme par le passé, par de nouveaux affrontements at une affusion de sang insensée le long de la frontière nord d'Israel ? Ce qui décidera du choix est entre les mains des habitants du Liban du Sud. Ils ont supportà les épreuves de la guerre civile qui e éclaté en 1975 ; ils sont les vraies victimes des manipulations de l'OLP at de la Syrie. Par conséquent, ils devraient être prévenus. Si les Libanais du Sud peuvent, à partir d'aujourd'hui, évaluer le situation en fonction de leurs propres intérêts (ce qui implique une forme de cohabitation entre toutes les ethnies du Liban du Sud), le bien-être de la région et de sa population sera

Impératifs démographiques

L'émergence, au cours des demières années, de la communeuté chitte comme composante majeura de la mosaique ethnique du Liban du Sud, est un élémant significatif. Des huit cent mille habitants de la région, cinq cent mille sont chittes. Il devrait être dans la nature des choses que cette réalitá démographique soit reconnue sur le plan politique, sous une forme ou sous une autre, dans tout nouvel ordre qui, en définitive, se dégagers au Liban du Sud.

De la même manière, on peut s'attendre qu'une direction chine responsable s'affirme et assume les obligations que lui imposera son nouveau rôla. Cela signifie, entre autres, qu'elle devra contrôler les áléments extrémistes qui voudraient créer de nouveau au Liban du Sud l'infrastructure militaro-terroriste qui a déjà déchaîné l'enfer dans la région.

Cela signifie égalament que les chiites devront parvenir à une sorte de modus vivendi avec Israël. A l'heure actuelle, en l'absence de tout accord entre les gouvernements israélien at libenais, un rôle de sécurité résiduel demeure attribué aux forces locales favorables à Israel et soutenues par les forces de défense d'Israel. La natura de ce rôle, dans l'avenir, dépend entièrement des responsabilités dont les chiites voudront se charger.

Les accords

Il ne a'agit pas de signer un document formel. Pendant la majeure partie des trois années écoulées, Israel s'est afforce de parvenir à un accord avec la gouvernement libanais. En fait, un tel accord a étà signé en mei 1983. Si on avait permis à cet accord d'être appliqué, il aurait entraîné une évacuation bien plus rapide des forces israéliennes et il aurait posé les jalons d'une relation entièrement nouvelle entre les peuples israélien et libanais. Melheureusement, il y a des forces dans la région aux yeux desquelles, précisément, ce genre d'évolution constitue un anathème.

La gouvernement libanais a finalement cédé aux pressions syriennes et a abrogé unilatéralement l'accord.

Une tentetive d'Israel de parvenir à un accord de rechange dans le cadre des entretiens de Nakoura (1) - cette fois en reatant au niveau strictement militaire - a également échoué. C'est ce qui a conduit le gouvernement israélien à décider, en janvier 1985, qu'il procéderait à un retrait unilatéral de ses forces et qu'il mettrait en place ses propres dispositions pour assurer la sécurité. Cette décision a été appliquée exactement comme annoncé par

Un choix critique

Le reste dépend donc da la population du Liban du Sud. Ella peut emprunter la voie de la moindre résistance aux pressions internes et externes et laisser les têtes brûlées et les extrémistes dominer la situation. Une telle attitude éliminerait aussitôt toutes les chances de remettre de l'ordre dans la maison libenaise, gravement endommagée. Elle signifierait aussi que la détérioration de la situation obligerait Israël, tôt ou tard, à veiller à sa proore sécurité. Ou alors - et nous pensons ici plus particulièrement aux responsabilités que peut prendre une direction chilte - la populetion du Liban du Sud peut préférer la voie d'une résistance nouvelle at réalle. Calle qui, cette fois, l'amènerait à se dresser contre ses vrais oppresseurs, ceux qui sont à Damas, à Téhéran, à Beyrouth, autour d'Arafat, at qui l'ont utilisée cyniquement à leurs propres fins, bouleversant sa tranquillité et détruisant sa vie.

Les souffrances et les épreuves des habitants qui vivent des deux côtés de la frontière arriveraient ainsi à leur terme.

(*) Directeur du département du Liban et du Moyen-Orient au ministère israélien des affaires étrangères, apeien représentant perman d'Israél à Beyrouth, dans les années 1982-1983.

(1) Après la non-ratification de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, Israéliens et Libanais avaient, sous l'égide américaine, ouvert des négociations dans la ville-frontière de Ni pour aboutir à des arrangements de sécurité. ons dans la ville-frontière de Nakouora, siège de la FINUL,

NDLR. - Ce texte a été écrit avant le détournement d'avion en

EUROPE

Turquie

La loi sur la police est contestée par de larges secteurs de l'opinion

De notre correspondant

Ankara. - Alors que le chef du gonvernement ture, M. Ozal. espérait un vote sans histoire - presque de pure formalité, - il lui aura fallu cinq jours de débats agités pour faire adopter par la Grande Assem-blée nationale turque la nouvelle loi accordant des pouvoirs élargis à la police (le Monde du 18 juin). Le texte, voté dans la nuit du 15 au 16 juin par 179 voix contre 90 et 11 abstentions (sur 280 votants), a été littéralement arracbé à l'opposi-Bien que le Parti de la mère patrie

au pouvoir dispose de la majorité absolue au Parlement, le Parti populiste (social-démocrate), principale formation de l'opposition, sortant d'une lethargie à laquelle il s'était volontairement abandonné depuis des mois, est parvenu, grâce à la pratique de l'a obstruction », à faire reculer le gouvernement du moins sur certains points.

Trois articles importants out ainsi été retirés du projet, dont celui qui prévoyait la possibilité pour les poli-ciers de procéder à des écoutes télé-phoniques et d'ouvrir la correspondance privée saus autorisation émanant d'un magistrat.

Le Parti populiste n'est cependant pas satisfait. M. Calp, son président, estime que la loi, telle qu'elle a été votée, reste anti-démocratique et menace les droits et les libertés fon-damentaux des citoyens. La police par exemple est habilitée à prendre les empreintes digitales de personnes qu'elle considérerait comme suspectes ou à mettre en garde à vue pendant vingt-quatre beures celles qui n'auront pu produire une pièce d'identité... M. Calp a annoncé qu'il saisirait la Cour constitutionnelle si cette loi devait être promulguée par le président de la République.

Ces cinq jours de débats parlementaires houleux auront en tout cas serví de lecon au chef du gouvernement « libéral et conservateur » qui avait une facheuse tendance à oublier, ces temps derniers, que l'état de droit intèresse les Turcs autant que la marche de l'économie. Un fait est indéciable: M. Ozal a vu son crédit entame à l'issue de ce marathou parlementaire. - Le premier ministre s'énerve ., soulignait un quotidien, en faisant remarquer que M. Ozal, l'homme qui se présen-tait comme un libéral devant l'électorat lors du scrutin de novembre 1983, laisse transparaître son intolérance lorsqu'un débat s'anime.

L'exposé gouvernemental était simple : l'état de siège était en vigueur dans snixante-dix-sept départements tures lorsque M. Ozal a pris le pouvoir, il y a plus d'un an et demi. A présent, il n'est plus appliqué que dans dix-sept

départements. En attendant sa levée progressive et définitive, il faut, estime le premier ministre, dozer la police de pouvoirs plus étendus afin de mieux l'armer coeure d'éven-tuelles menées subversives. L'ancienne loi sur la police date de 1934. Il fallait, dit M. Ozal, la réformet « afin d'empêcher que la ter-reur et l'anarchie ne trouvent un climat propice et ofin de rendre plus efficace la lutte contre les trafiquants et les contrebandiers ».

Extrémistes et maquisards

Nombreux som ceux à Ankara qui pensent que les militaires, désireux de se libérer des obligations du maintien de l'ordre, approuvent ces mesures. L'armée semble en effet soucieuse de revenir à se vocation propre et de se consacrer unique-ment à la défense du pays.

A vrai dire, personne ne conteste la nécessité de doter la Turquie d'une police efficace, capable d'évi-

sur le bien-fondé de la nouveile loi et des pouvoirs qu'elle accorde à la police. L'homme de la rue estime que la police turque n'est malheu-rensement pas suffisamment « éduquée - pour utiliser ces pouvoirs sans porter atteinte aux libertés et à la dignité de l'homme. D'autant plus que la pratique de la torture, pour n'être pas systématique, n'en est pas moins fréquente. Le pouvoir rétorque que les forces de l'ordre sont désormais mieux formées et mieux équipées que par le passé.

L'article additionnel 6 de la loi qui vient d'être adoptée par le Parle-ment autorise la police à exercer la e force physique - lorsqu'on lui

ses dispositions à la fois exagérées et respondent vagues. Les jennes gens qui se pro-plié les mesures de sécurité de côté mèneraient la main dans la main de la frontière turco-trantenne, sur-tout près d'Esendere, où des cen-taines de Kurdes iraniens, face aux attaques de l'armée iranienne, cher-accordé à la police d'interdire tout aberaient aujourd'hui à passer la spectacle ne constitue-t-il pas un rome la liberté artistique?

Mais, malgré ces impératifs de sécurité, l'opinion turque s'interroge sur le bien-fondé de la nonvaile l'accument d'aucums.

Au-delà des griefs consulte-t-il pas un danger pour la liberté artistique?

Au-delà des griefs consulte-t-il pas un danger pour la liberté artistique? veau texte, ces critiques adressées an chef du gouvernement révèlent une certaine déception des milieux . modérés et progressistes. Ils consta-tent avec amertume que, contre leur attente, le gouvernement a volontai-rement différé toute initiative susceptible de créer un climat politique plus propice à la normalisation. Par exemple, le vote d'une amnistic, même hmitée, est toujours reuvoyé aux calendes grecques.

Une attitude rigide

De plns, l'attitude très rigide du gouvernement à l'égard des milieux européens qui critiquent la situation des droits de l'homme en Turquie surprend un peu. M. Ozal est allé jusqu'à qualifier d'» ingérence dans les affaires intérieures du pays » les propos tenus par le chef du bureau d'information de la Communauté économique européenne à Ankara. laissant entendre à ses amis turcs que si la loi sur la police était votée dans sa forme initiale, cela retarde-rait la normalisation des rapports entre Ankara et la CEE.

L'opposition a été unanime à souligner que le gouvernement ne se sent pas aussi offensé lorsqu'il fait l'objet de critiques formulées par des experts du Fonds monétaire international sur sa politique économique... Enfin le chef du gouvernement a été très récemment encore contesté par les milieux de la gauche turque pour s'en être pris, dans une interview accordée an journal Inter-national Herald Tribune, aux membres de l'Association pour la paix, jugés en ce moment pour avoir fait

de la e propagande communiste ». M. Ozal avait affirmé dans le même entretion que la DISK (centrale ouvrière progressiste dont les dirigeants sont également en cours de jugement) était aussi un organe de propagande financé par les comes. Et ce avant que le un militaire ait rendu son verdict. Les propos d'un premier ministre ne pourraient-ils pas influencer la jus-

ARTUN UNSAL



ter que se renouvellent les erreurs de résiste individuellement ou en la période antérieure à 1980 (1).
D'autant plus que l'arrestation, presque chaque semaine, de groupes du côté de l'opposition. Or, la extrémistes armés ne passe pas inaperque dans l'opinion.

Dans certains départements du Sud d'autre part, des groupes de maquisards séparatistes, auteurs d'attaques-surprises contre les forces de l'ordre, sont systématiquement poursuivis par les unités militaires envoyées en renfort depuis le mois d'août 1984, même si, dn côté officiel, on dément catégoriquement la préparation d'une opération de ratissage contre les maquisards, qui se prolongerait jusqu'au nord de l'Irak. Les autorités ont également multi-

la social-démocratie (SODEP), deux personnes interrogées à quel-ques jours d'Intervalles, ont se donner la mort.

Dans les milieux universitaires, on estime que la nouvelle loi dépasse l'objectif du maintien de l'ordre et place les citoyens à la merci de la police. On reproche à la loi de permettre une « ingérence dangereuse » dans leur vie privée. Bref, on trouve sieurs années de guerre civile larvée.

URSS

(Suite de la première page.)

Les industries soviétiques ont pris l'habitude de construire des tracteurs et des moissonneuses-batteuses toujours plus lourds. Les architectes ne se sont guère préoccupés d'isola-tion thermique. Les prix de nombreux services publics sont mainplupart des immeubles ne sont ême pas équipés de compteurs à gaz dans chaque appartement. Les citadins souvent mai chauffés ont ainsi tendance, l'hiver, à laisser leur cuisinière à gaz allumée pendant des heures ._

Les changements de personnel déjà effectués ou prévisibles mon-trent que M. Gorbatehev entend tout reprendre en main. Le train de nominations du 23 avril au bureau politique et au secrétariat, le plus important depuis quatorze ans, a fait accèder au sommet de la hiérarchic du parti les bommes de confiance du secrétaire général, précédés d'une réputation de compé-tence. La tutelle de l'industrie revient à un ingénieur de cinquante-six ans, M. Nicolas Ryjkov, qui a dirigé usines et travaillé au Gosplan mais n'a jamais exercé de responsaimportantes au sein du parti. C'est également un spécialiste de cinquante-six ans, M. Viktor Nikonov, qui suit désormais l'agriculture au secrétariat.

Sanctions

L'activité du parti est désormais sous la houlette de M. Egor Ligat-chev, un autre familier de M. Gor-batchev. L'ensemble est bouclé depuis le nomination, aunoncée le 4 juin, de M. Georgi Razoumovski à la tête du département des cadres. M. Razoumovski - qui travaillait directement en 1982 et 1983 sous les ordres de M. Gorbatchev – est chargé de tous les mouvements de personnel dans le parti et notam-ment du choix des délègués eux vingt-septième congrès fixé au 25 février prochain.

Les limogeages assoient égale-ment l'autorité du nouveau secrétaire général. Le départ de quatre ministres a responsabilités économiques, critiques publiquement par M. Gorbatchev, est probablement

Les cent jours de M. Gorbatchev

déià effectif, même s'il n'est pas encore annucé ufficiellement. Des sanctions sont à prévoir dans le territoire de Krasnoïarsk, le région natale de Tebernenko. Des seconds violons sont déjà passés à la trappe en Moldavie, une République qui fut le fief de Brejnev et de Teher-

Reste M. Romanov, qui fat le principal rival de M. Gorbatchev pour le pouvoir suprême. M. Gor-batebev a réussi ce prodige de se rendre à Leningrad du 15 au 17 mai et d'y prononcer force discours sans jamais citer le nom de l'ancien chef du parti pour cette ville. M. Romanov n'a plus été vu en public depuis le 10 mai et cette absence contraste avec l'agitation fébrile des proches de M. Gorbatchev au bureau politique tels que MM. Vorotnikov, Li-

gatehev et Ryikov. M. Gorbatchev lui-même n'a quitté qu'une seule fois l'URSS de-

puis son arrivée au pouvoir, afin de se rendre brièvement en Pologne, fin avril, pour la cérémonie essentiellement protocolaire de reconduction du pacte de Varsovie. La politique étrangère n'est pas pour l'instant une priorité du secrétaire général, qui montre beaucoup de prudence et écoute bien davantage qu'il ne parle. Certes, à la différence de Tehernenko, il dialogue directement avec les visiteurs étrangers sans se laisser dicter ses réponses par M. Gromyko. Mais il n'est pas pour autant un acti-

viste dans ce domaine. Le grand tournant est d'ailleurs intervenu avant sa designation comme secrétaire général. Il s'agis-sait de la reprise du dialogue avec Washington, interrompu par Andro-pov après le déploiement en Europe des premiers Pershing-2, à l'entomne 1983. Andropov avait soigné son image à l'étranger grâce aux moyens que lui donnait le KGB. Tchernenko n'avait pas cette possi-

bilité, ni peut-être le même désir. Il est en tout cas paradoxal qu'Andro-pov, qui a fini par camper sur des positions très dures, ait laissé un bon souvenir en Occident, alors que Tebernenko, qui a présidé à l'amorce d'un dégel, s'est fait une réputation inverse.

Des deux « héritages », celui de Brejnev et Tchernenko d'une part, celuí d'Andropov d'autre part, M. Gorbatchev a clairement choisi le second en politique intérieure. S'il fait de même en politique extérieure, le retour à la déteute n'est sans doute pas pour demain. La valse-bésitation pour une rencontre tuellement le partenaire décontenencé, montre en tout cas que M. Gorbatchev connaît admirablement l'art d'accepter une ouverture de l'adversaire sans rien donner en

DOMINIQUE DHOMBRES.

Inquiétude croissante pour Andrei Sakharov

Depuis plus de deux mois, le mystère qui entoure les conditions d'existence d'Andrei Sakharov est devenu parfaitement opaque. Les membres de sa fam qui se trouvent aux Etate-Unis restant sane eucune nouvelle. alora qu'auparavant ils recevaient de brévea cartes postales de Mas Elena Bonner, l'épouse du prix Nobel de la peix, qui constituaient autant de signes de vie. La dernière de ces cartes remonte au 17 avril (la date du 21 avril portés sur une carte recue ulténeurement aurait, selon la fille et le gendre d'Elena Bonner, été fal-

La filla at la gendre da Mª Bonner, ont recu tout récemment une véritable lettre de la famme de l'académicien soviétique - qui leur est parvenue par des voies détournées, mais avec un retard considérable : plus de sept mois. Ils ont toute raison de croire que cette lettre, que purusse, dans son prochem numéro, est authentiqua. Elle constitue le premier récit fiable de la grève de la faim qu'avait commencée, au printemps 1984, Andrei Sakharov, pour obtenir qua sa femme soit autorisée à se rendre en Occident. Hospitalisé le 11 mai 1984, Sakharov a été alimenté artificiellement, d'abord per intraveineuse, ensuite per le nez et enfin par la bouche, alors que son nez était obstrué, il a alors eu une attame cérébrale oui l'a laissé partiellement paralysé et oui a provoqué una perta de la parole. Les médecins l'ont prévenu qu'il riequalt d'être attaint par la maladie de Parkinson, ce oui permet de soupçonner qu'on lui a injecté de l'halopéridol, qui peut provoquer ces troubles.

Les médecins, selon la lettre d'Elena Bonner, auraient d'ailleurs déclaré ouvertement à Sakharov :

nous vous rendrons invalide pour le reste de vos jours. s Après un séjour de quatre mois à l'hôpital, nicien a pu rentrer chez lui, à Gorky, en septembre et, sprès avoir menacé d'entreprendre une nouvelle grève de la falm, il a été autorisé à rejoindre sa femme, également assignée à ré-sidence dans cette ville interdite aux étrangars, En novembre date d'envoi de la lettre, -M= Bonner écrivait que Sakharov pouvait marcher et parier à peu près normalement, mais que ses mains restaient agitées de tromblements et que sa machoire était partiellement paralysée. Le dernier indice concernant la situation actuelle des Sakharov est plutôt inquiétant. Les cadeaux envoyés le 21 mai dernier à l'académicien per un ami, depuis Moscou, pour ses soixante-quatre ans, ont été renvoyés par Mª Bonner, comme pour faire comprendre que le couple était à nouveau séparé.

State of the same Tilbury of the contraction 5-15 mm · · What I was me to the state of A fig. of the first 資源 TW-METT: -Same Age 15.00 Add to 3 4 St. Carrier Langue

IS SETVICES SOCI

4 44.79

a acres 数

2000

11.5

3 6 18

11 4- 1 1

Administration for

2012年 - 11

Section 1

報題 変 しょしょう

Topics V

ELECT ET CLES

1 1271

2 mily -1/2 1

100 100

Section Section

.....

Standard Continues

to the second second

2.0

Caracter Control of the Section

Company of the Company

English States

2.5%

a. FFANS"AN

Agree of Right

The second second M. Gorbatci

à New-Y ----1 10 miles 0.07 F 977E 100 74 1 Ng. 27786 And the same statement The state of the s

· 本 经 A 40 4 The state of the s

And American Superior Control of the est contestée eurs de l'opinion

A THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF TH The state of the s

BERT APRIMET

The second secon The second secon The second second second second * *** *** *** *** AME OF THE

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. Manager of Manager of the Contract of the Cont



Holder Chief Water Contract AND THE PARTY OF THE PARTY.

The second of th The state of the s The state of the s Steel the state of the state of

وران من وها الدين أو المان المنظوم المنظم M. Gorbatchev

中ではない まちゃかいかん THE PARTY OF THE P which there are not the same and the を持ち、 一般のできません。 のでは、 できません。 のでは、 the supplier of Principles And the second s The state of the s

The state of the s TOTAL THAT IS A STATE OF THE ST Printed to Assessment with the THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

Sente pour Andrei Sakrat.

The second of the second

THE PERSON NAMED AND POST OF The state of the state of The same of the sa The state of the latest

Italie

SELON UN CAMORRISTE REPENTI

Les services secrets italiens seraient à l'origine de la « piste bulgare »

auraient contacté Ali Agea, l'auteur de l'attenuat contre le pape, dans sa prison, au cours de l'année 1982, par l'intermédiaire de membres de la Camorra également détenus à Ascoli-Piceno, pour l'inciter à met-tre en cause la Bulgarie et l'URSS.

Selon les déclarations faites à l'hebdomadaire Espresso par un célèbre « repenti », Giovanni Pandico, ancien bras droit du chef de la pègre napolitaine, le général Musumeci, autrefois responsable des services secrets italiens, lui aurait remis une liste de noms, dont ceux de Soviétiques et de Bulgares qu'Agça aurait du dénoncer . En échange, les services secrets s'engageaient à retarder le transfert du chef de Pandico, Rafaele Cutolo, vers le begne de l'Asinara, en Sardaigne.

Plusieurs organes de la presse italienne avaient déjà suggéré que

A Washington

ENTRETIENS

AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES

SUR L'AFGHANISTAN

devaient s'entretenir, ce mardi

18 juin è Washington, de la situation

en Afghanistan. Des entretiens simi-

laires sur la situation en Afrique

australe avaient en lien fin mai à

Paris, et en février à Vienne sur le

Proche-Orient. Les Soviétiques

avaient refusé alors de parler de

l'Afghanistan, selon le département

La délégation américaine est diri-

gée par le secrétaire d'Etat adjoint

pour le Proche-Orient, M. Richard Murpby, et la délégation soviétique

par le numéro deux de l'ambassade d'URSS aux Etats-Unis, M. Oleg

Les dernières discussions bilaté-

rales sur l'Afghanistan, en juil-

let 1982 à Moscou, n'avaient donné

Un haut fonctionnaire du départe-

ment d'Etat souhaitant garder l'ano-

nymat a déclaré, lundi, que les résis-

tants afghans avaient détruit par

une opération de sabotage, mercredi

12 juin, une vingtaine de Mig-21 -

le quart de l'aviation militaire afghane - sur la base aérienne de Shindand, dans le nord-est du pays.

D'autre part, les - conversations

indirectes - entre le Pakistan et le

gouvernement de Kaboul repren-

nent, jeudi 20 juin, à Genève. Elles

s'inscrivent dans le cadre des efforts

de l'ONU en vue de rechercher un

Le ministre pakistaneis des

affaires étrangères, M. S. Yaqub

Khan, s'est déclaré - prudemment

optimiste » à son départ d'Islama-

bad pour Genève. Les trois précé-

dentes rencontres avaient permis de définir les éléments de base de tout

A la veille de la reprise de ces

conversations -, le président

afghan, M. Babrak Karmal, a, dans

une déclaration citée lundi par

Radio-Kaboul, accusé le Pakistan de

· prendre part directement à des

apérations aux côtés des rebelles ..

éventuel règlement du conflit.

règlement politique à la crise.

aucun résultat.

Américains et Soviétiques

Jak Barris 180

Les services secrets italiens l'hypothèse de la piste bulgare avait été montée de toutes pièces. Mais e'est la première fois que de telles déclarations viennent étayer leur thèse. La défense des trois accusés bulgares a immédiatement demandé que Pandico soit entendu au procès. La cour a ordonné, lundi, une suspension de séance pour délibérer.

Le camorriste repenti (par ail-

EUROPE

leurs principal témoin à charge dans le vaste procès qui s'est ouvert à Naples contre deux cent cinquante personnes soupconnées d'appartenir à la Camorra) établit également un lien entre la tentative d'assassinat du pape et les activités de la Loge P2. Le général Musumeci était membre de cette société secrète; il est soupconné d'avoir constitué eu sein des services de renseignement italiens un groupe qui s'était donné pour objectif d'empêcher l'arrivée des communistes au pouvoir en Italie.

Montréal. - C'est è un vérita-

ble dialogue de sourds que se

sont livrés pendant six semaines

les trente-cinq pays signataires des accords d'Helsinki, au cours

de la réunion sur les droits de

l'homme qui s'est achevée, lundi

17 juin, à Ottawa, Le rencontre

s'est terminée sans communiqué

final et sans que soit edoptée

une seule des quarante-cinq re-

commandations déposées par les

délégués. Pourtant, personna n'a

voulu parler d'échec, l'essentiel

étant, semble-t-il, que la réunion

tique, M. Sofinsky, cible favorite

des représentants américains at

britanniquas, a queliflé les

échanges de « très francs et très détaillés ». Meis, pendant six se-

maines, il a refusé da répondre

aux questions sur la sort réservé aux dissidents, aux juifs et aux

différentes minorités ethniques

de l'Union soviétiqua, sous pré-

texte qu'il s'agiasait de pro-

blèmes de politique intérieure. Il

a contre-attaqué en reprochant

eux Etats-Unis, au Canade et à

leurs alliés européens de mattral-

ter leurs chômeurs et leurs pau-

viétique cherchait ainsi à s'écar-

ter de l'ordre du jour - la confé-

rence d'Ortawa devait faire le

bilan sur le plan du respect des

droits de l'homme, dix ans eprès

Helsinki, - le chef de la déléga-

tion américeine, M. Richard

Schifter, a choisi de relever le

défi en citant George Orwell, dont les œuvres sont interdites

en Union soviétique : « Tous les

êtres vivants éteient égaux, mais certains d'entre eux éteient plus

égaux que d'autres » - propos

qu'il a appliqués è le Nomenkla-

Anthony Williams, e eu quelques remarques cinglantes à l'égard

Le délégué britannique, Sir

tura communista.

Estimant que la délégation so-

Le chef de la délégation sovié-

eit du se tenir.

AMÉRIQUES

Brésil

LE « PACTE DE LA MORT » DANS LES PRISONS

Un bourreau oublié

Rio-de-Janeiro (AFP). - La pratique du « pacte da la mort ». qui a fait seize morts dans les prisons du Brésil (le Monde datá 26-27 mail. est due, à l'origine, à une erreur judiciaira. Le « bourreau » Severino Farraira de Lima, âcé de trente ens et responsable da six meurtres à la seule prison de Belo-Horizonte, eurait du être remia en liberté le 13 janvier dernier, après avoir purgé deux ans de détention pour coupe et blessures. Il a tout simplement été « oublié » dans sa cellule,

Cet aveu sur l'inefficacité du pouvoir judiciaire a été rendu public, lundi 17 juin, par le commissaire Antonio Nogueria, l'un des responsables de la sécurité publique de Belo-Horizonte. « Nous aurions pu éviter qu'il apprenna à tuer », a reconnu le commissaire

l'Est », dont les déclarations, a-

t-il dit, e auraient tout eussi bien

pu être émises par Frédéric II de

Prusse ou par l'impératrice Ca-

Quarante-cinq recommanda-

des travaux de le conférence.

Pes une seule n'a pu être adop-

tée, faute de consensus. Cinq

pays, dont la France, ont soumis

une proposition visant à obliger

tous les signataires des accords

d'Helsinki è « prendre les me-

sures nécessaires pour garantir la

droit des individus à l'éducation

religieuse ». Le bloc des pays neutres, dont la Suisse, la Suède

et la Yougoslavie, n'a pas reussi

non plus à faire edopter une pro-

position préconisant la tenue de

rancontres régulières sur les

n'ont paa au daventage de

succès, en particulier celle por-

tant sur l'abolition des traite-

Différences

de perspectives

ches continuelles entra les délé-

getions des deux blocs, ce sont

les différences de perspectives

qui ont marqué la conférence

d'Ottawa. Les Soviétiques esti-

ment en effet que l'amélioration

des relations Est-Quest favori-

sera un plus grand respect des

droit le plus fondamental, disent-

ils, est de vivra en paix. Prioritá

donc eu décarmement. Les

Etats-Unis et leurs alliés esti-

ment, eu contraire, qu'un plus

orand respect des droits de

l'homme améliorera les relations

B. DE LA GRANGE.

Plus encora que les escarmou-

Les autres recommandations

droits de l'homme.

prisonniers politiques.

éclairés du XVIII^e siècle »,

DIPLOMATIE

A Ottawa

Dialoque de sourds

à la réunion sur les droits de l'homme

De notre correspondant

Nogueria. Malgré la découverte, en février, du maintien en détention de Ferreira au-delà du 13 janvier, sa libération n'a pu intervenir en raison des lenteurs de l'administration de la justice, e révélé le juge d'application des

∉ Eπ prison, Sevarino áteit

tranquille jusqu'à son premier meurtre d'un compagnon de cellule à la suite d'un désaccord. Mais il s'est pris ensuite pour un héros, un « macho », voire le shérif de la prison », a déclaré un autre commissaire de Belo-Horizonte, M. Lare Resende, Severino Ferreira n été transféré, à la fin da la semaina demière, à l'asile d'aliénés de l'Etat de Bar-

LE CORPS EXHUME POURRAIT AVOIR ÉTÉ MUTILÉ

Sao-Paulo (AFP, AP, Reuter). -La police brésilienne a commencé terre et des morceaux du linceul.

Etats-Unis Secrétaire d'Etat adjoint

RICHARD BURT EST NOMMÉ

Washington (AFP, UPI). - Le président Reagan a annoncé, lundi 17 juin, sa décision de nommer M. Richard Burt, secrétaire d'État

Le successeur de M. Burt eu dé-partement d'État sere Mer Rozanne Ridgway, actuellement embassa-deur en République démocratique ellemande. Ces deux décisions sont considérées comme le signe d'un renforcement de l'influence modérarice de M. Shultz, le secrétaire d'Etat, ou sein du département

LA GUERRE IRAN-IRAK LE FMI

DOSSIERS ET DOCUMENTS: LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

L'affaire Mengele

une enquête afin de déterminer si les restes de l'bomme qui fut, selon elle, Josef Mengele n'ont pas été altérés pour compliquer son identification.
M. Romeu Tuma, chef de la police
de Sao-Paulo, e déclaré, lundi
17 juin, que c'était une des raisons pour lesquelles des policiers étaient resournés dimanche au cimetière où a été exhumé le corps. Les enquêteurs ont prélevé à des fins d'analyse des morceaux du cereueil, de la

Selon M. Tuma, des médecins légistes ont dit que certains os étaient encore en bon état, mais que d'au-tres semblaient evoir subi des détériorations suspectes. - Il n'y a rien de sûr, c'est seulement une possibllité que nous souhaitons vérifier. Nous ne voulons pas être accusés d'avoir omis de soulever une pierre durant cette enquête ., a précisé le D'autre part, trois médecins lé-

gistes américains, trois Allemands de l'Ouest et quatre experts désignés par le Centre Simon-Wiesentbal ont examiné les restes, ce lundi, pour la première fois. L'examen a eu lieu à l'institut médico-légal, sans que les experts étrangers se prononcent sur l'identité du cadavre.

AMBASSADEUR A BONN

adjoint pour les affaires européennes et canadiennes, au poste d'ambassa-deur des Etats-Unis en République fédérale. Cette nomination, qui était artendue depuis plusieurs semaines, doit être confirmée par le Sénet. Agé de trente-huit ans, M. Burt

est un encien journaliste du New York Tinies, où il éteit spécialisé dans les effeires de sécurité natio-nale. Choisi en 1981 pour devenir le directeur du Bureau des affaires politico-militaires au département d'Etai, il dui vaincre les résisiances des éléments les plus conservateurs du Parti républicain, qui lui reprochaient de ne pas avoir une concep-tion suffisamment - dure - des rela-

Le Monde



Juin 1985 - En vente partout - 5,80 F

24 iuin.

Malgré l'adoption d'un code de la

Près de cent personnes ont été arrêtées et déférées à la justice, à la suite des troubles survenus il y e deux semaines à Ghardaia, à propos d'une redistribution de terres agricoles (le Monde du 11 juin), a annoncé l'agence de presse algérienne APS. Plus de quatre-vingts d'entre elles ont été condamnées à des peines allant de deux à quatre ans de prison ferme. D'autres audiences sont prévues dans les prochaines semaines.

Selon l'hebdomadaire Algérie-

AFRIQUE

Algérie

POUR FAIRE VALOIR LEUR DROIT DE GARDE

Des mères séparées de leurs enfants campent dans l'enceinte de l'ambassade de France

De notre correspondant

Alger. – Cinq femmes divorcées de leurs maris algériens et mises dans l'impossibilité de revoir leurs enfants, cempent, depuis lundi eprès-midi 17 juin, dans l'enceinte de l'ambassade de France près du bureau du chargé des affaires so-ciales pour presser l'administration française de s'occuper de leur cas avec plus de détermination, avant la visite de M. Fabius à Alger le

Le dossier des Françaises divorcées, dont les enfants ont été enlevés par le père algérien, alors qu'il exer-çait son droit de visite, est un de ceux qui empoisonnent les relations biletérales avec, notamment, celui des pieds-noirs demeures en Algérie qui ne parviennent toujours pas è transférer en France le produit de le vente de leurs immeubles à l'État algérien.

famille l'été dernier en Algérie, les droits de ces mères, définis par la législation française, sont incompati-bles avec ceux qui privilégient le père dans le pays de leur ancien conjoint.

Lasses de devoir se contenter de promesses sans effet, ces femmes avaiem annoncé, il y a un an. l'envoi d'un • baieau pour l'Algèrie • à grands renforts de publicité. Elles se proposaient d'exprimer leur proiestation publiquement en Algérie. Sa-chant que les autorités algériennes sont profondément allergiques à ce type de contestation, les diplomates français s'étaient employés avec succès à les dissuader de mettre leur projet à exécution. Il avait été an-noncé, à l'époque, que des négocia-tions allaient s'ouvrir pour élaborer

LES AFFRONTEMENTS **DE GHARDAIA ONT FAIT DEUX MORTS**

Actualité, publié la semaine passée, ces échauffourées ont fait deux morts et cinquante-six blessés, dont six grièvement atteints, alors que le bilan officiel donné par l'APS, dimanche 9 juin, ne faisait état que de cinq blessès. — (AFP, Reuter.)

une convention juridique simileire à celle déjà signée avec la Tunisie et d'autres pays musulmans.

Alger n'a pas donné suite aux dis-cussions préliminaires, et les responsables français conviennent que les espoirs d'aboutir sont faibles. En revancbe, ils assurent que, tout en se refusant à negocier un texte de portéc générale, les Algériens font preuve de bonne volonté cas par cas. Quelques femmes on pu visiter leur enfani en Algérie avec le concours des autorités locales, qui ont parfois fair pression sur la femille algé-

été, l'ambassade de Frence a mis quelques logements de coopérants à pour un séjour d'une semaine. Manifestement, ce - droit de visite - précaire ne satisfait pas les mères qui, en vertu des décisions de justice françaises, ont le droit de garde. JEAN OE LA GUERIVIÈRE.

La visite du président Habré

au Marec

LE ROI HASSAN II MÉDIATEUR ENTRE LE TCHAD ET LA LIBYE?

Le président Hissène Habré a re-gagné N'Djamena, lundi 17 juin, après une • visite d'amitié et de trevail ., de quarante-huit beures au Maroc, au cours de laquelle il a eu. dimanche, un entretien de plus d'une beure, en tête à tête, avec le roi Hessan II.

Aucune indication n'a été donnée sur la teneur des discussions, mais on indique, de source généralement bien informée, à Rabat, que le roi se serait engage à jouer un rôle de médiateur entre le président Habré et le colonel Kadhafi lors de son prochain voyage à Tripoli.

Les membres de la délégation tchadienne ont, de leur côté, mis sur point, avec le premier ministre ma-rocain, M. Karim Lamrani, « un accord-cadre de coopération » pré-voyant, notamment, la constitution d'une commission mixte d'experts.

Le secrétaire d'État tehadien aux affaires étrangères, M. Ahmed Koroum, a estimé que cet accord inaugurera une ère de coopération fructueuse - ajoutant que N'Djamena compte beaucoup sur ces llens avec le Maroc, qui ne ména-gera aucun effort pour apporter sa contribution au Tchad, affecté par

Sri-Lanka

Forces de sécurité et indépendantistes tamouls observeraient un cessez-le-feu

forces de sécurité sri-lankeises devaient suspendre leurs opérations contre les indépendantistes tamouls. à partir de ce mardi 18 juin, après que les cinq principaux groupes séparatistes curent décidé de mettre un terme è leurs actes de violence. Le Front de libération tamoul (TULF), la principale force politique tamoule, va. d'autre part, selon es mêmes sources, entamer de nouvelles négociations, cette semaine, avec le gouvernement sri-lankais et les différents partis d'opposition,

Selon des sources dignes de foi, afin de trouver une issue à la crise einées par l'AFP à Colombo, les tamoule. Un des mouvements séparatistes

tamouls, le Front révolutionnaire de libération du pcuple de l'Eelam (FRLPE), s'était déclaré prét, lundi 17 juin, à observer un cessez-le-feu, à condition, notamment, que le gouvernement de Colombo retire complètement ses forces des régions où les populations tamoules sont prédominantes, a rapporté l'agence in-dienne PTI. Il avait fait cette proposition après consultation avec les représentants d'un autre groupe, le Front de libération du peuple ta-moul (FLPT).

Inde

APRÈS SA VISITE A WASHINGTON

M. Gandhi estime que les points de vue américain et indien: sont « beaucoup plus proches » Au retour, mardi 18 juin, de son multinationales soit bien déterminée

voyage officiel eux Etats-Unis, le premier ministre indien, M. Rajiv Gandbi, a déclaré que les points de vue des Etats-Unis et de l'Inde - étaient devenus beaucoup plus proches -, à l'issue de cette visite. Nous avons discuté ouveriement de nos différences -, e-i-il ajouté, précisant que les Etais-Unis lui evalent donné l'assurance qu'ils meitraient tout en œuvre afin que le Pakistan ne febrique pas d'arme nu-

A Genève, où il s'est adressé. lundi 17 juin, devant l'Orgenisation internationale du travail. M. Gandhi a reppelé que la tragédie de Bhopal (où du gaz loxique s'est échappé, en décembre dernier, d'une usine des pesticides d'une filiale de la firme américaine Union Carbide) avait coûté la vie à deux mille cinq cents personnes. Il a demandé que la res-ponsabilité sociale des compagnies

sur le plan national et sur le plan in-ternational, notamment au sein de l'OIT, et qu'elles se dotent d'un code de conduite bien défini. - ce qui est plus urgent que jamais -, a-t-il dir. - La catastrophe de Bhopal, a déclaré le premier ministre indien, est l'un des pires désastres industriels de tous les temps. Elle a montre les terribles dangers auxquels sont ex-posés les travailleurs dans les in-

 M. Gandbi a, d'autre part, critiqué les pays développés qui essaient
 de résoudre le problème du chômoge en réduisam ou en interdisant les importations en provenance des pays en développement -. Il a invité les pays développés à mettre fin à leur - protectionnisme au moment où l'on demande aux pays en developpement de libéraliser leurs échanges commerciaux -.

dustries de houte technologie. »



- (AFP, UPI, Reuter, AP.) de ses « collègues d'Europe de M. Gorbatchev ne se rendrait pas à New-York en septembre

Moscou. - Un vieux familier du Kremlin, le milliardaire américain Armand Hammer, a affirmé, lundi 17 juin à Moscou, au cours d'une conférence de presse, que M. Gorbatchev ne se rendrait pas à New-York en septembre prochain pour l'Assemblée générale des Nations unies. Il semblait ecquis, jusqu'à présent, que le numéro un soviétique ferait ce déplacement, et très probable qu'il en profiterait pour rencontrer le président Reagan.

M. Hammer ne tient pas son information directement de M. Gorbatchev, avec lequel il s'est pourtant entretenu lundi pendant une heure et demie, mais de l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Dobrynine, qu'il a rencontré avant son dé-

part pour Moscou. Cette précision

limite la portée de sa confidence.

De notre correspondant

mais elle confirme le net refroidissement des relations entre les deux pays, perceptible depuis quelques semaines. L'idée d'un sommet en 1985 recule.

M. Hammer, qui est un incorrigible optimiste en ce qui concerne les rapports personnels entre dirigeants soviétiques et américains, a d'ailleurs reconna landi qu'il n'avait percu chez M. Gorbatchev - aucun semiment d'urgence » quant à un tel sommet, dont » la date et le lieu ne sont pas encore fixés », selon ce qu'a dis M. Gorbatchev à M. Hammer. Washington et Moscou · sont en contact = à ce sujet.

M. Hammer a également évoqué ses propres affaires avec M. Gorbatchev. La firme Occidental Petroleum, qu'il préside, souhaite vendre à l'URRS du matériel de forege offshore, d'une valeur de 500 millions de dollars, spécialement conçu pour l'océan Arctique et déjà expérimenté au large de l'Alaska.

Ce matériel, capable de résister à des températures oscillant de ~ 40 degrés à - 50 degrés, pourrait équiper les plates-formes soviétiques de forage environnées de glace actuellement en cours d'installation dans la mer de Barents. Son exportation en URSS nécessite l'octroi d'une autorisation spéciale, et M. Hammer espère une réponse favorable - malgré l'opposition du Pentagone ..

Le printemps soudanais

II. - Les eaux mêlées

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Un soulèvement populaire sans précédent dans l'histoire dan a contraint l'armée. sur l'incitation de jeunes officiers, à s'emparer du pouvoir le Mais les quinze généraux qui gouvernent le pays ont tout à la sois rétabli les libertés publiques et pris des mesures pour endiguer le torrent révolution-paire (le Monde du 18 juin). Khartoum. - · Vive l'amitié

soudnno-américaine . La bandorole géante se déploie au centre de la capitale, au travers d'une avenue que des centaines de milliers de Soudanais ont maintes fnis parcourue aux cris de . A bas les Etats-Unis ». Collèes sur des bâtiments avoisinants, des affiches intactes vantent les mérites de l'Uninn socialiste soudanaise, le parti unique qui fut l'un des instrumeots de la dictature déchoc. Aujnurd'hui comme hier, les murs des universités sont couverts de manifestes, de communiqués, de libelles les plus contradictoires. Les textes du Parti communiste et des Frères musulmans, des diverses formations larques nu confessionnelles, des syndicats ouvriers et d'afficiers limogès, d'autonomistes sudistes et de nationalistes uninnistes, se mêlent dans une apparente harmonie. Badauds, militants politiques

nu syndicaux, enseignants ou êtudiants, défilent devant les panneaux, lisent, impassibles, les ducuments exposés avant de s'éloigner, sans mot dire. « Il ne viendrait i l'esprit de personne d'arracher ou de lacèrer une affiche qui lui deplairait », expliquet-on à l'étranger de passage qui s'eo étonne, connaissant mal la nature tolérante des Soudanais,

Deux régimes militaires

Celle-ci o'a pas èté altérée par seize ans de dictature. Quelques jnurs après que le régime du marechal Nemeiry eut été balayé par la bourrasque populaire, la vie politique a repris comme si elle ne s'était jamais interrompue. Dans les semaines qui ont suivi la « libération », les partis politiques sont sortis de la clandestinité pour tenir des réunions publiques quasi quotidiennes. Chacune regroupait des milliers, parfois des dizaines de milliers d'hammes et de femmes, qui s'y rendaient et en repartaient dans l'nrdre et le calme. Les nrateurs s'en prenaient au regime déchu, analysaient la période révolue, exposaient leurs pringrammes respectifs, critiquaient, le plus souvent implicitement, leurs adversaires politiques, avec une courtoisie qui, par comparaisoo, aurait fait rougir d'embarras maints parlementaires de nos démocraties occidentales.

Les Soudanais n'nnt pas besoin, à cet égard, d'un quelconque apprentissage. Certes, en vingtneuf ans d'indépendance, ils ont été soumis pendant vingt-deux ans à la férule de deux régimes militaires, celui da marechal Abboud (1958-1964) et celui du maréchal Nemeiry (1969-1985). Mais ils se sont soulevés pour renverser l'un et l'autre, pour rétablir le système parlementaire dont ils s'étaient dotés en 1956, lors de l'accession de leur pays à la souveraineté internationale. Dans les deux cas, les unions professionnelles, les syndicats et les partis - d'authentiques formations populaires qui ont pris leur essor dans les années 40 - nnt servi de catalyseurs et de

Le phénomène est explicable. Les institutions démocratiques que le Soudan a empruntées à l'Egypte voisine, lors de leur combat commun contre l'occupation hritannique, ont germe sur une terre féconde. En effet, l'appareil étatique, embryonnaire et décentralisé, n'a pas marqué profondé-ment les mœurs et les traditions de papulations nomades qui, depuis des temps immémoriaux, jouissent de libertés jugées natu-relles. La féodalité foncière et le servage y sont inconnus. La terre demeure largement la propriété collective de la tribu ou du clan. Le consensus étant indispensable à la gestion communautaire, le dialogue est la règle, notamment sous la forme de la » choura » (la consultation) au sein des tribus islamisées. Aussi ce parlementarisme avant la lettre a-t-il été pratiqué même à l'ambre du parti unique du marechal Nemeiry, dans lequel la diversité des opinions et des tendances était admise, il est vrai théoriquement.

A l'époque des éclaircies démocratiques, les hommes politiques appartecant à des formations ennemies quittaient l'enceinte de l'Assemblée nationale, après de véhéments débats, pour s'attabler à la terrasse d'un grand hôtel de la capitale. On pouvait les voir converser dans la plus grande convivialité antour d'une tasse de thé ou d'un verre de whisky, habitude héritée de l'ère coloniale britannique. Les membres de l'élite soudanaise cotretiennent souvent entre eux des relations privilégiées. Peu nombreux, ils sont issus de la même catégorie sociale, des mêmes écoles, de tribus, de clans, de familles alliées par les liens du mariage. Leurs divergences les conduisent rarement à la rupture.

Adversaires politiques de lon-gue date, M. Hassan Tourabi, le chef des Frères musulmans, qui fut le ministre puis le conseiller personnel du maréchal Nemeiry. et M. Sadek El Mahdi, le chef spirituel et politique de la confrérie des Ansars, sont tombés dans les bras l'un de l'autre au lendemain de la chute du régime. Le premier a épousé la sœur du second. De même, le secrétaire général du Parti communiste, M. Mohamed Ibrahim Noghoud,

n'a cessé, au cours d'une quin- conflictuels, que l'on relève ou zaine d'années de clandestinité, de renenntrer secrètement des membres du gnuvernement et des proches du maréchal Nemeiry, qui fut - avec M. Tnurabi - I'nn de ses condisciples à l'école secon-

La répression qui s'est abattue sur toutes les formations politi-ques a également contribué à rap-pracher leurs dirigeants. M. Sadek El Mahdi, qui fait figure de chef de la droite souda-naise, rencontrait discrètement, lui aussi, le chef clandestin du PC avant de poursuivre ses entretiens avec le ouméro 2 de ce même parti, M. Taych El Tigani, les deux hommes ayant partagé en 1983-1984 la même cellule à la prison de Kober, quinze mois durant. Les échanges entre les responsables de tous les partis ont conduit à l'élaboration, en juillet dernier, du plan d'action qui devait renverser le régime (voir notre article «La stratégie de l'émeute », le Monde du 29 décembre 1984) avant de déboucher le 5 avril, à la veille de la destitution du maréchal Nemeiry, sur la créatinn du » Rassemblement du salut national -, front qui regrnupe les partis, les syndicats et les uninns professionnelles, sur la base d'un programme commun.

Entre le marteau et l'enclume

Les discours des uns et des autres se confundent des lars jusqu'au seuil de la confusion. Même quand le propos est différent dans la forme, il varie peu sur le fond. A l'exception de l'aile dure > des Frères musulmans, que dirige M. Hassan Tourabi, toutes les formations, de la droite islamique à la gauche marxiste, en passant par les nationalistes boo telet, se prononceet pour l'abrogation des « lois scélérates », y compris la charia (légis-latico « islamique » introduite par le maréchal Nemeiry en septemhre 1983) ; pour la mise en jugement des responsables de l'ancien régime et la confiscation des hiens mat acquis ; pour la libération de l'éconnmie de « la mainmise impérialiste » et la mise en covre, dans le domaine des relations extérieures, d'une politique de non-alignement; pour l'élabora-tinn d'un projet de Constitution qui garantirait toutes les libertés individuelles ou collectives. la séparatina des pouvoirs, l'indé-pendance de la magistrature, le multipartisme, l'autonomie du Sud: pour l'élection, enfin, au suffrage universel, d'une assemblée constituante avant avril prochain, date à laquelle la période transitnire devrait, en principe, se

Le consensus n'est pas, cependaot, dépaurvo d'ingrédicots stéréotypéc.

Certes, il y a le général Sewar

El Dahab, le chef de la junte, et ment du Conseil militaire, on peut d'autres encore, qui ont servi loyalement l'ancien régime, par conviction ou « apolitisme ». Mais il n'y a pas qu'eux. Le général Taj

tionnant encore en confirmité avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, en ce qui concerne notamment l'égalité des droits pour les non-musulmans et les femmes; tandis que le PC ainsi que les bassistes, les nassériens et, surtout, les autonomistes sudistes, chrétiens ou animistes, revendiquent une laTeité qui assurerait pleinement leur avenir dans Pour surmonter ce désaccord, et d'autres encore, M. Sadek El Mahdi offre à toutes les formations, islamiques ou non, la

que l'on subodore. M. Sadek El Mahdi a beau rendre hommage

au « rôle positif » du Parti com-

muniste, compliment que lui rend M. Nighoud en exaltant « les aspects démocratiques et huma-nistes de l'islam », il n'en reste

pas moins que les deux chefs poli-

riques perçoivent différemment les futures institutions étatiques. Le leader de la confrérie des

Ansars, comme ceux des antres

formations « confessionnelles », prône l'établissement d'un « Etat

islamique », il est vrai démocrati-

quement façonné et adapté aux

exigences de la vie moderne, fonc-

conclusion d'une - alliance stratégique de longue durée . qui permettrait, de surcroît, de combattre efficacement la famine et le sous-développement, d'édifier des institutions modernes et démocratiques. Le Parti communiste, qui mêne une politique d'ouverture « tous azimuts », pose néanmoins comme condition que l'entente pe conduise pas à « l'étouffement de la lutte des classes, moteur du progrès . Il refuse notamment de restreindre l' - autonomie d'action

des syndicats » et le droit de

Le gouvernement provisoire, constitué le 22 avril de » technocrates indépendants », est pour sa part pris entre le marteau du Conseil militaire de transition (la junte), qui le tient sous sa tutelle, et l'enclume du Rassemblement du salut national, dont il est supposé être l'émanation. Les unions professionnelles, les syndicats, les partis, lui contestent - déjà ! - sa représentativité, son incapacité à resoudre les problèmes dramatiques du pays, et surtout sa « soumission » à la junte, reproches qui pourraient paraître injustes quand oo sait que les attributs du pouvoir réel reviennent légalement au Copseil militaire, le gouvernement provisoire n'étant que son instrument d'exécution. Cette réalité n'empêche pas, pour autant,le gouvernement de se lézarder sous

la pressing de forces centrifuges. Contrairement à ce que l'on a longtemps cru, le Conseil militaire n'est pas non plus homogène. A travers l'écran des « généraux

distingue des profils qui ne corres- aux dirigeants du Parti commu-pondent pas tout à fait à l'image niste.

penser, cependant, que les « conservateurs - out is haute main sur les affaires publiques, du moins pour le moment. La junte a, en



du Conseil militaire, le véritable « cervean » du comp d'Etat, est un fervent nationaliste qui, a maintes fois contesté les décisions du diotateur déchu. Membre du Conseil national de sécurité - à l'époque la plus haute instance de décision, - il s'était successivement opposé mais en vain, à l'alliance

avec les Frères musulmans, à l'instauration de la charia, an morcellement du Sud en trois provinces, à l'attitude « provoca-trice » du maréchal Nemeiry à l'égard de l'URSS, de l'Ethiopie, de la Libye, à l'octroi de facilités militaires aux forces américaines, à l'application des consignes du Fonds monétaire international.

Une unité de façade

On cite encore le cas de général de brigade Osman Abdallah, le ministre de la défense, qui scrait l'un des représentants au sein du Conseil militaire des jeunes officiers - radicaux - qui avaient menacé de passer eux-mêmes à l'action si leurs aînés s'étaient récusés. Intelligent, cultivé, ambitieux, le général Osman a mené la délicate négociation qui a débonché sur un accord entre l'armée et les formations politiques et syndicales. Il y aurait encore trois ou quatre membres du Conseil militaire (sur quinze) qui seraient conservateurs » au pouvoir, on proches ou du moins accessibles répressives, interdit à la mi-mai défilés et manifestations populaires, placé les deux principaux quotidiens du pays sons la tinelle gouvernementale; elle freine, par ailleurs, le monvement d'épuration et libère nombre de responsa-bles de l'ancien régime, réduisant ainsi singulièrement le nombre de ceux qui devaient être traduits en justice pour forfaiture.

Le Conseil militaire sera-t-il en esure de sanvegarder son unité de façade? Sera-t-il contraint de céder aux pressions des partis et des symments, à supposer que ceux-ci parviennent à préserver leur propre cohésion ?

lité, à deux mais à trois. Le troisidme partenaire est M. John Gareng, le redoutable chef du mouvement de guérilla dans le sud du pays, qui détient entre ses mains, peu ou prou, l'avenir du régime transitoire, tant ses atouts sont considérables. Restent les puissances étrangères qui ont les movens, sinon d'influer sur eux d'une manière décisive; du moins d'infléchir le cours des événements dans un pays jugé « hautement stratégique ».

Prochain article: LA DÉRIVE NEUTRALISTE

DÉFIANT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Pretoria dote la Namibie d'un gouvernement intérimaire

Windhoek. - L'histnire ne se répète jamais, dit-on, mais quelque-fois elle bégaie singulièrement. Six ans après la mise en place en Namibie d'un conseil des ministres et d'une Assemblée naonnale, qui ont disparu au début de l'année 1983 faute de réels pouvoirs, la colonie sud-africaine s'engage à nouveau sur cette voie. Pour mettre un terme an gouvernement par décret du terri-toire sous la houlette de l'adminis-trateur général sud-africain, Pretoria avait décidé, le 18 avril, de doter la Namibie d'un gouvernement inté-rimaire, dit « d'unité nationale », et d'une Assemblée législative chargée de gerer le pays en attendant, selon le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, de trouver une solution qui aurait l'aval de la communaaté internationale.

La mise en place de ces nouvelles institutions a cu lieu lundi 17 juin à Windhoek, où de nombreuses festivites avaient été organisées. Le pré-sident de la République, accompagoé du mioistre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, et du ministre de la défense, M. Magnus Malan, a effectué une courte visite dans la capitale namibienne pour signer la proclamation attribuant une partie du pouvoir à ces organes mis en place par la puissance tuté-

La cérémonie a eu lieu an Tintenpalast, bâtisse construite par les Allemands au début du siècle et dans laquelle siège l'administration sud-africaine. M. Botha a bico insisté sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une étape sur la voie de l'indépendance, précisant que · les Nations unies peuvent jouer un rôle utile à condition que ce soit de foçon importiale ...

Ces institutions, qualifiées de transitoires », ne doivent leur existence qu'au bon vouloir de Pretoria A ses yeux, le peuple namibien - est incapable d'exercer son droit à l'autodétermination » en raison de l'intransigeance de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui refuse de négo-cier avec les « partis internes ». Six de ceux-ci sont regroupés au sein de la Conférence mulopartite (MPC) créée en 1983. Ils ont toujours été considérés par la SWAPO comme des marionnettes destinées à combattre l'influence qu'elle s'est acquise en dix-neuf ans dans sa lutte

Le nouveau gouvernement est composé de huit ministres issus de chacune de ces six formations, à l'exception de la DTA (Alliance démocratique de la Turnhalle), qui en a trois car elle regroupe en son scin onze ethnics namibiennes. La présidence du cabinet sera assurée à tour de rôle par l'un de ces minis tres, mais la périodicité o'a pas encore été fixée. Le premier d'entre eux sera M. David Bezuidenhout, du

Un référendum constitutionnel

L'Assemblée législative sera, pour sa part, composée de soixante-deux membres, huit de chaque parti et vingt-deux pour la DTA. Uo Conseil constitutionnel de seize membres a ègalement été mis en place. Il sera charge, comme son nom l'indique, d'élaborer une Constitution qui devra être achevée au plus tard dans les dix-huit mois. Celle-ci devra ensuite être soumise à un référen-

Tous les représentants de ces institutions ont été désignés. M. Botha a regretté que la MPC n'ait pas « un mandat du peuple » mais, a-t-il indiqué, des élections nationnles auraient complique les efforts actuels pour rechercher une indé-pendance de la Namibie reconnue internationalement ». Le nouvel administrateur général sud-africain, M. Louis Pienaar, ancien ambassadeur en France, qui remplacera, à compter du la juillet, M. Willie Van Niekerk, devra entériner toutes les lois votés par l'Assemblée.

Tout dépendra donc de la latitude que Pretoria laissera à la Conférence mulopartite pour gérer le pays et y démanteler l'apartheid, et en modifier les structures de l'intérieur. Or, ne disposant pas d'une véritable représentativité, clie va se heurter à une administration réticente, dont une très grande partie est contrôlée par les Sud-Africains.

Un large fossé sépare les mem-bres de cette coalidon. Le chef du Parti national, M. Eben Van Zijl, et MM. Andreas Shipanga (SWAPO démocratique) et Moses Katjinongua (SWANU) ne partagent pas du tout les mêmes conceptions. Le pre-mier a rompu avec la SWAPO à la suite d'une rébellion menée pour le cootrole de l'arganisation. Le denxième, lui aussi proche de la SWAPO, a êté mis en minorité par son mouvement parce qu'il était favorable à une intégration au sein de la Conférence multipartite.

Ces deux chefs, qui forment l'aile gauche de la MPC, donnent donc une base plus large an gouvernement que celle du défunt Conscil

De notre envoyé spécial des ministres, mais ils ne comblent pas le vide laissé par la SWAPO, qui rejette la tentative de Pretoria de les écarter du pouvoir. Ils estiment que eux seuls représentent la véritable majorité et que l'Afrique du Sud, une nouvelle lois, contourne la réso-lution 435 des Nations unies, qui, après l'instauration d'un cessez-le-feu, prévoit le retrait des troupes sud-africaines, la mise en place des forces de l'ONU et des élections libres. La MPC ne représente que très faiblement les etimies Nama, Damara, Kavango et, surtout, les Ovambos, qui constituent un pen pius de 50 % de la population, esti-més à 1,1 million d'habitants, parmi lesquels la SWAPO recrute la plus grande partie de ses militants et de ses combattants.

La SWAPO dénonce e € cirque >

Lundi, la SWAPO et les Forces progressistes de Namibie avaient organisé une contre-manifestation dans la township de Katutura pour faire pièce à ce qu'elles ont appeté le » cirque de la MPC». Un cirque d'aillears parfaitement neganisé pour proover ao moode entier qu'elle avait le soutien de la nation. S'il y avait deux mille personnes à Katntura, près de quinze mille s'étaient rassemblées au stade de Windhoek pour une jnurnée de réjouissances placée sous la surveillance d'un impressionnant service d'ordre et d'une présence militaire

qui ne l'était pas moins. Un spectacle complet allant du feu d'artifice au lâcher de pigeons,

en passant par les acrohaties aériennes, le lancer de parachu-tistes, le match de football, les chœurs, les pirouettes des gymnastes et le défilé militaire. Des festivités réglées à la perfection pour distraire les sympathisants de la MPC. convoyés par une armada de bus venus des quatre coins du pays et auxquels nnurriture, boissun et badges ont été offerts gracieuse-ment. Cette cérémonie d'intronisation de la MPC a di conter une petite fortune et s'est déroulée sous les yeux satisfaits de parlementaires et de représentants d'organisations diverses, venus des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France pour leter la nouvelle ère de l'histoire.

Pour la France, MM. Philippe Malaud et Guy Guermeur, mem-hres du Parlement européen, un sénateur (RPR), M. Auguste Caza-let, M. Hervé Lavenir, ancien président de l'Union des chréticusdémocrates, sont venus apporter leur caution à la solution mise sur pied par Pretoria pour régler le pro-blème namibien malgré la condamnation des pays occidentaux de ronu et du « groupe de contact » det cinq.

Ce nouveau pas de l'Afrique du Sud sur ce qu'elle présente comme étant la seule voie possible actuellement pour faire accéder la Namibie à l'indépendance après soixante dix aus de tatelle est la troisième « gifle » infligée à l'opinion internationale en moins d'un mois. Le 21 mai, c'était l'échec de la tentative de sabotage à Cabinda, en territoire augolais, le 14 juin le raid de Gaborone, aa Botswana, et anjourd'hui l'installation, dans la dernière colonie d'Afrique, d'un régime placé par M. Pieter Botha sous l'invocation de < Dieu tout-puissant >.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

• UN GARDE CIVIL TUE DANS UN ATTENTAT. - Un caporal de la garde civile a été tué par balles le mardi 18 juin à Santurce, dans la province basque de Biscaye. Trois agresseurs ont tire en pleine rue sur le capo-ral Eugenio Recio Garcia, âgé de cinquante et un ans. Le garde civil est mort sur le coup et les agresseurs ont pris la fuite en voiture. - (AFP.)

Nouvelle-Zélande

• SUCCES ELECTORAL DE L'OPPOSITION. - Le candidat du Parti national (opposition) 2 remporté, le 15 juin, l'élection partielle de Timaru, provoquée par le décès du speaker de la Chambre, Sir Basil Arthur. Ce résultat constitue un sérieux revers pour Je premier ministre, M. Lange. Le Parti travailliste au pouvoir tennit, en effet, la circonscription de Timaru depuis cinquente-scpt ans. - (UPL)

pros et débats y Toubon (RPR)

M. Le Pen (FM)

la projet de loi ser

25 Sheep 11 1 The Late of the Court of the Co

ATLES AMME W WITEPRAND SETT ENTER THE PROPERTY. Without Man Price to a subject of the same same

AND PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN BELL ST. W. J. Township ... August August Service Control of The second * : A * A * (Sa. . . the said for Property The second second 201 and 1 and 1 and 1 F. S. Sell. Br. a. Sel 1 20 20 00 Mg 400

122 A STATE OF THE STA Section of the Community The same Andrew Market Street the street properties but The state of the s

No to have the second -A LELMAN And the second second Section of Sections The state of the s THE REAL PROPERTY. The second of person

The second second second

Barrer of State of Control

SCHOOL STATE The Francisco Contract Contract The second second

The second second The same of the sa THE PARTY OF THE P The second secon \$4 1/64 at 121 (14)

. A 650

a france of the state of the St

7.2. 2.2. 2.2.

....

.

100 100 100

Maria Delignation via AND THE PARTY OF T The Table of the Landson AND THE PARTY OF Michigan Man 191-49

1.5

The second second

SHAR THE SHARE SHARE SHARE

Marine Comment The state of the s A STATE OF THE STA THE PROPERTY ... The second secon Mile of the second second The state of the s Contract of the Property of And the same of th

ement intérima

Service to Challen The state of the s The Part of the Pa Marie The Paris of the Control of th The same and the same and Walter St. Street Contract Con The same of the same Brief Briefly property to the same of A STATE OF THE STA Contract of the second

A Region of E. W. Therest Change

THE PARTY STATES Base on Astronomy minimum in the same of the THE PERSON IS NOT THE OWNER. AND A PROPERTY OF 2000 **经验证**证据 -

200 mg 200 mg

politique

-Propos et débats -----

M. Toubon (RPR): désinformation

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré lundi 17 juin à Paris : « M. Fabius a choisi d'utiliser la désinformation et la peur pour essayer de tromper les Français lorsqu'il déclare à Marseille que le retour de l'opposition se traduirait par une crise économique une crise sociale et une crise institutionnelle. >

M. Pasqua (RPR): spaghettis

Le président du groupe RPR du Sénat, qui était, luncii soir 17 juin, l'Invité de l'association de femmes gaullistes Femmes-Avenir, présidée par Mes Christiane Papon, a estimé que « M. Fabius est au socialisme ce que les pêtes riches sont aux spaghettis ». Evoquant les di-vergences existant au sein de l'opposition, M. Pasqua a affirmé qu'en cas d'élections législatives anticipées « deux heures suffiraient au RPR et à l'UDF pour régler les quelques nuances de stratégie qui les sepa-

M. Le Pen (FN): pieds-nickelés

Le Front national a célébré, lundi soir 17 juin, à Chalonsur-Saône, l'anniversaire de son succès aux élections européennes de 1984. En présence de près d'un millier de militants et sympathisents, M. Jean-Marie Le Pen a ironise sur la rivalité qui oppose MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac en comparant les trois principaux porteparole de l'opposition parlementaire à un « trio de pieds-nickelés national ». Le chef de file de l'extrême droite a déclaré que « seul le Front national prend des voix à la gauche, obtient la confiance d'éle teurs de gauche ». Il a estimé que la Front national atteindra 15 % des suffrages exprimés parce que « pour se seuver, le Parti socialiste est obligé, dit M. Le Pan, de nous sortir la tête de l'eau ». - (Cor-

. AU SÉNAT

Le projet de loi sur les droits d'auteur

droits d'auteur et ses droits voisins ., à la suite d'un amendement présenté par M. Charles Jolibois (ratt. adm. aux RI, Maineet-Loire), le texte modernisant la législation sur la propriété intellec-tuelle a été adopté, en deuxième lec-ture, mardi soir 17 juin, par le Sénat (le PC votant contre).

Pour M. Jolibois, rapporteur de la commission spéciale, « l'équilibre auquel tend le projet de loi ne doit en aucun cas être un arbitrage entre les diverses exigences des corpora-tions [mais plutôt se présenter comme] la synthèse qu'exige le rayonnement de la création fran-çaise dans le monde. La quasi-totalité des modifications que le rapporteur a proposées au Sénat ont été adoptées, malgré l'avis souvent hos-tile de M. Jack Lang, ministre de la

Sur les points de désaccord subsistant entre les deux assemblées (le Mande du 30 juin 1984 et daté 1 --2 juillet 1984, et des 2, 4 et 6 avril et 22 mai 1985), le Sénat a confirmé sa position. Il souhaite ne protéger pendant soixante-dix ans que les œuvres musicales, et ne pas assimiler, purement et simplement, les els à des - œuvres de l'esprit ». Sans rendre obligatoire l'accord de

UN TÉLÉGRAMME

A M. MITTERRAND

l'audiovisuel (1) ont adressé au président de la République un té-

Quinze auteurs-créateurs de

Devenu « projet de loi sur les l'ensemble des coauteurs sur la version définitive d'une œuvre audiovisnelle, il a toutefois prévu une consultatioa des coauteurs. Mais leur avis négatif n'empêcherait toutefois pas l'opinion du réalisateur de prévaloir.

> Le Sénat préfère, contrairement aux députés, que la rémunération des auteurs d'une œuvre audiovisuelle soit calculée sur la recette percue par le distributeur, et non à partir du prix payé par le publie. Il a limité les dispositions relatives au contrat d'œuvre publicitaire, dont le mécanisme initial, aux yeux de la commission spéciale, aurait risqué de - perturber les conditions de la concurrence entre les entreprises françaises et étrangères », au détriment des premières. Il a. d'autre part, réaffirmé la priorité absolue que doit, seloa lui, constituer la protection de l'anteur. les droits de ce dernier devant avoir la prééminence sur les droits voisins, notamment ceux des artistes-interprètes.

Malgré les réserves de M. Edgar Faure (gauche dém., Doubs), le Sénat a accepté, à la demande de M. Lang, que les infractions aux droits voisins du droit d'auteur, ne soient pas passibles de peines de pri-son, mais seulement d'amendes.

Le RPR publie son « pacte pour la France »

En 109 pages - sans donte pour son aspect novateur, exprimé par éviler le chiffre fatidique, tant son titre même « le Renouveau ». dénoncé, des 110 propositions du candidat François Mitterrand en 1981, - le RPR vient de publier sous le titre « le Renouveau », son - pacte pour la France -. Le même jour, lundi 17 juin, le mouvement de M. Chirac a lancé dans tous les départements une campagne de présentation à la presse de cet ouvrage-programme. Alors que dans un livre édité nvant les Assises nationales de Grenoble du 18 novembre 1984, sous le titre - Libres et responsables ., le RPR avait décrit le . souhaitable », il définit nujourd'hui le · possible · . Ce sont les orientations. hiérarchisées et mises en forme, que le mouvement de M. Chirac estime réalisables en cas d'alternance parlementaire en mars 1986.

Si le RPR n'n pas patiente davantage pour faire connaître publiquement et largement ses propositions, c'est qu'il estime avoir de bonnes raisons pour cela. Il lui semble inutile d'attendre qu'à l'automne soit signée avec l'UDF, le CNIP et éventuellement d'autres une « plate-forme électorale ». Il considère, en effet, que les conclusions de la convention libérale des 8 et 9 juin ne contredisent en rien, sur les points essentiels, les propositions de son - pacte -. Il ne doute pas que les problèmes qui soulèvent encore quelques divergences avec ses partenaires, comme le montant des écono mies budgétaires à réaliser en 1927, trouveront une solution après quelques mises au point.

En revanche, en tenant son engagemeat de publier avant l'été les conclusions de soa congrès du le juin, fruits elles-mêmes d'une consultation large et décentralisée, il vent montrer sa détermination et sa capacité.

Le RPR, qui, à la différence de l'UDF, a'est pas traversé de courants divergents et a'est pas agité par le problème de la « cohabita-tion «, entend démontrer son homogénéité. Il tenait aussi à être la pre mière formation de l'opposition à offrir aux électeurs un document relativement précis, dont les objectifs sont clairement énoncés. Sans doute court-il le risque d'être la cible des critiques de ses adversaires ou l'objet de sarcasmes de ses partenaires, comme cela est déjà le cas depuis son congrès du 1ª juin. Mais, par la publication de ce document, le RPR cherche à contraindre les autres partis à se situer par rapport à lui puisqu'il offre une solution

En debors de l'aspect de stratégie électoraliste que revêt donc la publication de cette brochure, ses auteurs se sont employés à mettre en relief

EN BREF · Une élection cantonale annu-

Le tribunal administratif de Mar-seille a annulé, l'élection cantonale de Marseille IX. Dans ce canton, M. Decamps (PS) avait été élu au second tour do scrutin de mars det nier avec 4 357 voix contre 3 994 au candidat du Froat national. Le recours en annulation de cette élection avait été déposé par M. Mefret, candidat de l'opposition (UDF-RPR) au premier tour. M. Mefret, considérait que la mention - RPR inscrite sur les bulletins de vote d'un antre candidat de droite, M. Chouraqui, avait pu troubler les électeurs et lui faire perdre les 32 voix qui lui auraient permis de franchir la barre

des 10 % pour se maintenir.

 Annulation d'une élection en Guvane. - Le tribunal administratif de Cayenne a annule, le résultat de l'élection du 10 mars dernier dans le canton de Cavenne-Nord-Est. où M. Antoine Karam (PSG, Parti socialiste guyanais) avait été élu au premier tour en devançant de tg6 voix la candidate de l'opposi-tion, Ma Suzanne Will (RPR). Suivant les conclusions du commissaire du gouveraement, le tribunal a considéré que la diffusion d'un tract réalisé par l'UTG (Union des travailleurs guyanais, syndicat indépendantiste), mettagt eg cause Mª Will, avait influencé le vote des électeurs. Ce tract se référait au licenciement de huit employés de la caisse d'épargne et de prévoyance de Cayeane, dont Me Will est la viceprésidente. M= Will, selon le tribunal, n'aurait pas eu le temps de répondre aa tract.

M. Jacques Toubon, en présentant ce texte, a affirmé qu'après 1986 le RPR ne vnulait ni la . resignation - à l'égard de la politique actuelle, mi la - restauration - de celle d'avant 1981. Dans la selection des priorités qu'il a effectuée, le secrétaire général du RPR a surrout mis en avant la politique sociale, qui doit, selon lui. . mettre un terme a la régression enregistrée depuis quatre ans avec la hausse du chomage, l'amputatian du pauvair d'achat, la détérioration des acquis sociaux . Il fnut, a-t-il déclaré, - rattraper le retard pris dans le domaine de la protection sociale » puisque celle-ci a fait un « grand bond en arrière ». Et il a cité la participation, la diffusion de l'actionnariat, l'aide aux familles et le développement de l'emploi comme

M. Raymond Barre, M. Toubon a reconnu que le rétablissement des grands équilibres économiques devrait certes être recherche mais que cela ne suffirait pas et devrait s'accompagner de mesures capables de rétablir la confiance. Il a décrit deux phases : tout d'abord « engager l'élan du renauveau par des réformes en profondeur - et ensuite - conduire l'actian du redressement avec constance et obstination ». Il a même affirmé : « Il n'y a aucune querelle à ce sujet. Ainsi les res-ponsables du RPR manifestent-ils le souhait d'apaiser les querelles au

« Accord à 90 % »

sein de l'opposition, de minimiser les

divergences et de ne pas provoquer

M. Alain Juppe, secrétaire national au redressement économique et social, qui a conrdonné la rédaction de ce - pacte -, s'est efforcé de démontrer qu'il n'y a pas de désac-

Le professeur Bernard Debré et M. Yves Laulan entrent a la direction du Rassemblement

général du RPR a nomme deux nouveaux délégués nationaux de son

M. Bernard Debré, chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin, est nommé délégué national aux affaires hospitalières et hospitalouniversitaires. Le professeur Debré, âgé de quarante et un ans, est le troi-sième des quatre fils de M. Michel Debré, ancien premier ministre. Il est l'auteur d'un ouvrage la France malade de sa santé (le Monde du 12 octobre 1982) et a fondé l'association Solidarité médicale, qui a conduit l'offensive contre les réformes hospitalières du gouverne-ment depuis 1981, M. Bernard Debré pourrait être candidat aux

M. Jacques Toubon, secrétaire élections législatives en Indreet-Loire

> M. Yves Laulan, économiste, est nommé délégué national aux affaires économiques auprès de M. Alain Juppe, secrétaire national chargé du redressement économique. Nê en 1934 à Bordeaux, docteur es sciences économiques, anciea président du comité économique de l'OTAN, ancien conseiller économique de la Société générale, a appartenu au cabinet de M. Debré au ministère des finances en 1966. M. Laulan est depuis 1984 directeur général de la Caisse de crédit municipal de Paris et auteur de plusieurs ouvrages dont Bien sortir du socialisme (le Monde da 28 mai 1984).

Répondant, saas le citer, à cord au sein de l'opposition sur la necessité de réaliser des économies budgétaires et sur la volonté d'alléger d'autant la siscalité. Il a admis, toutefois, que les modalités et le volume de ces mesures - que le RPR a évalué à 40 milliards pour 1987 - peuvent être encore discutes. Il en va de même a propos de la défense de l'Europe, pour laquelle des différences existent avec l'UDF quant aux possibilités d'utilisation des forces françaises. Au total, selon M. Juppé, l'accord entre les deux partis de l'apposition est dejà - total à au moins 90 % -.

Le collaborateur de M. Chirac a également reconnu que deux postes nécessiteraient des dépenses suppliementaires : celui de la politique familiale (dix milliards par an) et celui de la politique de défense (dix milliards en cinq ans). Mais il a placé ses espoirs dans une progressinn de 3 % du rythme de la crnissance pendant la prochaine législature, pour peu que la confiance entraîne la reprise économique. Car, aussi concret soit-il, le « pacte » du RPR constitue avant tout un acte de foi. Cet espoir en un retour de la consiance a dans l'esprit des dirigeants chiraquiens, valeur de réplique politique à leurs détracteurs.

ANDRE PASSERON.

● Le Mouvement gaulliste popu-laire (qui soutient M. Mitterrand) réunira ses assises nationales les 9 et 10 novembre. Le secrétaire général de ce mouvement, M. Delecourt, a déclare : . En participant au syndicat de la revanche, reuni saus le sigle de la convention libérale et la présidence de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac a entérine afficiellement sa rupture avec la traditian et la pensée gaullistes.

- En effet, le gaullisme ne peut, en aucun cas, être confandu avec les théories du libéralisme importées d'outre-Atlantique, ni se réduire à un cartel de tous les notables de la droite, -

POINT DE VUE

Le droit de repentir

E 1986 à 1988, le vrai problème ne sera pas la cohabi-tation éventuelle d'un président de gauche et d'une majorité de droite, mais celle de la classe politique et des Français qu'elle est cen-sée teprésenter. Michel Rocard n'a pas tort d'évoquer le spectre de « trois années de politique politi-cienne, de quoi dégoûter tout le monde! .. En termes plus modérés, Laurent Fabius et Raymond Barre disent à peu près la même chose. Le décalage entre les partis et les citoyens a rarement été aussi grand hui. La proport va encore l'accentuer, en mettant les députés sous la coupe des étatsmajors plutôt que des électeurs.

Les propos télévisés, les procla-mations de congrès, les discours de meetings dessinent l'image d'une France coupée en deux : socialiste d'un côté, libérale de l'autre, ces deux moitiés s'entre-décbirant dans une lutte implacable. Les sondages révèlent que la lutte véritable se déroule dans le cœur de la plupart des Français, chaeun étant plutôt liberal en économie et plutôt socialiste pour la Sécurité sociale. Les deux éléments font partie d'un patrimoine commun depuis que l'exercice du pouvoir a fait prendre conscience à la gauche des réalités de la production et des méfaits du verbalisme idéologique.

L'opposition a tort de feindre d'ignorer cette évolution, que beaucoup de nos compatrimes apprécient à sa juste valeur. Ils savent que la droite, au gouvernement, ne pourrait guere s'écarter de la rigueur aujourd'bui pratiquée ni remporter des succès rapides dans la lutte contre le chômage. Ils se demandent si un premier ministre du RPR ou de l'UDF réussirais mieux que Laurent Fabius sur ces points essentiels et s'il parviendrait nussi bien que lui a maintenir les syndicats dans une relative sagesse. De telles réflexions pourraieat faire basculer pas mal de suffrages au dernier moment. Les kermesses néo-reaganiennes ne garantissent pas qu'oa disposera

par MAURICE DUVERGER finalement de la peau d'un ours mal en poiat, mais pas encore tué.

De toute façon, jamais la cohabitation entre les citovens n'a été plus facile. Seuls, moins d'un sur quatre se tient en debors d'un consensus de base : les communistes à une extrémité, le Front national à l'autre. Dans les 75 % our restent, il v a beaucoup de différences. Le Parti socialiste est plus energique dans sa défense de la protection sociale et son effort pour restreindre les inégalités. Le RPR et l'UDF sont plus sensibles à l'allégement des charges et des réglementations qui enserrent les firmes privées. Mais des compromis scraient possibles si chacun se libérait d'un langage de bois. Si elle revenait au pouvoir, la droite scrait forcée de le faire, comme la gauche l'est aujourd'hui.

Paradoxalement, Raymond Barre pourrait alors pratiquer la cohabitation mieux que personne, car il est plus éloigné de la démagogie que tous les autres chefs de l'actuelle opposition. Approuvant le projet Eurêka et l'orientation générale de la politique extérieure, modéré sur les dénationalisations et sur les restrictions budgétaires, favorable à la rigueur et opposé à la relance, il n'aurait guere de conflits fundamentaux avec François Mitterrand. D'ailleurs, la plus grande partie de nos concitoyens n'admettraient pas que le président de la République. élu par la nation entière, soit acculé à la démission par les élus locaux de 99 départements et de quelques territoires d'outre-mer, comme dirait le général de Gaulle. Sans compter qu'un tet coup de force parlementaire sonnerait le glas de la Ve Répu-

L'aspect de - politique politicienne - ne doit pas cependant masquer le fond d'un débat dont les arrière-pensées sont très sérieuses. François Mitterrand ne pourrait pas empéeber une droite victoricuse d'appliquer sa politique en 1986 : pas plus que Valery Giscard

 M. Mitterrand et Mendes France. - M. Mitterrand a inauguré, lundi 17 juin à Paris, les lo-caux de l'institut Pierre-Mendès-France, en présence de Mar Marie-Claire Mendès France, de MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Mi-chel Rocard et Stéphane Hessel, De nombreux doc président de l'institut.

fameuses, s'y est parfaitement rejameuses, s'y est parfaitement re-connue. Ces circonstances ont été 52, rue du Cardinal-Leviolne, 73005 trap rares (...). Pierre Mendès Paris.

d'Estaing n'aurait pu empêcher de le faire à une gauche victorieuse en 1978. Pour la nouvelle majorité, le danger principal ne serait pas là. Il tiendra au fait qu'elle serait obligée de rendre des comptes aux Français deux ans plus tard, lors de l'élection présidentielle. Refuser la cohabitation, c'est refuser aux citoyens le bénéfice de se reprendre s'ils se, jugeaient décus en 1988 du voteèmis par eux en 1986.

Ce droit de repentir est l'une des dispositions les plus intéressantes de notre Constitution, et des plus democrat s. Lors de la presidentici en 1981, nous avions souligné que les Français pouvaient dejà realiser l'alternance en deux temps. Ceux qui eraignaient un débordement populaire du type grèves de 1936 après une victoire portant la gauche à l'Elysée auraient pu bloquer le processus ainsi engagé en maintenant une majorité de droite à l'Assemblée nationale, après sa dissolution.

En 1986, la première phase de l'alternance serait plus importante, puisqu'elle donnerait à l'opposition actuelle le contrôle du gouvernement et du Parlement, sous la surveillance d'un chef de l'Etat aux prérogatives alors restreintes. Mais les électeurs pourraient intervenir de nouveau deux ans apres, soit pour suivre leur premier mouvement, soit pour s'orienter en sens contraire.

Finalement, le vote des citovens en 1988 sera le plus sur obstacle au developpement d'une - politique politicienne - après les élections à la proportionnelle de 1986. Dans l'intervalle, les gouvernants et les députés agiront sous le contrôle des Français, qui pourront les affermir au pouvoir ou les en éloigner au bout de ce délai. Le stage qu'on impose aux nouveaux charges d'une fonction publique ou d'un emploi privé. pourquoi en dispenser ceux à oui la nation confie le soin de diriger ses affaires? Pourquoi l'obliger à jouer d'emblée quitte ou double sur des promesses, alors qu'elle dispose ainsi du moyen d'en verifier les résul-

France continuera de grandir et de très ieunes gens d'aufourd'hui qui seront tentés de participer à la vie publique sauront qu'il s'agit d'un modèle. S'ils s'en inspiraient tout à fait dans leurs actes, ils auraient le

De nombreux documents d'archive (photographics, films ...) Le chef de l'Etat a souligné que reunis par l'institut retracent la vie · Pierre Mendès France a vivifié la de l'anciea président du conseil. pensée de beaucoup, inspiré les cette « pierre dure sur laquelle on actes d'un grand nombre, La pouvait bâtir - selon l'expressioa de France, en certaines circonstances M. Mitterrand.

CRITIQUE LES « NATURALISATIONS MASSIVES >

légramme déclarant notamment : « Devant la pression exercée par les producteurs contre le projet de loi présenté par le gouverne-ment à l'initiative du ministre de la culture et voté par l'Assem-blée nationale en deuxième lecture, les auteurs d'œuvres cinématographiques et télévisuelles vous demandent instamment, monsieur le président de la Répuche soft moins lourde .. blique, que soit intégralement maintenu un texte établissant un · La gauche, a-t-il ajouté, a équilibre entre les droits des au

que nous édicterons .

(t) MM. Jean-Jacques Annaud (1) MM. Jean-Jacques Amand, Robert Bresson, Jean-Claude Car-rière, Costa-Gavras, Alain Decaux, Jacques Demy, Mª Margnerite Duras, MM. Maurice Pialat, Alain Resnais, Eric Rohmer, André Rous-sin, Claude Santelli, Claude Sautet, Jean-Charles Tacchella et Bertrand

teurs et les intérêts des produc-

» Telle quelle, cette loi est d'eilleurs indispensable au déve-

loppement de la politique des in-

dustries de programmes voulue

par le gouvernement. Au nom de l'ensemble des créateurs de l'au-

respectueusement confiance. »

teurs de leurs ceuvres (...).

 Diverses dispositions d'ordre social. - Le Senat, qui avait adopté, après l'avoir modifiée, le jeudi 13 juin, la seconde partie du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, a commencé, lundi soir 17 juin, l'examen de la première partie (Protection sociale). Il a suivi les propositions de la commission des affaires sociales, présentées par le rapporteur, M. Louis Boyer. Ainsi ont été supprimés les cas d'infractions constitués par des discriminations fondées sur les mœurs,

introduits par l'Assemblée nationale (le Monde du 25 mai). L'agrément délivré par l'Aide sociale à l'enfance en vue d'une adoption internationale a été renda obligatoire. A été rétablie dans sa version initiale, à la demande da gouvernement, la prise en charge des cotisations d'assurance volontaire de l'ex-conjoint par le conjoint qui a pris l'initiative du

LE FRONT NATIONAL

Le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, a estimé, lundi soir 17 juin, au cours d'un dîner-débat organisé au manoir de Villarceaux (Val-d'Oise) - rapporte l'AFP - que - le gouvernement naturalise massivement des Maghrèbins pour que ceux-ci votent en 1986 et que la défaite de la gau-

besoin des immigrés paur survivre politiquement. • M. Stirbois a précisé, à propos du programme de son parti: . Les gens qui sant aujourd'hui français par naturalisation ne le seront peut-être plus après l'arrivée de la droite au pouvoir parce qu'ils ne satisferont plus aux exigences avec effet rétroactif

C'est la première fois que le Front pational affirme que les mesures qu'il prendrait, an cas bien improbable où il participeralt an pouvoir, auraient un effet rétroactif. Cette orientation s'inspire directement des mesures prises en juillet 1940 par le gouvernement de Vichy, en particulier des lois relatives à la « procédure de déchéance de la quain a processire de decreance de la qua-lité de Français » et à la « révision des naturalisations », qui stipulaient que certains citoyens et leur famille pou-vaient être déchus de la mationalité française par simple décret, même s'ils avaient obtesse leur autoralisation avant le propostantion de ces leis. la promuigation de ces lois.

 Radio-Le Pen et la « grand messe antifrançaise ». - Radio-Le Pen a fêté, à sa manière, lundi 17 juin, le premier anniversaire de la victoire - du Front national aux élections européennes de 1984. Elle a dénoncé, une nouvelle fois, « la grand-messe antifrançaise - organisée par SOS Racisme samedi 15 juin, place de la Concorde, à Paris, • grande fēle des BBR, Blacks et Beurs réunis •, dirigée, selon clie, - contre un peuple, une nation, une culture, une civilisation ..

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

> spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

Jeu de massacre

Chaque courant du PS diffuse actuellement des argumentaires destinés à « démolir » les taxtes préparatoires au congrès de Toulouse présentés par les autres. Ces textea aont d'autant moina nuancés qu'ils sont - en principe à usage purement interne. Ceux du courant mitterrandiste respectent les lois du genra - ironie et reservisfaction - et donnant une idée du climat de « franche camaraderie a qui règne à l'intérieur du PS dans la période qui précède im-

médiatement tout congrès. Première têta de turc de ce jeu de massacre : M. Michel Rocard. L'argumantaira mitterrandista considère qu'il n'est pas si cétrange » que l'ancien ministre signe seul un texte de son courant puisqu'il est totalement « contradictoire y avec ceux qu'il aveit signés lors des deux précédents congrès, at conclut : « Caricaturant l'action du gouvernement comme la vie du parti, sous-estimant les

tensions sociales et politiques qu'attise la droite (...), muette sur le PCF, cette contribution révèle aussi une stratégie de caractère personnel. » Exit M. Rocard.

M. Mauroy, qui prociame sa volonté de faire la synthèse avec le texte du premier secrétaire, est un peu mieux traité. Néenmoins, le rédacteur de l'argumentaire ne juge « pas très habile de présenter le gouvernement de Pierre Mauroy comme celui des réformes et celui de Laurent Fabius comme celui de la gestion des réformes et de la pause. La pause a commencé avant a. M. Mauroy se voit aussi reprocher d'aller « dans la sens de la mode en liant marché et liberté», «La droite, continue le texte, e déjà fait très fort dans le genre avec l'école. Il y e des leviers qu'il ne faut pas utiliser. » Au total, cetta contribution « ressemble trop au faire-valoir d'un saul homme ».

à lever la confusion des discours et des attitudes qui, manifestement, la contribution du « courant dit 3 ou C' ou néo-rocardien ». L'analyse y règne. Ni qu'elle apporte au parti des orientations claires et, comme le direit le ministre de l'éducation cambigua, les propositions cpaunationale, simples et pratiques. » du « verbiege », un « catalogue de Enfin, le porte-plume du couvosux pieux sans propositions pré-cises ». Quant à l'analyse, elle est « d'une rare faiblesse », lorsque rent A exécute proprement la

ella traite des conjeux de la prosion idéologique, conception gad-gétisée de l'action politique, anatection sociale ». Le CERES est à peine mieux lyse surréaliste des rapports de forces : c'est un drôle de nouveau traité, puisque l'argumentaire ré-sume ainsi sa contribution : « un apport bien faible à la réflexion du took que la contribution transcouram propose aux socialistes, a Et parti : des conceptions emberresencore : « [La] cohérence [de cette sées et floues, des formulations contribution] viendrait de l'état civil de M. Chevenement ont droit à un jugement peu charitable sur l'état de ses signataires », qui appartiennent tous à la même génération. « C'est un peu court (...). Le feit leur courant : « Cette contribution revèle, pour ce courant, un d'être conscrits ne fonde pas une problème de cohérence, une diffiréflexion politique en soi. » Riculté d'être, un embarras certain et une grave crise d'identité. Il n'est pas sûr qu'elle contribue besucoup

J.-L. A.

LA GUERRE DES CHEFS AU PS M. Jospin en situation difficile

Le tour public qu'a pris le désac-cord entre MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS - pour qui le meeting de Marseille semble avoir représenté la « goutte d'eau » qui a fait déborder le vase, » et Laurent Fabins, premier ministre, aura-t-il des conséanences sur les équilibres internes du PS? Si certains socialistes ont choisi le « camp » Fabius » e'est le cas notamment de M. Christian Pierret, membre suppleant du bureau exécutif, député des Vosges, - les dirigeants du PS, quel que soit le courant auquel ils eppartiennent, M. Jospin. Le premier secrétaire du

PS est loin d'être le seul à refuser un « front républicain » où viendrait se - dissoudre - le PS. Il est loin d'être le seul à estimer que la direction de la campagne pour les élections légis-latives devrait revenir à la direction du PS, et en particulier à son premier secrétaire. Enfin, les socialistes sont nombreux à se méfier des tentations de » recentrage » qu'ils croient déceler dans les orientations de

Pourtant, M. Jospin est, pour le moment, dans une situation difficile. Pour résister à la pression de M. Fabius, le premier secrétaire aura besoin de soutiens, y compris en dehors de son courant (mitterrandiste)... auquel appartient M. Fabius. Certaires du PS ont immédiatement estimé qu'ils pouvaient tirer parti de la situation, notamment dans les discussions sur la constitution des listes électorales. Leur raisonnement est le suivant ; si M. Jospin veut pouvoir bénéficier, face à M. Fabius, d'un large soutien de son parti, il devra en contrepartie se montrer plus accommodant pour la représentation des minorités.

LE MAIRE DE WASQUEHAL REINTÉGRÉ AU PS

contribution e transcourant ::

« Dérive programmatique, confu-

(De notre correspondant.) Lille. - La commission nationale des conflits du PS vient d'annuler la mesure d'exclusion qui frappait l'un de ses militants, M. Gérard Vigno-ble, maire de Wasquebal (Nord) à la suite d'une décision du 18 novembre 1984 de la commission fédérale du Nord. Il était notamment reprodu Nord. Il etan notamment repru-ché à M. Vignoble de n'avoir pas respecté la discipline de vote au sein du groupe socialiste à la commu-nauté urbaine de Lille. La commis-sion nationale des conflits n'a pas Elle a du même coup reconnu comme « normales les divergences d'appréciation entre élus locaux socialistes », - J.-R. L.

L'ÉLECTION DE LA SEYNE-SUR-MER

M. Marchais attribue l'échec de la gauche à l'union PC-PS

M. Georges Marchais a déclaré, le handi 17 juin, au cours de l'émission «Face au public», sur France-Inter, que l'échec de la liste d'union conduite par M. Maurice Blanc (PC) à l'élection municipale par-tielle de La Seyno-sur-Mer (Var), le 16 jain, était - tout d fait prévisi-ble-. - Il avait été demandé que la liste qui avait mené le combat la dernière fois soit reconduite, ce que les camarades ont accepté (...) et ils ont eu raison, mais (...) c'était la plus mauvaise condition pour aller à cette élection (...). A partir du moment ou les communistes se re-trouvent avec les socialistes sur une liste commune, olors au'il v a un tel mécontentement [du fait de] la politique économique et sociale qui est menèe, il est inévitable que la liste

Lyon. - Sous les lambris

dorés de l'antichambre du cabi-

net du maire de Lyon, devant

deux huissiers imperturbables,

Brahim Sadouni ôte ses tennis,

pieds à la ronde. Des pieds meur-

tris par les neuf cents kilomètres

Cet homme en survêtement gris auquel M. Francisque Col-lomb, sénateur (non-inscrit),

maire de Lyon, vient d'accorde

une rapide audience, ce lunci 17 juin, est un ancien harki de

24 mai de Dunkerque pour « une

marche de l'espoir at de le frater-

nité», il compte rejoindre Mar-

seille d'ici à la fin du mois. A cha-

qua ville-étape, le marcheu

solitaire frappe à la porte de la

mairie et répeta le même mes-

sage : « Nous avons loyalement

servi la France et ne la regrette-

rons jamais. Mais nous deman-

dons que la France s'en sou-

vienne. Nous voulona être

considérés comme des Français

Pour Brahim Sadouni, la pre-

mière priorité ast « que soit

reconnue la qualité de militaire

aux anciens harkis et autres sup-

plétifs qui ont combattu en Algé-

ne avec l'armée française » car.

explique-t-il, « on ne fait pes la

Chef soudeur à Rouen,

M. Sadouni e « profité » d'une

pénode de chômage technique

pour mener à bien un projet vieux

guarra à titre temporaire ».

aranta-troia ans. Parti le

qu'ils viennent de percourir.

soit sanctionnée et que le Parti communiste le soit », a dit M. Marchais.

Au sujet des affrontements du 5 juin à l'usine SKF d'Ivrysur-Scine, le secrétaire général du PCF a indiqué que M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, l'evait convié à un entretien, - Il y a six mois », et avait évoqué la possibilité d'une intervention de la police pour faire évacuer l'usine occupée. - C'est lo pire des choses, il ne fout surtout pas faire cela, lui evait répondu M. Marchais. Le secrétaire général estime que le gouvernement et la police ont · lo responsabilité de lo violence » qui s'est exercée le 5 juin, et il a accusé les forces de l'ordre de s'être rendues coupables de « tortures ».

che des Beurs ». « organisée.

rappalle-t-il, par un fila de

harki », n'est pas étrangère à sa

décision de partir sur les routes

pour proclamer : € Nous sommes

Français de Dunkerque à Mar-

seille. » Et donc pour demander

que les harkis blessés soient

considérés « comme victimes de

guerra », que « les veuves de

Frenca touchant plus de

150 francs par mois », enfin que

les enfants de harkis, « victimes

à 75 % du chômage, puissent

prétendre à une meilleure inser-

tion dans la vie économique du

vingt ans, toutes cas revendica-

tions trouveront-elles un écho au

bout du périple ?

Ressassées depuis plus de

Dénuée de tout machiavélisme

politique, l'aventure de Brahim

Sadouni sat jalonnée de

moments d'intense émotion.

Apprenant que son père était

hopitalise à Paris, il compteit lui

faire une visite à son passage

dans la cepitale. Mais le vieil

homme est mort le 1º juin, quel-

ques heures avant l'arrivée de

de force « que le gouvernement

français exide de son homologue

algérien la libre circulation en

Algérie des Français musulmans

comme il accepte la libre circula-

JEAN-JACQUES BOZONNET.

tion des Algériens en France > ?

Comment demander avec plus

LA LONGUE MARCHE DU HARKI BRAHIM SADOUNI

«Français de Dunkerque à Marseille»

De notre correspondant

ments d'Ivry peuvent « se repro-duire ailleurs si l'on continue de casser et de fermer les entreprises (...); si, revenant à ce qu'o toujours été la politique du Parti socialiste, on utilise régulièrement les CRS contre les travailleurs qui

M. Marchais a dit que les affronte-

ont recours ou droit de grève ». Interrogé sur les déclarations de MM. Pierre Juquin (le Monde du 18 juin) et Marcel Rigout (voir cidessous), tous deux membres du comité central du Parti communiste, le secrétaire général e souligné : « Il n'y a pas de tendances dans le Parti mmuniste français; nous ne les acceptons pas et nous ne les accepte rons jamais, parce que nous ne voulons pas devenir un parti social-démocrate (...). A partir du moment où l'écrosonte mojorité (...) des communistes a décidé une politique, la démocratie veut que tous les communistes travaillent à la mise en œuvre de cette politique là. Ceux qui ont exprime des désaccords dans la préparation du congrès ou à l'issue du congrès lui-même, s'ils n'ont pas été convaincus, peuvent conserver leur désaccord, leur point de vue : c'est l'expérience qui tranchera (...). Ce que nous demandons à tous les membres du parti et, en premier

LES COMMUNISTES DE LA HAUTE-VIENNE NE VEULENT PAS & SE CANTONNER

DANS LA CRITIQUE > (De notre correspondant.)

Limoges. - La fête de l'Echo du Centre, organisée par la fédération communiste de la Haute-Vienne, le 16 juin et au cours de laquelle M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, a pris la parole (le Monde du 18 juin), e été placée sous le slogan « Propositions pour », avec l'ambition de ne pas se cantonner dans la critique, mais d'intervenir avec des propositions concretes et immédiatement applicables. »

Un document a été massivement diffuse dans la fête et devrait l'être dans tout le département. Il est signé de M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, membre du comité central du PCF, et de l'ensemble des élus départementaux de la Haute-Vienne, el affirme : » Nous sommes disponibles pour travailler à toute politique répondant aux besoins nationaux et régionaux et conforme aux engagements; nous l'avons montré en participans au gouvernement et nous le montrons en Haute-Vienne. dans nos collectivités. » G.Ch.

lieu, à tous les membres du comité central, ce à quot ils se sont engagés, c'est à travailler à la mise en grovre de la polisique décidée par le

Avertissement

L'échec de la gauche à l'élection municipale partielle de La Seyne sur-Mer (Var), le 16 juin, est imputable, selon M. Georges Marchais, à la tactique d'union avec le PS, qui avait de nouveau été suivie par le PCF pour ce scrutin. Ce n'est pas la première fois que la direction du PCF fait porter aux socialistes la responsabilité des revers municipaux des communistes. M. Marchais avait déjà avancé cette explication à la fin de 1983, après une série de défaites de son parti lors d'élections municipales partielles provoquées par l'annulation de scrutins entachés d'imi-

L'argument employé par le secrétaire général du PCF dans le cas de l'élection de La Seyne est neanmoins surprenant, pour deux raisons. En premier fieu. c'est l'ancien maire communiste, M. Blanc, qui avait proposé aux socialistes, à la fin du mois d'avril dernier, le recomposition d'une liste d'union pour le scrutin du 16 juin, et cette proposition s'était heurtée à un refus massif de la section du PS (26 voix contre, 6 pour lors de l'assemblée de cette section le 29 avril). It eveit fally l'intervention de la direction nationale du Parti socialiste pour obliger les militants de La Seyne à accepter

la proposition communiste. En second lieu, cette situation a été à l'origine, semble-t-il, d'un taux d'abstention relative-ment élevé parmi les électeurs socialistes la 15 juin. Ce ne seraient donc pas les électeurs communistes, comme l'a soutenu M. Marchais - en tout cas, nas aux saulement. - qui ont fait défaut à la gauche.

Lors de la dernière réunion du comité central du PCF, à la mimai, le secrétaire général avait dejà mis en garde les étus du parti. La critique de la tactique d'union faite lundi par M. Marchais paraissait donc s'adresser daventage à ces élus qu'eux socialistes. Il n'y a plus rien à espérer d'une entente à tout prix evec le PS, flit-ce pour des scrutins locaux ; tel est l'avertissement lance par M. Marchais.

ANNIVERSAIRE

Le 18 juin 1940, à Londres...

Londres de Charles de Gaulle. Les deux premiers, il les fait comme sous-secrétaire d'Etat à la guerra. Cetta fois, lorsqu'il a il dit?» els France n'est pas décollé de Bordeaux, la valle, la 17 juin, avec le général Sir Edward Spears et le lieutement Geoffroy de Courcel, il n'est plus Que général de brigade à titre provincire : Pétain a succédé à Revnaud. «Je m'apparaissais à moi-même seul et démuni de d'un océan qu'il prétendrait traverser à le nage. » L'annonce à la radio, par Pétein, de la demende d'armistice coincide ce 17 juin à midi et demi avec son anivée en Grande-Bretagne.

Il va voir Churchill, qui; à 15 heures, ignore ce qu'a dit Pé-tain (1) : « Il faut cesser le com-bet. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire.» De Gaulle disposera des micros de la BISC. Il rentre dens son petit appartement de Seymour Place, rédige un texte que relit Courcel et que transcrit tant bien oue mal la secrétaire Elisabeth de Miribel. Il gagne ensuite les atudios et à 18 heures ou plus terd - les versions different - il lance son appel, la voix heursée. Son thème : les hommes de Bordeeux ont de-

C'était le troisième voyage à mandé l'armistica. Il se sont laises suprendre par les checs, les avions et la techque de l'Allemagne. «Mais le demiet mot estscule! Elle n'est pas scule! Elle n'est pas seulets Son empire. l'Angietaire, «l'immense industrie des Étate-Unis», restent dens le lutte - une force mécanique supérieurs permettre de vaincre. De Geulle insite les militaires, les ingénieurs et les ousetts en Grande-Bretsone à se ioindra à loi, «Quoi ou'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne

> Peurentandu en France, cu cependent plusieurs journaux encore libres en donnèrent de confondit souvent avec l'affiche apposée début killet à Londres et qui contenait la phrase célèbre : «La France a perdu une bateille, la France n'a pes perdu la

(1) Jean Lacouture. De Gardle.

DÉFENSE

SELON L'INSTITUT POUR LA PAIX DE STOCKHOLM

Les dépenses d'armement dans le monde ont atteint en 1984 800 milliards de dollars

Stockholm (AFP). -- Les de- de 7,5 % pour l'Amérique du Sud, penses d'armement pour l'ensemble du monde se sont accroes de 3,5 % en Amérique centrale « du fait de en 1984, atteignant une somme de l'ordre de 800 milliards de dollars courants (650 milliards an tanz de 1980), dont 70 à 80 milliards sout alles aux souls programmes de recherches militaires, révèle l'andaire de l'Institut i recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) publié le mardi 18 juin dans la capitale suédoise.

Selon le SIPRI, l'effort de résrmement américain - dépenses en hausse de 8,5 % par an en moyenne depuis 1980 - explique pour une bonne part cette accélération, qui se maintiendra pour les superpuissances mais qui n'est plus observée en Afrique et en Amérique du

L'effort américain

En effet, remarque le SIPRI. Washington se propose un nouveau relèvement de 40 % de ses dépenses militaires pour les cinq années à ve-nir, tandis que l'URSS, qui evait ré-gulièrement accra ses dépenses militaires de 2 % au cours des dernières années, prévoit pour 1985, selon la CIA, un budget de défense en hausse de 12 % par rapport à 1984, aunée oà elle lui avait consacré 142 milliards de dollars (taux

En ce qui concerne les autres pays de l'alliance atlantique, le SIPRI mentionne que, seuls, le Canada, l'Italie et le Royaume-Uni ont appliqué la croissance de 3 % décidée à la fin des années 70.

La France, quant à elle, y a consa-cré en 1984 environ 27,89 miliards de dollars, taux 1980, contre 28,09 en 1983, davantage que la RFA (26,99 milliards de dollars 1980 en 1984 pour 26,88 en 1983). En Extrême-Orient, le Japon a

maintenu son effort (11,27 milliards de dollars 1980, soit + 4,2 %), mais la Chine a continué à donner une « priorité secondaire » à sa moderni sation militaire, la part du budget consacrée aux dépenses militaires tombant de 16 à 13 % entre 1980 et 1984. A titre comparatif, la part réservée à l'éducation, à la santé et à la culture est passée de 13 à 17.% durant le même temps. Ses dépenses d'armement sont évaluées pour 1984 à 36,2 milliards de dollars 1980 contre 36,5 en 1983, soit un fléchissement de 0,8 %, après une baisse de 3,2% en 1983.

L'annuaire du SIPRI constate que les dépenses d'armement ont tendance à décroître dans les pays du tiers-monde en raison de leurs difficultés économiques et de leurs dettes, et que même les Etats pétroliers out réduit leurs budgets mili-

Les dépenses d'armement ont sinsi baissé de 8,6 % pour l'ensemble de l'Afrique (Egypte exceptée) et

mais elles se sont accrues de 4,7 % guerres civiles et de menaces d'interventions extérieures ». Aucanc estimation n'est toutelois fournie pour le Nicaragua, qui, d'après le SIPRI, a probablement dépensé en 1983 quelque 172 millions de dollars

La France reste le troisième exportateur

An Proche-Orient, le SIPRI souligne qu'Israel continue à recevoir de « très larges subventions » des Etats-Unis, qui ont, ca outre, fourni milliard do dollars d'aide à l'Egypte. L'Institut estime, tout en remarquant que le chiffre est » hautement incertain », que les dépenses militaires de la région, qui demeure le plus important marché d'armes du tiers-monde », auraient légèrement fléchi en 1984 (- 0,4 %) avec 46,15 milliards de dollars au liou de 46,33 en 1983.

D'après l'Institut de Stockholm. les Etats-Unis sont à nouveau arrivés en tête des vendeurs d'armes en 1984 avec 4,68 milliards de dollars (au taux 1975), soit 40,4 % du marché, devant l'URSS (2.53 milliards - 21.9 %) et la France (1.24 milliard - 10,7%). Suivent le Royaumo-Uni (822 millions - 7,1 %) et la RFA (746 millions - 6,4 %). La Chine, pour sa part, a exporté pour 430 millions de dollars, soit 3,7 % du marché, contre 1,6 % en 1983.

Enfin, 53 explosions nucléaires souterraines ont été enregistrées dans le monde en 1984, contre 50 en 1983, indique Unstitut international de Stockholm. L'Union soviétique arrive en tête du classement des cinquations nucléaires avec 27 essais. soit autant qu'en 1983. Les Etats-Unis ont procédé à 15 essais (14 en 1983), la France à 7 (7), la Grande-Bretagne à 2 (1) et la Chine à 2 (1). Aucun tir n'a dépassé la puissance de 150 kilotonnes.

· Missiles français Mistral pour la Belgique. La Belgique va s'équiper du missile sol-air français Mistral de Matre, a sunoncé, lundi 17 juin à Loudres, le ministre fran-çais de la défense, M. Charles Hernu. Il s'est l'élicité de l'annonce faite par le ministre belge de la défense, M. Freddy Vrevren, selon laquelle, après une évaluation technique approfondie, il recommandera à son gouvernement le choix de ce système antisérien pour équiper les forces armées belges. Certains com-posants du système Mistral seront produits en Belgique. Le Mistral est un système portable de défense contre avions et hélicoptères à basse et très basse altitude. Le missile, long de 1.81 mètre et pesant 17 kilos, peut atteindre un objectif jusqu'à 6 000 mètres de distance.

de quinze ans. La récente e mar-

A STATE OF THE STA

Depth of the second STORY TO THE SERVICE OF SERVICE O latter this a best The man the same of the same The surger se ? The service of the se 14.2 -11.1 (- . 1. 16 TEM) A PROPERTY OF THE PARTY OF THE The state of the state of Take The Inches 35 THE TOTAL OF THE The state of the Party of the P State State B the same and is there.

The state of the s

14 15 MARCH

14474 Ber 198

THE BELLEVILLE THE

The Market

Marin and the territory

工作 (mintre) (1) 中 (中)

THE RESERVE OF THE PARTY OF

200

THE R. P. LEWIS CO., LANSING.

A STATE OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY

The same of the same of the same

12 Wa or 1 2 2 1878

Committee of the second

garing trop's a solution

SERVICE AND THE PROPERTY.

mart and or the to Martin

Carry M. Art. Constant

A STATE OF THE STA

worder from the Angle

THE REPLY SHAPE THE MARKET

not the Mr. were M. mentale

MIT APPEAL OF A SECRETARY

207 14. 1 1 1 14 VR4WAN

and the same hand to the Tale at State, groein, riegen 🦥

Att etagen et der arten

All the purpose

3221 4

TYP 117

1 1 15 2 17 17 14 7

against the residence

The same of the sa 100 SECTION OF SERVICE to There has been -The same of A 42

34 34 4 4 100 CA TO THE PROPERTY OF Line Consults of a The second secon 100 100 100 Million 254 62

to and the TANO MASS. To be a second of the second o **一种种种种** Hongs & All de ten busine

The same of the sa

the state of the same -The same of the same And the second second The state of the s The state of the s Service of the servic

AMNIVERSAIRE

Le 18 Juin 1940, à Londres

---THE RESERVE AND ADDRESS. -White Married as Marry The state of the late of the late of

district and product of f herizine. the season of the season of the season of -THE ROLL OF THE PARTY IN THE PARTY IN A THE REAL PROPERTY. ---THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO THE RESERVE OF THE RE -31.00 the second Spirite in a laborate many stage

MANAGEMENT PORTER OF THE PROPERTY OF

wat attaint en 1984 **DO miliards de dollers**

A STATE OF THE STA

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

17.

the state of the state of And the second second second

 $\mathcal{A}_{\mathcal{A}} = 0$

C. A.M. W. Burner Street, & Service of the service of

feetings of the Control of State of Sta The state of the state of programme to the profits of the same of th and the second s First course to a contract to the B. 11. 1. 3.76 5 [1.17] 20 the state of the s with the man of the print the married by Bootheau or the

The Minerales of armement dans is not

But the state of the

್ : ' ಬಿಜ್ **' ಚಿ**ಡ

and the second section is

200

M THEREN CHAZE

and the second of the second

the second of the Australia

and the second

and the second

Company of the Company of the Company

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TO T

Transfer Manager Control

The state of the s Cartille Miles of the State of State of the Control The second of the second of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR 100 Andrew Service Season Services

THE RESIDENCE

the State of the same

-

société

JUSTICE

UN NOTAIRE ET CINQ AUTRES INCULPÉS DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

Les séductions fallacieuses du placement en forêts

expert forestier près la cour d'appel d'Amiens, sept cents plaignants : c'est encore une affaire de longue haleine dont la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a entrepris l'examen, lundi 17 juin. Il s'agit de savoir si MM. Michel Senoul, Bernard Rauber et Maxime Benchetrit, animateurs de sociétés spécialisées dans l'invitation aux placements en tout genre, se sont rendus coupables d'une vaste escroquerie, estimée à ene vingtaine de millions en détriment d'épargnants, souscripteurs de parts dans des grou-pements forestiers, et si MM. Max Kreinbulh, le notaire décbu, Louis Dupont, l'expert en forêt, et Eric Decoopman, marchand de biens, ont été à des titres divers leurs com-

MM. Senouf, Ranber et Benche trit ont en comman, outre les hasards de la vie qui les firent naftre ou vivre momentanément au Maroc, ou vivre momentamement au Maroc, un goût certain pour les affaires. A partir de 1977, M. Senouf fnt ainsi le fondateur de multiples sociétés par le biais desquelles il invitait à l'épargne qui voulait. Il proposait ainsi d'investir dans l'acquisition soit de crattengue soit de diamente soit de diamente soit de diamente soit de diamente soit de la crattengue soit de diamente soit de crattengues soit de diamente soit de soit de la soit de de conteneurs, soit de diamants, soit de parts de micro-centrales électriassez bien. Sa formation originelle de remisier à la Bourse dn commerce de Paris, de 1972 à 1977, pour le compte d'un commissaire agréé lui evait été précieuse.

M. Rauber vint bientat le seconder dans ses entreprises, qui furent alors élargies aux forêts. Une nouvelle société vint a ajonter aux aetres. Ce fut Forêts-invest. A dire vrai, ni M. Senouf ni M. Ranber et pas davaetage M. Benchetrit, président-directeur général d'une Compagnie internationale du dismant, qui devait apporter le concours de ses connaissances informatiques, n'avaient une inclination particulière pour les bois et sous-bois, pour les futaies ou les taillis. M. Ranber confesse d'ailleurs bien volontiers qu'il n'y connaissait - absolument rien -.

Ou'à cela ne tienne. Pour leur entreprise, il suffisait de recruter de bons agents, de pressentir des notaires pour la passation des actes et de mener de belles et bonnes campagnes de publicité. Ainsi fut fait. Après la création d'un groupement économique baptisé Gestion internationale d'investissement (G 2 I), on en célébra largement les mérites G 2 I fut présenté aux populations à travers les journaux comme « le lea-der du placement privé ». Fort des succès proclamés dans le domaine du conteneur et du diamant, on hattit le rappel pour la dernière spécialité du groupe : l'acquisition de parts

Evaluation exagérée ?

Mais dans quelles conditions? C'est là qu'au regard de la loi le bât blesse. Un schéma avait été mis au point. Il fut appliqué avec constance sons réserve, selon les opérations, de meeues variantes. Forêts-Invest recherchait des forêts à vendre en vue de leur commercialisation. Il les echetait particulièrement à M. Decoopman, marchand de biens de nationalité belge, à un prix normal par l'intermédiaire de sociétés civiles immobilières dont les dirigeants étaient des relations, des amis et même, à l'occasion, les petites amies de l'un ou l'eutre des protagonistes.

Ensuite, ces sociétés civiles immo bilières revendaient la sorêt à un prix multiplié au moins par deux, quelquelois par neul, à un groupe-ment forestier constitué lm aussi à l'origine par des prête-noms. C'est ici que l'on voit apparaître M. Louis Dupont, l'expert près de la cour d'appel d'Amiens qui fut le gérant de plusieurs de ces groupem ne restait plus alors qu'à se faire payer les commissions prévues et à empocher la plus-value. Car le système prévoyait évidemment que les candidats souscripteurs s'enga-

Après la fête de la Concorde

LE RPR : BRAVO, MAIS...

M. Toubon, secrétaire général du RPR, évoquant la manifestation de SOS-Racisme à la Concorde a déclaré : - Le succès de cette soirée peut s'expliquer aussi par le fait que c'étais le plus beau plateau de music-hall gratuit qui ait été donné en France depuis des années ». M. Toubon avait toutefois approuvé ce que M. Alain Jappé venait de déclarer en estimant : « S'il s'agit d'une manifestation contre le racisme, bravo. Mais si c'est une opération de récupération politique comme au Trocadéro, s'il s'agit d'un happening généralisé, ce sera un cache misère et personne ne s'y

c'est-à-dire la plus forte.

Evaluation exagérée? C'est le fond du problème. M. Rauber comme M. Sepouf s'ee défendent - Notre but, expliquent-ils, c'était de commercialiser des forêts et non de les acheter pour les renvendre. Sans doute, cherehlons-nous à acquérir au prix minimum et même en dessous de ce prix. Mais nous n'avons jamais dépasse dans les évaluations finales les prix autorisés par les services officiels du ministère de l'agriculture.

Le président Culié n'ee a pas moins paru sceptique. Ce scepti-cisme a ses raisons. Voici, par exemple, l'opération dite de «la forêt des Coings ». Il s'agit de cent trento-six hectares situés dans l'Yonne. En 1978, ils farent achetés 650 000 francs, soit 4700 francs l'hectare. De vente en revente par l'intermédiaire des prête-noms, ce prix atteignit 3114000 francs, soit 25 300 francs l'hectare. Etait-ce justifié? Même M. Dupont, l'expert forestier mêlé à l'opération, n'en paraît pas absolument convaincu. Il lui semble bien qu'il était un peu exagéré de faire miroiter aux souscripteurs un intérêt de 5 % l'an en francs constants en les assurant qu'en 1995 leur forêt vaudrait 6875 000 francs.

· Tous les experts savent, a-t-il expliqué, que la valeur d'une forêt de chênes progresse en moyenne de 3 % au plus par an. - Bref. l'hectare pouvait être estimé entre 12 000 et 15000 francs . pour les parties tra-

Six inculpés, dont un notaire de gezient, d'emblée, à verser 80 % du vaillées. C'est qu'il y a forêt et Louviers, aujourd'hui radié, et un montant de la dernière évaluation, forêt et que l'entretien ee la matière montant de la dernière évaluation, forêt et que l'entretien ee la matière compte beaucoup.

. Je me suis fait pièger ., plaide donc M. Dupont tout expert qu'il

est.

Je me suis fait pièger - rèpé-tera son tour venu M. Kreinbulh, l'aecien ectaire de Louviers qui devint l'officier ministériel attitré de Forêts-levest. Il assure, lui, qu'il ceda aux sollicitations de M. Rauber. Celui-ci lui reavoie la balle :

- C'est M' Kreinbulh qui nous a dit, après une première opération qui nous aurait incités à renoncer en raison de difficultés de crédits ben-caires, qu'il se chargeait de nous trouver les crédits." » Pas du tout, riposte l'autre. M. Rauber voulait savoir comment s'y prendre pour éviter l'imposition fiscale.

De toute façon, observe M. Culié, ce n'est pas le travail d'un netaire de trouver des prête-noms pour consti-tuer des sociétés-écrans. Or, vous avez mis, dans ces sociétés, des amis à vous qui, d'ailleurs, n'ont même pas libéré le prix de leur part.

M. Kreinbulb le confesse comme un enfant pris en faute. - Oui M. le président, ce fut assurément une fai-

j'étais complètement inconscient. -il le fut tellement que les plus-MM. Senouf et Rauber et euxquels l'ancien notaire fit porter le mentant en espèces par son clere, furent utilisées pour acheter de l'or et des diamants, placés dans le coffre d'une banque de Louviers dont la clé était

Il y eut ainsi onze opérations suc-cessives. Il reste à les examiner checune dans leur détail. Elle montrent aussi que, plus d'une fois, l'argent fut demandé aux souscripteurs, evant même le constitutioe des sociétés et des groupements fores-tiers nécessaires à leur boe déroule-

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

UNE NOUVELLE RÉFORME DE M. ROBERT BADINTER

Rendre plus supportable la vie en prison

Rendre l'incarcération le plus supportable possible. Talle est la philosophie de la nouvelle réforme de la vie en prison que le ministère de la justice s'apprête à rendre publique. Cetta réforme ne bouleversera pas les usages pénitentiaires, mais ella devrait, neanmoina, modifier pres d'une centaina dea quelqua six cente articles de la partie « décrets » du code de procédure pénale.

Parmi ces multiples modifications, il faut retenir l'assouplissement de la censure du courrier. Les lattres reçues ou envoyées par les détenus pourront, certes, être ouvertes mais, comme cela se pratique déjà ici ou là, ce contrôle ne sera plus automatique. Dans un autre ordre d'idées, les prisonniers, adeptes des Témoins de Jéhovah ou disciples de philosephies non considérées comme des religions pourront recevoir le réconfort spirituel de personnes « egréées ». eu même titre que les catholiques la secours d'un prêtre.

La fouille des détenus continuera à être pratiquée - alla est même recommandée. - mais elle devra se faire e dans des conditions (...) préservant la respect de la dignité inhérenta à la personne humaine ». Apparemment, cela va mieux en le disant.

Fréquente brimade, la confisestion des transistors sera limitée à l'hypothèse où ils auront servi à organiser un chahut et en cas d'usaga intempestif. Pourront aussi etra confisques - et c'est nouveau - le walkman ou les jeux électroniques, à condition, là encore, qu'ils soient à l'origine

d'un manquement disciplinaire.

Les études en prison seront facilitées. Le code de procédure mentionnera explicitement que la préparation d'un diplôme dispense les détenus condamnés de travail penal. Réforme surtout symbolique, dens la mesura où cetta dispense est aujourd'hui accordée partout. Moins superflu paraît être l'articla qui institue un enseignement obligatoire pour les détenus ne sachant pas « lire. ecrire et calculer », quel que soit leur âge. Aujourd'hui, ils n'v sont astreints que s'ils ont moins de vingt-cinq ane. De même les étrangers pourront suivre les « cours speciaux » organisés, eujourd'hui, au bénéfice des seuls nationaux ene parlant pas la lan-

Les détenue condemnés à moins d'un an d'emprisonnement pourront obtenir des permissions de sortie sans limitation da durée. Actuellement, ces parmissions, cen vue du maintien des liens familiaux ou de le préparation de la réinsertion sociale», ne peuvent dápassar trois jours pour lea condamnés equi ont exécuté la moitié de leur peine et qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur à trois ens ».

(Les possibilités de placement à l'extérieur de la prison seront élargies. Aujourd'hui, ces placements sont reserves aux détenus qui travaillent. Désormais, les prisonniers qui suivent un anseignement, une formation profes- sionnella ou un traitement médical pourront eux aussi en bénéficier. En revanche, cette forma de detention hors les murs sera limitée aux « condamnés dont la peine an s. au lieu de cing autourd'hui.

Avec comme objectif de mieux tenir compte de la personnalité et des aspirations des détenus, le tôle des services socio-éducatifs

Désencombrer

Sana la dire explicitement, la chancellerie espère aussi, par cette réforma, desencombrer les prisons. Les libérations conditionnelles serons facilitées. La foumitravail et d'hébergement ne sera plus obligatoire, crise économique oblige. L'examen précédant la libération portera e essentiellement sur les perspectives de réinsertion du condamné en fonction de sa situation personnelle, familiale et

Dans le même esprit, certaines réductions de peina seront facilitées, et, dans l'espoir da mieux contrôler le flot des délinquents qui sont anvoyés en prison, les chefe d'établissement devront elerter les megistrats des tribunaux proches « de tout dépassement des capacités d'accueil ».

Parenis peuvres de cette réforme, les gerdiens ne sont pas tout à fait oubliés. Les responsables des petites maisons d'arrêt pourront traveiller en civil, pour ceux qui ne le font pas déjà, at, dans les prisons mixtes, les surveillents auront accès au quartier das femmes sans se faire obligatoirement accompagner, comme aujourd'hui, par una surveillente...

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS ET JUGEMENTS

Le Comité « être citoyen » annonce ses objectifs

Le comité national de liaison Etre citoyen a présenté, lundi 17 juin, les membres de son bureau et annoncé ses objectifs. Créé le 24 avril et préside par M. Robert Fabre, médiateur de la République, le comité souhaite assurer une liaison entre les organismes nationaux, régionaux et locaux qui œuvrent en faveur de l'esprit civique.

L'action du comité s'inspire des quelque quarante propositions formulées en novembre 1984, à Paris, lors d'ue colloque sur le civisme : le réintégration de l'éducation civique à l'école primaire et la levée de l'anonymat chez les fonctionnaires, mesures récemment adoptées par le gouvernement, faisaient partie de ces propositions.

Un bulletin sera, édité régulièrement afin de coordonner l'ection des cent cinquante associations qui poursuivent ce même objectif. Le comité, qui envisage de lancer une campagne dans le but de simplifier le langage administratif, se déclare prêt à utiliser les supports publicitaires afin de « susciter un compor-tement nouveau plus responsable et plus solidaire du citayen dans la

Quatre faux-monnayeurs arrêtés dans une ville du Ver

Quatre faux-monnayeurs viennent d'être interpellés dans une villa de Lorgues (Var), alors qu'ils fabri-quaient de fausses pièces de 10 F: Georges Besson, quarante-neuf ans, le propriétaire de la villa, Gérard Bonnot, vingt-sept ans, Didier Renault, vingt-quatre ans, et Julien Tramini, cinquante et un ans, ont été inculpés de contrefaçon par M. Olivier Larmanjat, juge d'instruction à Nice. Ils sont tous quatre sans emploi et n'ont pas d'antécédent

Mille cinq cents pièces déjà frapces, d'une excellente qualité, et quinze mille en voie de l'être ont été saisies à Lorgues. Dans une ferme de La Turbie (Alpes-Maritimes) appartenant à Inlien Tramini, les policiers miçois ont retrouvé d'autres pièces de 10 F d'une facture sembla ble à celles qui avaient été saisies, il y a dix jours, dans un autre atelier clandestin de la banlieue de Nice. Quatre malfaitenrs avaient été

Selon les enquêteurs, les fauxmonnayeurs se préparaient à fabriquer soixante-dix mille fansses pièces, qui devaient être revendues 3 F à des grossistes chargés de les éconler à 5 F l'anité.

Une peine de principe pour l'officier de tir déserteur

Line neine de six mais d'emprisonnement, dont cieq avec sursis, a été infligée lundi 17 juin, par le tribues! de grande instance de Nimes, à M. Jean-Louis Caba, l'officier de tir déserteur du plateau d'Albion (Vaueluse). Une condamnation à une peine pour un travail d'intérêt général, avait été réclamée le 20 mai par représentant du ministère public (le Monde du 22 mai). Ce jugement couvre » le mois d'incarcération déjà subi par M. Cahu après son ar-restation ce décembre 1984. Le lieutenaet Cabu, 25 ans, qui avait dé-serté le 6 novembre 1984, evait été inculpé, à la sin de ce même mois, de désertion en temps de paix. Ap-partenant au premier groupement de missiles stratégiques installé au plateau d'Albion, il avait disparu après quatre ans de vie militaire deelarant avoir déserté pour se faire - l'apôtre de la dissuasion active et

· Peine de prison pour un promoteur immobiller lyonnais. - Ue promoteur immobilier lyonuais, M. Jeee-Pierre Muller, a été condamné, lundi 17 juin, par le tri-hunal correctionnel de Lyon, à viegt-deux mois de prison et 250 000 francs. d'amende pour ahus de confiance.

M. Muller s'était lancé en 1980 selon lui, sur les conseils de la Banque hypothécaire européenne dans la construction de logements de loisirs, notamment deux cent quatrevingts logements à Port-Barcares. Mais l'ensemble s'est révélé invendable.

La Banque hypothécaire euro-péenne lui aurait alers conseillé, toujours selon M. Muller, de combier le déficit occasionné par cette réalisa-tion ce prélevant sur d'autres activités immobilières lui appartenant les fonds prôtés par un autre orga-nisme bancaire, le Comptoir des entrepreneurs. L'opération ayant compromis l'équilibre financier de l'ensemble des sociétés que M. Muller controlait, celui-ci s'est alors enfui à l'étranger en empertant 18 800 000 francs. Il avait été extradé de Suisse le 16 mars dernier.

 La voiture d'un responsable du Front national incendiée à Castres. - La voiture d'un responsable du Front national de Castres (Tarn), M. Pascal Gannar, a été détruite par le feu pendant la nuit du dimanche 16 au lundi 17 juin. Il s'agirait d'un incendie criminel. Pascal Gannat est l'assistant de M. Bernard Antony, depute européen, membre du Front national.

RELIGION

DANS UN LIVRE-INTERVIEW Le cardinal Ratzinger estime que Vatican II a échoué

termine par un chapitre sur la théo-logie de la libération, qui reprend ò l'Intérieur d'une nouvelle totosont eleires. Alors que les prédèces-seurs du cardinal Joseph Ratzinger l'essentiel du document publie par l'ex-Saint-Office, et par un autre sur l'annonce de Jésus-Christ au-

à la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office), les cardinaux Seper (yougoslave) et Ottaviani (italien) étaient discrets et œuvraient dans le secret, l'actuel e grand inquisiteur » de l'Eglise romaine vient d'abattre son jeu, en accordant une longue interview (vingt heures au magnétophone) à un journaliste italien, Vittorio Messori, et qui parait ces jours-ci en fraeçais sous le titre Entretien sur la foi (1). La reprise en main de l'Eglise, es-

quissée à la fin du règne de Paul VI, puis transformée en stratègie cohé-rente par Jean-Paul II, est ici dévoilée par ce Bavarois de einquantehuit aes. Mieux, expliquee, defendue, revendiquee. L'analyse du cardinal Ratzinger est elaire : le concile Valican II a échoué. Evidenment, le cardinal ne donne pas raison aux intégristes qui condamnent le coecile en bloc; il fait une distinctioe cetre le - vrai -

concile, œuvre de Dieu, - qu'on n'a pas encore commence à recevoir de façon authentique - et les - défor-matians de Vatican II, dont les rèsultats se sont avérés catastraphiques .. Il y a peu de chose, du reste. qui trouve grace eux yeux du préfet de l'ex-Saint-Office dans l'Eglise post-concilieire - à commencer par cette expression elle-même, puisque selon lui, - il n'y a pas d'Eglise · pre · ou · post · conciliaire ; il n'y a qu'une seule et unique

Parmi les griefs, laaguemeet énumérés par le cardinal, figurent no-tamment la crise de l'Église, des ordres religieux, des pretres, des conférences éniscopales, de la catéchèse et, surtout, une crise généralisée de la morale, aggravée par - une rupture entre sexualité et procrèation . qui mène à la menipulation biologique et à l'ecceptation de l'homosexualité, de la masturbation, de la coetraception - dans de vastes secteurs de l'Eglise ..

Un chapitre entier est consacré : la femme, victime d'une feusse libération, provenant de l'abandon de · la spécificité du sexe, rendant interchangeables tous les rôles entre l'homme et la semme . Un autre chapitre traite de la liturgie, . devenue opaque et ennuyeuse à cause de son goût pour le banal et le mêdtacre, au point de donner le frisson .. Dans le chapitre sur . les fins dernières ., le cardinal regrette qu'on parle trop peu des anges et du dia-ble, et dans celui sur l'œcuménisme, il met en garde contre les - illusions excessives • car. dit-il, même les traductions de la Bible ee sont pas - neutres -, en ajoutant : - Naus devons avoir le courage de redire clairement que, prise dans sa tatalité. la Bible est catholique. - Le livre se discredite. -

jourd'hui et l'- inculturation - du message évangélique, avec une ultime mise en garde contre l'élaboration d'une - théologie africaine » qui cesserait d'être autbentiquement

La foi du charbonnier A la question qui brûle les levres,

posée enfin par l'interviewer : ne voyez-vous donc pas de résultats positifs depuis le concile ? le cardinal Ratzinger eite, en tout et pour tout, l'éclosion de nauveaux mouvements dans l'Eglise : le mouvement charismatique, le néocatéchunténat. le Cursillo, Focolari, Cammunian et Libération ». Tous ces mouvements, bien types, représentent le mouvemeet spiritualiste et - charismatique - qui traverse l'Eglise depuis une dizaine d'ennées. Pas un moi, en revenche, en faveur des mouvements d'Action catholique, des milliers de catéchistes bénèvoles, des laïcs militant dans la société ou travaillent dans les paroisses, des communautés de hase ou des ordres religieux...

Quels remèdes propose-t-il? D'abord, la recherche d'un - nouvel èquilibre -, qu'il accepte d'appeler restauration - à la demande de son interlocuteur, si l'on entend par là - une reprise des valeurs perdues

lité -. Le cardinal reconnaît que le Saint-Siège a modifié le profit qu'il cherche dans les nominations d'évêques. Après le concile. explique-i-il. - le candidat à l'épiscopai semblait devoir être un prêtre avant tau: - ouvert au mande -. Aujourd'hui. - à travers des expériences amères -, on cherche des évêques - capables de s'opposer au monde et à ses tendances negatives, pour les guérir ».

Surtout - et e'est un leitmotiv qui traverse l'interview - il feut revenir la foi du charbonnier. Pas d'éveques « théologiens » ou « experts » Iles bêtes noires du cardinal) : « Leur service, dit-il, est de personnifier la voix de la fai simple et fondameniale, qui précède la science. » Aveu de taille chez un évêque qui est luimême ue théologien chevronné! Meis il persiste et signe, en citant en exemple des saints qui étaient souvent illettrés, en tout cas frèqueninient ignorants des questions de l'exègese scientifique ».

Le cardinal Ratzieger a beau insister qu'il parle en son nom propre et non ex officio, la sortie de son livre, présente comme un évenement sans precedent, è quelques mois du synode extraordinaire, convoque a Rome pour faire un hilan vings ans après le cancile, ne saurait être for-

ALAIN WOODROW.

(1) Entretten sur la foi, Joseph cardi-nal Ratzinger. Vittorio Messori, Editions Fayard, 252 pages, 75 F.

« Un processus de décadence »

Voici quelques-uns des jugements portés par le cardinal Ratzinger :

SUR LE CONCILE : - Les résultats qui ont suivi le concile semblent cruellement opposès à l'attente de tous, à commencer par celle du pape Jean XXIII, puis de Paul VI (...). -

- Les papes et les pères conciliaires s'attendaient à une nouvelle unité catholique, et, au contraire, on est alle vers une dissension qui pour reprendre les paroles de Paul VI – semble être passée de l'autocritique à l'autodestruction. On s'attendait à un nouvel enthousiasme et on a trop souvent abouti, au cantraire, à l'ennui et an découragement. On s'attendait à un bond contraire, face à un processus évolu-tif de décodence qui s'est développé dans une large niesure en se reférant notamment à un prétendu - es-prit du concile - et qui, de cette manière, l'a de plus en plus

 SUR LES CONFÉRENCES ÉPISCOPALES:

· La nette remise en valeur du rôle de l'éveque [par le concile] s'est er. réalité atienuée, au risque même de se trouver étouffée par l'intégration des évêques à des conférences épiscopales de plus en plus organisées, dotées de structures bureau-cratiques souvent lourdes. Nous ne devons pas oublier que les conférences épiscopales n'ont pas de base théologique [ni] mission de magistère: leurs documients n'ont pas de valeur spécifique, ils ont la valeur de l'accord donné par chaque évé-

QUE. -SUR LA CATÉCHÈSE :

 Dons trop de caséchèses actuelles, la structure fondamentale tle Credo, le Pater noster, le Déculogue et les sacrements) est abundonnée, avec les résultats que l'on sait : une désagrégation du sensus fidei [sens de la foi] chez les nouvelles generations, souvent incapables d'une vision d'ensemble de leur

LA DIX-HUITIÈME MISSION DE LA NAVETTE SPATIALE AMÉRICAINE

Banc d'essai pour l'Europe

Cep Canaveral. ~ C'est paradoxal, mais c'est ainsi. Bien que ne possédent pas les moyens necessaires pour effectuer des vols habités, le France est, avec le lancement réussi de le navette spatiale Discovery - lundi 17 juin – a bord de laquelle Petrick Baudry a pris place, la troisième puissance à faire voler un deuxième homme dans l'espace (1).

On est loin des dizaines d'astronautes et de cosmonautes lancés par les deux Grands depuis un quant de siècle. Mais même si la performance est modeste, même si la presence de Patrick Baudry à bord de le navette ne fait guère vibrer les Américains, plus sensibles à celle de l'astronaute erabe Sultan Salman El Saoud, ce vol est comme un clin d'œil dans l'histoire de la conquête spatiale.

LE PREMIER BÉDOUIN DE L'ESPACE 42

c Je suis très fier à l'idée d'être le premier musulmen dans l'espace », avait déclare, avant son départ, le prince sacudian Sultan El Sacud, Neveu du roi Fahd d'Arabie, né à Ryad il y e vingt-huit ans - cela fait de lui le plus jeune estronaute en orbite. - il est le re-présentant de 155 millions d'Arabes et emporte evec lui les drapeaux de vingt-deux pays du consortium Arabsat. Il represente aussi 800 millions de musulmans. D'où, l'obligation de respecter scrupuleusement les principes de sa religion - ce qui n'aurait pas été simple si la mission avait eu lieu comme prévu pendent le Ramadan. Sultan El Saoud, qui apporte à ses coéquipiers des dattes de Médine, sera privé des bons vins que Patrick Baudry offrira à l'équipage; et il récitere ses prières quotidiennes sans être certain, étent données les évolutions de la navetta, de pouvoir se tourner

Qui est cet astronaute dont le grand-père Abdel-Azis, à la tête de quarante Bédouins et d'aurant de chemeaux, unifia l'Arabie sous son autorité au début du siècle? C'est un diplôme en communications de l'université de Denver, dans le Colorado, qui dirige le département commer-- ce qui justifie sa position de spectateur privilègié pour la mise en orbite du satellite de communication Arabsat. C'est eussi un aviateur experimenté, qui a une licence de pilote commercial et compte plus de quinze cents heures de vol è son actif. Cela l'e beeucoup servi n'e dura que trois mois étant donnée la dete tardive de sa sélection.

De notre envoyé spécial

Un elin d'œil que Patrick Baudry n'a pas manqué de souligner en sortant, lundi 17 juin, vers 4 h 40 (heure locale), du quartier des astronautes pour se rendre sur le pas de tir. Pas de déclaration, pas de bon mot. Il ne portait qu'un béret hien français offert quarante-huit heures plus tot par des amis. La plaisanterie eurat-elle été du goût du général Bernard Capillon, chef d'état-mejor de l'armée de l'air? Il ne manquait que la baguette pour compléter le tableau! Mais, en compensation, le Français a offert à ses six compagnons d'équinage un peut déjeuner avec crossants de chez le pătissier Lendtre.

Au-delà de ces anecdotes propres à détendre l'atmosphère avant un événement qui compte dans la vie d'un pilote, ii y a la mission mise en place per les Américains pour ce dix-huitième vol de la navette et ce lourd programme de travail qui attend notre compatriote à bord. Une mission délicate pour la NASA et l'industrie aérospatiale américaine, qui ont à cœur de renouer avec un succès qui les a souvent abandonnées ces derniers mois. En effet, pour la seconde fois de l'histoire de la navette spatiale, trois satellites de télécommunications d'une valeur d'environ 150 millions de dollars ont été embarqués dans la soute de l'engin: un satellite mexicain, Morelos-1, dont la misc en orbite a été faite environ huit heures après le tir; un satellite arabe, Arabsat, et uo satellite américain, Telstar-3.

Programmer des vots humains

Mission importante aussi pour Patrick Baudry, dont les deux experiences, échographie et équilibre et vertige, devraient permettre meilleure connaissance des phenomenes d'adaptation de l'homme aux problemes d'apesanteur. Mission essentieille, enfin, pour le Centre national d'études spatiales (CNES), eux yeux duquel ce vol d'une douzaine de millions de francs (2) est un pas supplémentaire vers des vols habités europeens auto-

En effet, les responsables des programmes spatiaux français gardent leur liberté de manœuvre. Anjourd'hui un vol sur la navette Discovery, demain, peut-être, un autre de longue durée avec les Soviétiques, en attendant ceux qu'on ne manquera pas de négocier avec la NASA. Les Français out prevu la réalisation - en 1987 - de nouvelles expériences biomédicales, evec

notamment, un écographe de deuxième génération nommé « As de cœur », et le vol d'une mission « Science et vie », entièrement franco-américaine, en 1988-1990. Spéculations que ces programmes-là ? Certainement pas si l'on en juge par la « confiance » que l'edministreteur de le NASA, M. James Beggs, aurait · renouvelée » ou pré-sident du CNES, M. Jecques-Louis Lions. Le climat était, sur ce point, au beau fixe à Cap Canaveral.

Derrière tout cela perce la volonté des Français d'engager l'Europe dans des « programmes humains » et d'ecquérir evec différents vols d'astronautes français la connaissance de certaines phases des missions habitées, comme les rendezvous et les manœuvres en orbite, les systèmes automatiques et la robotique, etc. Pour M. Lions, . il est clair que la présence de l'homme dans l'espace est indispensable -. Use opinion que partagent Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry pour qui, . grace à l'expérience que nous allans acquerir avec les Sovie-tiques et les Américains, les Français, et avec eux les Europeens, devraient pouvoir bruler les étapes franchies par les autres en vingt

On ne peut nier, en effet, que ceux qui participent à des missions conjointes ont une espèce de droit de regard sur les matériels, les procèdures et peut-être aussi les techniques qu'ils côtaient. On ne reste pas plus d'un an et demi à la « cité des étoiles » sans rien apprendre. On ne passe pas plusieurs mois au Johnson Space Center de la NASA ou à Cap Caneveral sans comprendre cer-

Si les deux astronautes français n'ont pas recucilli de secrets d'état au cours de leurs entraînements en Union sovietique et aux Etats-Unis, ils out certainement beaucoup appris et beaucoup compris sur la manière dont on gère un programme de vol habité, sur le nombre de personnes eu soi qu'un tel voi réclame et sur la philosophie des deux Grands en matière de vols humains. Car, è terme, c'est l'avion spatial Hermes, que le France a présenté en janvier à la conférence spatiale de Rome, qui est en jeu, avec, pour

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Jean-Loup Chrètien l'a précède dans l'espace en juin 1982. Il e effectué un vol de huit jours avec les Soviétiques.

ENVIRONNEMENT

(2) La mission franco-soviétique avait coûté une soizantaine de millions

La pollution du Rhône

Un Bordelais sur orbite

Cinq ans déjà. Cinq longues années semées d'embûches pendant lesquelles chaque jour il e est interrogé sur la date à laquelle il pourreit enfin inscrire son nom dans le grand livre de la conquête spatiele aux côtés des Gagarine, Leonov, Aldrin et Sheperd. Sélectionné pour partir sur la navette Challenger pour une mission de quatre jours au début du mois de mars. Patrick Baudry. trente-neuf ans, fut débarqué à la veille du tir. Mission annulée. Problemes sur la charge utile.

c Dans ca métier, explique-t-il volontiers, nen n'est jamais acquis. » Il e côtové de ces Américains, c é la NASA depuis quinze ans at qui n'ont pas encore volé » tout comme ce Russe qui, e après seize ans d'entrainement sans jamais participer à une mission spatiale a échoue à une visite médicale ».

Dans ces conditions, a-t-on « le droit de se plaindre » ? Car, bien que la Frence n'ait pas encore les moyens d'eller dans l'espace, e nous passons, remarque Patrick Baudry, avent des onautes at des astronautes dans leur propre pays. »

Aussi faut-il cavoir un peu d'abnégation et de ténacité ». Comme son camerede Jean-Loup Chretien, premier Français e voier dans l'espace - c'était en juin 1982 ~ en compagnie de cosmonautes soviétiques, il ne manque ni de l'une ni de l'autre. Son temps se partage entre les représentations publiques, les seances d'entraînement, les discussions avec les scientifiques et puis, « pour le plaisir », ces pointes de vitases su commandes de motos ou de voitures de sport et ces vols trop rares que l'armée de l'air lui offre d'effectuer sur set chasseurs.

Des années d'enfance passées à trainer sur les aéroports africains (Douala, Alger, Casablanca...) en compagnie de son père, « metéo » pour la navigation serienne, kui vient son gout pour l'aviation, e Je passais mon tamps à écouter les pilotes. J'avais envie de leur ressembler, mais je pensais que c'était impossible et que je n'y arriversis

Retour en France à neuf ans Commence à Bordeaux le temps des études chez les Peres, puis, après une formation de mathé-

maticues spéciales. l'entrée à l'Ecole de l'air et, en 1970, un brevet de pilote de chasse. Pour ca Bordelais qui aime

« être le premier », c'est la gloire. Les heures de voi succèdent aux heures de vol. Un avion de combat chasse l'eutre ; F-100, Jaguar, jusqu'à ce jour de 1980 où le Centre national d'études spatiales (CNES) le retient pour participer au premier vol spatial ha-bité franco-soviétique. Dix-huit mois d'entraînement intense en Union soviétique à la Cité des Etoiles, mais une première déception pour ce pilota d'essai sorti major de l'Ecole des pilotes d'essais britanniques : il ne sera qua doublure da Jeen-Loup

Il faut encora attendra; jusqu'en mars 1984 où le CNES désigne le lieutenant-colonel Baudry pour la voi proposé aux Français à bord de la navette spatiale americaine.,

Septembre arrive. Le candidat astronaute rejoint les Etats-Unis en compagnie de Jean-Loup Chrétien - sa doublure cette fois - pour un entreinement de quelques mois qui se prolongera à plusieurs reprises en raison des difficultés rencontrées par la navette. Patrick Baudry tient bon, même si l'accueil qui lui est fait outre-Atlantique est « professionnel sans plus i. « On ne peut pas dire, expliquera-t-il plus tard avec une franchise qu'on ne lui pardonne pas toujours, que c'était très chaleureux. »

Qu'importa, les relations s'améliorent, et l'astronaute s'installe, révent à ses moments perdus de ca pays bordelais qu'il aime tant parcourir. Car il aime à la fois Bordeaux et le bordeaux. Du medoc au graves en allant jusqu'au saint-émilion dont il collectionne avec fierté les crus reconnus et d'autres moins prisés. Il souhaitait emporter en orbite deux bons crus de 1975, un lynch-heges (pauillac) et un château-tuquet (graves), bien que l'alcool soit en principe interdit. France oblige....

« Certains aiment regarder les événements par le petit bout de la lorgnette..., explique Patrick Baudry, Il n'y a pas, et il ne peur y avoir, da strapontin dans l'espace. Je suis complètement intégré à l'équipage et je fais mon travail au même titre que mes collègues américains. »

A quand une prochame mission? Baudry replique : « Le CNES souhaiterait obtenir une opportunité de vol tous les deux ans avec ses partenaires américains ou soviétiques. Peut-être un vol de longue durée sera-t-il prochainement décidé dans le cadre de la coopération francosoviétique. Mais, à plus long l'avion spatial Hermes qui permettra, je l'espère, à l'Europe d'utiliser au mieux les stations spatiales permanentes que les Deux Grands projettent. C'est le premier vol de cet avion spatial avec un Français à bord que nous attendons tous. >

J.F.A.

12.

SAL STORY

Juventus, à Bruxelles (le Monde du l∝juin}. Ces trois jeunes gens ont fait ir-ruption vers 15 beures, au siège de l'USJSF, 35, rue Bergère (9°), où ne se trouvait que le président de l'Union, M. Jacques Marchand. Se-lon lui, ces jeunes gens, « bien mis »,

ture et d'excréments. Avant de partir, ils ont laissé sur place des tracts qui proclamaient notamment: • Nous partageons l'excitation de ces hooligans britanni-ques... et nous sommes écœurés par a campagne de presse contre ces supporters », avant de conclure

« l'idéal sportif, c'est de la merde ».

Pierres musicales

LE SALON DE MUSIQUE DU MUSÉE DE L'HOMME

Depuis le 5 juin, un salon de musique permanent est ouvert eu Musée de l'homme. Deux cent cinquante instruments de musique (sur les sept mille que possède le muséel sont ainsi présentés eu public.

Très tôi, l'homme e « produit > des sons et des rythmes. D'abord, avec son corps et avec sa voix, puis evec des instrucréer partout des instruments à eir, è cordes, à membranes, à matières rigides. Les principes de fonctionnement de ces quatre familles, entre lesquelles se répartissent toujours les instruments actuels, sont expliqués, et des échantillons des musiques ainsi jouées peuvent êtra entendus dans des logattes dotées d'une banquette et de deux haut-parleurs.

Certains instruments sont superbes (tal le gamelan de Java, composé de quinze instruments é percussion), d'autres sont beeux et drôles (un tambour zairois de bois à fente fait irrésistiblement penser au chapeau de Napoléon). Et il y a le lithophone préhistorique vietnemien feit de dix grandes pierres taillées de longueur diverse.

Trouvées par hasard en 1949 par M. Georges Condominas lors de l'ouvertura d'une pista au bulldozer, les dix grandes pierres taillées sont errivées au Musée de l'homme sans que personne ait idée de leur nature réelle. Le gardien-chef les e déballees et, comme il avan le sens de l'ordre, il les e posées sur une table par ordre de taille evant de téléphoner à un préhistorien, M. Herper Kelley: « Il y a des cailloux pour yous ! > Ce demier tenote much nalement ces pierres Idont la plus longue dépasse le mêtre), qui donnent un son d'une clarté étonnante. Il s'agit vraisembleblement d'un lithophone, vieux probablement de plusieurs milliers d'années.

Comment utilisait-on cet instrument de musique préhistorique ? Personne ne peut le dire. En tout cas, les sons des dix pierres sont organisés selon la gamme pentatonique, qui divise l'octave en cino intervalles inegaux (comma les touches noires

Bientôt, ce salon de musique sera anima au moyan de concerts de gamelan joués par des membres du département d'ethnomusicologie et des programmes musicaux.

* Musée de l'homme, painis de Chaillot, place du Trocadero, 75016 Paris. Ouvert tous les jours (sauf le mardi), de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 14 F. Pour les visites guidées, téléphoner au ser-vice d'action culturelle : 553-09-16.

Des communes de la Drôme, de l'Ardèche et du Vaucluse privées d'eau Une nappe noire et visqueuse

charriant des produits chimiques toxiques descend le Rhône depuis trois jours, empoisonnant les poissons et privant d'eau une trentaine de communes dont Montélimar (Drôme). On a déjà ramassé plus de cinquante tonnes de poissons morts qui ont été enfouis dans la chaux vive. Dans l'Ardèche, les habitants, constatant qu'il n'y a plus d'eau au robinet, font la queue devant les grandes surfaces et dévalisent les rayons d'eau minérale, par exemple, à Granges-lès-Valence.

C'est un incendie qui est à l'origine de cette nouvelle catastroobe écologique. Il e éclaté samedi soir 15 juin dans un vaste entrepôt situé au Péage-du-Roussillon (Isère), à cinquente kilomètres au sud de Lyon, où le société Rhone-Poulenc-Chimie entasse des sacs de produits chimiques destinés à febriquer des désherbants. Il y evait le des centaines de tonnes de dyphénolpropane, d'oxadiazone et surtout de pyrocatéchine, une substance qui se dissout dans l'eau. Ignorant la nature et les propriétés des produits stockes, les pompiers ont généreusement errosé l'eotrepôt. Les torrents d'eau déversés par leurs lances ont entraîne dans le Rhône voisin les poudres qui s'échappaient des sacs crevés. On estime que 300 tonnes de pyrocatéchine en solution ont gagné

Les services de l'agriculture ont interdit l'irrigation, et les services des eaux ont fermé les vennes dans une trentaine de communes. Il n'y a pratiquement rien à faire contre une

telle pollution, sinon ettendre que les produits perdent leur toxicité soit en se dégradant naturellement, comme le fait la pyrocatéchine en vingtquatre heures, soit en se diluant dans les eaux du Rhône. Dès mardi matin la situation revenait à la normale en eval du Péage-du-Roussillon. En revanche, la pollution a commencé d'atteindre, mardi, le département du Veneluse, où vingt-six communes ont été privées d'eau.

Cependant M. Haroun Tazieff, secrétaire d'État chargé de la prévention des risques naturels, a estimé qu'il était - impensable que les chimistes ne disposent pas de produits pour neutraliser la pyrocatéchine .. Haroun Taziess, qui se trouvait, précisément, dans sa mairie de Mirmande (Drôme), s'est étonné que la direction de l'entreprise n'ait pas informé les pompiers des propriétés des produits chimiques stockes.

De son côté, la Fédération francaise des sociétés de protection de la nature (FFSPN) rappelle qu'elle vient de faire condamner Rhône-Poulene pour avoir délà déversé dans le Rhône no produit polluant. Les naturalistes redoutent, cette fois, que les oiseaux se nourrissant de poisson et les castors qui vivent sur les berges du Rhône moyen soient à leur tour victimes de la pyrocatéchine. La FFSPN eccuse Rhône-Poulenc d' - irresponsabilité et demande que le Parlement vote. enfin, le projet de loi aggravant les peines financières pour les pollueurs.

ÉDUCATION

LES UNIVERSITÉS **PEUVENT CRÉER** DES ENTREPRISES

· Les universités ont maintenant la possibilité de constituer avec des partenaires publics ou privés des graupements d'intérêt public (GIP), et ainsi de développer des rations sur une durée déterminée, des prises de participation dans des sociétés, et de créer des entreprises ou des filiales », a annoncé M. Laurent Febius lundi 17 juin, lors d'une - journée nationale écoleentreprise » organisée eu centre Thomson-CSF de Jouy-eo-Josas (Yvelines). Le premier ministre e usisté sur le « nécessaire décloisonnement des universités », rendu possible par ces nouvelles dispositions publices au Journal afficiel du 18 juin.

Devant quelque cinq cents res-ponsables du système éducatif et du monde de l'économie, le premier ministre s'est félicité de ce que · plus de la maitié des lycées d'enseignement professionnel et d'enseignement général et près du quart des collèges ont signé une convention avec des entreprises », et a souhaité que certe action soit poursuivie. Il a annoncé que huit mille jumelages entre des entreprises et des établissements scolaires avaient été signés (le Monde du 14 juin).



SPORTS

SACCAGE DES LOCAUX DE L'UNION **DES JOURNALISTES SPORTIFS**

Trois jeunes gens, se présentant comme des « excités du football » ont saccagé le 17 juin le siège de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF), à Paris, pour protester contre e la campagne mensongère contre les supporters britanniques , après le drame de la rencontre Liverpool-

ne sont restes que quelques minutes sur place, arrosant les sols d'amonia-que et barbouillant les murs de pein-

TENNIS: Les têtes de série à Wimbledon – L'Américaine Martina Navratilova, qui vient de rem-porter au tournoi d'Eastbourne, sa centième victoire consécutive en double, associée à se compatriote Pam Shriver, a été désignée tête de série numéro un avec Chris Evert-Lloyd pour le simple dames de Wimbledon qui commence le 24 juin à Londres. Les responsables du Ali England Lawn Tennis Club n'out pas voulu départager Navratilova, qui détient le titre depuis trois ans et Evert-Livod qui est oremière mondiale après sa victoire à Roland-Garros.

de présen A ST TORREST TERMS Sand an nous Pe

----A SHOULD SHE 7 500 Jan 19 1 東郷 9. 6 804 1. 14 4.

🚣 والروسية 🔭 · (4/2022) 1000年 1 No 1 250 a. 5 ... BE Yi zin 🐞 1. 42.4 大学 というない 大学 de 18. the same Sign

> THE RESERVE and water y lat 🌉 🕾

TO THE STATE OF

aprogres de la mid tale domaine de

Whitelia accession trus en place d'us The lands sur une. Callaret defend Pour de vue desta

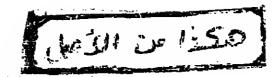
THE SHOWERS STOP STATE 4 4 6 9-10-10 11 - Neg #1 14 · 一一一 一个一种 A Commence

THE STAR F- 44 · 15 Table 200 · The street of lower year ·*··· 1/97 🕸 --- La ra come

The state of Contact a The Profession 1 4 4 A THE STATES 1.0.449 FYE 4 500 market in the

Army Arthur 1. 4.23 20 20 3

4711 de 027



PATIALE AMERICAINE



----Marie was a second ----The second second THE RESERVE OF THE PARTY OF THE The same of the sa The same of the sa

The Control of the Co MANAGEMENT OF THE PARK THE PAR -

The state of the s THE PARTY OF THE P A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The state of the s

Electronic land on the The section of the section of statistic programme of the con-

THE PERSON NAMED IN MARKET SELECTION

The second second

THE PROPERTY OF STREET

SPORTS

SAME TO SAME TO A SAME the same of the sa The same of the same of the same The state of the s the second of the world of The state of the s Constants. The second second A STATE OF THE STA The same of the sa Mary San Mary State Control of the C

المنافق المنافقية الجيوان The same water to The second second Commission Colleges THE PARTY OF THE P The winds with the wind A STATE OF THE PARTY AND A STATE OF THE PARTY A STATE OF THE PARTY OF THE PAR



Le Monde MEDECINE

Naître à point

En quinze ans, la France a mis en œuvre une politique de prévention de la prématurité. Les Etats-Unis nous l'envient.

N théorie, rien de plus simple. Tout faire pour enfant ple. Tout faire pour qu'un enfant ne naisse pas avant trente-sept semaines de vie in utero (comptées à partir du premier jour des dernières règles). En pratique, rien de plus compliqué : quelles sont les véritables causes de le prématurité et peuton sans difficultés développer une politique de prévention ?.

Il ne s'agit pas, ici, de tenter à tout prix de coller à une pormalité académique : la naissance prématurée comporte, du fait de l'immaturité de certains organes, de nombreux risques pour l'enfant à venir. Des risques d'autant plus lourds qu'on est loin du terme idéal. Et, sans nier les spectaculaires progrès de la réanimation néonatale (qui permettent de réduire la mortalité des très grands prématurés dont le poids de naissance est inférieur à 1 500 grammes), force est de noter qu'ils ne s'accompagnent pas d'une disparition des handicaps liés à la prématurité (infirmités motrices plus ou moins marquées, déficits intellectuels, etc.).

De plus, en dépit de nombreux efforts, la prématurité a pour immanquable conséquence de rompre la relation directe entre la mère et le nouveau-né. En d'autres termes, même si l'on parvient presque à tout coup aujourd'hui à faire vivre les enfants dont le poids de naissance est compris entre 1 500 et 2 500 grammes, il reste encore à dresser le bilan socio-économique d'un tel résultat, obtenn moyennant de lourds

Ne pas naître avant l'heure, soit, mais comment faire? On connaît bien certaines causes médicales expliquent les accouchements prématurés. Ce sont par exemple les grossesses multiples, les mauvaises insertions du placenta (placenta praevia), les infections (urinaires, veginales, etc.) ou encore les malformations

Les épidémiologistes ont aussi noté la corrélation des naissances prématurées avec certaines tranches d'âge (moins de dix-buit ans. plus de trente-cinq ans), avec des catégories sociales défavorisées, ainsi qu'avec certaines habitudes de vie (consommation de tabac et

Une recette simple mais factice

C'est d'ailleurs bien en agissant sur des facteurs médicaux et sociaux que le programme français de prévention de la prématurité e porter ses fruits. Un succès peut-être trop vite oublié et vers lequel lorgnent anjourd'hui les responsables américains, comme l'a clairement démontré un important colloque international récemment organisé à Evian (1).

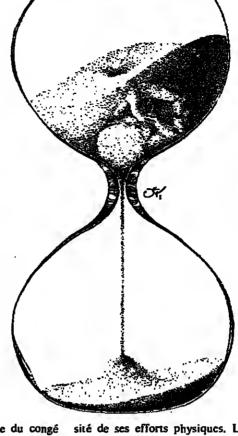
Ce · programme périnatalité » fut lancé par le gouvernement en 1970, en partie grâce eux initiatives du professeur Émile Papiernik (hôpital Antoine-Béclère, Clamart). Le taux moyen de

alors de plus de 8 %. En 1976, il était tombé à 6.8 % et en 1981 à 5,6 % (cbiffres de l'Institut natinnal de la santé et de la recherche médicale). Il est encore plus bas aujourd'hui. De plus, des actions suivies à l'échelon local ont démontré l'efficacité des mesures actives de prévention, comme è l'hôpital d'Haguenau (Bas-Rhin) ou à l'bôpital Antoine-Béclère, où la prématurité est tombée à 3.5 %. Une réussite fundée sur des actions réglementaires (amélinration des conditions d'accoucbement) et incitatrices (surveillance par - monitorage •) ainsì que sur des mesures sociales, avec, au premier cbef, l'augmentation notable du congé

prématurité était

maternel, C'est ainsi qu'en dix ans le paysage français de la maternité s'est notablement modifié : le taux de surveillance électrique du rythme cardieque fœtal est passé (de 1972 à 1981) de 6,4 % à 70,6 %, celui des semmes enceintes bénéficiant de sept consultations médicales passant dans le même temps de 22 % à 54 %. Autres signes des temps : l'allaitement maternel (passé de 36 % à 53 % au cinquième jonr après la naissance), le recours à une méthode contraceptive bormonale (de 8,5 % à 27,5 %) et la consommation de tabac (de 17,7 % à 27,5 %, 40 % des futures mères s'arrêtant toutefois de fumer pendant la grossesse) (2).

Il paraît évident pour tous aujourd'hui qu'une femme enceinte



sité de ses efforts physiques. La chose ne l'était pourtant pas il y a une quinzaine d'années. On e ainsi assisté à une prise de conscience générale de l'importance du mode et des conditions de vie de la femme enceinte.

La démonstration a contrario est apportée par les Etats-Unis, où aucune politique de prévention n'a été mise en œuvre et où les taux de prématurité demeurent de 7 % dans la population blanche et de 13 % dans la population

La recette paraît donc simple : diminuer les efforts physiques pénibles, se reposer le plus possible, modifier en un mot la manière de vivre des femmes enceintes. Une simplicité quelque peu factice doit limiter la fréquence et l'inten- pourtant. D'une part, parce qu'il

existe de nombreux freins sociaux teindra pas de le même manière au développement général de telles mesures. D'autre pert. parce que la préventinn de la prématurité n'est pas encore ressentie par tous et toutes comme un nbjectif prioritaire. Questinn d'autant plus importante que, comme l'a montré le colloque d'Evian, les mesures médicales très largement proposées (prescription de médicaments bêtamimétiques et réalisation d'un · cerclage · du col de l'utérus) n'ont pas fait le preuve de leur efficacité. Simplicité factice encore que de croire aux vertus magiques de la simple prescription de repos. · Que fait la semme de ce nouveau temps libre? interroge Nicnle Mamelle (Villeurbanne, unité INSERM 265). Souvent, elle compensera son angoisse par un surcroit d'activité de semme au faver. »

« Souvent aussi, ajoute le professeur Papiernik, l'arrêt de travail amène la femme enceinte à - redessiner la maison - dans une véritable activité de nidage. • Dès lors, que faire? Se limiter à l'information en sachant qu'elle n'at-

tnutes les couches de la population? Aller plus lain en mettant en place un réseau de travailleuses suciales nu de sages-femmes à dumicile ? Continuer à fermer les veux en laissant de manière tout à fait ansrchique des arreis de maladie être utilisés, à la demande, pour prévenir, en fait, le risque de prématurité? Agir auprès des employeurs pour les inciter à amélinrer les conditions de travail des femmes enceintes [travail assis et nnn debout, port de charges inurdes exclus, etc.) ou augmenter la durée des congés de maternité?

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 12.)

(1) - Prévention de la naissance prématurée – Nouveaux objectifs et nou-velles pratiques de soins prenataux. Colloque de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale organisé à Evian du 19 au 22 mai 1985 avec la participation des sociétés Gallia, Jacemaire et Evian.

(2) Chiffres tirés de Natire en France, Récapitulatif de trois enquêtes nationales de l'INSERM. (INSERM. Collection - Grandes Enquêtes -. 101. rue de Tolbiac. 75654 Paris Cedex 13).

Bébés éprouvants

l les techniques modernes permettent de réperto-rier les « compétences » du nouveau-né d'une manière de plus en plus précise, il ne faut pas s'y tromper : les compétences précoces du nouveauné apparaissent axclusivement lorsque l'enfant est dans un état de vigilance parfaitement défini. Ces moments privilégiés, rares et fluctuents, sont venables d'un enfant à l'autre. Ils ne peuvent excéder durant les premiers jours sept minutes successives, et sur vingt-quatre heures pas plus de trente minutes eu total. Le reste du temps, le bébé dort, pleure, tète... Pourtant toute nouvelle découverte spectaculaire tend à êtra érigée en loi et alimente une série de conseils qui cherchent à maîtriser lè idéaliser la relation à l'enfent et son développement. Ce débordement d'informations survient à un moment où les bébés se font de plus en plus rares. Il finit par interdire aux mères de se sentir nu de se montrer incompétentes face à leur « superbébé », leur « petit génie ». Face à ce risque d'échec présenté de plus en plus précocement comme irréparable, il ne feut plus s'étonner que des

nent pas à procréer. Si un phénomène est observable chez les deux tiers des sujets, son absence dans un tiers des cas ne peut être considérée

femmes se culpabilisent ou que

d'autres hésitent ou ne parvien-

comme pathologique. S'il existe après l'accouchement un sentiment de flou, de vide ou d'indifférence, cela ne permet pas d'annoncer systématiquement aux mères

d'une dépression post partum. Que des mères soient ou non sensibles à l'odeur de leur en-

qu'ellas vont être victimes

fant, des femmes l'ont toujours su. Mais cette reconnaissance offactive ne justifie pas pour autant l'octroi d'un label supérieur de compétence maternelle eux mères renifleuses.

Au moment où dans les rues des grandes villes la mode des porte-bébé triomphe lhéritage occidentalisé du meternage traditionnel Indigène), voici qu'un « spécialiste » montra à des millions de spectateurs qu'il ne faut surtout pas porter son enfant contre soi, mais à distance, « par la base », d'une seule main: gestes magiques qu'nn et oue l'on se d'appliquer en bonne élèvemère l

On en est là : le créneau bébé

tendant à s'épuiser, voici le déferiement das études sur le fœtus. Certes les résultats de ces recherches ont une valeur médicale indéniable lamniocentèse, échogrephie, etc.). Pourtant ces nouvelles découvertes, amplifiees par les médias, finissent par normeliser aux yeux du public ce qui n'est qu'une étape de la connaissance. Et lorsque des millions de gens entendent affirmer (lors d'une émission de télévision récente) que « le fœtus est déjà une personne », on ne peut éviter de se demander si l'on ne va pas tout simplemens vers une remise en cause du droit à l'avortement. Quoi qu'on en dise, le domaine de la petite enfance restera celui du mystère et des balbutie-

Corinne DUBON psychologue (Pour un groupe de médecins et de psychologues.)

La semence et la loi

Les progrès de la médecine dans le domaine de la procréation artificielle nécessitent la mise en place d'un nouveau droit fondé sur une morale différente. M. Caillavet défend le point de vue des athées.

'HOMME, un jour, a domestiqué le feu; quelques millénaires plus tard, la matière; aujourd'bui, il maîtrise la vie. Ce pouvoir de tous les pouvoirs lui ouvre la porte d'une fabuleuse épopée.

Toutefois, grâce aux progrès, notamment du génie génétique, de la procréation artificielle, un droit spécifique doit être inventé, adossé, il est vrai, à une morale évolutive rejetant les tabous et les archaïsmes sociaux. Perce que personne n'entravera

jamais la marche de Prométhée, ious avons, dans un domaine que l'intelligence n'evait pas imaginé, l'obligation de légiférer, de réglementer, c'est-à-dire de poser avec mesure des barrières juridiques souples, ne contredisant nas les ecquis et les avancées exceptionnelles de la science. Pour un athée, qui ne reconnaît

de finalité ni à son existence ni-à celle de l'univers, l'insémination artificielle est, en cette fir de siècle, un droit fondamental du couple. Certes, cette technique soulève un débat de société. Précisément, il appartient à tous de donner une conscience à la

Au-delà de quelques chiffres essentiels - 12 000 enfants mis eu monde en douze ans par procréa-tion artificielle, 1 000 familles ayant deux enfants de cette méthode, 3 000 demandes par an

et 2 000 refus opposés feute de quantité suffisante de sperme retenons qu'en l'état du code civil un mari qui acquiesce à l'insémination de sa femme par un donneur anonyme a cependant la faculté de désayouer l'enfant dont elle est accouchée, tout comme, sous certaines conditions, ses béritiers. Or une semblable situation est inacceptable. En conséquence. il faut amender les textes, afin que soit reconnue inconditionnellement la légitimité d'un tel enfant, ce ou avair admis le Sénat quand il vota, le 5 juin 1980, ma proposition de loi sur la procréation artificielle. Pour ce dossier, tout retard législatif me paraît

Libre-penseur, je considère également qu'une femme non mariée sans enfant a le droit, elle aussi, de bénéficier de ce procédé moderne de fécondation. A cet effet, j'avais demandé, mais en vain, à la Haute Assemblée de m'accompagner sur le chemin de le modernité, bien que j'eusse introduit dans ma loi une double condition : une femme âgée de plus de vingt-trois ans, acceptant en outre un entretien avec un médecin spécialiste et un magistrat, dont les conclusions auraient eu valeur de décision.

Le réalisme social - déjà, de jeunes femmes célibataires se rendent à l'étranger pour être inséminées - invite le gouvernement à prendre en compte cette « quête

Ai-je besoin d'écrire qu'un ethée approuve aussi le principe de l'insémination post mortem? A l'évidence, je me suis réjoui du jugement rendu par les magistrats du tribunal de Corbeil, qui, le le août 1984, ont admis, rejoi-gnant ainsi ma proposition de loi, que ladite insémination ne heurtait pas le droit naturel. J'ajnuicrai même qu'elle favorise le choix procréatif des couples à hauts ris-ques, que le développement des activités industrielles nucléaires rend de plus en plus nombreux.

L'espace de la procréation

Et voilà que déjè un débat singulier s'organise concernant les mères dites - de substitution ». Précisons bien que ce terme vise, d'une part. l'épouse - mécaniquemem - stérile (utérus inapre), qui donne ses ovules pour une fécondation in vitro par son mari dans le but de les faire implanter dans un autre utérus, d'autre part, la femme qui accepte de se laisser féconder artificiellement par le sperme du mari d'une femme totalement stérile. Dans ces deux cas, il faudra que la mère - porteuse » abandonne l'enfant déclaré né de mère inconnue, afin qu'il soit d'abord reconnu par le mari et ensuite adopté par le couple stérile.

Néanmoins, n'ignorons pas les nombreuses difficultés morales ou juridiques qui risquent de surgir au plan de cette procréation, soulignani qu'il faut un bel équilibre moral pour qu'une mère fasse don de l'enfant qu'elle aura porté durant neuf mois! On peut imaginer en effet maints obstacles : le divorce ou le décès du couple demandeur pendant la gros sesse; le refus de l'abandon,

pourtant organisé et réfléchi ; une naissance anormele (pathologie évalutive irréparable non soupconnée); surrout, une demande d'argent exorbitante et subite; etc. Ou alors trouver la parade, la sauvegarde juridique, si rien n'est mis en œuvre par une loi. Présentement, une telle convention reste immurale et punissable pénale-Soyons donc sans illusions en

présence de ce problème marginal qu'est actuellement la location d'utérus à titre pnéreux. Inexorablement, il prendra de l'ampleur. Plutôt que de seindre d'ignorer cette forme de - transaction -. laquelle peut intéresser, hélas! des femmes dans la gêne, je juge plus convenable de verser à la femme porteuse, si elle le souhaire, une allocation forfaiteire. Cette indemnité, à la réflexion, ne me paraît pas plus amorale que la venie du lait maternel à un laciarium, que le rémunération du sein d'une nourrice, que le versement d'une dot, véritable incitation mercentile au mariage, et ce d'autant que la Sécurité sociale prend en charge le traitement de le stérilité. Personnellement, je reste persuadé que nous avons le devoir de réglementer très vite mères de substitution.

Soyons nets. Les athées, qui ont toujours défendu les liberiés individuelles, secouru les minorirés, admis les marginalités, combattu l'insolérance, accordé leur confiance à la science, consinueront à défricher les chemins de l'avenir en proposant plus particu-lièrement dans - l'espace de la procréation « des textes législatifs conformes à l'éthique et aux rituels d'une société moderne dont rien n'arrêtera les mutations.

HENRI CAILLAVET.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à leurs lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

-LA PRÉVENTION DE LA PRÉMATURITÉ-

Un « père porteur » de l'obstétrique

patron ». En Franca, c'est « le professeul Papiemik ». A l'étranger, pour las leaders de l'obstatrique, c'est « Emile ». Pour tous, le professaur Emila Pepiarnik-Berkhauer est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux da la prévention de la prématurité. Une statura internationale qui est loin de lui déplaira et qui fait de lui le président incontesté de ce ieune « club de la prématurité » en gestation de part et d'autre de l'Atlantique. Tout fut affaire de hasard. Au

départ, il y eut l'entrée, classique, dens la camèra médicale. Les stages hospitaliers, l'axternat, le parcours brillant d'un jeune imema et l'immanquebla tentation da la chirurgie. L'obstétricien d'eujourd'hui se souvient, amusé, d'avoir impressionné l'un de ses patrons chirurgiens en réalisant dès la première tentative un geste difficile, L'homme fut surpris. « Je lui ai expliqué que si je savais le faire, c'est que ce geste était, pour moi, naturel : dans le famille, nous sommes tailleurs pour dames depuis plusieurs générations. »

San-il elors, le jeune tailleur pour dames devanu médecin qu'il retournera eu contact des femmes ? Sans doute pas. Le choc se produit en 1962, à la naissance de sa fille, Bouleversement d'un jeune père sans doute, mais stupéfaction du médecin eussi, habitué à une médacine d'appareil, et qui découvre là una discipline en jachère. « On n'imagine pas, dit-il, ce qu'était l'obstétrique à l'époque. > On imagine mel eussi le difficulté qu'il y aveit à ennoncer à ses maîtres, médecins et chirurgiens, qu'on les quitteit pour le monde des « accoucheurs ».

Rencontre dans l'ascenseur

Heureusement, dans la mâme temps, l'obstétrique bouge. Un mouvement se dessurveillance tachniqua de l'enfant à naître. Dans le même temps eussi, le mouvement féministe, evec lequel il ne se sent absolument pas mal à l'aise, commance à donner de la voix. Le clinicat le retrouve à Port-Royal, premier hopital à associer una matamhé à un service de néonatalogie (professeur Alexandre Minkowski), Port-Royal, qui lui fere, en définhive abandonner ses projets d'installation en médecine libérale.

« L'une des choses les plus importantes que j'ai faites à Port-Royel fut de rencontrer Minkowski dans l'ascenseur. Il me demanda si j'evais déjà vu un enfant prématuré. Et moi,



chef de clinique, je fus obligé de

dire que non! » Dàs lors, chez le docteur Papiernik, ce sera une action constante en emont : l'immuno-

logie de la reproduction d'un côtá, les effets de la vie quotidienne sur la qualité de la gestation de l'autre. Un regard neuf qui englobe un champ nouveau. jusqu'aux conditions de vie da le femme enceinte. Dans las annáes 70, ce

som les premières publications avec des épidémiologistes (M. Keminski, Ph. Lezer, N. Spira, etc.) de l'INSERM. Le désir de mettre ses idées en pratique devient plus Insistant. Un chef de clinique ne le peut pas. Un chef de service le pourrait. Après bien des remous -« une longue bataille, dit-il. dans laquelle l'entisémitisme ne fut pas absent », - il est nommé à l'hôpital Antoine-Béclare de Clamart, Là, en dix ens, la prématurité passera de 7 % à 3,5 %. Là eussi, il monte une équipe de fécondation in

L'ennée 1982 le verra, è côté de Jacques Testart et René Frydmen, sourire à le neissence d'Amendine, premier bébé-éprouvette français. En 1985, il fêtera le centième naissanca in vitro obtenue dans son

Dens le même temps, il est différents points des Etets-Unis. Il remet un repport eu gouvernement français sur l'évaluation des techniques médicales avant d'alier plancher sur le prévention de la prématurité dans le Bronx à New-York. Pertisan de l'interruption volontaire de grossesse, il défend aujourd'hui le pratique des « màres porteuses ».

Dans les salons de l'Hôtel Royel à Evien, patron incontesté du « club » international de la prámaturitá, la profaeseur Pepiernik olisse les veux et confie, sourient : « Je n'ai jamais regrettá mon choix pour l'obstétrique. »

J.-Y. N.

Naître à point

(Suite de lo page [1.)

Ouestions difficiles, longuement débattues à Evian et qui n'attendent pas de réponses univoques, la médecine abordant ici de plain-pied la sociologie. Ainsi cette étude réalisée à Mantesla-Jolie (Yvelines) par le docteur Jean-Christian Berardi (centre hospitalier François-Quesnay) dans une population de femmes maghrébines et qui démontre l'importance des relations de voisinage et de l'intensité des échanges féminins fece à la grossesse. Ainsi encore ces curieux résultats obtenus par le docteur Nadine Spira (INSERM) sur l'évaluation de l'action des sagesfemmes à domicile (elles sont 480 en France), qui semble devoir être réservée aux grossesses normales dans les milieux socioéconomiques défavorisés. Ainsi, enfin, le rôle mai connu mais sans doute essentiel de l'anxiété et de la solitude lors de certaines grossesses, facteurs que commence à étudier Nicole Mamelle.

Moyen Age

L'aventure de la prématurité est exemplaire. Faute de pouvoir apporter une réponse technique ou médicamenteuse à ce prohlème, la médecine est ici contrainte de sortir de l'hôpital ou du cahinet de consultation. Il lui faut alors ouvrir les yeux sur des eboses aussi «terre à terre» que les conditions de logement ou de transport, décrire et modifier la

vie quotidienne des fatures parturientes. Condescandre, pourraiton dire, au pragmatisme et développer « la prévention de la cage d'escalier »

Et ce n'est sans doute pas le moindre des mérites de ceux qui ont en France agi en ce sens que d'avoir tourné le dos à l'hypertechnicité sans tomber dans la poésie des chantres de la « pouvelle naissance » - comme il y a, ailleurs, une - nouvelle cuisine -Une véritable réussite qui, paradoxalement, pose le problème de sa reletivité. Faut-il se contenter de l'acquis du chemin fait depuis un siècle, de l'avance prise par exemple sur les Etsts-Unis? Fautil au contraire privilégier plus que tout les conditions dans lesquelles nos précieux enfants viennent au monde?

« En fait, écrit le professeur J.-H. Baudet (CHU Dupuyiren, Limoges) (3), en matière de protection de la femme enceinte et de son enfant, nous en sommes, en Fronce, ou Moyen Age ... et encore! Quel payson conscient de in valeur de son bétoil ferait travailler aux champs une jument gravide? Or la femme enceinte est astreinte nux travaux familinux et professionnels souvent les plus pénibles jusqu'à sept mois ou sept mois et demi de grossesse. -

JEAN-YVES NAU.

(3) Gazene médicale, 1985, 92, nº 6.

POUR UN NOUVEAU SYSTÈME DE SANTÉ

Les réseaux Giraud

Un groupe d'économistes et de médecins propose de mettre en place un « réseau de soins coordonnés ». Un projet parmi d'autres qui contribue à modifier un système de protection de la santé de plus en plus mal adapté.

système de santé. Chaeun y a accès eux soins. Il est moins coûteux, au total, que bien d'autres. La médecine y est de qualité et à la pointe des techniques. Pourtant le remboursement des dépenses, systématiquement depuis 1945, a entraîné une production accélérée de soins et une surcapacité hospitalière. L'Etat a dû intervenir pour maîtriser l'évolution des dépenses. Dans cette logique, le budget global des hôpi-taux et la médicalisation des informations sur les hospitalisés devraient permettre de gérer avec rigueur. Les corporatismes réagissent à leur tour pour défendre leurs intérêts. Depuis quelques années, cet ensemble d'actions et de rétroactions engendre le statu quo. Ce système a besoin d'évoluer pour trois raisons :

• Il ne permet plus de résoudre les problèmes liés à l'arrivée de jeunes médecins en nombre, de les répartir harmonieusement sur le territoire et par spécialité. La rémunération des actes techniques est source de conflits, La concurrence, inavouée, s'insinue suhrepticement. La tentation du salariat gagne les jeunes. La démographic médicale, conjuguée evec le paiement à l'acte et des honoraires contrôlés, a des conséquences paradoxales. Certains praticiens subissent une forme de taylorisme, alors que celui-ci se démode dans l'entreprise. Le travail à la chaîne sans le durée légale hebdomadaire! Le malade, lui, suhlt la médecine morcelée, par pathologie ou par organe, celle qui mécon-

 Il répond mal aux besoins ouveaux. A ceux des personnes âgées, qu'on hospitalise trop. A ceux des actifs, pressés, irrités d'attendre, de ne savoir où s'adresser, affolés du grand vide médical des week-ends. Alors que le système productif offre de plus en plus de services personnalisés, le cheminement des malades semhle de plus en plus déterminé au hasard des relations personnelles et des out-dire, surtout dans les grandes villes.

 Il est menacé d'éclatement par la crise de financement, un temps oubliée. La décélération des dépenses de santé n'est qu'apparente: celles-ci continuent à augmenter, en volume, de 5% plus vite que la production; c'est l'inflation qui a régressé. L'excédent des caisses de maladie était un phénomène de trésorerie passager. Las! Il faudra trouver plusieurs milliards de francs en 1986. Cotisations on économies? Le système productif ne peut plus fournir. Deux solutions : serrer un peu plus la vis aux bôpitaux : alourdir le ticket modérateur pour le rendre dissuasif on faire payer plus les ménages. Le risque de la première solution est de stopper le progrès des techniques médicales dans les hôpitaux qui refusent le redéploiement. Celui de la seconde est d'exclure les plus démunis de l'accès au cabinet du généraliste en fin de mois.

Solutions usées! On équilibre les comptes tous les trois ans, mais on détruit peu à peu la vraie médecine. L'évolution du système de santé est captive des réactions des groupes de pression. Toute réglementation, contestée ou mise en échec, en appelle une autre, plus coercitive, qui suhit le même sort. Tout comme la Banque de France doit corriger la politique budgetaire laxiste par une politique monétaire rigoureuse, le ministre des offaires sociales et de la solidarité doit limiter les dépenses de l'assurance-maladie par une politique réglementaire restrictive. Cette évolution correspondclie aux aspirations et aux besoins des Français? Enfin, les pouvoirs publics et les professionnels sont face à face, à la merci d'un conflit explosif.

il est possible de créer un espace de liberté entre des producteurs de soins bien organisés, efficaces, et des usagers, citoyens responsables, informés, sans remettre en cause les acquis so-

A France a élaboré un bon ciaux. Nous proposons de créer des « réseaux de soins coordonnés», le réseau prenant en ebarge tous les problèmes de santé (prévention, soins, conseil...) pendant une année, en utilisant au mieux la complémentarité des professionnels de santé (généralistes, spécialistes, hôpitaux, auxiliaires médicanx). L'idée est à la fois de promouvoir la médecine globale, d'améliorer l'efficacité des structures de soins et de maintenir les principes et les sources de finencement de l'assurance-maladie.

> Deux mécanismes économiques conduiraient à ce résultat :

• Le libre choix individuel entre les réseaux, qui assure l'émulation entre les équipes de soins.

 Le financement des réseaux ar un abonnement annuel payahle on deux parties : - Une contribution fixe de le

adhérent inscrit; - Une participation forfaitaire personnelle.

Sécurité sociale pour tont

Imaginons un réseau.

 Qu'offre-t-il? Tous les soins et les conseils dont peut dépendre la santé. Il tient à jour les dossiers médicaux. Il cherche une réponse personnalisée et continue à tous les problèmes de santé de ses adhérents. Il évite les hospitalisations inutiles. Satisfait, on y reste; mécontent, on le quitte. Après l'adhésion, tout y est gratuit. S'il est bien geré, il pourra soit eccorder des prestations nouvelles (lunetterie, soins dentaires), soit coûter moins cher.

• Comment est-Il financé? somme forfaitaire qui correspond en principe aux tickets modérateurs, mais dont le montant peut varier selon les réseaux. Cette adhésion conduit l'assurancemaladie à fournir an réseau nne somme équivalente à ce qu'elle dépense actuellement et en moyenne par classe de risques. Les plus pauvres reçoivent une aide personnalisée, affectée à la santé, qui leur donne la même liberté d'adhérer.

· Quels sont les droits de l'adhérent? Etre soigné en tontes circonstance, y compris en vacances, en déplacement professionnel. Soit par les moyens du réseau, soit grâce à des accords avec d'autres zones ou d'autres institutions (hopitaux nniversitaires pour les techniques rares comme le lithotripteur).

• Quel rôle joue la Sécurité so-ciale ? Elle vérific que les prestations des réseaux sont au moins égales à celles dont bénéficient les autres Français. Le mécanisme financier continue à assurer la solidarité entre les bien-portants et les malades, les actifs et les inactifs. Ses fonctions de solidarité sont renforcées eu détriment de fonctions d'assurenr. Enfin. ses dépenses annuelles sont plafonnées pour les adbérents des réseaux. Elle contribue en proportion des risques individuels (dépenses actuarielles). Ainsi, les recettes des réseaux sont proportionnelles à leurs coûts ; ils n'ont aueun intérêt à discriminer les ris-

Qui peut créer des réseaux ? En principe, tous les professionnels de santé : les vocations premières pourraient être des groupes de médecins (généralistes et spécialistes), des mutuelles, des hôpitaux, des cliniques privées. Mais aussi des syndicats, l'assurance-maladie elle-même, des régions ou des collectivités locales...

 Comment sont rémmérés les médecias? Selon les accords qu'ils ont passés avec leur réseau : à l'acte ou par un salaire. La base de financement du réseau est nouvelle, mais pas forcément le mode de rémunération des médecins. Le paiement à l'acte des soins par le malade disparaît, mais pas la rémunération à l'acte du praticien par le réseau. Un réseau devrait bien rémunérer ses médecins pour qu'ils continuent à privilégier la qualité des soins et attirent de nouveaux adhérents.

 Les réseaux remplacent une réglementation taillonne et étatique par des incitations économiques décentralisées. C'est la médecine libérée. Celle-ci devrait plaire aux médecins libéraux. Les Français, malades ou bien-

portants, pourraient trouver dans les réseaux des solutions aux problèmes soulevés plus hant. Poprquoi un abonnement contractuel ne serait-il pas préféré à des tickets modérateurs imposés et bientôt plus élevés ? Qui adhère peut exiger une plus grande qua-lité et manifester ses préférences. Les réseaux devraient attirer les jeunes couples avec des enfants. les personnes âgées, qui redoutent le risque, et qui n'aiment pas les médecins trop pressés.

 La médecine globale rompt e sentiment d'isolement des médecins. Elle les amène à évaluer leurs procédures de soins et à établir de bonnes communications avec l'hôpital. Ces dernières déboucheraient sur une information permanente sur les techniques les plus récentes.

 Un réseau préfinancé ne survivra que s'il a des clients. S'il se contente d'une médecine minimale, ou s'îl est mai géré, donc coûteux, il les perdra. Il devra donc évaluer la qualité et l'économie de ses actions et des soins qu'il offre. Il connaîtra à l'evance son chiffre d'affaires. Il pourra donc adapter ses moyens et équipements aux besoins d'une clientèle hien définie. Financièrement intéressé aux résultats, il cherchera des alternatives à l'hospitalisation pour les urgences et les vieillards. Tout cela evec le gardefou que constitue le jugement d'une clientèle.

Enfin, les médecins savent, même s'ils ne l'evouent pas, que les principes traditionnels du libéralisme médical ont pen à pen été battus en brèche par l'évolution de la société. La liberté de choix du malade, par les contraintes de la vie moderne et le manque d'information. Celle de prescrire, par la procédure des tableaux statistiques d'activité. Celle de l'entenue directe sur les honoraires, par les conventious.

Les réseaux veulent restaurer ces principes en les transposant du niveau de l'individu à celui d'une médecine. Libre adhésion à une organisation médicale conçue et proposée par des praticiens, à un prix négocié mais accessible: Libre répartition des moyens de soigner à l'intérieur du réseau, sans contrête externe. Choix conscient d'une équipe de soins par les adhérents, au début de l'année, et une plus choix pressé par la maladie qui déforme les ju-

En bref, nne triple concurrence met en jeu une triple solidarité.

Concurrence entre les réseaux et l'organisation traditionnelle concurrence des réseaux entre eux : concurrence des producteurs de soins pour être agrées par les reseaux.

Solidarité nationale entre les bien-portants et les malades, les actifs et ceux qui l'ont été, à tra-vers la Sécurité sociale dont le linancement reste en place; solidarité à l'intérieur des réseaux, critre des adhérents qui versent tous la même participation; solidarité; enfin, entre les riches et les pars vres par l'aide personnalisée à la santé, distribuée par le budget de PIERRE GIRAUD

à la Cour des compses) et les professeurs : ROBERT J. LAUNOIS BÉATRICE MAINONI D'INTIGNANO. (université Paris-XII) V. G. RODWIN fundversité de New York JEAN-CLAUDE STEPHAN (directeur du Centre national de l'équipement hospitalier).

imeilleur d'en

Select Mary

1

Sand the second

San Maria

A ST ST COME.

Barrista eff

12 77 18

* St. Nine California

The Period Line " Wallet



PEUVENT-ELLES CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

Après l'atome et l'ordinateur une nouvelle révolution industrielle s'annonce pour cette fin de siècle : celle des biotechnolo-Déjà s'en précisent les conséquences sur l'agriculture, la

recherche médicale et les industries énergétiques et agro-Le Monde diplomatique fait le point des recherches en cours, explique les enjoux économiques et évalue les chances de la

PROCHE-ORIENT L'ENTENTE CONFLICTUELLE

L'histoire chaotique des relations entre Palestiniens et Jorda-Un reportage sur la double épreuve des Palestiniens dans les territoires occupés.

ENTRE L'OLP ET LA JORDANIE

ÉDITORIAL LE TRIANGLE ALLEMAND par Claude Julien

DROITS DE L'HOMME LIBERTÉS: SI FORTES, SI FRAGILES...

Graham Greene témoigne au nom des victimes de toutes les Jean-Pierre Cot analyse le rôle des « nantis des droits de

En vents chez tous les marchands de journaux

l'homme », des pays riches de leur liberté.

culture

EXPOSITION

LES ARTS TEXTILES EN SUISSE

Des caprices sur du velours

Le musée aux champs, quelle idée merveilleuse I Au milieu des prairies si vertes et si bien tenues avec leurs bovidés si bien élevés du Bemois, à quelques pas du village de Riggisberg, s'élève un établissement singulier et précieux. Avec une histoire aussi simple qu'attachante.

Il v e dix-huit ans un industriel du tissu y fit édifier une demeure à double face : un atelier de restauration des étoffes anciennes et une galerie pour présenter les pièces antiques et médiévalas da sea collections. Celles-ci comportaient des œuvres inattendues de peinture et de sculntura romanes (une statue-colonne du doitre de Chalon, une abside peinte de Briouda), mais surtout des étoffes extraordinaires provenant du Proche-Orient : une longue bande syrienne (près de cinq mètres de haut) du quinzième siècle, sans douts un décor de tente, des tentures brodées et tissées des cinquième et sicième siècles, où des rincesux plats enveloopent des figures (le grand pannesu bleu et blanc d'Artemis) ou des symboles (la croix dans un médaillon flanqué de torsades, au-dessus de la silhouette d'un tigre).

Tous cas vestiges, tirés de coffres ou da tambaaux, étaiant, bien entendu, en loques ; la savoir-faire des restaurateurs leur a restitué ta tenue et, si l'on peut dire, la dignité emblématique, qui rend si émouvants Abegg créée à l'écart des villes avec son laboratoire et ses cuves est devenue aujourd'hui la clinique des textiles la plus célèbre du monde

Chaque année a lieu une présentation speciale à partir du fonds propra. Cette année : les grotesques. Tout le monde conneît ces omements capricieux, faits de rincesux animés aux extrémités per des gueules au des marmousets, ou encore édifiés à pertir de petits monstres symétriques. et jouant presque toujours la belencement d'éléments en suspension... On en discerne parfois l'héritage jusque dans les pepiers peints d'antan. Ces motifs sont familiers, mais non

ils ont été tellement à la mode pendant daux et presque trois siècles plats de falence, damasquinures, panceaux de bois, mura et plafonds, et, bien entendu, tissue. C'est là

C'est un texte assez discutable, à la

fois intelligent, rusé, facile, démago-

gique, une variation sur les Lialsons

dangereuses qui fait la part trop belle à des «exploits» d'allusions

Marie-Armelle Deguy est parve-

nue à isaler tout ce que cette

construction intellectuelle de Muller

a d'attachant, d'élevé, en inventant

une M= de Merteuil qui, d'abord,

était miraculeusement replacée dans

l'esprit exact et l'époque exacte de

Choderlos de Laclos, et qui, d'autre part, participait d'un au-delà, d'une

zone de souffrance, de méditation,

d'emprisonnement dans l'idée fixe

d'un désastre, Marie-Armelle Deguy

D'aatres acteurs de la classe de

Jean-Luc Boutté - Laurence Mas-

lish et Isabelle Larue, dans une

scène de Goldoni; Zalra Benbadis

et Gérard Grobman, dans Le noir te

va si bien, de Jean Marsan; Fran-

çois Kergourlay, dans Platonov de Tehekhov - ont montré des qualités

de justesse, d'énergie, de gaieté. Il

est assez aléatoire de tirer, un petit

peu au hasard, les noms de tels ou

tels comédiens, alors que l'enseigne-

ment remarquable aujourd'hui dis-

pensé au Conservatoire permet à

aa meilleur d'eux-mêmes.

beaucoup d'excellents acteurs d'être

La classe de Claude Régy a pré-

senté un travail sur Andromaque de Racine qui était très maîtrisé et inté-

ressant, mais qui, lui, ne permettait

pas de « sentir » vraiment les dons et

les présences de chaque acteur un

par un, tant le jen était uniformé-ment stylisé. Tous les acteurs se pré-

sentaient de face, immobiles, bras le

long du corps, comme paralysés dans une absence, et ils disaient les

vers d'Andromaque d'une même

bre changeait d'un acteur à l'autre.

C'est un parti pris surement profita-

ble à l'exercice spirituei et physique

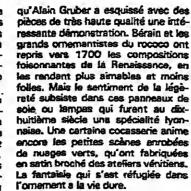
des élèves, mais il y a là trop de ser-

vitudes pour que la personnalité pro-

MICHEL COURNOT.

fonde de chacun soit perceptible.

est une actrice maieure.



Le velours de Gênes, comme on sait, est une sorte de ciselure sur étoffe d'un grain épais, qui peut pro-venir de Paris ou même d'Allemagne autant que d'Italie. On en a un somptueux exempla de vert sombre sur fond d'or, panneau destiné à queique lambrequin de lit princier. Meis le voici repris ailleurs. La contrefaçon, démarquage et la copie ont toujours régné dans les affaires de mode. Jacques Vanuxen a montré autrefois comment les choses se passaient entre les officines de Paris at d'Augsbourg. Las etaliera d'estampes, comme celui de Paul Decker à Nuremberg, toujours au dixhuitième siècle, ne faisaient guère qua diffuser. Taux cala est très agréablement illustré chez Abegg, grâce à de superbes gravures.

Le regretté Mario Praz e publié autrefois une Philosophie de l'ameublement, qui n'oubliait pas l'habillage des demeures par le tissu. Nous nous en croyons loin et pourtant... Des lampas lyonnais sont périodiquement retissés aujourd'hui pour les grands de ca monde. Dans une élégante tenture de soie dite des « Quatre continents» des médaillons de feuillage blanc et beige sur un vert pistache encadrent de petits groupes allégoriques : cela fut tissé pour Marie-Antoinerte en 1785 ; le modèle fut repris avec une autre gamme pour Laetitia Bonaparte à Trianon, vingt ans plus tard, et en 1964, retissé pour le décor de Trianon. Il y a des ornements qui plaisent toujours.

ANDRÉ CHASTEL + Grosiesques, un sivie monumental

dans les arts textiles, du XVF pu XIX siècles Quarante-quatre numéros, Abegg-Stiftung. Jusqu'au 27 octobre.

MUSIQUE

« IL GIUSTINO », à Versailles

Gourmandises de Vivaldi

tival de Versuilles de bien des opéras baroques montés à l'Opéra rayal avant même que la fureur n'en ait saisi récemment toute l'Europe, et nous y avons découvert lundi une œuvre de Vivaldi, donnée, pour la première fois depuis la création lors du carnaval de 1724, par la Fenice de Venise et le Festival de Vicence. ll Giustino est un spectacle un peu longuet mals délicieux, qu'll ne faut pas manquer si l'on veut connaître le génie débordant du Prêtre roux.

Le décor de Pasavale Grossi s'inspire du merveilleux Tentro Olimpico de Palladia à Vicence, avec san grand mur de pierre comme un arc de triomphe romain qui resplendit dans un océan de velours rouge. Tous les person-nages, bons ou mauvais, sont eux aussi vêtus de rauge sang (à part un monstre marin tout noir et un spectre taut blanc), ce qui rend fort problématique leur identification. d'autant que tous les rôles sont chantés par des femmes...

Il faut y voir sans doute une malice du metteur en scène, Maryse Flach, pour nous faire comprendre que l'action elle-même est... incompréhensible. Le programme nous en donne le résumé fort succinct et déjà fort compliqué du librettiste Berengani : il raconte les aventures du paysan Justin qui abandonne sa charrue pour sauver l'empereur d'Orient en écrasant un tyran d'Asie Mineure avant de devenir l'ancêtre de la fomeuse dynastie des Justiniens. Dans son beau livre sur Vivaldi, Marc Pincherle nous en dit duvantage et ne falt que naus embrouiller dans les mille péripétles délirantes de cette intrigue

Mandolinades en pizzicatti

Il ne reste qu'à écouter Vivaldi et cette langue guirlande d'airs à da capo dont nous commençons à avoir l'habitude. Beaucaup sant coupés sur un patron très traditionnel, airs mélancoliques, sentimentaux, colériques, victorieux, mais il en est d'admirables, tels que cette méditation désespérée de l'empereur Anastase sur une basse de chacone qui rappelle Didan et Enée de Purcell, la ravissante pastorule qui nous présente Justin avec sa char-

rue menant une vie idyllique à la campagne, la Fortune aux yeux bandés qui révèle au jeune paysan son éblaulssant destin en s'accompagnant du fameux concerta du Printemps dans les Quatre Saisons, au l'impératrice qui proclame sa vertu en de sabuleuses vocalises dignes d'un concerta pour trompettes!

Les airs deviennent de plus en plus beaux après l'entracte, et l'on y savoure en particulier l'inépuisable renouvellement instrumental de Vivaldi qui semble bien s'amuser : mandolinades en pizzicuti pour une plainte pourtant bien triste avec larmes et sanglots, arpèges de clavecin réveurs, hauthois, trompettes, cors, et surtaut ce ravissant cymbalum qui auréole de perles liquides les rêves de Giustino, toute une panoplie qui reflète la gourmandise sonore du compositeur.

Mélans dons le même élage tautes ces voix de femmes puisqu'on a du mal à les reconnaître, malgré les indices vagues que nous faurnis-sent chapeaux, boucliers et épées, le timbre de soprano au de mezza faurnissant le meilleur signe de leur sexe supposé... Des voix jeunes, fraiches au rugueuses, certaines encore un peu vertes et mal disciplinées, mais brillantes, à travers lesquelles cette musique resplendit.

C'est paradaxalement avec cette œuvre italienne inconnue que les Français peuvent enfin découvrir un des meilleurs chefs d'orchestre de la musique ancienne, l'Américain Alon Curtis, qui, pourtant, depuis vingt ans a ressuscité à travers le monde bien des œuvres de musique française, de Cauperin et de Rumeau en particulier! Sa direction est un modèle de charme et de subtilité et il insuffle une vie étonnonte à mille détails qui réveillent les formules les plus stéréotypées.

Ajoutons que la mise en scène très sobre, un peu statique, est taujaurs d'un goût parfait, avec de jolies attitudes stylisées, des groupes gracieux et de beaux éclai-rages. Malgré ses aspects surrannés, ce Vivaldi mérite d'être vu

JACQUES LONCHAMPT.

* Seconde représemation à l'Opéra Royal du château de Versailles, ce mardi 18 juin, à 21 heures.

NOTES

« PHENOMENA » de Dario Argento Epouyante chantilly

Phenamana, da Darlo Argento, commence comme un vrai film d'épouvante. L'histoire se passe dans les paisibles paysages suisses, mais la vant incessant qui agite les arbres laisse présager de dengereux mystères. C'est le fosho, la vent qui rend fou. Une jeune fille oubliée sur la route - elle a raté le car pour Zurich - arrive jusqu'à un chalet apparemment abandonné. Capendant, tandas que la mualqua raula das rythmes inquiétants, un être qu'on ne voit pas tire sauvagement sur de grosses chaînes fixées au mur, qui cède peu à peu. En quelques minutes, c'en est fait de la jeune fille hurlante, transpercée par des ciseaux, et dont la tête tranchée tombe dans

un torrent. Huit mois et demi plus tard, la tête grouitlante de larves est un objet d'étude pour Donald Pleasence, antomologiste paralytique assisté d'une guenon aux fesses glabres. Dans la même moment. au pensionnat Richard Wagner, tenu par une directrice douce reusa at una principale aux épeules larges et aux veux froids. arrive Jennifer Connoly, intrépide Américaine de quatorze ans, anfant de star. végéterienna,

somnambule, amie des insectes.

Tout ce à quoi alle échanne relèque Justine au rano des adolescentes sans histoire. Mais Dario Argento n'est pas Sade. Il serait plutôt le Just Jaekin du cinéma-cauchemar. Son unique souci est de placer son héroine dans des images bien propres, dont la poésie chromo enchante. Les cadavres putréfiés euxmêmes sont aussi appétissants que des canards laqués, et Jennifer Connolly - cheveux noirs, ceil bleu, joues rondes - est aussi expressive qu'une savonnette rosa. Les fantaisies éroticoterrifiantes de son metteur en scène plissent sur elle sans entamer en rien sa placidité. Pourtant, Dario Argento délire jusqu'à l'extase. Un tout petit peu plus in; Phenomens aurait été un chef-d'œuvre...

COLETTE GODARD. * Voir les films nouveaux.

« LES AMOUREUX » de Goldoni

Fureur d'aimer

C'est Goldoni en personne, tout d'or poudré, qui ouvre le grand livre des Amoureux. Futgence aime Emilie, une authentiqua anquiquinausa, islause comme une tigresse. Son amant a beau se trainer à ses pieds, elle lui reproche une kyrialla da méfaits imaginaires qu'elle enrubanne de sourires, car elle est également orgueilleuse. Et Fulganea supporta caprices et colères, les yeux mi-clos, sounant comme s'il écoutait la plus belle des déclarations d'amour. Mais c'est un homme, que diable ! at se patience a des limites. Haut de cou, long da jambe, tel un héron en colère, excédé par tant de chicaneries, il peut alors descendre un escalier à plat ventre, déchiqueter un mauchoir entre ses dents, ou bien sortir un couteau.

Les Amoureux de Goldani vivent ainsi leur amour, et, mis en scène par Anne-Marie Lazarini, leur jeu est dengereux ; it faut aux comédiens une réelle meîtrise pour ne pas sombres dans le ridicule. Monique Fabre (Emilie) et surtout Serge Maggiani (Fulgence) y parviennent avec talent, la fureur de leur passion étant compensée par une tendresse qui rend lours disputes supportables. Les autres persones vacillent, et Claude Merlin, qui interprête le rôle de Fabrica. l'oncle d'Emilie, agace par ses mimiques et ses tressaillements

CAROLINE DE BARONCELLI. * Théâtre Artistic-Athévains,

CINQ PHOTOGRAPHES CONTEMPORAINS Variations

autour de Rodin

On les a gâtés, ces cinq photographes contemporains a auxquels le musée Rodin a passé nande : on leur e offert un lieu superbe, un public curieux et nombreux, effiche et catalogue. la liberté d'accrochage, et une matière de rêve, variée, sinueuse, plaine d'audaces - lignas. ormes, tensions, surfaces.

Rodin, de son vivant, e volontiers accueilli les photographes, comme pour laisser traces de ces moments où il faisait corps avec son travail. On sa souvier elairs-abseurs da Staichan orchestrant ces tensions entre la matière et les forces qui l'ont animée. Ou des clichés respectueux de Druet, cauchant l'œuvra, simplament, dans le cadre de son objectif. Cette œuvre est désormais si

ssurée de sa pérennité qu'il ne a agissait plus de la conserver à ses débuts la photographie e surtout eu cette fonction : protéger des pièces uniques par un support reproductible - ou de la respecter, mais de la contrarier, de la dénaturer, de la morceler à l'extrême, jusqu'au méconnaissable (Tom Drahos avec des couleurs : Bernadetta Tintaud avec des détails agrandis, déchirés et recollés, ceints de lignes de force crayonnées). Kiuston Halla ne soigne pas la surface photographique : en y laissant imprimer toutes les intempéries du grain, elle semble vouloir identif médium, souvent débué d'imprévisible par ses lisses vertus instentenéas, eux vivacitéa rugueuses de la pierre. Gaie-ment, Holger Trülzsch refait danser les figurines, les esquisses. Bruna Jarret, avec une sensibilité plus classique, se fond dans le recard d'un visiteur qui aurait un peu plus de temps pour réinventer et contempler la beauté d'un détail et de son rapport dans l'espace.

HERVÉ GUIBERT.

+ Musée Rodin, 77, rue de Varenne, Paris 7. jusqu'au 30 sep-

LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE L'OPÉRA

Une meilleure organisation du travail

M. André Larquié, président du rémunération des dépassements (TNOP), a présenté mardi, au cours d'une conférence de presse, les nouvelles conventions collectives de l'établissement. Celles-ci n'ont été signées jusqu'à présent que par la CGT (le Monde du 22 février), qui est majaritaire ; en tout état de cause, un large consensus semble exister dans le personnel.

Les derniers textes, révisant ceux de 1971, dataient de 1976 et avaient été adoptés à la suite de la crise dramatique provoquée par une mise en demeure du premier ministre, M. Jacques Chiree. Ils comprenaient seize parties, trop détaillées et inévitablement soumises depuis à des edaptations et dénaturations dans la pratique. En 1982, M. Paul Pusux, alors président du TNOP, avait estimé qu'il était nécessaire de repreadre entièrement ces convenions et il les avait dénoncées avec l'eccord du gauvernement.

Au lieu de seize chapitres, les nouvelles conventions n'en comportent plus que einq, le premier rales, les quatre autres, chacune des catégories de personnels : artistique, administratif, technique et cadres.

Principaux abjectifs visés : en premier lieu, application de la récente législation (loix Auroux). allége-ment de la durée du travail, allongement des vacances et diverses mesures sociales ; puis, révision de la situation des emplois les moins favorisés et amélioration des perspectives de carrière : enfin, elarification des rémunérations par intégration dans les salaires de base de toutes les primes accumulées au fil des ans. Tautes ces mesures sociales doi-

vent accompagner une meilleure organisation du travail, surtout par l'adoption d'un décompte individuel des services, qui permettra de donner une souplesse toute nouvelle au fonctionnement de l'Opéra, avec une véritable adaptation des effectifs Il s'agit en particulier d'éliminer

certaines anomalies souvent dénoncées, telles que la récupération collective des jours féries, les changements de personnes attachées à une production donnée, les horaires différents et divergents des différentes catégories de plateau, la trop lourde

oraire. l'in des représentations les après-midi et les dimanches, etc.

Grace à ces mesures, dans le détail desquelles il est impossible d'entrer, le TNOP, malgré la réduction des temps de travail, pourra maintenir l'an prochain le même niveau de production et jouer scize fois le dimanche (contre quatre fois la saison dernière), vingt-trois fais l'après-midi (au lieu de neuf). Le développement des tournées en sere également favorisé.

Le gouvernement a daané à l'Opéra les mayens nécessaires pour l'application de ces conventians, qui se traduiront par une augmentation de 11 millions de francs en année

EN BREF

■ ROCK ENVOL. - La SACEN, l'agence Octet du ministère de la culture, la FNAC et viagt radios locales privées ont lancé, lundi 17 juin, à Paris, Copération - Rock envol -, chargée de promouvoir cinq groupes ou artistes de ruck français actuellement sans contrat. Chaque radio désignera une dizaine de gronpes, et trois de ceux-ci seront choisis par un jury régional. Un jury national sélectionnera les cinq lan-réats parmi les snixante gruupes dans l'ensemble des régions retenus dans reusemble des regions. Ces cinq groupes pourrout enregistrer un 45 tours et réaliser un vidéoclip, qui seront présentés lors du prochain MIDEM, en janvier 1986.

■ GRAND-LOUVRE. - L'Association lle-de-France Avenir arganise. le 20 juin à 19 heures, un débat « Pour on contre le Grand Louvre », auque participeront MM. Émile Biasini, pré-sident de l'Établissement public du sident de l'Etablissement public du Grand Louvre, et Bruno Foucart, vice-président de l'Association ponr le renouveau du Louvre, (9 bis, avenue d'Iena, 75016 Paris).

Le Monde REALISE CHAQUE SEMAINE UNE EDITION INTERNATIONALE

nt destinge à ses lecteurs résidant à l'étranger Exemplaires specimen sur demande

RECHERCHE Market State of the State of th 1 PROCHE-ORIEN **建设** 不 (46) The second section in the second -#21 - 12 h AN THIRMOUT ALLENANT DROITS DELHONNE

IE MONDE diplomatique

A thinks good

38点,1955年,18<u>年</u>

To the Birth and pitter of

Company of the second of the s

And the second The stimates are

Anthony Control of the Control of th

Butter Miles

State of the state

The second secon

State of the second

Section of the second

her a reserve to self-rate

men militar services a service of

inguire and a sales and the

Recorded and the makes

网络罗斯 电影连续

e teate

10 mm 18 mm

and the second of the second second second

* V *

Tintu di sole vers 1750 retisalit Lyon en 1981

La première des trois Journées du

Conservatoire national d'art drama-

tique, E lundi 17 juin, au cours des-

quelles sont montrées les activités de

cette maison dans l'année 1984-1985, 4 été consacrée aux acteurs

des classes de Daniel Mesguich,

Dans la classe de Daniel Mes-

guich, Philippe Demarle et Marie

Matheron ont joué une scène de l'Echange, de Claudel : l'un des dia-

C'était tout à fait remarquable

parce que les paroles de Chaudel

sont apparties sons un jour neuf

elles étaient entièrement «débalour

dées », si l'on peut dire, d'une sorte

de rhétorique plaintive un peu ralentie et un peu precheuse qui, d'habi

tade, affleure sous les voix. Jamas

peut-être cette scène magnifique

ravait été si simple, si grande, d'une

humanité si innervée de sang et

D'autres scènes - Britannicus,

jouée par Lyz Schlegel et Philippe

Demarle : Bérénice, jouée par Co-

tilde Debayser, entre autres - ent

montré ce que les jeunes ecteurs peuvent acquérir à partager la

gaieté d'imagination, l'analyse décomposée des réflexes, la déraion

affectueuse, le lyrisme passionné, dans quoi Mesguich est maître.

reux, qui permet à l'acteur de

Mais ce théatre si libre et si géné-

tre en jeu tous ses dons et toute sa

nature personnelle, était peu-être

moins beau et moins émouvait que

l'approche brutale, pure et entière

du texte de l'Echange, réussile qui

s'est retrouvée d'ailleurs dans l'inter-

prétation, par Alison Horrus et

Thierry Fremont, d'une some de résistance juive » de la pièce de

Dans la classe qu'a oriente Jean-

Luc Boutté, en compagnie de

Richard Fontana, se sont manifes-tées, comme lors des Joumées des

deux années précédentes, à science

et la présence rares de Marie-

Armelle Deguy. Elle a joué avec

Vives I ambrecht une scène de Ouar-

nett, de Heiner Muller, que Chereau a montée cette année à Nanterre.

Klans Mann, Mephisto.

d'âme, si bruissante de lumière.

Jean-Lie Boutté, Claude Régy.

logues de Marthe et Louis.

LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE D'ART DRAMATIQUE

Au meilleur d'eux-mêmes

THEATRE

gradient of the

於 秦 大

Maria San

The second secon

The state of the s

Butter designation of the second

TWINGS AND THE The letter was a second of the letter of

théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

LE SDNGE D'UNE NUIT D'ETÉ : Pré Catelan (255-45-55). 20 h 30. CINQ NO MDDERNES: Road-

LES TROYENNES : Espace Gaité (321-76-75), 20 h 30. EN CAMARADE : Pottmère (361-

no Spectacles sélectionnés par le Club du « Moude des spectacles ».

Les salles subventionnées

P COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : Feydeau (comédies en un acte). DOÉON 1325-70-32), 20 h 30 : Œdipe-

PETIT-ODÉON (325-70-32). 18 h 30 : Jardin sous la pluie. FTEP 1364-80-80). 20 h 30 : Turbulence. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Ringido.

Les autres salles

FAS DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fass et Food an théâtre ; 22 h 30 : Ren-seignements généraus.

ANTOINE-SIMDNE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30; le Sablier. FARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30; les Amoureux. - ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h:

post-on le dire?

= CARTOUCHERIE. Théâtre de la Tempère 1328-36-361, 20 h 30 : Place de Breteuit; 21 h : Joe. Aquarium (374-99-611, 20 h 30 : le Paradis sur terre.

CENTRE JUIF D'ART ET DE CULTURE 1805-28-60), 18 h 30 : les Contes de la inmière perdue; 20 h 30 : Pourimshpil d'arrière-saison. COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-4)), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 1723-37-211, 20 h 45 : Léocadia. COMEDIE ITALIENNE (321-22-22), COMÉDIE DE PARIS (280-00-11). 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à - DECHARGEURS

- DLX-HELTRES (606-07-48). 22 h :

P DIX-HUIT THEATRE (226-47-47). 20 h 30 : l'Instant fatal. ECUME-THÉATRE (542-7)-)6),

20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par EDEN-THEATRE (356-64-37), 21 h : EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 :

Chapitre II # ÉPICERIE (724-14-16), 18 b 30 : Si

ESCAL)ER D'OR (523-15-10), 2) b :

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30: ESPACE MARAIS (584-09-31).

ESSAION 1278-46-42). L 21 h : Ne laisez pas vos fernmes accoucher... IL 20 h 30 : Exposition : 21 h 45 : Annie Bet-FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Tri-

GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Madame's Late Mother. HUCHETTE (326-38-991, 19 h 30 : la

Cantatrice chanve : 20 h 30 : la Leçon : 2) h 30 : Offenbach, tu connais ? ET LUCERNAIRE (544-57-34), L 20 h: C'esi rigolo: 21 h 45: les Contes de Chelm; 11. 20 h: Orgassne ndnite echappé dn zoo: 21 h 45: S. Varègues; 18 h: Purlons français nº 2. LYS-MDNTPARNASSE (327-88-61).

MADELEINE 1265-07-09), 20 h 45 : MARIE-STUART

20 h 30: Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30: Napoléon. Satle Gabriel) 225-20-74), 21 h: Tous anx abris.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dinera MICHDDIÈRE |742-95-22), 20 h 30 : le

MOGADOR 1285-28-801, 21 h : le Journal

MONTPARNASSE (320-89-90).

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : ŒUVRE 1874-42-521. 21 h ; Comment

PLACE DES VOSGES. Chapitena (277-19-90), 21 h 30 : Lucrèce Bornia POCHE-MONTPARNASSE (548-92-

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : lc

97), 21 h 15 : la Part dn rêve. RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), 20 h 30 : Rny Blas. SQUARE WILLETTE (387-43-93),

h : le Songe d'une nuit d'été STUDID DES CHAMPS-ÉLYSÉES 1723-36-821, 20 h 45: De si tendres

TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), L 20 h 30 : l'Ecnme des jours ; 22 h 15 ; Herenjanum Express

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30: Dn dac nn dac. THÉATRE D'ÉDGAR (322-11-02).

20 h 15 ; les Babas-cadres ; 22 h ; Nous un fait où on nous dit de faire. THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 :

THEATRE PRÉSENT (203-02-55). 20 h 30 : l'Animul de l'aube. TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h :

THÉATRE TROIS SUR QUATRE

PTHÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h : Cinq on modernes. Petite salle, 20 h 30 : le

THEATRE 33 1874-70-56), 20 h 15 : Une soirée presque comme les antres. THÉATRE SAINT-LÉON (855-32-63). 20 h 30 ; Amour et Colère.

THÉATRE 347 (874-44-30), 20 h 30 : la → LE TENTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre; 21 h 30 : Lime crève

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 :

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h : Dhé! là-bas, le clown cheval ; Armistice au pont de Grenelle.

XXIIr Festival du Marais (887-74-31)

THÉATRE, cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont 21 h 30 : Mangeront-ils ? Cave gothique de l'hôtel de Beauvais, 19 h 30 : A quelque chose hasard est bon 21 h 30 : la Légende des siècles. BANSE, Centre culturel Wallomie-Bruxelles, 20 h 45 : Orage provisoire.

Festival de la Buile-Montmartre

(262-46-22)

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB 1603-60-44), 20 h 30 ; A. Metayer,

NANTERRE. Auditorium M.-Ravel (774-93-19), 21 h; M. Chemin.

PAVILLONS-SOUS-BOIS, Espace des Arts 1848-10-301, 20 h 30 : Gala du Conservatoire de danse.

Conservatore de danse.

SCEAUX. Gémeaux [660-05-64], 21 h;
D. Levallet Quintet.

VERSAILLES, 22º Festival (950-71-18),
Péristyle du Grand Trianon, 21 h; le

VILLE-D'AVRAY, 7º Festival, Château (750-44-281, Gymnase, 21 h : Orchestre symphonique du Conservatoire de Pra-

CAFE DE LA DANSE (357-05-35). 20 h 30 : la Livre des sept scènes, Cie

Antant en emporte le temps.

La danse

A. Atlani.

En région parisienne

Radio-France, Grand Auditorium, 18 h 30 : Solistes dn Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : M. Janowski 1Weber, Roussel, Milhaud!, Eglise Saint-Séverin, 21 h; Orchestre P. Kuentz (Bach). ux Arènes de Montmartre, rue Chappe, 75018 Paris, à 21 h 30 : Contes d'Ander-Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, sol. : J.-P. Wallez, A. Noras, A. Ciccolini [Schubert]. hélatre du Musée Grévia, 19 h 30 : Concert - Surprise-Party -.

Les concerts

Saile Gavess, 20 h 30 : M. Chauvess (Tchaikovsky, Liszt).

einte-Chapelle, 20 h 45 : The Pasadem Boys Choir (Franck, Mozart, Fauré).

Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 21 h : Orchestre de chambre Vuillemorz (Bach, Haendel, Mendelssohn, Mozart).

Eglise Saint-Louis en File, 20 h 45 : Ensemble instrumental A. Stajic, Ensem-

ble vocal intermezzo) Bach, Haydn).

BOBIGNY, MC (831-11-45), 21 b ; D. Gordon/Pick Up Co. Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (342-01-23), 20 h; Turandot. Les opérettes

ESPACE MARAIS (770-40-56), 18 h 30: - Tromb-Al-Ca-Zar ...
THEATRE DE PARIS (874-10-75), Petite salle, 21 h : L'Amfiparna Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30: Dany Doriz Sextet.

MEMPHIS MELODY (329-60-73),
22 h: Y. Chelala; 0 h 30: O. Bonard.

MDNTANA (548-93-08), 22 h: Trio Zin. MUSICHALLES (261-96-20), 22 h :

M. Perez, D. Goyone, PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30; PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h: A. Lahih, P. Poles, J.-C. Souberbiel R. Portier, H. Labarrière.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), 20 h 45 : Orage provisoire. PALAIS DES CONGRÉS (266-20-75), SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : lette de Paris. 18 THEATRE | 226-47-47), à 20 h 30 : SUNSET (261-46-60), 23 h : Groupe

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize aux, 1°° | aux moins de dixbuit aux.

La Cinémathèque

COTTON CLUB (A., v.o.): Studio de la Contrescarpe, 5 (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.): Claoches, 6 (633-10-82): UGC Rotande, 6 (574-94-94): Publicis Matignou, 8 (359-307).

CHAILLOT (704-24-24) 19 h. hommage à J.H. Lewis: The Halli-day Brand; 21 h. Cannes 85 (Perspectives du cinéma français): Caryl Chessman, L'écrileur contre la mort, de J.C. Rosé; Tant que farem aital, de R. Souza; Impair

BEAUBOURG (278-35-57)

Les exclusivités

BONAPARTE (Franco-ADIEU Egyptien | : Epèc de Bois. 5 (337-57-47) : Cluny Palace, 5 1354-07-761; Colisée. 8 (359-29-461; Paraassiens, 14 (335-21-211.

A. E. 1Fr.1: Olympic petite salle, 14 (544-43-14): Clnh de l'Etoile, 17 (380-AMADEUS (A., v.o.) : Vendome, 24 (742-

97-521; Lucernaire, 6')544-57-341; George-V, 8')562-41-46). - V.f.: Impérial. 2' (742-72-52); Montparnos, 14')327-52-37).
ANTARCTICA (Jap.) : Saint-Ambroise (h. sp.1, 11, (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.1. 15 (554-46-85). ASSOIFFÉ (Indien. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6: 1326-80-25) ; Olym-pic Entrepôt, 14: (544-43-14).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, [1º] 700-89-101; Grand Pavois, 15º 1554-46-85).

BABY)A.1 , = V.f. : Rex, 2 (236-83-93); UGC Gobelins, 13 1336-23-441; Napo-léon, 17 (267-63-42). LE BAISER DE LA FEMME ARAI-

E BAISER DE LA FEMME ARAI-GNÉE (Bré, v.o.1: Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36); Olympic Saint-Germain, 6* (222-87-23); UGC Odéon, 6* 1225-10-30); Pagode, 7* 1705-12-15); UGC Biarritz, 8* 1526-20-40); 14-Jinillet Bastille, 11* 1357-90-81); Parnassiens, 14* 1335-21-21); 14-Jinillet Beaugrenelle, 15* 1575-79-79); — V.f.; Gaumont Berlitz, 2* (742-60-33); UGC Montparnasse, 6* (574-94-94); Gaumond Sud, 4* 137-84-50); Pathé Clieby, 18* (522-14 1327-84-50; Pathé Clichy, 18 (522-

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge): Templiers, 3° (772-94-561; Grand Pavois, 15° (554-46-85); Boite à films, 17. (622-44-21).

BRDY (A., v.o.): Forum, 1" (297-53-74): Hantefeuille, 6' (633-79-381; Marignan, 8' (359-92-82): Parnassiens, (320-30-19). - V.f.: Français, 9 (770-33-88): Montparaasse Pathé, 14:

BORN TO BE BAD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17: (380-24-81.) BRAZIL (Brit., v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38); Parmassions, 14 (320-30-19), BROTHER |A., v.o.| : Espace Gaité, 14

LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.o.). Cosmo. 6 (544-28-80).

CARMEN (Esp., v.o.) Elysées Lincoln.
8 (359-36-14); Calypso, 17 (380-

LE DECLIC (Fr.) (*) : George-V, 8 (562-41-46).
DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5

(354-89-22) ; Dlympic Entrepot, 14 (544-43-14). ELJANAIKA (Jap., v.o.): Olympic, 14 (544-43-14).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14 (327-95-94). EMMANUELLE IV (Fr.) : George V. 8 (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : St-Andrédes-Arts. 6: 326-48-18) : 14 Juillet Parnasse, 6: 326-58-00) : 14 Juillet Bastille, 11: 1357-90-81).

Bastille, 11* 1357-90-81).

ESCALLER C (Fr.): Forum 1* (297-53-74); Paramount Marivaux, 2*)296-80-401: Paramount Odéon, 6*)325-59-83); Colisée, 8* (359-29-46); Paramount Mercury, 8* (562-75-90); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03); Caumont Galaxie, 13* (580-18-03); Caumont Snd, 14* (327-84-50); Paramount Montparnasse, 14*)335-30-401; Convemtion Saint-Charles, 15* (579-33-00); Passy, 16* (288-62-34); Paramount Maillot, 17* (758-24-24).

LE FIIC DE BEVERLY-HILLS (A.

LE FLIC DE BEVERLY-HILLS (A v.01: Dlympic Luxembourg, 6: (633-97-771: Marignan, 8: (359-92-821: Biar-ritz, 8: (562-20-401. – V.f.: Gaité Boule-vard, 2: [233-67-06): Paramount Opéra, 9: 1742-56-31).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italien) : Impérial, 2- 1742-72-52); Paramount Odéon, 6- (325-59-83); Marignan, 8-)359-92-82); Montparnasse Pathé, 14-(320-12-06); Gaumont Convention, 15-)828-42-27).

GIGOLO 1RFA/USA, v.o.) : Cinoches Sain-Germain. 6' 1633-10-82) : UGC Ermitage, 8' 1563-16-16) ; Parnassiens, 1+ 1325-21-21).

GREYSTOKE. LA LÉGENDE DE TAR-ZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.f.); Opéra Night, 2 (296-62-56); Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98). L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.); Boîte à Films, 17 (622-44-21); Saint-Ambroise (H. sp.), 11 1900-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harne, 5 (634-25-52). JUSOU'A UN CERTAIN POINT (Cub., v.o.) : Denfert (Hsp.), 14 (321-41-01). KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.): 14-Jnillet Parnasse, 6' (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.f.) : Espece Gaité, 14 LA MAISON ET LE MONDE (Ind

vo.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1" (297-49-701 : Gaumont Ambassade, 8' 1359-19-08). MARIA'S LOVERS (A. 1.0) : Tem-MASIA'S LOVERS (A. v.o.); tem-pliers, 3: [272-94-56). MASK (A., v.o.); Saint-Michel, 5: 1326-79-17); Elysies Lincoln, 8: 1359-36-14); Ambassade, 8: 1359-36-141; Bienvenne Montparnasse, 15: (544-

25-02); v.f.: Impérial, 2* (742-72-52); Richelieu, 2* (233-56-70); Nation, 12* (343-04-67); Fanvette, 13* (331-60-74); Mistral, 14* (539-52-43); Mont-parasse Pathé, 14* (320-12-06); Gau-mont Convention, 15* (828-42-27); Images, 18* (522-47-94). Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Radu Lupu (Beethoven). LE METILEUR DE LA VIE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47) ; George-V, 8 (562-41-46). Theatre 3 sar 4, 18 h 30 : 3. Wjuniski (Bach).

Egise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble orchestral - Harmonia Nova v. Orchestre français d'Oratorio, dir. : D. Rouits (Beethoven).

e Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements cancernant

l'ensemble des programmes ou des salles

lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et priz préférentiels avec la Carte Club

Mardi 18 juin

MISHIMA (A., v.o.): Saint-Germain Huchette, 5- (633-63-201): Gaumoot Ambassade, 8- (359-19-08): Mont-partos, 14- (327-52-37). MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.): Latina, 4 (278-47-86). NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

63-40).

NOSTALGHIA (It., v.o.): Ciné Beaubourg. 3* (271-52-36): Bonaparte. 6* (326-12-12): UGC Rotonde. 6* 1574-94-94): St-Lazare Pasquier. 8* (387-35-43): UGC Marbeuf. 8* (561-94-95). LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Cinoches, 6 (633-)0-82) ; Républic Cinéma, 11 (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Mar-beuf. 8 (561-94-95). PARKING (Fr.): Forum Orient Express, 1")233-42-261; George-V. 8")562-4[-46): Français, 9" (770-33-88); Fan-vette, 13" (331-56-86); Parnassiens, [4" (335-21-211.

PARTIR, REVENIR (Fr.) ; UGC Biarritz, 8 (562-20-40).
PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers. 3* (272-94-56); Studio 43, 9* (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (1L) (**): v.o., Paramount City, 8* (562-45-76); v.f., Paramount Marivanz, 2* (296-80-40). PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Cinoches. 6: 1633-10-82) : George-V. 8: (562-41-461.

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC Champs-Elysées, 8 (562-20-40). Champs-Elysées, 8 (562-20-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.): Ciné Beachourg.
3 (271-52-36): UCG Danton, 6 (22510-301: George-V, 8 (562-41-46): UGC
Biarritz, 8 (562-20-40): UGC Boulevard, 9 (574-95-40): UGC Gobelins,
13 (336-23-44): UGC Convention, 15 (574-93-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79): Pathé Clichy, 18 (52246-01): Tourelles, 20 (364-51-98).

JE RETTOUR DES MORTS VIVANTS

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.o.))*): Paramount City, 8° (562-45-76); v.f.: Paramount Marivaux, 2° LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6

20-40): UGC Boulevard, 9 (574-95-40); Fauvette, 13* (331-56-86); Paramount Montparmasse, 14* (335-30-40). ROCK, ROCK, ROCK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (272-52-36). LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.

A ROSE POURT RE DO CAIR (A., v.o.): Ganmont Halles, 1° (297-49-70); Studio de la Harpe, 5° (634-25-52): Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Pagode, 7° (705-12-15); Ganmont Champs-Elysées, 8° (359-04-67); 14 Jnillet Bastille, 11° (357-90-81); Escurial Panorama, 13° (707-28-04); Historia 14° (2708-98-81); Idillet Miramar. 14 (32)-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfair, 16 (525-27-06); v.f. ; Richelien, 2 (233-56-70) : Paramount Opéra, 9" (742-56-31) : Athéna, 12" (343-00-65) : Nation, 12* ((343-04-67); Paramount Gobelins, 13* (707-12-28); Gaumont Snd. 14* (327-84-50); Paramount Mont-pernasse, 14* (335-30-40); Gaumont Convection, 15* (828-42-27); Para-mount Maillot, 17* (758-24-24); Pathé (Elab.) 18* (622-461)

Clichy, 18t (522-46-01). LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Gau-mont Halles, 1" (297-49-70); Haute-feuille, 6" (633-79-38]; Ambassade, 8" (359-19-08); Parnassiens, 14" (335-21-21); v.f.: Berlitz, 2" (742-60-33). SALIVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A., v.o.) : George-V. 8 (562-41-461; v.f. : Bretagne, 6 (222-57-97). SHOAH (Fr.): Olympic Laxembourg, 6* (633-97-77); Olympic, 14* (544-43-14).

SOS FANTOMES (A., v.o.), v.f.: Paris Loisirs Bowling, 18* (606-64-98). LES SPECIALISTES (Fr.) : Am

8- (359-)9-08); Montpartos (H.sp.). 14-(327-52-37). (327-52-37).

STARFIGHTER (A.): Forum, l* (297-53-74); Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Ganmont Ambassade, 8* (359-19-08); v.f.: Richeileu.2* (233-56-70); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Bastille, 11* (307-54-40); Paramount Caleria 12* (587-18-03); USC Caleria 12* (587-18-03); USC Caleria

(31/-34-40); Paramount Galaxie, 13' (380-18-03); UGC Golo-lins, 13' (336-23-44); Mistral, 14' (539-52-43); Paramount Montparnasse, 14' (335-30-40); Gammount Convention, 15' (828-42-27); Paramount Maillot, 17' (758-24-24); Images, 18' (522-47-94); Gamberta, 20' (636-10-96). STAR WAR, LA SAGA (A. v.o.). LA GUERRE DES ÉTOILES. L'EMPERE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Espace Gainé, 14 (327-

STEAMING (A., v.o.): Saint-Germain Village, 5 (633-63-20); Reflet Balzac, 8 (561-10-60); Paraassiens, 14 (320-

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25). SUBWAY (Fr.): Quintette, 5e (633-79-38); Colisée, 8e (359-29-46); Mîramar, 14e (320-89-52).

mar, 14 (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.o.): Marigman, 8 (359-92-82): Paranssiens, 14 (533-21-21): v.f.: Rex, 2 (236-83-93): Paramount Opera, 9 (742-56-31): Paris Ciné, 10 1770-21-71).

DES TERRORISTES A LA RETRAITE (Fr.): 14 Juillet Racine, 6 (236-19-68)

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Normandic, 8 (563-16-16) Normandie, § (563-16-16).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMEDE.

(Fr.): Gnamont Halles, 1st (297-49-70): UGC Daoton, 6 (225-10-30);

Gaité Rochechouart, 9 (878-81-77):

Montparros, 14 (327-52-37).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5: (337-57-47). Bois, 5' (337-37-47).

TDXIC (A., v.o.) (*): Paramount City, 8' (562-45-76); v.f.; Rex, 2' (236-84-93); Paramount Opéra. 9' (742-56-31): Paramount Montparnasse, 14' (335-30-40).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE: (Fr.1; Lucernaire, 6' (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.): Gaumont Halles, 1- (202-35-97).

WITNESS (A., v.o.): Gaumont Halles, I"
(297.49-70): Bretagne, 6' (222-57-97);
Hautefeuille, 6' (633-79-38); Publicis
Saint-Germaln. 6' (222-72-80); Publicis
Champs-Élysées, 8' (720-76-23); Marignan, 8' 1359-92-82); I4 Juillet Bastille,
11' (357-90-81): P.L.M Saint-Jacques,
14' (589-68-42); 14 Juillet Beaugrenelle,
15' (575-79-79); v.f.: Richelieu, 2'
(233-56-70); Français, 9' (770-33-88);
Nation, 12' (343-04-67); UGC Gare de
Lyon, 12' (343-04-67); UGC Bare de
Lyon, 12' (343-04-67); Pave-tte, 13'
(331-56-86); Montparnasse Pathé, 14'
(330-12-06); Mistral, 14' (539-52-43);
Gaumont Convention, 15' (828-42-27);
Victor-I-fugo, 16' (727-49-75); Paramount Maillot, 17' (758-24-24); Pathé
Wepler, 18' (522-46-01); Gambetta, 20'
(636-10-96). A PAS LE FEU (Fr.) : Maxéville, 9

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Denfert, 14 L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : UGC Marbeuf, 8" (561-94-95) Hollywood Boulevard, 9" (770-10-41).

APOCALYPSE NOW (A. v.o.) (*): Forum, 1" (297-53-74): Action Ecoles, 5" (325-72-07): Hautefeuille, 6" (633-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8" (720-76-23): Bienventle Montparmase, 15" (544-25-02); Kinopanorama, 15" (306-50-50). V.f.: Berlitz, 2" (742-60-33): Images, 18" (572-47-94) 60-33) ; images, 18: (522-47-94). L'AS DE PIQUE (A., v.o.) : Studio 43, 9

(770-63-40). AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8 (561-10-60). - V.f.: Capri, 2 (508-11-69).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.): Grand Pavois, 15- (554-46-85); Boîte à films, LE BEAU MARIAGE (Fr) : Denfert, 14 (321-41-01). LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., 1267-63-42).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.): Napoléon, 17 (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.):
Panthéon, 5 (354-15-04).

LES CADAVRES NE PORTENT PASDE COSTARDS (A., v.o.): Boîte à films, 17 (622-44-21): Rialto, 19 (607-87-61). LA CAGE AUX POLLES (Fr.) : Rex. 2

(236-83-93); Ciné Bezabourg, 3° (27)-52-36); Saint-Michel, 5° (326-79-17); UGC Montparnasse, 6° (574-94-94); UGC Ermitage, 8° (563-16-16); UGC

LES FILMS NOUVEAUX

LE CONSUL, film américain de John Mackenzie (v.o.) : Ciné Beanbour 3' (271-52-361 : UGC Odéon. 3° (271-52-36]; UGC Odéon, 6° (225-10-301); UGC Rotonde, 6° (574-94-941); UGC Biarritz, 8° (562-20-40); Calypso, 17° (380-30-11); - V.f.; St-Lazare Pasquier, 8° 1387-35-43); UGC Boulevard, 9° (574-95-40); UGC Gobelins, 13° (343-01-59); UGC Gobelins, 13° (349-45-91); UGC Convention, 16° (540-45-91); UGC Convention, 16° (540-45-91 1574-93-401; Muret, 16 1651-

DESTRUCTOR, film américain de Max Kleven (v.o.) : Forum Orient Express, le [233-42-26] : UGC Er-mitage, 8: (563-16-16) : (v.f.) : Ret. 2: (236-83-93) : I.nmière, 9: (246-49-07); Convention Saint-Charles, 15- (579-33-00).

Charles, 15° (579-33-00).

JOY AND JOAN, film français de Jacques Sanrel (""): Fornm. Orient Express. 1" (233-42-26); Quiotette, 5° (633-79-381: Georges V, 8' (362-4)-46): Marignan, 8' (359-92-82): St-Lazare Pasquier, 8' (387-35-43): Français, 9' (770-33-881: Maxéville, 9' (770-72-86): Bastille, 11' (307-54-40): Fuvette, 13' (331-60-74): Montparwasse Pathé, 14' (320-12-06): Pathé Clichy, 18' (522-46-01): Secrétan, 19' (241-77-99): Gambetta, 20' (636-10-96).

MARJORIE, film américain, de Mar-

MARJORIE, film américain. de Martin Rit (v.o.): Forum Orient Ex-press, 1° (233-42-26): Paramount. Marivnns. 2° 1296-80-401; Para-mnnnt Odéon. 6° (325-59-83); Monte Carlo. 8° (225-09-83); Paramonnt Galaxie, 13:)580-18-03); Paramount Montpernasse, 14: (335-

30-40) : Convection Saint-Charles, 15 (579-33-00). PATROUILLE DE NUIT, film amé-"ATROUILLE DE NUIT, film americain de Jackie Kong (v.o.): Paramount City, 8' (562-45-76): (v.f.): Paramount Opéra, 9' (742-56-3)); Bastille, 11' (307-54-40); Paramount Montparnasse, 14' (335-30-40); Paramount Orléans, 14' (540-45-91): Convention Saint-Charles, 15' 1579-33-00); Images, 18' (574-7-94)

18º (522-47-94).
PHENOMENA. film italien de Dario Argento (*) (v.o.) : Ciné Beau-6ourg, 3* (271-52-36) : UGC Odéon. 6* (225-10-30) : UGC Normandie, 8 (563-16-16): (v.f.): Rex. 2 (236-83-93): Lumière, 9 (246-49-07): UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Montparnos, 14 (327-52-37); Secrétain, 19 (241-

77-99). LES POINGS FERMÉS, film francais de Jean Louis Benoît : Latina, 4* (278-47-86) : Reflet Logos, 5* (354-42-34) : UGC Marbeuf, 8* (561-PORTES DISPARUS, film améri-

cain de Joseph Zito, (v.o.): Forum Orient Express, 1" (233-42-26): UGC Danton, 6" (225-10-30): UGC Normandie, \$\(\) (563-16-16):
(v.f.): Grand Rex, 2\((236-83-93): \)
UGC Montparnasse, 6\((574-94-94): UGC Boulevard, 9\((574-95-40): \)
Nntion, 12\((343-04-67): \) UGC Gare de Lyon, 12º (343-01-591 : UGC Gobelins, 13º (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); UGC Convention, 15 (574-93-40); Mnrat, 16 (651-99-751; Pathé Wepler, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

Ronleward 9: (574-95-40) : Athéna, 12 (343-00-65); UGC Gare de Lwon, 12-(343-01-59); UGC Gobelins, 13-(336-23-44); Mistral, 14- (539-52-43); UGC Convention, 15- (574-93-40).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01). LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-k., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (634-25-32): Elysées Lincoln, 5 (359-36-14). LE DERNIER TANGO A PARIS (lt., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11: (700-89-16).

DERSOG OUZALA (Sov., v.a.): Den-fert, 14 (321-41-01); Saint-Lambert, 15 (532-91-68). DUNE (A., V.O.) : Grand Pavois (h. sp.), 15' (554-46-85).

LES ENFANTS DU PARADES (Fr.):
Raneisgh, 16* (288-64-44).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.):
Boite à films, 17* (622-44-21). EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17-

EXCALIBUR (A., v.o.): Calypso, 17 (380-30-11),

LA FEMME MODELE (A., v.o.): Action Ecoles, 5 (325-72-07).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.): Rancingh, 16 (288-54-44).

FILC OU VOYOU (Fr.): Berlinz, 2 (742-60-33): Eichelien, 2 (233-56-70); Clany Palace, 5 (354-07-76): Paris, 8 (359-53-97); Fauvette, 13 (331-670); Gaumont Sud. 14 (327-84-50); Miramat, 14 (320-89-52); Gaumont Convention, 55 (828-42-27); Pathé Cichy, 18 (52246-01).

GEANT (A., vo.): Quintette, 5 (633-

chy, 18st (52246-01).

GEANT (A., vo.): Quimette. 5st (633-79-38); Reflet Baizze, 8st (561-10-60); Action Lefayete, 9st (329-79-89).

GETAWAY (A., vo.): Forum Orient Express, 1sst (233-42-26); UGC Odéon, 6st (225-10-30); George V. 8st (562-41-46); Marignen, 8st (359-92-82); 14 Jufflet Besugenelle, 15st (575-79-79), V. f. Rex, 2st (236-83-93); Lumière, 9st (246-49-97); Fauvette, 13st (331-56-86); Modiparnesse Pathé, 14st (320-12-06); Pathé Clichy, 18st (522-46-01).

HAIR (A., vo.): Softe à films, 17st (622-HAIR (A., v.o. ; Botte à films, 17 (622-

IF (Aug., v.o.): Reflet Logos, 5 (354-42-34). L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (FL) (**) : Boite à fluts, 17 (622-44-21).

JAMAIS PLUSTAMAIS (A., v.f.) : Holywood Boulevard, 9 (770-10-41).

JESUS DE NALARETH (IL) : Grand

JESUS DE NALARETH (IL): Grand Pavois, 15 (55446-85). LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.): Châ-telet Victoria, 1 (508-94-14); Rane-lagh, 16 (288-6444). LILI MARLEEN (AE., v.o.): Studio Galande, 5 (35492-71). LA MATTRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. (A.) : Studio Bertraud. 7 (783-64-66).

MAN HUNT (A., vh.) : Action Christine, 6 (329-11-30). MERLIN L'ENCHANTEUR (A., vf.) : Napoléon, 17 (26763-42).

MIENIGHT EXPRES (A., v.f.) (**):
Capri, 2* (508-1-69).

NOBLESSE OBLIGA (Aug.): Action
Lafayette, 9* (329-7989).

ORANGE MÉCANIONE (A., v.o.) (**):
Châtelet Victoria. 1* 608-94-14); Boite
à films, 17* (622-44-2). — V.f.: Capri,
2* (508-1-69).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Denfert. 14 (321-41-01). PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.a.) (*). Châtelet Vidoria, 1° (508-94-14); Saint-Lambert, 5° (532-91-68).

PIERROT LE FOU Fr.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68). POLICE ACADEMY (A.V.E.): Arcades, 2 (233-54-58). POLTERGEIST (A. v.f. (**) Maxiville, 9: (770-72-86), LE PONT DU NORD (Fr): Templiers,

LA POUPÉE (Fr.) : Denfeu, 14 (321-PSYCHOSE (A., v.o.): Action Christine Bis. 6 (329-11-30).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.): Napoléon. 17 (267-63-42).

LE ROI ET L'OISEAU [Fr.): Saint-Germain Studio, 5° (633-64-20); Ambassade, 8° (359-19-08); Mont-parnos, 14° (327-52-37); Murat, 16° (651-99-75); Riatto, 19° (607-87-61). RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-56-85). LE SHERIF EST EN PRISON (A, V.f.): Opéra Night, 2 (296-62-56). LES SORCIÈRES (IL) : Reflet Logos, 5

LA STRADA (IL. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68). TAXI DRIVER (A., v.o.) (**): Boile à films, 17 (622-44-21). THE GLENN MILLER STORY (A. v.o.) : Quintette, 5* (633-79-38) : George-V, 8* (562-41-46) ; Parmisiens, 14* (335-21-21). - V.f. : Français, 9* (770-23-21) (770-33-88).

TD BE OR NOT TO BE (Lubisch, v.o.): Champo, 5 (354-51-60). LES TUEURS (A. v.o.) : Action Christime 6: (329-11-30). UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321.41-01). UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., vo.): Médicis, 5 (633-63-20). YOU AND ME (A., v.o.) : Action Chris-tine, 6 (329-11-30). ZELIG (A.) : Champo. 5 (354-51-60).

Les sestivals

BUSTER KEATON, Action Ecoles. 54 (325-72-07) : Ma vache et moi. CHARLOT, Péniche des Arts, 15° (527-77-35), 21 h : Charlot papa : Charlot à l'hôrel : Charlot et ma belle en prome-50 ANNIVERSAIRE DE LA FOX

(v.o.). Action Rive Gauche, 5 (329-44-48). UGC Marbeul, 8 (561-94-95) : Voyage à deux. Marine Let's go - Ché-RICHARD GERE (v.o.). Calypso. 17 (380-10-11); 18 h : A boat de souffic : 20 h : American Gigolo ; 22 h 15 : Officier et gentleman.

JEAN-LUC GODARD. Studio 43, 9* (770-61-40), 18 h, 19 h; Schnario Pas-LA NOUVELLE VAGUE EN COURTS MÉTRAGES. Olympic. 14 (544-

PROMOTION DU CINEMA (v.o.). Studio 28, 18 (606-36-07) : Soldier's Story. S. RAY (v.e.). 14 Juillet Parrasse, 6 (326-58-00) : la Grande Ville. A. TARKOVSKI (v.o.), Escurial, 13-(707-28-04), 16 h 30 : l'Enfance d'Ivan; 18 h 30 : Solaris; 21 h 30 : Andrei Rou-

g land as they

W 4 194

2 1179 4 140

....

The same of

. 2 146: 4 m a

H - to mate

Y 54.12 7

State A.

With Trained

Patre Mi Tagenta de la manda.

I make . To a sea

Surfer on the Zenter of the Control of the Control

h tage in the Town ! The street was the street

The second section is not the second

along the second to the second And the second second The state of the s S Sha t switch

The second secon

THE CHAINE AZ The state of the s in a single and and The state of the s

The second secon And the second s

AT ALL DESCRIPTION OF THE PERSON OF THE PERS the state of the s

Post State (See ------The second secon

COMMUNICATION

Mardi 18 juin

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

AL CALLED TO THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T The state of the s

THE PARTY OF THE P

State of Sta

The second secon

Marie Commission of the agency

Marie State of the State of the

Management of the Control of the Con

Presidentes describer

Mary Tanana Carana Cara

The second secon

学学学学

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

And the second s

The second secon

THE SHAPE STORY

The second of th

The case was

THE RESERVE

Sales Bergers

, i granda sa see .

AND AS A PROPERTY AND PARTY.

Marie Marie To Line To

The state of the s

Sandy State THE PARTY OF THE P

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : le Nœud de

D'après le roman de François Mauriac. Adapt.: J. Cha-tenet et J.-C. Chambon Réal. J. Trebouta, avec P. Dux, S. Flon, M. Peyrelon... (rediff.) Jacques Trebouta avait adapté il y a quelques années ce

Jacques Trebouta avait adapté il y a quelques années ce roman de la haine écrit par François Mauriac. Louis s'acharne d'anaam plus à détruire sa femme qu'il l'aimait – et croyait en avoir été aimé – avant d'échapper à la solitude en découvrant l'amour de Dieu. 22 h 15 Documentaire : Est-ce qu'on nous voit. Réal. A. de Bigault.

La rencontre d'une caméra avec l'univers des voix, des odeurs, des jeux, d'un enfant aveugle du Portugal.

23 h 35 Journal. 23 h 50 C'est à lire

..,

. . . .

* 4

The state of the s

Same of

Sec. 2010

 $z_0 = 2$

 $\mathfrak{g}_{n}=\mathfrak{g}_{n}(\mathfrak{g}_{n})^{-1}$

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma: Un jouet dangereux.
Film franco-italien de G. Mostaldo (1978), avec
N. Manfredi, M. Jobert, A. Foa. Un petit bourgeois milanais, exploité par son patron et blessé, par hasard, dans une fusillade, découvre la joie

de manier un revolver et devient un tireur d'élite. Un film ambigu sur le thème de l'autodéfense. 22 h 35 Magazine: Lire, c'est vivre.
De Pierre Dumzyer, réal. Y. Kovacs.
Bans l'Eloge de l'ombre. Junichiro Tanizaki nous parle
de choses familières, de l'ombre et de la lumière, de ce qu'est une maison au Japon. Un plaidoyer pour l'ombre que est une mason au sapon. On punutys: pres avec que Pierre Dumayet va cerner au plus près avec quelques invités lecteurs. Une des plus belles émissions de la série « Lire c'est vivre », qui s'achève, hélas i C'est la dernière vient-on d'apprendre. Pourquoi?

23 h 30 Journal 23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 La Dernière Séance: soirée Don Siegel. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Actualités (1960). Tom et Jerry, Jacques Villeret présente le premier film; à 22 h 20 entracte, réclames de l'époque; attraction, amonce du deuxième film.

20 h 50 Premier film: las Rôdeurs de la plaine. Film américain de D. Siegel (1960), avec E. Presley, B. Eden, S. Forrest, D. del Rio, J. McIntire.

En 1878, au Texas, un jeune fermier, né d'un père blanc et d'une mère indienne, est déchiré entre les deux com-munautés, lorsque les Klowas attaquent sa famille. Très curieux western basé sur un conflit racial, et un rôle dramatique pour Elvis Presley, à demi-convaincant.

22 h 45 Journal. 23 h 5 Deuxième film : l'Invesion des profenetours de sépultures.
Film américain de D. Siegel (1955), avec K. McCarthy, D. Wymer, C. Jones, K. Donovan (v.o. sous-titrée. N.) Une bizarre épidémie s'abat sur une pertie ville de Californie. Des extra-terrestres s'emparent des corps des habitants dont ils font murir les répliques dans d'énormes cosses. Un film fantastique transformé en cauchemar par une mise en scène exceptionnelle dans le genre. Imité mais jamais égalé. teurs de sépultures.

0 h 30 Série : Etat des lieux.

FR3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Les médias peintres; 17 h 15, Woody Woodpecker; 17 h 55, Au nom de l'amour; 18 h 55, Atout PIC; 19 h, La folie des bêtes; 19 h 15, Informations.

20 h 30 Ragtime, film de M. Forman; 23 h 5 Rue Burbare, film de G. Behat; 0 h 55 La Flambeuse, film de R. Winberg; 2 h 25 Hill street blues.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : écrire la langue française an Salon du livre ; 21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson ; 22 h 30 Nuits magnétiques : le « grand cirque » de la formule 1.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert: (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 9 mai 1985): « Dialogue en ni majeur », de Marchand, « Préinde et fugue en la mineur », « Choral BWV 664 », « Fantaisie et fugue en ni mineur BWV 537 » de Bach, « Choral n° 3 en la mineur » de Franck, Concerto pour orgue et percussions » de Pasto-relli, par René Saorgin, orgue, Bernard Balet, Didier Benetti, Jean-Guillaume Cattin, Françoise Gagneux, per-

22 h 30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darins Milhaud ; à 23 b 5, Jazz-elub (en direct du New Morning).

ont signé un accord de coopération L'Agence France Presse, Gamma Télévision et reportages, etc.) destinés à être distribués par les télévisions nationales et internationales. Selon l'accord, chaque partenaire apportera dans l'association « son savoir-faire spécifique et ses réseaux de

L'AFP, Gamma Télévision et «le Monde»

le Monde ont signé un accord pour la réalisation de programmes télévisés d'information. Les trois organes de presse entendent ainsi « associer leurs efforts pour produire ensemble des programmes d'information originaux (magazines, documentaires,

correspondants, soit plus de cent cinquante bureaux parfaitement ; elle a d'ailleurs déjà réalisé quarante-cinq films l'an passé et tire l'essentiel de son chiffre d'affaires des ventes à l'étranger. Deux fois par semaine, une confé-rence de rédaction réunira les représentants des différents organes pour

enjeux auxquels l'alliance tente de répondre : la forte demande d'images due à la multiplication priverselle de canaux et supports audio-visuels, la nécessaire diversification multimédia des entreprises de presse et le développement de flux d'information transnationaux qui, alliés au satellite, se moquent bien des fron-

tières nationales, culturelles et lin-

Annoncée, ce mardi 18 juin, par

les trois partenaires immédiatement

après la signature de l'accord entre

Gamma et l'AFP - l'accord

Gamma-le Monde date du 2 juin, -

cette entente est à la mesure des

objectifs que se fixent ces trois

organes d'information à vocation internationale. A l'échelle aussi des

La démarche, sans doute, est ambiticuse. Mais la vocation, la dimension, la crédibilité de chacun des partenaires ainsi que leur réelle

guistiques.

complémentarité journalistique ne rendaient-elles pas presque naturelle cette alliance à l'origine de laquelle se trouve Gamma. Leur label est. dans le monde, le meilleur des passeports et leurs correspondants constituent un atout qu'aucune autre structure francophone ou euroséenne ne pourrait revendiquer. Restent à conjuguer les efforts et compétences respectifs pour conce-voir et fabriquer magazines et reportages - une vingtaine d'heures d'ici à la fin de l'année, une centaine en 1986 - et jeter ainsi les bases d'une

structure à vocation d'agence

d'images. Une structure souple, la plus légère possible, soucieuse de ne pas perturber la marche des entreprises ayant une autre vocation que la fabrication d'images; et une répartition des tâcbes très simple : l'AFP et le Monde fournissent un savoir-faire journalistique et documentaire; Gamma Télévision s'occupe de l'organisation logistique, depuis les charges d'équipement, de produc-tion, de postproduction, d'arcbivage. jusqu'à la commercialisation et à la programmation. Des tâcbes que, malgré sa creation toute récente (début 1984) comme filiale de la

fameuse agence photos, elle maîtrise

Une des interventions remarquées

de ce congrès a été consacrée aux

agents du transfert, c'est-à-dire aux

documentalistes. C'est une profes-

sion mal connue, encore à la recher-

cbe d'un statut, recouvrant des

congrès les résultats de cette

enquête. Elle a été lancée en juin

1984. Cinq mille questionnaires ont été expédiés. Le taux de réponse a

été exceptionnel, plus de 25 %. 1211 questionnaires ont pu être

exploités informatiquement avec

l'aide de l'institut de sondage

sciences bumaines et sociale du

centre de documentation de une à

Mais ce portrait-robot, ne prenant

en compte que les moyennes les plus

fortes de quelques réponses aux dix-

sept questions posées, devient vite

emploi par petites annonces.

SELON L'ENQUÊTE D'UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

Le documentaliste est une femme de 30-39 ans

diplômée de sciences humaines et sociales

lisés (ADBS) et l'Association nationale de la recherche technique

(ANRT), il a réuni neuf cents congressistes dont une cinquantaine

Le sixième Congrès national sur l'information, la documentation et

déterminer les sujets possibles en fonction de l'actualité et des forces effectives dans les rédactions. Des catalogues et télex envoyés de par le monde informeront les télévisions sur les productions en cours.

Triple constat

Les raisons de cette initiative? Elles reposent sur un triple constat : d'une part l'imminence de l'arrivée en Europe, via le satellite, de chaînes et de programmes anglo-saxons (en tête CNN, la ebaîne d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre de l'Américain Ted Turner, ou même Worldnet, la chaîne mondiale d'information de la Maison Blancbe): d'autre part, l'impréparation de l'Europe et la carence de la France, particulière-ment sur le eréneau de l'information; enfin, la nécessité économique et stratégique de constituer une structure aux dimensions européennes, dont un pool français, s'il était constitué, pourrait être le moteur

« Comment ne pas être inquiet du déferlement attendu d'imoges d'outre-Atlantique, de la passivité de l'Europe et des dangers réels que cela implique en termes de soumis-sion culturelle et de recul de lo longue fronçaise », observe M. Jean-Marc Fombonne, directeur de Gamma Télévision. - Dans un premier temps, l'objectif est donc de jeter les bases fronçoises d'une Agence européenne de télévision d'informotion à destinotion des réseoux hertziens, coblés et de sotellite. l'oboutissement futur de lo démarche pouvant être la créa-tion d'un canal satellite d'information. Une telle structure est indis-pensable, mois elle ne se constituero qu'à partir d'un groupement européen auquel chaque pays se doit de présenter un front commun... .

DE RADIO

M. Serge July, directeur de Libé-rotion - après consultation du conseil de surveillance, - a annoncé, le lundi 17 juin, que le projet de radio patronne par le journal était abandonné.

La semaine dernière, la possibilité d'une cession de la majeure partie du capital de cette filiale à des partenaires extérieurs avait été envisagée de même que la vente pure et simple de la station (le Monde du 11 juin). La décision de tout arrêter met un terme à une aventure commencée en 1984. Libération avait alors pris le contrôle de la fréquence 92,8 qui réunissait, après le départ de Cité 96, trois autres associations, KLOV, Espace 1901, Nanas radioteuses. Ces trois parte-naires ont continué à être associées à la nouvelle radio avec chacune. 5 % du capital, Libération détenant les le transfert des connaissances s'est tenu à Versailles les 12, 13 et 14 juin. 85 autres pour cent. C'est ainsi que

> Une première équipe avec notamment Bernard Langlois, animateur du magazine « Résistances » sur A2, avait alors travaillé à un projet qui n'avait pas obtenu l'agrément de la direction et du comité d'écoute mis en place au sein du journal. Une deuxième équipe avait alors pris le relais sous la boulette du journaliste Dominique Pouchin et avait élaboré un projet de radio . Music and

> Trente-neuf personnes, dont six journalistes du quotidien, sont concernés par cette décision. Dixsept étaient encore à l'essai. La direction va demander des licencie-

et Michel Sardou arrive sur RMC. - A partir du 8 juillet, Colucbe assurera quotidiennement une émission (10 houres-11 h 30), on direct, intitulée : - Y'en aura pour tout le monde ». Il remplace ainsi Michel Drucker jusqu'à une date encore indéterminée. Rappelons que Coluche s'est déjà produit au micro d'Europe I de septembre 1978 à juin 1979. En revanche, son émission à RMC en 1983 avait duré moins d'une sempine... Radio Monte-Carlo où, précisément, Michel Sardou animera une émission quosidienne, en direct, à partir

• Nouvel accord pour le volume des émissions de fiction - Les négociations sur le renouvellement d'un accord portant sur la garantie Langlois-Glandier, directeur general jure, le 13 juin, entre le Syndicat français des artistes-interprêtes et les sociétés nationales de télévision TF 1, Antenne 2 et FR 3, d'un noution pour TF 1, 198 heures pour Antenne 2 et 87 h 30 pour FR 3, poursuivant ainsi leur contribution à

Mercredi 19 juin

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- B h 30 ANTIOPE 1.

- 9 h La Une chez vous.
 9 h 15 Vitamine.
 Dessins animés, feuilleton, infos... (Et à 13 h 40.) 10 h 35 Téléfilm : la Poursuite mystérieuse.
- J. Lesleur. Avec M. McDonald, A. Knight. Les mésaventures de deux orphelins au nord du Québec.
- Feuilleton: Joyeux bazer.
- 12 h 30 La bouteille à la mar. Journal.
- 15 h 15 Jeu : Enigmes du bout du monde.
- 16 h 5: Série: Arnold et Willy.
- 16 h 35 Feuilleton : Star trek. 17 h 30 La chance aux chansons.
- La village dans les nuages. 18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 35 Série : Cœur de diamant.
- 19 h 10 Jeu: Anagram. 19 h 25 Loto sportif.
- 19 h 40 Feuilleton : Les Bargeot. 19 h 55 Tirage du Tac-o-Tac
- 20 h Journal.
- 20 h 28 Tirage du Lotn.
- 20 h 30 Parlons France.
- 20 h 45 Série : Dallas.
- Suite des règlements de comptes chez les Ewing. 21 h 35 Série : L'histoire secrète du pétrole. Emission en huit volets de J.-M. Charlier. № 6. Le temps
- des magouilles. Le fantastique essor industriel que vit le monde au début des Onnées 60 se traduit par une augmentation vertigineuse de la consommation pétrolière. Pourtant il y a de tels surplus que le bénéfice des grandes compay a de tets surfus que le centrole des pression d'Esso, puis bientôt toutes les multinationales, décident uniloté-ralement, sans avertir les Arabes, de baisser leurs prix.
- Une serie historique sérieusement faite. 22 h 35 Cote d'amour. Emission de G. Foncault et L. Toitou, présentée par Sidney. Avec Jason and the Scarchers, Satan Joker, Eric
- 23 h 20 Journal. 23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE: A2

- 6 h 45 Télé-matin. 10 h 00 Récré A 2.
- Judo Boy : Tchaou et Grodo : Pac Man ; Johan et Pir-louit : Albator ; petites canailles.
- 12 h 00 Journal et météo.
- ·12 h 10 Jeu: L'académie des neuf. 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
- 13 h 45 Cinéma : La Symphonie pastorale. Film français de J. Delannoy (1946), avec M. Morgan, P. Blanchar, L. Noro, J. Desailly, A. Clément, R. Luguet. (N. Rediffusion.)
 Un pasteur d'un villoge du Jura recueille une fillette on pasieur à un villoge du stat récuette aux juieux aveugle, vivant à l'état sauvage. Il en fait un être humain et se rend compte qu'il l'aime iorsqu'elle est devenue femme. D'après le roman d'André Gide, un mélodrame distingué – jadis considéré comme un chefdeuvre – marqué d'artifices psychologiques.
- 15 h 30 Récré A2. h 30 Recre A2. Les Schtroumpfs: Maraboud ficelle, Teddy, Latulu et Lireli, Secret des Sélémites, les cités d'or.
- 16 h 50 Miern Kid. 17 h 26 Les carnets de l'aventure.
- · Free climb · (varape dans les montagnes du Colo-
- 18 h 00 Super platine.

 Arec Modern Talkin, les Chais sauvages, Jeanne Mas...
- 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h 00 Journal. 20 h 35 Téléfilm : L'Homme de pouvoir.
- Réal. M. Frydland, scénario F. Debré. Avec P. Arditi. Anatomie d'une magouille politique. Bien interprétée,
- 22 h 10 Magazine : Moi... je. de B. Bonthier
- Le Triathlon (un sport inhumain) ; les clients (...ceux des prostituées) : flagrant des livres (cinq éditeurs fous

- et leurs livres) : psycho, astro, morpho sont au boulot (les sociétés spécialisées et l'embauche) : les deux sous de l'arène (les corridas, une affaire rentable), Parisvoyou (un substitut du procureur parle de lui). A corps et à cru (un régime : l'instinctothérapie). 23 h 10 Journal.
- 23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR3

- 14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 17 h 00 Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions. 19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
- 20 h 05 Les jeux.
- 20 h 35 Téléfilm: Fugue en femme majeure. De J. Arasse, chorégraphie A. Cata avec les ballets dn Nord, Réal. P. Villechaize. Avec F. Dougnac, S. Bony,
- Un employé de banque un peu terne partage so vie entre Judy, son épouse artiste-peintre, et une jeune maîtresse. Judy apprenant la liaison de son mart décide de partir pour le Brésil. Elle s'arrêtera à Marseille : quelque part au fond d'elle-même noît une petite musique... peut-être une nouvelle vie qui commence. Du quotidien gentiment
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Série : Etat des lieux. 22 h 35 Prélude à la nuit.
- · Scherzo nº I », de Chopin, interprété par Ivan

CANAL PLUS

7 h, 7/9; 9 h, Cabou Cadin (et à 13 b 30); 11 h 30, Le quart d'heure américain, film de P. Galland et G. Jugnot; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 b 30); 14 h 40, Téléfilm: Lace; 16 h 55, L'hôtel en folie; 18 h, Jeu: 4 C +; 18 h 40, Jeu: Les affaires sont les affaires; 19 h 10, Zénith; 19 h 45, Tous s'achète; 20 h 5, Top 50; 21 h, Triple cross, film de T. Young; 22 h 45, L'histoire de Pierra, film de M. Ferren; 18 h 25 Lole une ference ellemente. Glim de P. W. Fasse. 0 h 35, Lola, une femme allemande, film de R.-W. Fassbinder; 2 h 25, L'école des chefs.

FRANCE-CULTURE

6 h, Les muits de France-Culture; 7 h, Le goût du jour; 8 h 15, Les enjeux internationaux; 8 h 30, Les chemins de la commissance: la France et ses Réformés, d'Henri IV à Louis XIV, ou de la tolérance au refus (et à 10 b 50 : le matin Louis XIV, ou de la tolérance au refus (et à 10 b 50 : le matin des mathématiques, la Grèce); 9 b 5, Matinée : la science et les hommes. Un npôtre du scientisme, Ernest Renan; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 b); 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie, Rencontre de jeunes lecteurs nvec l'Association des libraires spécialisés jeunesse; 11 h 30 Feuilleton : la Célestine; 12 h, Panorama : à 12 h 45, spécial RDA (République démocratique allemande); 13 h 40, Avant-première : les cafés-théâtres, où en sont-ils ?; 14 h, Un livre, des voix : « le Bruit solitaire du cœur de Henri Troyat; 14 h 30, Passage du témoin, Serge Hureau et Martine Storti (Redif. de l'émission du 15 juin); 15 h 30, Lettres ouvertes, magazine littéraire; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct d'Anrillac; 18 h, Subjectif, Agora, avec Claude-Louis Combet; 19 h 30, Perspectives scientifiques : la mycologie, une science en plein essor; 20 h, Musique, mode d'emploi : Beethoven, par G.-B Shaw.

20 h 30 Palssations: l'ensemble ltinéraire, dir. R. Zollmann («Sonnet», de M. Decoust; «At First Light», de

(-Sonnet -, de M. Decoust; - At First Light -, de G. Benjamin). 22 h 30 Nuits magnétiques : le « grand cirque » de la for-

FRANCE-MUSIQUE

2 h. Les mits de France-Musique: Smetana; 7 h 10, L'imprévu; 9 h 8, Le matio des musicieus: Ariane à Naxos; œuvres de Roussel, R. Strauss; 12 h 5, Le temps du jazz: feuilleton = Ellingtoniens huissomiens a; 12 h 30, Radio-France Toulouse présente un concert: œuvres de Chailley. Sancan, Lutoslawski, Moss par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, dir. G. Armand; 14 h 2, Jennes solistes: œuvres d'Adriaensen, Vallet, Le Roy, Dowland..., par X. Caubepe, huth; 15 h, Les après-modi de France-Musique: le danseur et sa musique - un danseur, Patrick Dupond; 18 h 7, Passion et lidálité - la saga d'Eugène Ormandy; 18 h 2, Les chants de la terre; 18 h 30, Jazz d'anjourd'hai; 19 h 15, Spirales; 20 h 4, Avant-concert. rd'hai; 19 h 15, Spirales; 20 h 4, Avant-concert.

28 h 30 Concert - Judas Mucchahée , oratorio de Haendel par l'Orchestre symphonique de Rias de Berlin, dir. F. Friesay, sol. M. Stader, soprano, E. Haefliger, tenor. E. Hartwig, alto. C. Van Dyck, tenor. 22 h 45 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Judy Garland ; à 6 h, Escales américano-latines : Mexico.

de la documentation dans les régions - 42 % des documentalistes travail-lent en 1984 en province contre 31.9 % dix ans plus tot. En 1984, le salaire moyen est de

une caricature.

congrès avait pour thème : « la société de l'information » (1). 10361 F pour les semmes. On est nettement mieux payé en région parisienne (10723 F) qu'en province (8857 F), de même si l'on travaille dans le privé (11684 F) plu-tôt que dans le secreur parapublie (10419 F) ou public (9048 F).

situations très diverses de l'employé à l'ingénieur, et dont on ne connaît Du point de vue de la formation même pas les effectifs réels. Les estimations les plus sérieuses les évaon constate une élévation régulière du nombre de diplômés universiluent de dix-sept mille à vingt mille taires. Deux documentalistes sur trois out au moins une maîtrise. Aussi l'ADBS a lancé une Parallèlement le nombre des sansenquête nationale sur la profession. diplôme diminue, il est passé de la troisième du genre, après celles de 1964 et 1974. On a ainsi une photo-32,2 % en 1974 à 1,8 % en 1984. La formation en sciences bumnines et graphie de cette population tous les sociales, avec 61,8 %, l'emporte lardix ans. L'équipe de bénévoles, qui a gement sur les sciences exactes travaillé sous la direction de (23,7 %), avec des salaires moyens M. Serge Cacaly, du ministère de l'éducation nationale, présentait au respectivement de 9583 F et

> L'informatique a fortement péné-tré la profession depuis dix ans. Dans ce domaine, le secteur public ou parapublic, avec respectivement 47,2 % et 21 % de ses centres informalisés ou pouvant interroger une banque de données, donnent l'exem-

Le documentaliste-type de 1984 Enfin, les trois quarts des centres est une femme de trente à trente-neuf ans ; elle a un diplôme de de documentation comptent moins de dix personnes. Pas de grandes surprises dans cette étude, mais la deuxième cycle, travaille dans un confirmation de tendances et une analyse plus précise de ce⊓aines trois personnes, gagne entre 8000 F données qui va peut-être aider les et 9000 F par mois et a trouvé son documentalistes à mieux faire reconnaître leur fonction. au moment où l'on s'accorde à dire que nous sommes entrés dans la société de l'information.

CHRISTIAN BATIFOULIER.

Deux grandes constatations peu-(1) Huit grands aniets étnient abordes : problèmes linguistiques : sys-tèmes experis : information et région : vent être dégagées de cette enquête : l'accentuation de la féminisation qui atteint 88,1 % contre 82,8 % en 1964 – et le développement sensible les agents du transfert : la veille techno-logique : l'édition électronique : les pays en voie de développement. Les textes des communications sont disponibles à l'ANRT (101, avenue Raymond-Poincaré. 75116 Paris), au prix de 220 F. 11725 F pour les bommes et plus frais de port.

Il faut donc à la fois pouvoir bénéficier de moyens matériels, bumains, financiers de production mais aussi mettre en œuvre les alliances internationales, les seules qui permettent de pénétrer ces nouveaux marchés et de construire des systèmes solides, capables d'affronter les réseaux américains. N'est-ce pas ce qu'ont compris les groupes d'édi-teurs et de télévision comme Thorn Emi en Grande-Bretagne, Dupuis en Belgique, Elzevir aux Pays-Bas, Bertelsmann en Allemagne ou Berlusconi en Italie, qui travaillent dejà pour un marché qui dépasse leurs frontières et recherchens actuellement un partenarial avec des entreprises trançaises?

Les pouvoirs publics observent en tout cas d'un œil favorable l'initiative française, qui peut compter, d'ores et déjà, sur le soutien de la Mission cable et pourrait se voir commander une maquette de service d'information, préfiguration d'un canal thématique de réseau câble.

Mais Gamma a déjà mis en route d'importants projets en Irak, au Liban, en Pologne... des cameramen et des journalistes s'apprêtent à par-tir pour filmer la Chine de 1985, tandis qu'une équipe nobève une série sur les communausés sikhs dans le monde... Mais une agence d'images a pour principe de ne ramais dévoiler tous ses plans.

ANNICK COJEAN.

« LIBERATION » **ABANDONNE SON PROJET**

lions de francs environ. d'étrangers, qui ont pu entendre quatre-vingts communications. Ce

ments économiques.

du 2 septembre.

d'un volume boraire de production de fiction, conduites par M™ Janine de la Sociéié française de produc-tion (SFP), ont abouti à la signavel accord pour l'année 1985. Les trois sociétés s'engagent à produire respectivement 157 heures de ficla défense de l'emploi des artistes-

-VIE ASSOCIATIVE-

Courage quotidien

Le prix Courage quotidien est décerné chaque année par l'as-sociation du même nom. Les scientifiques (1) qui font partie du comité de patronage ne peuvent cacher le destin exceptionnel de la présidente fondatrice, Mrs Lins Loève.

Celle qui, en faculté, devait crever le plafond des tests d'intelligence logique est atteinte, de huit à quinze ens, par un traumatisme psychologique qui la fait apparaître à l'école comme une débile mentale. Jour et nuit elle répète ses leçons ; en clesse, ella est muette. A la récréation, les petites cruelles sautillent autour d'elle : « Line, que feras-tu quand tu seras grande ? » — « Je serai professeur», répond la fillette

Professeur, elle in sera à vingt. ans lorsque, menant de front des études de sciences, de lettres, le préparation de DES, elle enseigne les methématiques aux élèves de pramière d'une école privée. De l'effort fourni alors ella dit eujourd'hui : « Ce n'était ni inhumain ni surhumain, c'était démentiel. > Car elle vit dans la crainte du retour du traumatisme et accumule de l'avance pour le moment où ella se retrouverait sa soif de savoir était inextingui-

Line Loève est diplômée de le faculté des sciences, de la faculté des lettres, de l'Institut de psychologie, de l'Institut national d'orientation professionnelle et d'étude du travail, de l'Institut d'administration des entreprises elle est la première femme diplômée de cet institut - et de l'Institut de démographie. Elle a fait aussi trois années de médecine et de la recherche eu Collège de France sur la physiologie des

Elle e trente ans lorsqu'on kil confie la création et la direction du service psychotechnique d'Air France qui sélectionne tout le personnel de le compagnie. Elle crée trois sections : recherche evec étude des postes de traveil et batterie de tests, - statistiques et epplications pratiques.

e J'ai davantage appris à l'école de la vie », poursuit-elle. La vie, ce fut, en 1944, celle des cemps. Elle est internée avec son enfant et son man à Drancy. Sept mois plus tard, ils sont, par un concours de circonstences, fibérés elors qu'ils allaient être dirigés vers un camp d'extermina-

Son mari est nommé à l'université de Reckeley où l'on crée pour lui une chaire de probabilité. Michel Loève écrira un traité sur la théorie des probabilités - qui. traduit en russe et en espagnol, sera lu dans le monda entie

Aux Etats-Unis, Line Loève tombe malade. Elle revient en France pour, croit-on, y mourir. Elle se réteblit et exerce le psychologie. Elle est présente eux débuts de SOS-Amitié. Le pasteur Jean Casalis, fondateur de l'essociation, lui envoie les cas tient la cuvette; quand ça ne suffit pes, on yous les envoie. 3

Atteinte d'une grave maladie, M^m Loève est soignée par le pro-fesseur Milliez. Ella veut suivre l'évolution du mal, Le professeur accepte. « C'est le dialogue qui m'e sauvée. » Il faudra plusieurs s pour qu'elle guerisse. Plus tard, elle fonde Courage quotidien pour ceux « qui ont connu des épreuves, les ont surmontées avec un grand courage quotidien et sont devenus utiles

Celle qui a connu le peur, le faim, le froid, les camps, la maladie, la lutte achemée, voit sa vie comme une chance : « celle de traverser les épreuves et de les transformer en richesses ac-

DANIELLE TRAMARD.

* Courage quotidien (BP 200, 75226 Paris Cedex 05) célèbre en 1985 se quarantième anniversaire de la Liberation. Cinq prix d'honneur d'un montant global de 100 000 F seront remis, le 9 juin, à Mª Madeleine Barot, Mª Generalis Caulle Authorité viève de Gaulle Anthonioz, au grand rabbin Kaplan, as père Riquet et à M. Georges Wellers.

(1) Professeurs Paul Milliez, Andof Lwoff et Laurent Schwartz

MÉTÉOROLOGIE-



Evolucion probable du temps en France entre le mardi 18 juin à 0 houre et le De belles éclaircies se développerant avant et après cette limite. Une autre arrivera en fin de journée près de la Manche en donnant des averses. spectrod 19 juin 1985 à minuit. Des masses d'air chaud et instable remonterent du Sahara et de la Médi-

terranée vers le sud du pays tandis que des limites pen actives circuleront dans un flux cyclonique d'altitude sur le Mercredi, dans le Sud-Est, le temps sera assez chaud et orageux. Le ciel sera passagèrement très nuageux. Quelques orages pourront se produire en début de matinée sur l'est des Pyrénées et le sud du Massif Central, en fin d'après-midi et en soirée sur le sud des Alpes, le pour-

Jendi : da Jura aux Alpes et à la

nuages bas, de belles périodes ensoleil-lées se développeront l'après-midi. An nord de la Seine, des averses sont

Les températures évolucions peu. On pourre notes une légère baisse des maxima dans le Nord-Ouest.

Un régime de sud-ouest passagère-ment perturbé s'établira au nord de la Loire. Il prendra un caractère oragonz en atteignant la moitié sud du pays. Temps prévu pour la fin de la seun

Corse, le temps sera très mageux le matin avec des pluies ou des orages. Une amélioration se produira dans le Sur le quart sud-ouest, après une matinée humide avec de nombreux

possibles le matin, mais les éclaireies, prédomineront ensuite.

PRÉVISIONS POUR LE 1906.85 DÉBUT DE MATINÉE.

assez fort près de la Méditerranée, tandis qu'il s'orientera au sud-ouest près de l'Atlantique. Les températures maximales attein-éron 17 à 20 degrés sur la moitié nord,

20 à 25 degrés sur la moitié sud.

Vendredi et samedi : près de la Médi-terrance, un temps ensoleille et plos chaud prédominera, mais une tendance orageuse apparaîtra samedi soir. De la Bretagne et de la Vendée an Bassin Parisien, an Nord et au Nord-Est, s'étendra un temps souvent très mageux avec des pluies passagères et des vents de sud-ouest modérés.

Sur les autres régions, il fera assez beau vendredi, mais le ciel se voilera de plus eu plus par l'ouest. Samedi, la dégradation sera plus marquée avec l'arrivée de pluies orageuses...

Les températures maximales scrop en hausse de 2 à 3 degrés.

Températures (le premier chiffre convention du 24 février 19 indique le maximum enregistré au cours tive à l'assurance chômage.

minimum dans is auit du 17 au 18 juin): Ajaccio, 23 et 11 degrés; Biarritz, 22 et 14: Bordeaux, 24 et 11: Braintz, 12 et 14: Bordenux, 24 et 11; Bréhat, 17 et 12; Brest, 17 et 1; Cannes, 24 et 13: Cherbourg, 17 et 11; Chermont-Ferrand, 20 et 10: Dijon, 20 et 11; Dinard, 19 et 11; Embrun, 20 et 7: Grenoble-St-M.-H., 23 et 3; Grenoble-St-Geoirs, 23 et 3; La Rochelle, 21 et 11; Like, 19 et 11; Limoges, 20 et 12; Lorient, 19 et 12; Lyon, 20 et 10; Mornellie-Marignane, 24 et 11; Menson, 25 et 16; Nancy, 18 Lyon, 20 et 10; Maraello-Marignane, 24 et 11; Menon, 25 et 16; Nancy, 18 et 9; Nantes, 23 et 10; Nice, 24 et 16; Nice-Ville, 24; Paris-Montouria, 20 et 13; Paris-Orly, 21 et 14; Pau, 23 et 13; Perpignan, 26 et 14; Rennes, 21 et 10; Ronen, 18 et 10; Saint-Etienne, 20 et 8; Strasbourg, 19 et 10; Toulouse, 23 et 11; Toura, 21 et 11.

de la journée du 17 juin : le second, le

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17 ; Genève, 20 et 9 ; Lis-bonne, 27 et 16 ; Londres, 20 et 11 ; Madrid, 32 et 15 ; Rome, 25 et 13 ; Stockholm, 19 et 9

| Document établi avec le support rechnique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL-Sont parus au Journal officiel du lundi 17 et mardi 18 jain : DES DECRETS

 Relatif à l'hygiène et à la sécu-rité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale. · Relatif aux conditions de capa-

cité on d'expérience professionnelle prévues à l'article 188-2 du code · Relatif aux groupements

d'intérêt public constitués en appli-cation de la ioi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur. UN ARRÊTE · Portant agrément de l'accord

du 2 avril 1985 relatif à l'avenant nº 1 au règlement annexé à la convention du 24 février 1984 rela-

PARIS EN VISITES

JEHOU 20 JUIN

«L'Ile-Saint-Louls pas à pas», 15 beures, mêtro Pont-Marie (M. Raguencau). -Portaits d'Ingres . 13 b 45, Louvre

pavillon de Flore (G. Caneri). -Le Palais de Salm - (qui servit de modèle à la Maison-Blanche), 15 heures, metro Solférino (1. Hauller). - Paris littéraire aux XVIII et XIX siècles : de Diderot à Baudelaire .. 14 h 15, devant le Conseil d'Etat, place

· Victor Hago ca sa maicon », 15 houres, 6, place des Vosges (A. Fer-

Palais-Royal.

VII

IX

-L'hôtel de M. Thiers -, 15 b 30, métro Saint-Georges (C.-A. Messer). «La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame», 15 heures, entrée face préfecture de police (M. Banassat).

« Saint-Séverin et Saint-Juliea-le-Panvre», 15 heures, sortie mêtro Maubert-Matualité (G. Bot-«Le Palais de Justice en activité»,

14 h 30, métro Cité (côté sortie Marché aux fleurs) (P.-Y. Jasiet). -Chapelle et cités d'artistes autour de la Tombe Issoire », 15 heures, angle rue Sarette et rue Marie-Rose.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1. Ancètre de l'ordinateur ou pro-

grammateur portatif. - II. Annonce

la fin d'un cristal. Interjection. -

III. De saintes femmes en sont

ceintes. - IV. Avance un terme.

V. L'être, par excellance. - VI. On

le pousse afin de repousser.

Dépourvu de toute santaisie. Deux

lettres pour écrire un mot. - VII.

Sein. Berceau de certains Nourris-

sons. - VIII. Symbole. Rendus plus flatteurs. - LX. Purifia un élément.

Cheville. - X. Il est consacre à l'élé-

vation. Partie de rugby. - XI. Nous

fait honneur en entrant dans notre

jeu. Disposée de bonne ou de mau-

Laisse le champ à la critique. -

123456789

PROBLÈME Nº 3990

"L'hôtel Massa, l'infirmerie Marie-Thérèse », 15 heures, 92, avenue Denfert-Rochereau. - Jardins et cités d'artistes du Petit fontrouge -, 14 h 30, RER Cité univer-

- Curiosités et souterrains de la mon tagne Sainte-Genevière ., 15 heures métro Cardinal-Lemoine.

CONFÉRENCES

2. place Jussien, tour 44/43. Pièce 310, 17 beures : «Apport de la thermodynamique des processus irréversibles à la compréhension de la cohé-rence des systèmes .

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30, rez-de-chaussée: « Rock-débat ». 9, rue Maspero, 18 heures: « Prosopo-graphie des élites politiques et géogra-phie des comportements électoraux à la fin de la III» République (1919-1939).

26, rue Bergère, 20 h 30 : - Du temple à l'ordinateur : de Pythagore à Bourdaki. Qu'est-ce que la mathémati-

-46, rue Barrault, 15 heures : - Préparez vos vacances, la beauté - à tout ase - est le reflet du mode de vie et du rayonnement intérieur (alimentation, psychisme...) ».

VERTICALEMENT

1. Il est difficile de travailler sans

l'evoir et plus encore de l'avoir sans

travailler. - 2. Fera en sorte de met-

3. Ne manquent pas de charme mal-gré leur caractère épineux. La chose

d'Auguste. - 4. Elle est très humide, à Venise. Participe passé.

Lettres d'amour. - 5. Mettre sur la

touche. Personnel. - 6. Acte anti-

pollution. Plus inconnu. - 7. Ses

limites sont souvent mal définies.

Balle perdue. - 8. Grande quand

elle est noire. - 9. Blé ou radis.

Solution du problème nº 3989

Horizontalement

Ote. Deb. - IV. Morgeline. - V.

BCG. Xyste. - VI. Oued. Der. -

VII. Ni. Ardues. - VIII. Ise. Cirse. - IX. Self. On. - X. Tu. Selfe. -

Verticalement

Tromboniste. - 2. Autocuiseur.
 3. Cierge. El. - 4. Il. Da. - 5.

Télex. Rc. Se. - 6. Ur. Lyddite. -

7. Diseur. Lô. - 8. Entresols. -

GUY BROUTY.

I. Taciturne. - II. Ruiler. - III.

Eprouvée.

XI. Erigé. Os.

9. Eubec. Sene.

tre tôt ou tard le feu eux poudres.

LE CARNET DU Monde

- Sébastien-Wolfgang a la joie de faire part de la naissance de

tour méditerranéen et la Corse.

D'astre part, une limite frontale tre-

versers une moitié nord-ouest du pays en donnant un cicl nuageux, le matin

dans le Nord-Ouest, l'après-midi des Pays de Loire et de la Vendée au Bassin

le 7 juin 1985.

201, allée Chardin, 59650 Villeneuvo-d'Ascq.

- Philippe et Nicole GRUMBACH

ont la joie d'annoncer la missance de

Judith.

Paris, le 16 juin 1985.

Guillaume et Victor,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Benjamin,

- Ehe Arthur Princ NIESZAWER

a la joie d'annoncer la maissance de som

Samuel Boris

et souhaite un chalom à l'humaniti

Mariages

M≈ Dolly SARGAVAKIAN et M. Raymond ADES

sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré le 8 juin 1985. 109, avenue Albert-Sarrault,

Décès

- M. l'abbé Pierre Bonnet, M. et M= Claude Bonnet, M. et M= Robert Augeard, M. et M= Pascal Vattaire, Mio Claire et Joëlla Bonne Didier, Laurent et Olivier Augeard,

M. Georges BONNET, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire le-Grand,

décédé le dimanche 16 juin 1985. Les obsèques seront célébrées le jeudi 20 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre-Seint-Charles (La Faisanderie) de Villemeuve-le-Roi (94).

L'inhumation eura lice dans le cavean de famille eu cimetière ancien de Villeneuve-la-Rri. Ni fleurs ni couromtes.

109, avenue du Docteur-Calmette, 94290 Villeneuve-le-Roi.

ses enfants, M= habelle Chansarel-Roussel,

M= Henri-Jean Selme, Mª Gres,

Ma Cécile Dyé, a fidèle gouvernante,

out la douleur de faire part du décès de

M. Frédéric EMPAYTAZ. ancien préfet, ancien maire adjoint de Saint-Germain-en-Laye, membre de l'Association chevalier de la Léssion d'honnes

croix de guerre 1914-1918 (trois citations), médaille de Verdun,

9, rue de Lorraine. 78100 Saint-Germain-co-Laye.

- M. et M= Lucien Boubet M. Philippe Boubet, Mª Jeannine Boubet es enfants et petits-enfants,

Maurice GAMBIER croix de guerre 1939-1945, Médaille interalliée,

surveus le 12 juin 1985 es sa quatre ingt-sixième année. Il a fait don de son corps à la science.

Daniel et Andrée Desornière, Jean et Rose-Marie Georges, Marie France Georges, Pierre et Isabelle Georges, Alain et Edith Georges,

ses petits enfants. Henriette Paranque, SR belle-steur. Paranone Et leurs alliés,

14 juin, de M. Marcel GEORGES.

à l'âge de quatre-vingts ans. Les obsèques ont été célébrées, dans

recteur de l'Académie, recteur de l'Académie, M. Jacques Ahrweiler, Mª Mario-Hélène Ahrweiler,

survenu à Athènes, le 15 juin 1985. L'inhumation a co lieu à Athènes le

Ses enfants Et ses petits-enfants,

- M= Saydi Moatti.

Isaac Marcel MOATTL

- Sentis.

M. Maurice Southon,

ion époux, M. et M= Alain Souchon, M. et M= Jean-Jacques Souchon, M. et M= Christian Souchon, M. et M= Pierre Souchon.

Ses petits-enfants et arrière-M= Abel Souchon. sa ballo-sœur, M. Christian Verdezu,

- M= Lucienne Georges,

ancien directeur de Lin-Vosges,

l'intimité, en l'église de Saint-Inlien (Maracillo-12-) le bundi 17 juin. L'inhumation a en lien, dans le cavean familial, an cimetière Saint-

Cet avis tient lieu de faire-part. - M= Hélène Ahrweiler,

out la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère, Me Calline GLYKATSL

Ses seeurs, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

survenu à Paris le 16 juin 1985. Les obsèques auront lieu le mercredi 19 juin, à 10 h 30, au cimetière de Thiais (Val-do-Matne).

ont la douleur de faire part du décès de M- Maurice SOUCHON.

le 17 juin 1985, dans sa quatre cuxième année, à Senlis. Les obsèques amont lieu le jeudi 20 juin, à 10 h 45, en la cathédrale de Senlis, sa paroisse, où l'eu se réunira.

Un registre à signatures tiendra lieu e condoléauces.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, ree de Chat-Haret,

60300 Sentis. Les familles Oubrik, Monji dad Bottoman Et leurs enfants,

ont le regret d'annoncer le décès, sur venu le 6 juin 1985, de leur mère, Achaoui ZAHRA:

Ton souvenir vivace se perpétuera

CEUS DOS CUEUTS & JEMBIS. Onbrik 13, rue de Saverne-Müszif,

Remerciements

Robert HALFF remercie tous only qui his out temoigné

Anniversaires

- A l'occasion du cinquième annirecume du décès du professeur Jean ALBERT-WEIL.

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont comm et simé. De la part de Mas Jean Albert-Weil Avis de messes

- L'Association des Français libres a fait effébrer le mardi 18 juin, à 9 h 30, en l'égise Saint-Louis des Invalides une messe (portes ouvertes) pour commé-morer l'apper du général de Gaulle et bonorer sa mémoire ainsi que celle des combattants de la France libre morts an

champ d'homeur.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

 Le dimanche 23 juin 1985, la messe des artistes sera donnée en l'église Saint-Roch, à 11 b 45, à la mémoire de Mireille AUXIETRE. sinsi qu'à la mémoire de son père,

M. Marcel JONNART. imprimeter. décédé le 12 avril 1985.

Parents et amis sont priés de s'unir d'intention. Une messe sera célébrée le ven-dredi 21 juin 1985, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à l'intention

M. Jacques DECHIN, nandeur de l'ordre chevaleres du Saint-Sépulere,

rappelé à Dieu le 11 juin 1985.

Messes anniversaires - Il y a deux ans disparaissait le

docteur Pierre LAFON. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont comm et estimé.

brée le mercredi 19 juin 1985, en l'égine de Clermont-l'Hérault, à 10 heures,

Soutenances de thèses DOCTORATS D'ETAT - Université Paris-X Nanterre, mer-credi 19 juin à 14 heures, salle C 26, M. Moultaoud Al Abachi : « Le seus de

la mort dans le roman français de l'entre-deux-guerres, 1918-1939



vaise facon.

Pays de Loiré et de la Vendee an Bassin Parisien, sux Ardennes et à la Lorraine, le soir du Bordelais au Centre et au Nord-Est. Quelques pluies faibles accompagneront ces mages au nord de la Seine et dans le Nord-Est. et peut-être quelques orages le soir dans le Jura et le nord des Alpes. Dans le Nord-Ouest, le ciel, tont d'abord variable avec de belles éclair-cies, se couvrira en fin de joursée à

Franz-Hubert,

DELPONT-MULLER,

- M. Patrick LECLERCQ et M=, née Marie-Alice BÉBARD,

Paris, le 9 juin 1985.

cutière.

93290 Tremblay les Gonesse.

dent à vos prières leur père, grand-père et parent,

président honoraire de la Caisse de crédit mutuel de La Faisanderic, brancardier de Lourdes

M= Roland Bouchard. M. et M= Jean Garnier, M. et M= Jean Malaval, M. et M= Jean-Marie Ducasse,

Ses petits-enfants et arrière-

survana le 16 juin 1985 as son domicile. La cérémonie religience sure lieu l

jendi 20 juin 1985, en l'église paroissis de Saint-Germain-en-Laye, à 15 h 45. Ni fleurs ai couronnes.

Les familles Gambier, Barthelemy Et set nombreux amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

chef d'exploitation honoraire de la SCEE Cantho (Sud Vietnam), retraité EDF,

122, rue Heuri-Barbusse, 95100 Argentenil. 41, rue Dugusy, 95100 Argentenil.

ses enfants, Olivier, Cécile, Nicolas, Matthieu, Emilie, Bérengère, Nathalie, Fabrice, Clara et Clément,

Les familles Camerio, Clément, ont la douleur de faire part du décès, le

~ La famille de

232 (T.L. 44)

Z Tanta a 1.

IGS ET SPERRY

KINERONT PAS State of the state of the 25 - 424 25 - 446 26 - 2 1.88 Sugar to the stranger A12-1-1 1.54 San Service and All Control of the C to gard the same of the specimen of 25th 1829 18 22 1

Sement #

COUPANTS !

de : 5 dollar 4

ad Jahr is Vanager, # 9 2 4

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

MICHE INTERNAMICAL

TAUX DES ELINCAN

outd mexica

S TO SUM VANCE AND

A PROPERTY OF THE PARTY.

- FF. 200

and the second s

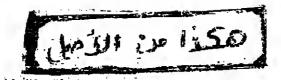
The way of the state of A STATE OF THE 13-6-in the part of the The County 17 Sign of the case FR 20 The state of the state of en. to all is notice Service of Services !

Territor perpen

Sura Sura Sura Sura Sura Sura Sura Sura 11/4 3000 - = s 1,43 The Late of the late of A 100 - 100 And the second second # 15 Mar. 19 4.24 Residence Secretary

The second 748 59 The section is 2 2 2 2 A STATE OF THE STA Control of the Contro 100

And the same of th 7 1941 2 1941 2 1941 Section 1 ** Iroqui Albai (Table (Table) The second second 74.443 -



économie

REPÈRES ---

Dollar: glissement à 9,30 F

Les cours du dollar ont nettement glissé mardi 18 juin, revenent de 9,36 F à 9,30 F et de 3,0680 DM à 3,05 DM. Selon les opérateurs, la monnaie américaine est en train de s'orienter à la baisse : les taux d'intérêt continuent de fléchir aux Etats-Unis, où une petite banque, la Southwest de Saint-Louis, a ramené son taux de base de 10 % à 9 1/2 %. En outre, on attend le première estimation pour la croissance du PN8 des Etats-Unis au première semestre, qui doit être publiée jeudi, et qui situerait cette croissance en net retrait sur les prévisions antérieures.

Paiements courants: aggravation du déficit américain

Le déficit de la balance des paiements courants aux Etats-Unis s'est creusé au premier trimestre de 1985. Il a atteint 30 milliards de dollars, contra 25,5 milliarde au trimestre précédent, seion les chiffres révisés à la hausse. Ce déficit trimestriel est le deuxième en importance jamais enregistré par les Etats-Unis, eprès le chiffre record de 32,9 milliards de dollars du troisième trimestre de 1984. Les experts annoncent, pour l'ensemble de l'année, un déficit des ments courants supérieur au record de 101.6 milliards atteint

Pétrole: 1,5 dollar de baisse sur le brut lourd mexicain

Le Mexique a confirmé une réduction de 1,50 dollar sur le prix du baril de son pétrole lourd Maya, ainsi ramené à 24 dollars avec effet rétroactif au 1º juin. Dans un télex envoyé à ses clients, la compagnie mexicaine PEMEX précise, en outre, qu'elle prendra une décision mi-juillet sur le brut léger isthmus, actuellement vendu 27.75 dollars le bani. Le Maxique, s'il n'est pas membre de l'OPEP, est l'un des importants pays exportateurs. Aussi, sa décision renforce-t-elle les pressions à la baisse des prix, même si le refus de réduire le prix de l'Isthmus - proche en qualité de l'erabe léger seoudien - peut être considéré comme un geste à l'égard de

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	DU JOUR	1	UNE	MOI	6 .		DEU	K 240	NS.	1	SEX MOS					
	+ bes	+ heut	R	p. +	0E2 d	бр. —		p. +	OU 6	бр. —	Re	p. +	ou d	6 ·			
SE-U	9,2900	9,2946	+	220	+	235	+	415	+	445	+1	150	+1	250			
See	6,7815	6,7869	+	32	+	53	+	78	+	167	+	224	+	320			
Yen (100)	3,7478	3,7589	+	127	.+	136	+	242	+	259	+	720	+	749			
DM	3,9494	3,0522	Ŧ	119	+	136	7	233	+	248	+	685	+	729			
Florie	2,7649	2,7069	+	77	+	84	+	152	+	165	+	475	+	513			
F.B. (160)	15,1155	15,1270	+	186	+	235	+	342	+	440	+	980	+1	265			
F.S	3,6268	3,6385	+	154	+	169	+	288	+	366	+	862	+	925			
L(1 000)	4,7837	4,7833	-	152	_	132	~	294	_	261	i –	861	-	717			
£	11.9284	11.9428	-	202	_	155	~	428	-	353	-1	822	_	943			

TAUX DES EUROMONNAJES

SE-U		7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2 5 9/16	7 5/8	7 3/4
DM		5 5/8	5 7/16 611/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16	5 9/16	
Florist	6 7/8	7 1/8	611/16	6 13/16	6 5/8	6 3/4	6 9/16	611/16
F.B. (180)	8	4 .	2 11/14	8 15/16	8 11/16			9 1/16
FS	1 .	2 .	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8
FS L(1 000)	13 1/2	14 1/2	5 3/16 13 3/8	13 7/8	13 3/8	13 7/8	13 1/2	5 3/8 13 7/8 .
£	12 1/2	12 3/4	12 9/16	12 11/16	12 7/16	12 9/16	12 -1/8	12 1/4
F. franc.	9 15/16	16 3/16	10	10 1/4	10 1/16	10 5/16	10 5/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ENTREPRISES

· Téléphonie privés :

Jeumont-Schnalder reprend

l'AOIP. - Jaumont-Schneider a

location-gérance de la division

téléphonie privés de l'AOIP

(Association des ouvriers en ins-

truments de précision). La nou-

velle filiale, créée par Jaumont-Schneider, e'appelle Statel et

reprend cent quarante saleriés

sur les trois cents personnes

employées par l'AOIP. Cetta der-

de ses autres activités (robots.

circuits imprimés, matériel télé-

phonique public) et la recherche

American Express lance

la première carte de prestige

en France. - Le groupe Ameri-

can Express a annoncá, le

17 juin, la commercialisation en

France de sa carte de prestige

Gold Card Lancée aux Etata-

Unis en 1974 celle-ci e été éten-

due, depuis, à de nombreux

autres pays, européens notam-

ment (Allemagna fédérele,

Suisse. Granda-Sretagne...).

Assortia d'une cotisetion

annuelle de 850 F, la carte Gold

comprend un certain nombre de services supplémentaires (assu-

rance voyage gratuite...), par

[Cette offensive d'American Express va accélérer une sévère concurrence que se livrent les émenteurs sur le marché des cartes

« bants de gamme » (évalué à 500 000 unités environ) pour la France. Visa Mastercard et

Diner's Club, qui, tous, possèdent des cartes de prestige, envisa-genient de les commercialises dans

notre pays au cours des prochaînes

Mise en règlement judi-ciaire de la société La Ten-neur. — Le tribunal de grande

inatance de Selley (Ain) a

confirmé, le 17 juin, la mise er

règlement judiciaire de la société Le Tanneur, spécialisée dens la maroquinerie, prononcée, le

15 juin, par le tribunal de com-

merce de Lyon. Le Tanneur, qui avait déjà procédé en juin 1884 à

deux cent vingt-six suppressions

d'emplois, compte encore six

cent quatre-vingta salariés.

nièra poursuit la réorganisation

CONJONCTURE

LES COMPTES DE LA NATION POUR 1984

Les résultats des entreprises se sont améliorés au détriment des revenus des salariés

de la nation s'est réunic mardi 18 juin. Cette commission, qui outre des experts regroupe des représentants du gouvernement, des syndicats, du patronat, s'est penchée sur les comptes établis par l'administration pour l'amée en cours et pour 1986. On verra dans le tableau cidessous, qui prévoit une crois-sance de 1,5 % cette année, que le gouvernement a maintenant officiellement intégré un certain marasme de l'activité, prix de la lutte engagée pour rétablir les équilibres financiers.

L'INSEE, de son côté, vient de publier une analyse très approfondie des comptes de l'année 1984.

Selon l'INSEE, - 1984 marque une nouvelle étape dans le rétablissement des équilibres économiques et financiers engagé en 1983 et poursuivi avec persévérance. Le déficit du commerce extérieur se réduit à nouveau et la balance des paiements courants retrouve l'équi-libre. La décêlération de la hausse des prix est sensible. Les comptes des sociétés continuent à se redres-ser. Le besoin de financement des administrations diminue. -

Ces résultats favorables, poursuit l'INSEE, n'ont pu être obtenus qu'au prix d'une réduction du pou-voir d'achat du revenu des ménages et d'une croissance plus faible que ct d'une croissance plus faible que dans les outres pays industrialisés. Le produit intérieur brut marchand (...) progresse cependont de 1,5 %, c'est-à-dire davantage qu'en 1983 (+0,6 %). Mais cette reprise est insuffisante pour éviter une nouvelle dégradation du marché du travail. Le chômage augmente fortement en 1984 alors qu'il avait puêtre contenu en 1983, natamment erâce à des mesures conduisant à grâce à des mesures conduisant à limiter l'offre de travail ».

L'année 1984 peut se résumer en quatre points essentiels ; acceptuation de la désinflation et stagnation de la demande intérieure : redressement des échanges extérieurs; modification en faveur des entre-prises et au détriment des ménages de la répartition du revenu national ; réduction des besoins de finance Désinflation : progrès confirmés En 1984, la heusse des prix de détail est ramenée è 6,7 % en glissement, c'est-à-dire de janvier à riaux. • décembre. C'est le taux de progre sinn le plus faible depuis 1971. L'INSEE note que, contrairement à

flation de 1984 - concerne lautes les autres catégories de prix . Le recul de l'inflation n'est pas du des facteurs exteroes, au contraire. Du fait de la hausse du dollar, les prix de l'énergie et ceux des

matières premières iodustrielles importées ont connu l'année der-

1983, où le ralentissement de l'inflation était dù surtout à la faible pro-gression des tarifs publics, la désin-

L'évolution modérée des salaires (+ 6.4 % pour le taux du salaire (+ 6.4 % pour le taux du salaire horaire ouvrier en glissement) et des gains sensibles de productivité du travail expliquent pour l'essentiel la nette décélération des coûts de pro-duction, dont la progression a été limitée à 6,4 % en moyenne annuelle. La hausse du coût salarial unitaire a été nettement mains rapide l'année dernière (+ 4,7 % en movenne annuelle) qu'en 1983 (+ 9,8 %) et en 1982 (+ 11,9 %).

La stagnation du revenu des mênages se répercute sur l'évolution

des produits ogricoles, et surtout capitaux, tourisme...) ont à nouveau une faible hausse des cours sala-été excèdendaires (13,7 milliards de francs) alors qu'ils avaient été juste équilibrés les deux années précédentes (+ 4,5 milliards sur l'ensemble 1982-1983). Cette évolution favorable dissimule le déficit croissant du poste - revenus du capital -(- 10,5 milliards en 1984), desequi-libré par la charge croissante des intérêts des emprunts extérieurs (ce poste était excédentaire jusqu'en 1982).

> La répartition du revenu natio-nal s'est modifiée en faveur des entreprises

La part des ménages dans le partage du revenu national s'est nettement réduite eo 1984, revenant à 73.9 % du P18 contre 75.2 % en 1983 et 76,2 % en 1982. Comme la production intérieure a progresse de moins de deux points depuis 1982, le pouvoir d'achat des ménages a baissé de 0.7%, comme en 1983. Cette réduction s'est faite au profit des entreprises, dont l'épargne passe de 5.1 % du P18 à 6 %, le revenu des administrations restant stable (16,8 % du P18).

Si le taux de marge des sociétés privées (hors grandes entreprises nationales, mais en comprenant les entreprises publiques du secteur concurrentiel passe de 22,5 % de ls valeur à ajouter en 1983 à 23,6 % eo 1984 (1), son niveau reste faible, inférieur au niveau moyen des années 1975-1979. La degradation enregistrée des dernières années n'est pas effacée.

Le besoin de financement des administrations s'est réduit.

Ce besoin - qui représente grosso moda le déficit de l'ensemble Etatcollectivités locales — Sécurité sociale — a représente 2,8 % du PI8 en 1984, soit une baisse de 0,3 % point par rapport à 1983.

· Cette réduction a été permise. note l'INSEE, par la poursuite de la décélération des dépenses publi-ques (10.1 % en 1984 contre 12.7 % en 1983 en valeur). Celles-ci progressent cependant en volume; de 2,9 % (+ 2.6 % sans les intérêts de la dette publique, qui augmen-tent, eux, de 16,3 % en valeur).

La Sécurité sociale a dégagé, quant à elle, un excèdent de 26,4 milliards de francs grâce à une augmentation de 8,9 % de l'ensemble de ses recettes qui ticonent compte des transferts de l'Etat. Les seules cotisations ont, clies progressé un peu moins vite que les prestations (+ 9,4 % contre 9,8 %). C'est pour les salaries que les contributions au financement de la Sécurité sociale ont le plus augmenté (+ 14,2 % en valeur, soit 6,3 % en termes réels). alors que la cotisation des employeurs n'augmentait pas (+7% en valeur, mais - 0,5% en valeur réelle).

(1) En terme d'excèdent brut d'exploltation (c'est-à-dire ce qui reste uux eutreprises après versement des salaires, des charges sociales, des impôts liès à la produculon). Cette notion cor-

Le compte officiel surestime nettement la croissance économique en 1985

	1984 (rėsuktats)	1985 (prévisions)	1985 (prêvisions)
RESSOURCES DE LA NATION (évolution en volume et en pourcentage)			
Produit Intérieur brut marchand	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1
Importations	+ 1,6	+ 2,4	+ 3,4
EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 0,5	+ 0,8	+ 1,6
2) Investissement	- 2,9	+ 0,9	+ 2,4
Dout;			
entreprises	- 2,9	+ 1.8	+ 2,8
ménages	- 3,9	- 2,3	+ 2
administrations	- 1,8	+ 1,6	+ 1,8
3) Expertations	+ 6,3	+ 4,1	+ 3.7
Hausse des prix (évolution en pourcentage);			
en glissement	+ 6.7	+ 4,5	+ 2.8
en moyenne ammelle	+ 7.4	+ 5,6	+ 3,4
Powoir d'achat de revenu			
disponible brut des mêmages	~ 0.7	+ 1,1	+ 1,3

Le produit intérieur brut progresse de 1.2 % en 1985 selon le compte officiel et de 2 % en 1986.

lère en 1984.

oière une progressioo sensible (+ 10,5 % et + 14,9 % en moyeone annuelle), elors qu'ils étaieot restés de la consommation, qui reste pratiquement étale : + 0,1 % en glissomment, + 0,7 % en moyenne annuelle. presque stables, co 1983.

 La désinflation en 1984 s'explique par des facteurs internes: le maintien d'un encadrement de prix. notamment pour les services, de bonnes conditions sur les marches

LOGEMENT

Les nouvelles déductions fiscales compenseront difficilement le niveau élevé des taux d'intérêt

ment prises en faveur du logement représentent-elles un avaotege important pour les personnes qui emprunterajent pour acquérir un eppartement ou une maison?

Le 23 janvier dernier, différentes mesures étaieot adoptées en conseil des ministres pour relancer le bâtiment. Parmi elles, la limite dans laquelle les intérêts d'empruot peuvent ouvrir droit à réduction d'impôt a été portée à 12 000 F d'intérêt d'emprunt plus 2000 F par personne à charge au lieu des 9 000 F et 1 500 F prévus par le législation fiscale (1). Le 17 evril, en pleine discussion du projet de loi, M. Quilès. ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, forçait la mise et portait cette limite à 15 000 F (la somme de 2 000 F par personne à charge, prévue en jan-vier, n'était pas modifiée).

Ces dispositions votées le 21 mai à l'Assemblée nationale out été pobliées au Journal officiel du 23 mai (2). Elles s'appliquent aux empruots contractés depuis le 1st janvier 1985 et réduiront donc les impôts payés en 1986.

Avec la législation précédente, le plafond était de 9 000 F, soit pour un couple marié avec deux enfants de 12 000 F (9 000 F + 2 fois 1 500 F). La réduction d'impôt étant de 25 % représentait 3 000 F. Désormais, toujours pour un couple avec deux enfants, ce plafond sera de 19 000 F (15 000 F + 2 fois 2 000 F). Si l'emprunt a été souscrit depuis le 1 janvier 1984, la réduction d'impôt sera dans l'exemple retenu ici, de 4750 F (3). L'avantage fiscal supplémentaire maximun procuré par la nouvelle législation est donc de 1 750 F, puisqu'il passe de 3 000 Fà 4 750 F.

· Poer en salaire brut de 10 000 F par mois, soit 120 000 F par an, l'impôt du est de 5 658 F pour un couple marié avec deux

Les déductions fiscales récem- enfants (trois parts). La réductions d'impôt permise per la nouvelle législation atteint 84 % de la somme

> · Pour un salaire brut de 12 500 F par mois (150 000 F par an) l'impôt dû par le couple mariè ayant deux enfents atteint 9 941 F. La réduction maximum portée à 4 750 F représentera presque la moitie de l'impôt du (47,8 % très exactement).

Pour an suleire brut de 16 666 F par mois (200 000 F environ par an), l'impôt du est de 18 902 F dans l'exemple retenu. La réduction d'impôt permise par la nouvelle législation sur les intérêts des emprunts logements sera de

On voit done que pour des salaires

mensuels variant entre 10 000 F et environ 17000 F, les réductions d'impôt sont importantes puisqu'elles vont jusqu'è 84 % et ne sont pas inférieures à 25 % de l'impôt dû. Tout le problème est de savoir si cette incitation liscale qui ne joue d'ailleurs que sur cioq aos pour les oouveaux emprunts - sera assez forte pour compenser l'effet dissuasif de taux d'intérêt très élevés (15 % à 16 % sans bonification). La réponse n'est pas évidente.

1) Les sommes sont bien des plafonds d'intérêt et non des plafonds

2) La même loi (nº 85 536) relève également les déductions pour écono-mies d'énergie : de 8 000 F à 12 000 F et de 1 500 F à 2 000 F par personne à charge. Ces déductions ne concurren-cent pas celles des intérêts d'emprunt.

3) Si l'emprunt e été souscrit avant le le janvier 1984, la réduction d'impôt est de 20 % pendant dix ans. Pour les emprunts souscrits depuis le 1º janvier 1984 le taux de la réduction d'impôt est de 25 % pendant cinq ans.

DE JANVIER A MAI

(services, grands travaux, reveou de respond à la marge brute.

Le déficit commercial a représenté 16 milliards de francs

Le déficit du commerce exténeur a atteint 16 milliards de francs pour les cing premiers moia da 1985, ce qui rapresente 3,2 millierds en moyenne mensualla. De janviar à mai 1984, le solde négatif des échangas était d'un montant comparable, soit 17 milliards de francs. Durant las mêmes périodes de 1883 et da 1982, ce déficit s'était élevé respectivemant à 33 milliards at 30 milliards de francs, mais il avait été de 18 millierds de francs au cours des cinq premiers mois de 1881.

Pour les produits manufactures,

la baisse de la consommation est

pratiquement ininterrompue depuis

le début de 1983 », mais elle s'accé-

Echanges extérieurs : le redres-

sement se poursuit Le déficit commercial a continué

de diminuer en 1984 : 20 milliards

de déficit. En trois ans, le déficit a été réduit des trois quarts (93 mil-

liards en 1982). Le rythme de réé-

quilibrage s'est cependant ralenti par rapport à 1983 : l'évolution des

prix a joué de façoo défavorable (1

point de perte dans les termes de l'êchange au lieu d'un gain de 2,5

Le rééquilibrage s'est fait unique

ment sur les volumes. L'améliora-

tion du taux de couverture e pro-

gressé en volume de 4,9 points mais

de 3,9 poiots seulement co valeur

En 1984, les échanges invisibles

(contre 7 points en 1983).

Pour le seul mois de mai 1985, les échanges extérieurs ont été déséquilibrés de 1.2 milliard da franc (en données corrigées des variations saisonnières au lieu de 4,2 milliards an avril ; mais ils avaient été axcedentaires en mei 1984 (+ 0,9 milliardi. Alors qua, d'un mois à l'autre, les axportations ont reculé de 2,3 % pour se situer à 75,8 milliards de franca. las importations ont diminué de 5,8 % pour revenir à 77 milliards de francs.

La facture énergétiqua, qui avait augmenté en raison da la vague de froid, a retrouvé son niveau moyen : 15,6 milliards de francs en mai, contra 19,3 milliards en avril. L'axcécôté, été proche de la moyenne, ayant représenté, le

mois dernier, 2,5 milliards de francs.

En revancha, le surplus industriel s'est tassé, à la suita d'una dégradation des ventes d'équipement professionnel et des exportations de l'industrie automobila. Ce solde a raprésenté 7,9 milliards da francs, contra 8.1 milliarda an moyenne pour les quatre premiers mois de 1984. • M= Cresson : - La

Fraoce est - explicitement

acquise - à de nouvelles négo-ciations commerciales. - Au cours d'une rencontre organisée à Londres, le 17 juin, par le Trade Policy Research Centre - institut international pour la promotion du libre echange, -M= Edith Cresson, ministre du redeploiement industriel et du commerce extérieur, a déclaré que la France était - explicitement acquise -. comme les autres pays de la CEE, à l'idée d'un nouveau « rouod » de négociations commerciales. Mais, avant de fixer la date de l'ouverture de ces négociations, elle estime indispensable de déterminer les sujets qui y seront discutés et de savoir v participera. Or. a-t-clle ajoute, les principaux promotours de certe idée, les Etats-Unis et le Japon, n'ont pas encore été en mesure d'indi-

quer clairement et officiellement ce qu'ils en attendent. - (AFP.)

Parente of States

Accessor.

25047 . 70

AFFAIRES

BURROUGHS ET SPERRY

NE FUSIONNERONT PAS

La fusion entre Burroughs et

Sperry, deux des principaux fabri-

caots américains d'ordinateurs

(le Monde du 15 juin 1985), n'aura

pas lieu. Lundi 17 juin, Burroughs a

annoncé qu'il retirait son offre en

raison des hésitations de l'état-major

de Sperry. Les boursiers américains,

qui avaient réagi défavorablement à

l'annonce des négociations, ont sanc-

tionné la nouvelle en faisant « plon-

ger » le titre de Sperry, tandis que

celui de Burroughs esenait quelone

cents. Il faut dire que nombre d'ob-

servateurs s'étaient montrés scepti-

ques devant ce qui pouvait apparaî-

tre comme le « mariage de la carpe

et dn lapio ». Les matériels de

Sperry et de Burroughs, qui sont in-

compatibles avec ceux d'IBM, sont

en effet également incompatibles

entre cux. Cette tentative pour don-ner un concurrent à IBM aura donc

Mais cette solution ne règle pas

les problèmes des deux « ex-futurs »

partenaires. Si Burroughs a annoncé

qu'il n'envisageait pas de prochaine acquisition, l'incertitude demeure

quant à l'avenir de Sperry (et de sa

division informatique cahotante),

qui connaît là sa deuxième tentative

avortée de fusion. Il v a trois mois.

ITT evait également mis fin à des

négociations engagées avec Sperry

Selon les observateurs financiers,

Sperry devrait continuer à être une

proie convoitée, ne serait-ce qu'en

raison de son importante division

FRRATUM. - Une erreur de

transmission a'est glissée dans l'arti-

ele intitulé « L'échec de Thomson

dans la hi-fi » (le Monde du

13 juin) sur les pertes de Selimo, la

filiale du groupe nationalisé installée

à Moulins. Il fallait comprendre que

le déficit des activités annexes de

Selimo « porte » le déficit global de

cette société à 90 millions de francs

nour un chiffre d'affaires de

249 millions et non pas qu'il

« s'ajoute » aux pertes du secteur de

la hi-fi (69 millions).

vite tourné court.

en vue d'une fusion.

d'électronique militaire.

August 1

end of the property

The receipt of the California

- January Jeffe

 $g_{\alpha\beta}=(r_1,\ldots,r_{\alpha+1},r_{\alpha+1},\ldots,r_{\alpha+1},\ldots,r_{\alpha+1})$

 $\{c_1,\dots,c_{2n-1},\dots,c_n\}\in \mathcal{S}_n^{2n}(\mathbb{R}^n)$

....

Section 18 Co.

THE RESERVE TO A SECOND The state of the state of the state of THE RESERVE

-

-The second of the second of

A L'ISSUE DE NÉGOCIATIONS ENTRE LES CAISSES D'ASSURANCE-MALADIE ET LES SYNDICATS DE MÉDECINS

Le projet de nouvelle convention médicale est mis au point

Après quatre mois de négociations, sans compter les prélimi-naires, les trois caisses nationales d'assurance-maladie et les deux principales centrales de médecins libéraux se sont mises d'accord, le 17 juin, sur ua projet de convention. Celui-ci devra être ratifie par les instances dirigeantes de chaque

La Caisse nationale d'assurancemaladie des travailleurs salariés (CNAMTS) réunit son conseil d'administration le 25 juin. Son pré-sident, M. Maurice Derlin (Force ouvrière), a déjà indique qu'il avait de bonnes raisons de penser que le projet serait ratifié par les trois caisses - Les deux centrales médicales réuniront leurs assemblées générales le 30 juin. Il est peu pro-bable que la Fédération des médecins de France (FMF) ne signe pas le convention, où elle retrouve ses revendications essentielles, tandis que la décision de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), soumise à de fortes tensions, notamment entre généralistes et spécialistes, est plus aléatoire.

En fait, dans ses éléments fondamentaux, le projet actuel est très proche de la convention de 1980. Il maintient l'existence d'un deuxième secteur de médecins convencionnes, bénéficiant de la liberté des honoraires. Il conserve aussi les deux instances créées par la convention pré-cédente pour suivre l'évolution des depenses et assurer une autodiscipline des medecins : les commissions conventionnelles paritaires locales (ex-commissions économiques), formées de représentants au niveau local des parties signataires, fixeront des objectifs de « bon usoge des soins »; les comités médicaux parisoins », les comites medicaux partaires locaux joueront pour elles un rôle de conseil technique, mais ils examineront aussi les «tablenux statistiques d'activités des praticiens - et serviront de filtre pour d'éventuelles sanctions en cas de comportement anormal ou de prescriptions excessives... (1).

Le mécanisme de sanctions a été l'un des points les plus difficiles de la discussion : dans un premier temps, les représentants des caisses, et en particulier de la CNAMTS, avaient souhaité pouvoir agir plus rapidement. En fait, la procédure restera progressive passant de la mise en garde à une mise hors convention pendant nn mois, trois mois, puis six mois en cas de récidive (auparavant la troisième récidive pouvait entraîner un « décon-ventionnement » d'un au puis de

Peu d'innovations

deux ans).

Le projet contient peu d'innova-tions réelles. A la demande des médecins, il prévoit – mais eo termes très généraux – le principe d'une rémunération des praticiens participant à des formes spécifiques de soins (comme pour le maintien des personnes âgées à domicile, les urgences, la prévention ou l'éducation sanitaire). Les médecins ont aussi obtenu s près moult discussions que l'on inscrive dans le préambule de la convention, en échange d'une promesse de participation commune à la maîtrise des dépenses, la constitution de trois groupes de travail charges d'étudier, pour l'automne 1986, respectivement les conditions d'exercice de la médecine générale, l'adaptation de la médecine specialisée aux progrès techniques et enfin un système de promotion des médecins conforme à leur statut libéral... ainsi y en aura-t-il pour tout le

Le changement le plus important est sans doute la durée de la convention : celle-ci conclue pour quatre ans - et non plus cinq - est renou-velable par tacite reconduction sauf opposition - qui doit être signifiée six mois avant - de deux caisses d'assuranec-maladie, doot la CNAMTS, ou des organisations de mèdecins signataires. Ce système permet aussi à l'Etat, d'une part, de retirer son agrément dans les mêmes

conditions, d'autre part, de refaire périodiquement une enquête sur la représentativité des différents syndicats médicaux. Un blian de la convection doit être établi tous les deux ans, et, à cette occasion, les médecins conventionnés ordinaires auront la possibilité de passer dans le secteur à bonoraires bbres et réci-

Un dernier point délicat est en voie de règlement. Il concerne les modifications de la nomenclature des actes médicaux. Le gouvernement tenait à conserver ses prérogatives en la matière, tandis que les caisses et les médecins voulaient empêcher tonte modification entre deux s coords tarifaires annuels.

Le compromis intervenu prévoit que les modifications seront arrêtées par le gouvernement après consulta-tion des caisses oationales d'assurance-maladie et des organisa-tions syndicales de médecins. En cas d'avis défavorable de deux caisses (dont la CNAMTS) et des organisations médicales signataires du dernier accord tarifaire, les modifications proposées ne pourraient entrer en vigueur avant l'accord suivant, c'est-à-dire l'année suivante.

En échange, a été prévue la mise en place d'un système informatique permettant de suivre précisément l'évolution du nombre d'actes - surtout les actes de diagnostic technique - que les médecins avaient refusé jusque-là au nom du secret médical.

Ces dernières dispositions devraient être consacrées, après accord final avec le ministère, pour la nomenelature par deux décrets et, pour la durée de la convention, par uo texte de loi modifiant le code de la Sécurité sociale.

GUY HERZLICH.

(1) Reste sanctionné aussi le non respect des tarifs conventionnés, de la nomenciature des actes médicans ou des procédures prévues (usage des imprimés réglementaires et inscription des bonoraires perçus).

A le fin du mois de mai BAISSE DU NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISES

Selon les statistiques publiées, le 17 juin, par l'UNEDIC, le nombre de châmeurs et de préretraités indemnisés a diminué de 2,3 % en un mois. A la fim du mois de mai, on comptait 1 980 972 personnes indemnisées et, en tenant compte des demandeurs d'emples qui percevront une allocation avec effet rétroactif, le chiffre, an dernier jour da mois, devrait être de 2 338 800 (- 2,2 % par rapport à avril).

Cotte baisse, estime l'UNEDIC est « supérleure au seul effet de la saisonnalité ».

• 2 694 000 chômeurs selon l'indicateur de M. Lionel Stoléra. – An 1 r juin, selon l'indicateur ARIES que public M. Lionel Sto-léru, la France comptail 2 694 000 chômeurs (2 412 000 selon l'ANPE). En conformité avec la suggestion du Bureau international do travail, l'indicateur comporte désormais une catégorie répondant à la notion de - sous emploi visible : et qui comprend « les personnes qu ont une occupation d'attente, comme les TUC ». 245 000 per-sonnes, selon M. Stoléru, sont dans cette situtation.

Au total, le chômage aurait aug-menté de 31 300 demandeurs d'emplois et de 34 900 personnes en - sous emploi -, à la fin de mois de

· Stabilité de la consommation des ménages. - En mai, la consom-mation des ménages s'est élevé à 19,68 milliards de francs, soit au même oivezu qu'an mois d'avril (19,69 milliards). Par rapport à mai 1984, on enregistre une hausse de 1,5%. Compte teno des variations saisonnières, les immatriculations antomobiles ont enregistré en mai one nette remontée, indique

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacre à l'onverture de la conférence annuelle de l'OIT (Organisation internationale du tra-vail) (le Monde du 11 juin), une erreur de transmission s modifié le erreut de transmission s modifié le sens d'une phrase dans le dernier paragraphe. « Certains gouverne-ments (...) empéchent l'arbitrage obligatoire », était-il écrit, alors qu'il convensit de lire: « certains gouvernements (...) imposent l'arbi-trage obligatoire ». trage obligatoire ..

PRÉCISION. - Dans l'article intitulé « Légère progression du chô-mage en mai» (le Monde daté 16-17 juin) deux erreurs se sont glissées. An quatrieme paragraphe il fallait lire - alors que la situation économique ne paraît pas s'améliorer, ce résultat pourrait sembler illogique - et - non logique -. Dans le dernier paragraphe il fallait lire économique de 3% par an simplement pour stabiliser le marché de l'emploi » et non « pour mobiliser ».

SELON UN RAPPORT DU PLAN

La formation professionnelle des OS exige un « renversement radical » des méthodes

La France industrielle découvre avec retard que son attitude à l'égard des OS (ouvriers spécia-lisés) conduit à une impasse. Un rapport, que vient de publier le commissariat général du Pian, consacré à la formation professionnelle au service de l'avenir des OS, le confirme clairement, co même temps qu'il souligne l'ampleur des efforts à entreprendre pour redres-

Peu formés, puisque 79 % d'entre ment le certificat d'études pri-maires, vieillis (39 % sont âgés de plus de quarante ans) et habitués depuis trop longtemps à des tâches répétitives qui ont « réduit leurs capacités d'initiative », les OS pervent difficilement s'adapter. Ils sup-portent des « handicaps très lourds », qui limitent les chances d'une formation professionnelle.

Pourtant, le temps presse. Si entre 1962 et 1975 leur nombre s'était accru de 20 %, l'évolution technologique et la restructuration industrielle ont entraîné une diminution des effectifs de l'ordre de 700 000 entre 1975 et 1982. Et le mouvement se poursuivra inexorablement.

Aujourd'hui, ils sont 2872000 ouvriers non qualifiés (dont 58 % de femmes) et même 3 320 000 si l'on

compte les chômeurs et les appremis dont l'avenir est menseé.

man seigend

A STATE OF THE STA

en i a a consens.

The second section of the second

1274 To Company

1122 to 12 1 1 2 4 44

THE REST OF CHARGES OF THE REST OF THE REST.

START AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PARTY

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

11 12 12

空神 22萬

のでは、100mmの

- 1 m m

me to a real

Certes, les plus grosses entre-prises out commencé à se soucier de ce problème et ont entrepris des actions de formation interne, plutôt que d'avoir recours au marché du travail pour recruter le personnel qualifié dont elles ont besoin. Mais cette préoccapation, coûteuse et longue, vient trop tard, comme dans. Pautomobile.

Pour y remédier, le rapport préco-nise de nouvelles orientations, soulignant que e la formation des OS exige un renversement radical des pratiques de formation traditionnelles, trop marquées par des modèles de type scolaire ». Tous les moyens doivent être mis en œuvre avec la constitution d'un réseau d'organismes de formation adaptés, le soutien des « aides à l'emploi », la signature de conventions de branches permettant de passer des contrats globaux pluriannuels accompagnés de subventions d'Etat fournies par le Fonds national de l'emploi et par le Fonds de la formation professionnelle. « La population des OS ne doit être ni marginalisée ni exclue à terme du marché du traral du Plan.

L'avenir de Renault

Peu de précisions de M. Besse sur le plan social

Les déclarations de M. Besse, PDG de la régie Renault, devant le comité central d'entreprise extraor-dinaire réuni le 17 juin, n'ont pas apporté de grandes révélations sur le plao social. Si le chiffre de 21 000 suppressions d'emplois à réa-liser sur 1985 et 1986 (le Monde des 14 et 18 juin 1985) a bien été officiellement confirmé, les précisions sur leurs répertition par site et par catégorie, amsi que les méthodes pour y parvenir, on fait défant.

Certes, le problème ne paraît pas Certes, le problème ne paraît pas insoluble pour 1985. Aux 10 000 départs déjà programmés (prére-traites, retour au pays, départs volontaires) pourraient venir s'en adjoiodre 2 000 de plus par la " méthode douce ». Le volontariat pourrait ainsi être fortement encouragé, ne serait-ce que par la perspec-tive de conditions financières moins avantageuse au-delà de 1985. Mais le problème reste entier pour les 9 000 suppressions d'emplois de

Au-delà des préretraites poten-tielles, il y aurait environ 5 000 personnes en sureffectifs auxquelles pourraient s'appliquer les autres méthodes » évoquées par la direction : « Soit une proposition de poste à l'intérieur de l'entreprise ou du groupe (...), soit une proposition

d'une formule favorisant le reclassement externe. -

En l'absence d'une solution nationale type congé - formation - reclassement, c'est une e procédure-moison » identique qui serait mise en œuvre, et derrière laquelle les syndicats ne voient rien d'autre qu'un licenciement. D'où les rénotions unanimement défavorables des syndicats. Seule la CGT a voté en bloc cootre le plan, « véritable plan de casse et de déclin potentiel de la Régie », appelant à l' « état d'urgence pendant l'été ».

wrgence pendant l'été ».

Pour la CFDT, il ne fant pas rai-Pour la CFDT, il ne fant pas raisonner en termes de volume mais en termes de surplus d'heures qu'il faut parager par la réduction genérale du temps de trivail. Force onvrière réclame la «réouverture des négociations sur des solutions content du projet d'accord-cadre sur l'emplot de fin 1984 ».

Enfin, la CGC estime qu'il faut d'abord « résoudre le problème du ... » ... redressement industriel -, tont en soulignant que le plan de M. Besse est beancoup plus restrictif que le projet d'accord-cadre présenté par M. Hanon fin 1984, qu'elle avait

APRÈS LA DÉCISION DE SON BUREAU

Le Syndicat de l'industrie pharmaceutique réclame « une politique à long terme de la santé »

fabricants de médicaments. Une as-semblée générale non statutaire des trois cent cinquante entreprises membres da Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) se réunit à Paris ce mardi 18 juin. à la suite de la démission, la semaine dernière, du bureau de l'organisation patronale : soo présideot, M. Pierre Joly (vice-président de Roussel-Uclaf), et les membres du conseil, représentant à la fois les grands groupes nationalisés, les grandes sociétés étrangères et les petits el movens laboratoires, ne seront done pas reconduits dans leurs fonctions avant le mois de septembre. La raison immédiate de cette manifestatico de mauvaise bumeur se trouve dans les tergiversations des autorités de tutelle en matière de

mentadons conjoncturelles sont accordées (puisque le médieament connaît le régime des prix imposés) en février et en juillet. En 1984, elles ont été de 2 % en février et de 1 % en août. En 1985, rien. A dire vrai, on ne pleure pas vraiment misère au SNIP, mais on s'exaspère de ne pouvoir, à la mi-juin, faire de budget prévisionnel pour l'année en cours. Cette démission collective, dit M. Pierre Joly, est une manifestation symbolique de l'incopacité où nous sommes de gèrer nos entreprises. » - Nous ourions été autorises, nioute-t-il. à signer un engagement de modération, comme les autres branches de l'Industrie, nous l'aurions siene tout de suite et nous nous serions contentés de 2,5 ou 3 %

Teaditionnellement, deux aug-

Une hausse de 2 % interviendra en juillet pour les médicaments non rembourses, mais cela ne représente que 7 à 8 % du chiffre d'affaires glo-

Ces trois cent cinquante entre-prises réalisent un chiffre d'affaires de 42 milliards de francs co - spécialités à usage humain », dont 8,5 milliards de francs à l'exporta-

ENERGIE

• Nucléaire en Turquie : l'allemande KWU renouce. - La société ouest-allemande KWU se retire de la compétition pour la construction de la seconde centrale nucléaire turque d'Akkuyu. La première avait été attribuée à la société canadienne AECL. KWU n'a pu obtenir les garanties de financement de la part du gouvernement de Bonn, et Ankara voulait qu'elle prenne en charge pendant quinze ans le coût

nt de révolte souffle chez les tion, avec une balance commerciale En admettant que le gouverne-te de médicaments. Une se excédentaire de 3 milliards de ment se mootre sensible à ces argufrancs. Il faut ajouter que 45 % du chiffre d'affaires proviennent de sociétés dont la majorité du capital est étrangère. Cent cinquante de ces entreprises se partagent 85 % du marché. La branche emploie soixaoteeinq mille salariés et consacre 12,5 % de son chiffre d'affaires à la recherche

> La recberche: c'est le grand souci. La France était en 1980 le deuxième pays « découvreur » de médicaments dans le monde, après les États-Unis. Aujourd'hui, elle est, so mieux, quatrième ex-æquo avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon l'ayant devs noée. Et c'est aujourd'hui que s'invectent les médicaments du futur, ceux de l'espace, ceux des biotechnologies. ceux du jeune tiers-monde affamé et des vieux pays industrialisés. Il faut sept ans pour faire un médicament, et il en coûte de 200 à 300 millions

de francs pour le mettre au point. · Nous avons besoin de définir avec les pouvoirs publics, une politique d long terme de lo santé, nous a dit M. Joly. Nous sommes tout prêts nous asseoir outour d'une toble. Nous avons besoin d'interlocuteurs soucieux de ne pas sacrifier le long terme au court terme. Pour l'instant, nous avons en face de nous des comptobles à trois mois. -

Affaires

FAITS ET CHIFFRES

Monétique : l'APCCI propose la création d'une commission natio-nale.
 A l'occasion de sa récente

assemblée générale, l'Assemblée

permanente des chambres de com-

merce et d'industrie (APCCI) a

suggéré la constitution d'une com-

mission nadonale chargée d'exami-

ner le problème du coûl de la moné-

tique (dans le cadre des nouveaux

moyens de paiement informati-

ques), qui fait l'objet d'un vif

contentieux entre commerçants et banquiers. L'APCC1 propose que

cette commission soit composée de

représentants de toutes les formes de

commerce, de l'Association fran-

çaise des banques et du GIE carte

bancaire, ainsi que d'un représen-

tant des chambres de commerce et

Augmentation des réserves et

devises. - Les réserves de devises de

la France se sont accrues de l'équi-

valent de 7 milliards de francs en

Conjoncture

ments portés sur la place publique, avec qui pourrait-il s'entretenir dans les semaines qui viennent, puisque le SNIP n'a plus de responsables élus ? En bonne logique, il lui faudra attendre septembre. D'ici là, les entreprises, grandes ou petites, auront dû préparer des budgets, en tenant compte d'une stagnation des prix.

FISCALITÉ

JOSÉE DOYERE.

Le conseil général du Bas-Rhin demande la révision de la convention franco-ouest-allemande

De notre correspondant

la fronoère.

Les quelque seize mille travail-leurs frontaliers du département payent théoriquement leurs impôts en France s'ils sont dans cette zone.

mai 1985, pour atteindre 128 mil-

liards de francs, soit une augmenta-tion de 55 % sur mai 1984. Cet accroissement, pour une grande

part, résulte d'un afflux de capitaux

etrangers vers la place de Paris, où

les taux d'intérêt sont les plus élevés d'Europe continentale, l'Italie mise

Production industrielle: baisse

de 2.2 % en avril - L'indice de la

production industrielle française a baissé de 2,2 % en avril par rapport

au mois de mars où il avait aug-

avril 1984, l'indice a augmenté de

· Baisse du prix des matières

premières. - Les prix des matières

premières importées ont baissé, au

cours du mois de mai, de 1,5 % en

devises et de 0,7 % en francs. Cette

diminution est particulièrement sec-

sible pour le secteur alimentaire,

dont les prix ont baissé de 3,3 % en

devises, et de 2,5 % en francs. Pour

le secleur industriel, on enregistre

une diminution de 0,7 % en devises,

mais une augmentation de 0,2 % en

menté de 1,5 %. Par rapport à

à part.

Strasbourg. - Le conseil général en Allemagne de l'Ouest s'ils résidu Bas-Rbio, à l'onanimité, à dent ou travaillent au-delà. Mais exprimé, lundi 17 juin, le vœu que jusqu'ici, les services fédéraux soit négociée la convention fiscale ouest-allemands fermaient les yeux franco-ouest-allemande du 21 juillet sur des écarts de quelques kilomè-1959. Les élus départementaux tres voire sur des résidences fictives. contestent la « zone frontalière » Les Alsaciens o'ont effet aucun intéque définit ce texte, actuellement de rét à payer l'impôt en République 20 kilomètres de part et d'autre de l'édérale : la fiscalité directe y est plus lourde qu'en France où, de fait, ils paient déjà une fiscalité indirecte.

> Depuis quelques mois, les services ouest-allemands appliquent le texte à la lettre et réclament donc des arriérés d'impôt à plusieurs centaines d'Alsaciens.

> M. François Greusseomeyer, député (RPR) do Bas-Rbin, a même précisé que certains rappel remontaient jusqu'à 1977 et se chif-fraient à 45 000 DM (environ 150 000 F). La prescription fiscale est en effet de dix ans en Allemagne fédérale contre quatre en France.

Le conseil général propose que cette zone frontalière soit redéfinie. voire supprimée. Les communica tions modernes, le déplacement des chantiers en Allemagne de l'Ouest la réalité d'un bassin d'emplois rhé nan rendent « inadaptée et restrictive » la réglementation actuelle, selon les élus alsaciens.

Au nom de M. Pierre Bérégovoy M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants. avait déjà répondu, le 10 mai dernier, à l'Assemblée nationale, à M. Greussenmeyer que les autorités françaises allaient entamer des négociations avec Bonn pour une nouvelle opproche » de la zone frontalière et du statut de travailleurs frontaliers.

JACQUES FORTIER.

ETRANGER

Au Japon

La déréglementation marque le pas

De notre correspondant

- Au Japon, comme aux Etats-Unis - et aussi sous la pres-sion de ceux-ci. - la dérèglementation de l'économie est à la mode. On la pratique un peu, on en parle beaucoup. Cependant, quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense il reste beau-coup à faire pour que l'on puisse parier ici d'une économie vraiment « libérée », plutôt qu'étroitement contrôlée, formellement on non, par

Un récent rapport du comité de

contrôle de la concurrence (Fair Trade Commission) indique, en effet, que plus de 40 % de l'ensemble des activités productives de la nation se trouvent être l'objet, à des degrés divers, de réglementations administratives légales. Dans 20 % des cas, c'est-à-dire la moitié, les règlements sont jugés stricts et contraignants par le comité. Au total, cent soixante-treize lois, soit plus de 10 % de la panoplie législative nationale, servent au gouverne-ment à réglementer l'activité économique. On ne s'étonnera pas, en constatant cela, que la déréglemen-tation de l'économie nippone soit l'un des grands chevanx de bataille des Etats-Unis dans leur recherche d'une plus grande ouverture du marché japonais à la pénétration de leurs produits.

D'autant moins, sans doute, qu'il cooviest d'ajouter à la panoplie légale, dont le comité fait officielle ment état, la pratique traditionnelle - et guère moins contraignante des « consignes administratives » fréquemment données par les ministères à leurs secteurs économiques pour réglementer telle ou telle activité et, avant tout, maintenir les sacro-saints équilibres économiques et sociaux japonais face aux fluctustions de la conjoncture et de la concurrence.

Il reste également beaucoup à faire si l'on compare l'opération de dérègiementation du monopole mip-pon des télécommunications (NTI) à celles réalisées antérieurement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (ATT et British Telecom) Deux mois après sa privatisation légale, et l'ouverture du marché à la concurrence, le géant japonais demeure un monopole de fait.

R. P. PARINGAUX.

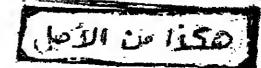
ESPAGNE

o Recul du chômage en mai. -Le chômage a touché 2 627 113 personnes en mai, soit 34 904 personnes de moins qu'en avril, et 19,8 % de la population active, contre 20,1 %. Cette balsse du chômage s'est produite dans tous les secteurs, notamment dans celui des services et de la construction. - (AFP.)

PORTUGAL

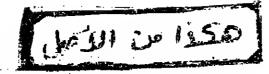
· Report de six mois de l'application de la TVA. - A la demande des chefs d'entreprise et des commerçants, l'application du système de la TVA a été différée de six mois. Au lieu de la date prévue du 1º juillet prochain, la taxe à la valeur ajoutée entrera en vigneur le 1ª janvier 1986, qui coïncide avec l'entrée effective do pays dans la Commu-nanté européenne. La TVA portugaise comprendra trois tanz: un taux normal de 16%, un taux réduit de 8% et un taux majoré de 30%. De nombreux produits alimentaires et agricoles seront exonérés (farince, viande, poisson, légumes, fruits, lait, buile, œuis, semences, engrais, betail, matériel agricole), ainsi que les journaux. - (AFP.)





Émission Rucher Frais incl. net

340 70 332 39 175 22 170 95 232 38 221 84



STON IN STREET Li formatica principality

Man of the Party o The state of the s

The state of the s And the second s Marie Control of the Control of the

The state of the s A TOP OF THE PARTY OF THE PARTY

L'avenir de Renauk PROPERTY OF IT BESSESSESSES

The state of the s all the said of the said of the said of Balling Commence of the commen

The state of the s The same of the same of

ETRANGER

Le dérèclement et en marché à 2

The second of th The same was a series

Mary Mary Davids Comments A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 18 juin

Marché sélectif

Les valeurs françaises ont reperdu, mardi, une partie de leurs gains de la veille, obtenus après la forte baisse de la semaine précédente (-4%). L'indice instantané a fléchi de 0,4 %.

La séance s'est montrée un peu à l'inverse de celle de la veille, mais, à vrai dire, le marché s'est surtout montré très sélectif, consolidant ses positions à la veille des opérations de liquidation mensuelle, qui débuteront mercredi avec la réprise des

Ajoutons que, à Wall Street, l'hésitation marquée par les opéra-teurs, et le repli de l'indice Dow Jones au-dessous de 1 300, ont un peu influé sur la tendance à Paris.

Au chapitre des avances, citons Signaux (+7%), Ecco (+4%) après l'annonce d'une distribution gratuite (3 pour l), Merlin Gerin (+4 %), SEB (+3 %) qui rattrape son coupon, Promodès et Schneider.

Au chapitre des reculs figurent Sommer Allibert (-5%), Avion Dassault (-5%), Facom (-5%)

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a monté de 2,75 dollars à 321,65 dollars, en liaison avec les événements du Liban. Les mines d'or ont progressé, de

(+450 F). Le napoléon a perdu (+ 450 F). 1 F à 548 F. Le dollar titre a très sensiblement fléchi à 9,65 F/9,70 F contre 9.85 F/9,90 F, davantage pour le dollar commercial à 9,29 F.

même que le lingot à 95 550 F

NEW-YORK

Légère baisse

Succédant à la velléité de repri observée, vendredi, à Wall Street, le actions américaines ont légèrement baiss lundi, la communauté financière manife tant, dans une certaine mesure, sa déce tien en constatant que la baisse attendue d taux d'escompte ne s'est finalement pas produies

Sur le front des taux d'intérêt, lors de l'adjudication du 17 juin, une décélération est intervenue sur les effets à trois mois dont le taux est ressorti à 6,73 %, contro 7,21 % la semaine précédente. De la mêm façon sur les bons du Trésor à six mois, il été ramené à 6,9 %, courre 7,35 % précédemment, ce qui constitue, dans les deux cas, le plus bas inveau depuis cinq ans.

En baisse sensible dès le début de l séance, les valeurs pérrolières du sectes informatique ont repris un peu de terrai par la suite, mais le tou maussade s'est pre pagé à l'ensemble de la cote. Les première ont reculé après les déclarations du ministr du pétrole d'Arabie saoudite, selon le quelles les prix du pétrole pourraier baisser de près de 30 %. De son côté, l'info matique a chuté à l'annonce des licencie ments et des fermetures temporaire d'usines en juillet prochain, en raison de mévente affectant ce secteur. L'indice Do Jones s'est établi à 1298,39 points, e baisse de 2,57, les échanges portant se 82,17 millions d'actions, contre 93,91 milions précédemment.

VALEURS	Cours du 14 jain	Cours du 17 join
Alcoe	32 1/4	32
A.T.T	23 3/8	23 5/8
Boeing		44 3/8
Chase Manhattan Bank	5B 1/4	58 3/8
De Port de Nemours	57 1/2	67 1/4
Eastmen Kodek		43 5/8
Econ ,,	63	51 7/8
Ford	48 5/8	46 5/8
General Foods		59 5/8
General Motors	71 1/4	71 1/8
Goodwar	28 1/4	28 1/4
LBM	121 '	120 1/4
T.T	32	31 ', 4
Mobil Cil	30 3/8	30 3/8
Pfizer	47 7/8	48 3/8
Schlumberger	37 '	36 1/2
Tapaco	37 5/8	37 7/8
UAL Inc	54 5/8	54 174
Union Carbide	42 3/4	42 7/8
U.S. Steel	27 32 1/2	267/8
Westinghouse	32 1/2	32 7/8
Xarox Corp. ,	487/8	48 6 / 8

AUTOUR DE LA C

PREMIER EMPRUNT EN FRANCE
DE LA BANQUE MONDIALE. — Spécialisée dans le financement à long terme
des projets de développement dans les pays
du tiers-mode, la Banque mondiale va
intervenir — pour la première fois — sur le
marché français dans le cadre d'un emprunt
obligataire de 1 milliard de francs. Cette
opération est conduite par Paribas, en association avec la Société générale et la Caisse
des dépôts et consignations.
HONDA MOTOR A LA COTE OFFICIELLE LE 20 JUIN. — En présentant sa

HONDA MOTOR A LA COTE OFFI-CIELLE LE 20 JUIN. — En présentant sa société à l'occasion de san admission à la cote afficielle de la Bourse de Paris, prévue pour le 20 juin prochain (voir le «Bloc-notes» paru dans le Monde daté 16-17 juin), M. Koichiro Yoshizawa, vice-président de Honda Motor Co, a estimé

INDICES QUOTIDIENS C" DES AGENTS DE CHANGE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

дгопре а contre 3. que l'exe 2,652 m francs, es l'année tion, en

SOC BANQUE. — Comornement aux previsions (bulletin du 12 luin), la banque va émetire, pour un montant de 150 millions de francs de titres participatifs, comprenant une partie fixe égale à 35 % du taux de rendement des obligations garanties par l'Etat et une partie variable calculée en fonction du résultat pet consolidé.

BOU	RS	E	DE PA	RI	S	Con	pt	an	t			18	JU	IN
VALEURS	% Cu nom,	% da coupan	VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernigr cours	VALEURS	Cours préc.	Dermier cours	VALEURS	Cours préc.	Demi
3% 5%	47	2 145	Free	474 875	473	Speichira		125	De Beers (port.) Dow Chemical	51 20		SECOND	MAR	CHÉ
5 %		1 890 2 647	Focep (Chit. eau)	320	325	S.P.LSon Bationoles	580 235.20	579 230	Dresdner Bank	316 760	316 750			
5 79 GENOLE 75707 Emp. 7 % 1973	8275	204/	Forc. Acache-W.	271		Sani	450	450	Frougerer	240	245	AGP-RD	(1800)	1850
mp. 8.80 % 77		0.651	Fonc. Lyomese	1951	1951	Tattinger	1415	1358	Gén. Belgique	286	285	Calberton	348	345
190 % 79/93		9 182	Fancina	300	290	Testot-Ascurtes	535	535	Gevaert	600	806	CAP Gernini Sogeti	1100	1060
3.80 % 78/86	97 65	4557	Forces Stresbourg	272	270	Tour Bille	382 20		Glassp	159	164 20	C. D.M.E. C. Equip. Black	715	720 300
0.80 % 79/94	100	8 822	Forecer	1140	1125	Ufiner S.M.D.	97.50		Goodyner	280 10		C. Occid. Forestière	295 154	154
13.25 % 60/80	105 87	0 521	Fougerolle	82 10	82 20	Ugimo	319	328	Grace and Co	405		Dafea	252	252
13,20 % 50/57	106 03	8 301	France LA.R.D	217 40		Ugine Gunugnon	57	57	Gulf Oil Canada	124 50		Dauphia O.T.A.	1950	1950
3.80 % 81/88	108 72	5 850	France (La)	2138	2009	United	735	764	Hartabeest	47 555	48 536	Elect. S. Desmark		807
6.75 % 81/87	11180	12 941	From Paul Renard		720	Unidet		130	Honeystell Inc.	188		Filipecchi	591	575
8.20 % 82/50	117 95	8 968	GAN		2550	UAP		3480	L C. Industries	330	320	Guy Degranna	711	730
6 % isin 82	116 95	0 438	Gaumont	596	585 1579	Umon Brassaries	196	203 80	int. Min. Chem	382	399	Meriin immobilier , .	350	360
DF. 7.8 % 81	110 33	6 158	Gezet Eaux	1582 450	440	Ur. Imm. France Ur. Ind. Crédit	390	390	Johannesburg	980	1000	Mécalury, Minière		246
D.F. 14,5 % 80-82		0.751	Ger. Arra. Hold.	82		Usinor	615 8 60	···;	Kubota	13 10	13 10	M.M.B	420	420
h. France 3 %	143 60	0 /01	Gévelot	318	318	U.T.A	950	580	Latonia	266	257	Navals Delmas	423	425
MB Boues janv. 82 .		5 551	Gr. Fig. County.	295		Vicat	34150		Mencesmane	560		Pent Betanu	305 348	304 348
88 Parities	103 70	6 551	Gds Moul Corbeil	173 50	176	Virias	140	128 50	Marke-Spencer Midlacd Bank Pic	16 10 46	46	Petroligiz	850	659
NB Surz			Gds Moul. Paris	525	525	Watermen S.A	455	455	Micral-Ressourc	94 94	82	Pochet		1780
NI jeav. 82		6 551	Groupe Victoire	1863	1606	Brass. du Margo	183		Noranda	114 20		Poron	329	327
-			G. Transp. Ind	191	180				Olivetti	30 20		SCGPM	310	315
		_	H.G.P.	11350 312	11240 299 80	Étran			Pakhoed Holding	173 50		SEP	811	811
VALEURS	Cours	Dernier	Hydro-Energie	120 60	120		iger ea	•	Pfizerinc	480	475	Solibus		230
***************************************	préc.	COLLE	Iramindo S.A.	302	314	AEG	425		Picelii	13 80		Souge	941	941
			Irocoinwest	237	240	1Ak20	297	298	Procter Gemble Ricoh Cy Ltd	530 35 90	525	Hore	s-cote	
Actions a	z com	otant	Imrochai	415	415	Alcan Alum , , .	232		Rolinco	192 20	187	1 1701.	, 0010	•
			knynobangue	660	678	Algemeine Bank	1300	1300	Robeco	210 20	204 40	Alber	237	
ciers Peugeot	. 180	. 180	iromoti, Marseille	4200	4210	American Brands Am. Petrolina	560 530	655 540	Roderaco	390 50	384	Borie	295	
LG.F. (St Cent.)	1754	1770	tramplice	420	420	Arbed	245	540	Shell tr. (port.)	87 80		Colluices de Pin		100 1
razep	53	51	Industrielle Cie	1750	1710	Asturieona Mines	125	123	S.K.F. Aktieboleg	206	211	C.G.M		
ndré Roudière	395	395	Invest. (Sté Cent.)	1089 208 50	206	Boo Pop Espanol	104	100	Sperry Rand	536	481	Cochery	50 20 110	
oppic Hydraul	370	365 50	Lafere-Rail	425		Banque Ottomane	1001	841	Steel Cy of Can	144 80	· 82	Coperex	492	490
Arbel	79 25		Lambert Frères	63 40	65 50 d	B. Régl. Internat Barlow Rand	28200 54		Sud Allumettes	220	02	La Muro	61 10	
rtois	1400	1380	La Brosse-Duporst	298	310	Blyvoor	87	65	Tennero		l	Mic	201	
Wenir Publicité Sain C. Monaco	1050	1025	Little-Bonnières	400	403	Bowater	37 40		Thorn BMI	54	52	Pronuctin	137	148
san C. Isonaco , .	250 479 50	364 d 475	Locabel Immob	716	700	Br. Lambert	324 10	300	Thyseen c. 1 800	280		Ripolin	36	
isnaue Hypoth. Eur.	315		Loca-Expension	299	301	Calend Holdings	96	95 50	Toray indust. inc	16 15	17 50	Rorento N.V	129 60	
I.G.I.	248	238	Locatinanciere	379 10		Canadian Pacific	449 70		Visite Montagne	948	****	S.P.R	127 106	127 110
Blanzy-Ouest		487 70	Locatel	311	320 151	Commerzbank	835 992	620 965	Wagone-Lits	580	530	Ufinex	355	355
B.N.P. Intercontin	166 80		Lorden (Ny)	155 1076	1080	DEL BUNEL	332	305	I VYEST NEOS J	** '		I O	1 200 1	
Bénédictine		2900	Louvre											
Dan Marché	SEE	200	PURE	77 10						_				_

14	jean 17 jean	Binidictine	2950	2900	TOTAL	1075	45								
32 23	1/4 32 3/8 235/	Bon-Marché	255 550	255 568	Machines Bull Magesins Uniprix	44 10 175	175	VALEURS	Émesion	Rachet	VALEURS	Émission	Racher	VALEURS	Ī
	443/			340	Magnent S.A	89 20		TALLONG	Frais Incl.	net	VALEURS	Frais incl.	net	VALEONS	Ľ
anhattan Bank	1/4 58 3/		140	140	Maritimes Part	208	210								
de Nemours 57	1/2 57 1/3		208 10	199 800	Mátal Déployé	400	390								
Kodak	6/8 43 5//	Cacut, Padang	563		ML HL	86 40					SICAV	17/	6		
48	5/8 46 5/8		330	315	Mora	180	175								
Electric	3/4 59 5/		1400	1450	Nevel Worms	197	182	Actions France	295 671		Fractiver	- 6898844		¿ Patrimoine Retraits	
Foods 71	3/4 595/	C.E.G.Frig		505	Nevig. (Net. de)	126	126	Actions Immestes			Fructi-Associations	1167 63	1155 32	Phone Placements	
Motors 73	1/4 1 73 6/1		51 50		Nicoles	480	447	Actions selectives	421 05		Fructi-Premiere	1177916	11605 60	Pierre Investors	
28 121	1/4 28 1/		1018	1018	Nobel Bozel	8 50		Andificanti	442 68			62219 FA	62063 66	Placement ort-terme	
32		Contract (Ny)			OPS Parities	167 BO		A.G.F. 5000		251 61	Gestion Associations .	122-0	116 44	P.M.E. Se-Honoré	
30	3/8 303/	Cerebati			Optorg	172 177	172 179	Agfiaro	458 24	437 46	Gestion Mobilies	58047	554 34	Priv'Association	
erger	7/8 483/4	Coro	275 80	290	Origny-Desvroise Peleis Nouveauté	520	515	A.G.F. interfords	367 43	350 77	Gest, Rendement	465 72	444 60	Province Investies	
arger 37	36 1/3			352	Paris France	220 50		Alto6	213 59	203 90 +	Gest, S&L France	47010	449 15	Rentacic	4
37	5/8 37 7/0			580	Paris-Orléans	114 70		ALT.O,		114 70 4	Haussmann-Eparana	111594	111594	Revenus Trimestriels	
tide	5/8 54 1/4 3/4 42 7/6	CFS	290	288	Part. Fin. Gest. Inc.	690	680	Amérique Gestion		438 72	Haussenne Oblin	1320 12		Revenu Vert	4
27	26 7/8		465	480	Pathé Cinéma			AUL	244 85	233 56	Horizon	870 56		St-Hororé Pacifique	4
27 rousse	1/2 32 7/1	Chambourty (ML)	1220	1	Ples Wooder	824	768	Argonautes		263 21	LMSL	47.95		St-Honoré Rendement	4
m 48	7/8 486/	COMMODULEY (M.)			Piper-Heidsteck	572	580	Assoc. St. Honoré	12590 26	12521 61	Indo-Surz Valeurs	835 21		St. Honoré Technol	
		Chasnoux (Ny)	145	142	PLM.		178	Associc		23128 74	loc knockie	12612 83		Sécuricie	1
		C.I. Maritime	594	594	Porcher		160	Bourse Investion	337 68	322 37	Interobig.	10757 34		Sécur. Mobilière	4
ORBEILLE		Citram (B)	160	191	Providence S.A	576	590	Bred Associations	235165	2344 62	Manufact Const.			S&Leourt terms	
ONDEILLE		Clause	755	750	Publicis	1980	1950	Capital Plus	1441 09	1441 09	Interselect France	330 07		Selec. Mahil. Dir	1
		Cotradel (Ly)	570	580	Raff, Sout. R.	174 70	174 10	Columbia (ex W.L.)	73166	688 47	intervaleurs indust			Selection-Renders	1
tait « grand temps de l	rattraner i	Copii		365	Révillon	580	54D a	Convertiseno	311 21	299 24	levest, net	12426 14		Select. Val. Franç	
. Honda est, en effet.		7 CONMINGS			Ricoles-Zan			Cortel court terms		10688 65	bwest.Obligataire	14897 43		Sequencias Actorist.	
fork, à Londres et sur		FLORDL LYUITABILL .	340	337	Rochefortaine S.A.	245 10	262 70	Cortesa	923 94	661 95	knest. Placements			Séquen. court terme	
ières suisses. Les dir		Beculerence from VIII's	618	604	Rochette-Cence	49	40	Credieter	380 38	363 13	Japanic	122 33		Séguero Oblicacion	4
			14 60	14 60	Rosario (Fiz.)		234	Croise, Immobil,	443 71	423 59	Leffine-ort-terme	115368 28		Siscadon (Canden BP)	
automobile ont précisé,	a cerre occ	a- Crédit (C.F.B.)	312	324 40	Rougier et Fils	60	78	Déméter	12273 86	12273 68	Luffitte-Expansion	670 83		Sicay Associations	1
ue 23,7 % des actions de			585	590	Rousselot S.A			Drouge-France	41057	381 95	Laffitte-France			S.F.J. fr. et étr	1
actuellement détenues			840	640	Sacor	53 50	54	Drouot-Investins	783 50	147 97	Leffitte-Japon			Sicavitano	1
3,6 % seulement en 1980			137 30		Secior		27 30	Droom-Sécurité	196 92	187 04	Leffitte-Oblig	142 39	135 93	Seav 5000	
ne santé du groupe, ils	ont rappe	E Darbley S.A	486 70		SAFAA	300	292	Orocot-Sélection	129 55	123 68	Laffette Placements	115249 70	11513457	Silvatrance	1
xercice, clos en février	1985, s'éta	it Derty Act d. p	1270	1250	Safic-Alcan		202	Energia	238 11	227 31	Laffigze-Rend.	161 64	182.95	Street	1
é sor un chiffre d'a		De Dietrich	580	580	SAFT		442	Epercic	58107 18	57991 20	Lafritte-Tokyo	934 38	892 01	Sherente	1
milliards de yens (99		Degramont	155 10		Saunier-Duval	24 80	23 90 0	Engreourt Sicev	7001 06	6983 60	Lion-Associations	11395 68	11395 66	Shaner	ł
environ), en hausse de		Delamance S.A	1070	1027	Saint-Raphael	92	92	Epargne Associations .	23113 53	23044 40	Lon-Institutionnels	22636 56		ST-Es	4
précédente, le bénéfic		Thomas-Amil hart "	828	828	Salina du Midi	351 40		Epergoe-Capital	6525 78	6461 17 e	Lionolus	80376 99		S.LG	ł
benefic to benefic	e a exbina		800	600	Santo-Fé	184	162	Enangue Croiss	1383 36	1320 63	Levret porteferille	492 16		S.N.L	
a hausse de 36 % enviro		CASH BURNAMES VIII	1300	1270	Settern		180	Epergrap ladystr	496 64	474 12	Mondiale Investigaem.	348 74		Solvingett	
quivalent de 4,8 milliard	s de Irança.	Contact there's when you		139	Severime (M)	90		Epergne-Inter	81249	584 72	Monecic		58714 57	Sogepargne	
CIÉTÉ LYONNA	ISE D	Duo-Lamothe	185	183	SCAC	268 20		Eparpre-Long-Terms	1233 92	1177 97	M. Jri. Philosophican	#25 02		Sogeway	1
UE Conformément		Eaux Bass. Vichy		1540	Senella Maubeuge	450	442	Epurgne-Oblig.		173 824	Matuella Unio Sel.	115 20		Soginter	1
- Comornelle	way been	Eaux Vittel	1230	1230	CCB MA	200		Fromme-linia	GAR SE	903.93	Manager 11,40 26f	11570	103 36	Coloil francise	1

LES CERTIFICATS D'INVESTISSE-MENT DE SUEZ. -- La compagnie finan-cière de Suez, présidée par M. Jean Peyrelevade, va émettre pour 562 millions COURS DU DOLLAR A TOKYO

It juin 18 ju Dans la quatrième colonne, figurent les veris-

es :	Concorde (L		618		lochefortaine			262 70	Contesta	923 9					233 116 78	Séquen. co Séquen. Ot			54052 29
•	C.M.P		14 60	1400	lochette Cen			43	Croise Immobil	4437		Leffine	-crt-forme	11536		Secoden K		683 86	673 75
a-	Childra (C.F.E		312	327 70	locario (Fin.) lougier et File			79	Déméter	12273 8	6 12273 68	Laffitte	Expansion		83 640 41	Sicay Asso	ciations	1222 47	1220 03
sc	Créd. Gén. Ir		585 840		oussiot S./				Drougt-France	4105			-France		21 225 53	SF1 fr. et		473 34	451 68
1,	Cr. Universel Créditel	# (C.MS}	137 30	140	acer] '	53 50	54	Drouot Investins	783 5			-Japan		78 217 45	Sicavitano		605 40	577 95
) Jo	Darblay S.A.		486 70	452 20 IS	actor			2130 3	Decent-Sécurité Decent-Sélection	195 8			Oblig		2 39 135 93	Seav 5000 Significance		245 18 397 43	234 06 379 41
it	Derty Art. d.			1250	AFAA				Drouot-Sélection	129 5			Placements .	11524	9 70115134 57 1 64 182 95		·	39/ 43	3/9 41
	De Dietrich		580	COA S	afic-Alcan .					58107 1			-Tokyo		4 38 882 01	Siverente		215 90	207 06
	Degramont		155 10	158	AFT		690 6 24 80	23 90 0	Eparatient Sicev	70010			scociations	1138				346 69	330 97
ir i	Delalando S.			7027 le	aint-Rachad			92	Epargne Associations .	231135	3 23044 40		atinationals .	2263		SI-ER .		1097 78	1048
	Daimas Vinti		828	828	aling du Mid		351 40 3	355 E	Epergoe-Capital	6525 7		Lionole	s			S.LG		802.67	785 92
-	Didot-Bottan Diet, Indochi		800	800 S	anco-Fé		184 1	162 E	pargue Cross	1383 3		Lwetp	portefeuile	. 49	2 16 477 83			1055 41	1007 55
	Diet, Indochi Dreg, Trev. F		1300	400	etim				pergne ledystr	496 6		Mondia	de louistisses	34	348 74	Solvinger		460 B6	439 95
	Dreg. Inv. i Duo-Lamoth		185		evoisienne (PO 10	pergne inter	8124			ċ	5671		Sogopargn		350 26	347 24
E	Eaux Bass, V				CAC				Epargne-Long-Terme Epargne-Oblig	1233 B		Multi-D	Xignions	43	5 03 415 30	Sognar		876 64 1107 61	836 89 1057 38
F .	Eaux Vittel			4000	E.P. (M)				pargne-Unig.	946 5		- Management	la Unio Sél		5 20 109 96	Solni Inves		479 84	400 60
2	Economite C		. 520	825	erv. Equip. V				pergne Valeur	354 3		14800,-7	Assoc,	633		Technocic		1108 t3	1057 68
US	Electro-Band		345 50	345 50 S	ci				paroblig	1168 8		M880,-E	Epargne			UAP. by	eries.	359 40	343 10+
IE.	Bactro Finan		561	552 S	cotel		359 3	365 E	isocić	B582 83	8193 62	M300-	Inter.		93 892 53	Uni-Associa	mions	111 08	111 08
۲.	Elf-Antargez		278		intra-Alcatel		663 6	850 E	uro-Croismance	425 6	409 24	Nano. L	Obligacions	1054	15 449 02 e	Undrance .		307 37	293 43
	ELM, Lablas		360		nvin				umpe Investigs	1245 D		Maria P	Placersents .	8202		Unilonoist		873 96	834 23
	Enelli Bretag Entrepôts Pa		154 10 499		ph (Plant, H				untación Plas	21475 9			Valuet		53 516.81	Uni Garanti		1280 19	1234 27
	Epargne (B) .				MAC Aciéroi té Générale (oppier levestiss	782 73			ed Déveloon.	104		Unigestion	•••••	689 22 1006 13	657 97
- 1	Escaut Maus		672		tê Generale (ofal finanção				rance Gerialia	190 92 284 10			o Sicav			Uni-Japon Uni-Régions		1095 13 1921 81	1045 47 1834 66
	Euron, Accus		58		offo				rance investing	456 9						Liniterate		1863 71	1802 43
· I	Eternit	1			oficomi				ratice Net				Gestion		76 108 60	Univer		154 60	154 80
e	Exar		1950 1	1960 S	O.F.LP. DO		80 50	80 50 F	rance Obligations				pg	630	20 501 62	Univers-Obl	genione	1156 46	1118 43
-	Form, Victry	Ly	196		ofragi			350 F	rancic	284 4	271 55		Epergre	. 13351		Volorem		401 Pm	383 73
e	Finalens		198		opdure Auto				nuctidor	237 30	226 54	Panbes	Gertion	. 551		Velorg		1290 T	1289 58
٠,	FIPP		118	118 S	ovebeil	······ }	710 6	382 F	ructikasco	508 03	484 99	Parress	to-Valor	.1 1014	1013 33	Value		59126 M	68057 80
	Ì																		
_																			
2		-	20.0	104	-	00	ne	4							: coupon dét				
1	-91		116	nt			112	·u						0	: offert; d :	demendé	; • : pn	x precede	nt.
-	%	Carino		Cours	Pretrier	Dernier	*	Company	T	Cours	Premier D	Dernier	%	Compan-		Cours	Pretoier	Dernier	%
er Er	+-	Compan- sption	VALEU	RS précéd		CONTZ	+ A-	Companisation	VALEURS	précéd.		COMES	*~	SECTION .	VALEURS	précéd.	COURS	COURS	+ -
	-	-		- 1	1		+	+	+							-			
	- 117		Opti-Paribes	256	253	254	- 078		Valourec			112	- 156	64	ang. Chemical	. 61 50		80 30	- 131
	- 094		Oráci (L') .	2595	2570	2561	- 131			2580 (2	2500 25	500 395	- 310	140	Inco. Limited	129 30		124 10	- 402
	- 034 - 021		Papet, Gaso Parie Réceo		1080	161 1080	- 430 + 268		Via Banqua			195	- 125	1320	IBM Ito-Vokado	. 1180 . 102 30		1180 103	- 169 + 080
	1 ~ 021	1210	II GENTWOOD	MINE I INCO	1000	1000	1 T 600							100		-1 IVE 3W	100	100	7 000

tions en pourcentages, des cours de la sience du jour par rapport à ceux de la veille.							KE	<u>;g</u>	e	mer	IT		16	ns	ue	7 1				_	o : offert; d :	demendé;	♦ : pr	ox precede	nt.			
	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Demier cours	% +-	Compen- setion	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Demier cours	% +-	Compen- setion	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Demier cours	* +-	Compen- sation	VALEURS	Cours prácéd.		ernier :	- Compo	VALEURS		TERDIET COURS	Demior cours	* + -
第CC 日曜年57 444444444444444444444444444444444444	C.F. JE. 3 % Jectriché T.P. Jectriché T.P. Jecuniché T.P. Jecon-Paul T.P. Jec	1806 1904 1978 4256 1826 1826 1826 1827 1272 8570 151 140 150 151 140 150 150 150 150 150 150 150 150 150 15	1955 981 93 930 1370 302 50 805 640 278 270 10 901 551 493 12251 1839 2506 2180 901 802 2506 201 802 802 802 803 803 803 803 803 803 803 803 803 803	312 30 188 980 930 1370 362 50 3642 278 270 10 301 550 452 1281 1833 1833 1833 1833 1833 1833 183	- 030	226 225 1400 546 1550 570 250 250 250 210 386 82 310 300 1800 128 445 1720 510 210 2250 675 405 1160 2250 675 425 425 425 425 425 425 425 425 425 42	Legrand Legrand Locafrance Locafrance	980 11139 847 1248 695 209 90 402 40 82 301 1093 575 780 710 228 318 1850 445 1780 485 2480 316 11780 485 2480 2480 2480 2480 2480 2480 2480 2480	219 1445 2375 530 1490 965 11490 965 11490 965 11490 8845 1170 683 155 401 81 80 306 1033 575 740 281 50 315 105 447 1730 1730 1730 1730 1730 1730 1730 173	210 210 210 21445 22375 5231 14496 9555 11440 8846 1194 67 80 81 8	- 035 - 124 - 095 - 206 - 083	2330 730 300 610 160 110	Sade Sagern Selvepar Selvepar St-Louin B. Selomon Sanofi S.A.T. Saupiquet Cie Schneider S.C.O.A.	1050 10 435 10 436 10 849 756 251 65 10 107 80 408 65 70 827 206 511 2183 1416 1505 1291 1416 1509 2451 193 10 1500 760 206 80 67 90	1080 420 825 791 248 64 60 105 65 50 66 50 622 203 505 1220 341 279 20 1450 279 20 1450 1275 317 1800 1296 2450 12381 708 304 540 212 281 740 304 505 123 124 125 126 127 127 128 128 128 128 128 128 128 128 128 128	108 401 65 50 623 203 505 2180 1220 341 2277 1450 2275 316 50 82 90 1420 1285 1710 7040 306 5040 211 706 304 504 507 707 707 707 707 707 707 707 707 707	- 078 - 131 - 430 + 266 - 347 - 065 - 103 - 078 - 166 - 103 - 030 - 063 - 145 - 117 - 081 - 117 - 081 - 1212 + 283 - 040 - 304 - 030 - 040 - 031 - 030 - 040 - 031 - 030 - 040 - 030 - 030 - 040 - 030 - 030	980 675 715 420 585 375 53 1820 98 255 650 79 325 325 430 285 154 290 706 810 706 810 706 817 713 817 817 817 817 817 817 817 817 817 817	Vallourec V. Cicquore-P. Via Banqua Vinientx El-Gabon Arrex Inc. Arrex Express Arrex Teleph. Anglo Arrer C. Amer. Teleph. Anglo Arrer C. BASF (Akt) Beyer Berger Be	400 1098 156 80 461 231 140 70 860 860 726 363 23 30 568 359 90 49 80 1760 239 20 560 852 70 10 29 11 20 20 23 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20	2500 25 4600 16 876 2 1600 16 876 2 150 50 1 450 2 223 50 1 846 8 7723 369 90 3 369 90 3 369 90 3 369 90 3 369 90 3 369 90 3 50 70 1 1772 30 2 241 50 2 545 6 545 6	000	4 53 335 453 453	Marsushita Marsushita Marck Minnesota M. Mobil Corp Mostić	129 30 1180 1 102 30 314 90 314 90 307 31 753 3 296 23650 112 70 816 80 245 245 245 245 245 245 245 245 245 245 245 245 245 245 246 10 180 50 14 20 98 40 180 50 14 20 98 40 14 40 15 20 16 20 17 20 18 30 18 40 18 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40	295 23320 109 80 900 163 60 245 252 340 50 945 71 50 173 10 350 10	124 10 1180 1180 1193 295 1075 1075 23320 10980 900 859 143 80 248 10 252 248 10 252 339 174 50 839 1847 1176 40 1405 875 875 876 888 888 888 875 1241 425 1241 425 1241 425 1241 426 1241 426 1241 426 1241 426 1241 426 1241	- 1 31 - 4 62 - 1 63 - 0 80 - 0 37 - 1 39 - 1 23 - 1 26 - 1 126 -
Įč	FDE	180 785 792	180 10 800 795	795 799	+ 0 05 + 1 14 + 0 88	806	L. Wukton S.A Lucheire Lyonn. Eaux	490 820	489	487 800	- 025 - 061 - 243	365	S.C.R.E.G. Set Setmeg	138 404 350		137 400 c 361 50	+ 0 73 + 3 13 + 0 41	CC	TE DES	CHA	NGES		DES BILLETS SUICHETS	MAR	CHÉ LI	BRE	DE L'	OR
	hargeurs S.A Hiera-Chitill Iments franc.	583 52 40 369	590 51 50 356	588 51 80 356	- 084 - 171 - 083	255 830 144	Majoretto II.y) Mejoretto II.y)	140	800 235 732 136	231 732 138	- 375 - 081 - 142	85 650	S.G.ES.B. Sign. Ent. El.	1496 62 10 579	60 620	1481 60 50 620	- 1 - 257 + 708	MARC	CHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COUR! 18/6	Achet	Venta	MONNAIES	ET DEVISES		OURS (prisc.	20URS 18/6
000000000000000000000000000000000000000	L.T. Alcand Ab Midder. odissi offineg coles off	1310 510 140 292 298 182 480 361 311 50 715 280 2098 1408 212 1175 266 580 680	525 140 292 50 291 182 459 90 875 745 276 2055 1410 210 1194 268 574 575	356 1297 140 2512 50 2512 50 2513 182 459 60 872 315 735 278 2055 1410 210 1195 266 670 670	+ 0 1T - 234 - 002 + 127 + 112 + 279 - 071 - 204 + 094 + 170 - 147 - 217	240 93 1940 590 98 750 425 68 550 180 720 220	Merc Wendel Mertin-Garin Mertin-Garin Metrin Michelin Michel Michelin Michel Michelin Michel Michelin Michelin Michelin Michelin Michelin Michelin Michelin	251 1750 2020 1874 1010 2640 240 96 1958 563 67 753 378 89 50 565 169 729 239 60	2080 1890 1005 2595 239 80 84 1963 586 87 50 753 372 10 88 560 169 50 7 18 238 50	94 60 1960 588 87 40 753 373 88 560 170 717	+ 039 - 1395 + 074 + 076 - 004 - 150 - 087 - 088 - 187 + 069 - 184 - 041 - 041 - 059 - 184	2760 456 550 536 310 580 2370 580	Silico J.P.H. Sinneo J.P.H. Sinneor. Silico Rossignot Silico Sodero. S	780 432 237 1671 685 208 60 2385 430 529 536 551 2500 529 2500 529 2580 324 216	550 202 2364 430 503 533 270 531 2530 525	770 440 239 1580 860 860 860 860 860 860 860 860 860 8	+ 1 31 + 1 85 + 0 84 - 0 70 + 0 72 + 0 38 - 0 52 - 0 52 - 3 08 + 1 60 - 0 94 - 0 01 - 0 94 - 0 01 + 2 88 + 2 18 + 1 99	ECU Alemegr Belgape Pays Bes Denemer Norvège Grande-E Grèce (10 traile (1 & Suisse (1 Autriche Portugal Canada ()	is IS 11	109 11 81: 6 89 4 79 362 98: 105 47: 43 39: 5 32: 5 34:	8 8 8 8 8 8 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	85 90 295 295 14 70 200 260 80 60 102 11 60 772 8 20 777 4 60 3 52 30 3 52 101 42 80 26 5 15 274 6 55	310 250 68 105 0 12 300 0 7 700 0 5 100 0 5 100 0 44 800 0 6 600	Or fin fan Ingot Pilica française Pilica française Pilica française Pilica suises (20 Pilica latine (20) Pilica de 20 del Pilica de 50 del Pilica de 50 pes Pilica de 10 flor	20 fr]	95	5100 549	95400 95550 548

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. L'AFFAIRE MANOUCHIAN : « Le sou venir des combattants immigrés», par Edouard Ruiz ; « Contre l'histoirefiction », per Adam Rayski.

ÉTRANGER

3. La détention des otages du Boeing dans la capitale liba-BRISE

3-4. PROCHE-ORIENT - TRIBUNE INTERNATIONALE, par Vit-

- shak Lior : « Appel aux châtes ». 4-5. EUROPE
- TURQUIE: la loi sur la police est contestée par de larges secteurs de
 - 5. AMÉRIQUES
 - 5. ASIE
- 6. AFRIQUE

POLITIQUE

- Le projet de loi sur les droits d'auteur
- La préparation du congrès du PS.
 M. Marchais à France-Inter.
- DÉFENSE.

SOCIÉTÉ

- 9. JUSTICE: un notaire et cinq autres inculpés devant le tribunal de Paris, RELIGION : dans un livre-interview. le cardinal Ratzinger estime que Vati-
- 10. SCIENCES: la dix-huitième mission de la navette spatiale américaine. ENVIRONNEMENT : la pollution du
- SPORTS. EDUCATION.

CFM

à Paris (89 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) Aliô « le Monde »

de 19 heures à 19 h 30 à Paris 720-52-97 et 232-14-14 (56) 45-88-55

Informatique et cartes de crédit avec FRANCOIS RENARD

Débat conduit par FRANÇOIS KOCH MERCREDI 19 JUIN

Aliô « le Monde » aura pour sujet MOI, UN BACHELIER

LE MONDE MÉDECINE

avec SERGE BOLLOCH

- 11. Naître à point, la prévention de la pré-
- 12. Pour un nouveau système de santé: les réseaux Giraud.

CULTURE

- 13. MUSIQUE : Il Giustino, de Vivaldi, au Festival de Versailles ; les conventions collectives de l'Opéra. THÉATRE : les journées du Conserva-
- EXPOSITION: les arts textiles e
- 15. COMMUNICATION: l'AFP, Gamma-Télévision et le Monde ont signé un accord de coopération.

ÉCONOMIE

- 17. CONJONCTURE : les comptes de la nation pour 1984. 18. SOCIAL: le projet de nouvelle
- ntion médicale est mis au point. - ETRANGER : au Japon, la dérégle mentation n'est plus à l'ordre du jour.

RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS SERVICES > (16):

- La vie associative > : Journal officiel »; Mots croisés: Météorologie.

Carnet (16); Programmes des spectacles (14); Marchès financiers (19).

Le numéro du « Monde » daté 18 juin 1985 a été tiré à 457628 exemplaires

ABCDEFG

La grève du 19 juin à la SNCF

- Banlieue parisienne : un train sur trois
- Grandes lignes: 40 % du trafic
- TGV: presque normal

Le trafic de la SNCF connaîtra d'importantes perturbations, le mercredi 19 jain, en raison des mots d'ordre de grève lancés par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes). Les premiers grévistes débrayeront ce mardi 18 juin à 20 heures, et la reprise complète du travail interviendra le jeudi 20 juin à 6 heures.

90 % des conducteurs de train. Le précédent arrêt de travail avait, le

19 mars, à moitié paralysé la circu-lation ferroviaire. La direction pré-

voit d'importantes perturbations. C'est-à-dire 40 % seulement du tra-

fie normal sur les liaisons rapides et

express. En basilieue parisienne, un train sor trois circulera, mais deux sur cinq sur la ligne C dn RER (Saint-Quentin-en-Yvelioes

Les TGV rouleront comme à

l'accoutumée entre Paris et Lyon.

En revanche, ils seront réduits vers

Marseille, Toulon et Saint-Etienne.

Les trains spéciaux (colonies de vacances, pèlerinages) sernnt

assurés. Les trains omnibus régio-naux seront affectés par la grève, mais la SNCF s'efforcera de main-

tenir les trains permettant aux can-

didats au baccalauréat de rejoindre

Un effort particulier sera fait pour acheminer les denrées périssa-bles et les marchandises nécessaires

à la marche des usines. Les services de cars gérés par la SNCF ne subi-

ront aucun bouleversement. Enfin,

les horaires des trains de voyageurs

prévus pour le 19 juin sont affichés

Plusieurs éléments ont fait jouer

le déclic. Le premier étant l'occa-sino doooée aox coogressistes

d'échanger, entre eux et avec des

stratégies, leurs doutes et leurs

incertitudes aussi. Un débat qui ne

fnt pas aisé à engager tant il a été

dominé, dans ses premières heures,

par les arrière-pensées politiques de l'opposition. Mais, si pour beaucoup

de maires rassemblés à Nice, la

question du « trop d'Etat » est res-

tée présente à l'esprit, e'est plus

encore une autre manière d'envisa-

ger la communication qui a été an

centre des débats. Il ne s'agissait

plus, en ce domaine, de rester can-

tonné à un discours, une démarche

personnelle adoptés en fonction de

préoccupations électorales. Le légis-

lateur, en jugeant indispensable de

rendre les collectivités locales par-

ties prenantes dans le plan câble -

grâce à la possibilité de créer des

sociétés locales d'exploitation du

cable (SLEC), - leur a donné, ont-

ils reconnu eux-mêmes, un pouvoir

de décideurs d'une tout autre enver-

gure. Une façon, en quelque sorte,

Comme une fusée

à trois étages...

Il ne s'agissait pas non plus de réclamer l'abandon de la filière

« tout fibre optique », ni de contes

ter, systématiquement, le rôle de propriétaire des réseaux de la direc-

tion générale des télécommunica-tions (DGT). L'exemple concret de

Rennes, Paris et Montpellier, qui

ont signé, ces derniers mois, une

convention-cadre avec les PTT pour

la création d'un réseau câblé (res-

pectivement les 12 mars, 30 nvril et

14 mai), a calmé le jeu tant du point

de vue des tarifs proposés par la DGT pour la location des réseaux

que pour ce qui concerne la possibi-lité de concevoir ces réseaux en fibre optique, en coaxial ou en associa-

tion. Cent quarante autres villes sont

candidates - environ vingt-cinq seu-

lemeot oot signé uo protocole d'accord avec les PIT, - ce qui

représente, pour celles qui hésitent encore, un encouragement à se lan-

cer dans l'aventure. Fini le - temps

des plonniers, l'ère des applications

doit commencer . out admis les

C'est, sans doute, parce qu'il a étê

possible, durant ces journées, de pré-

ciser un peu plus à fond la manière

de créer et de développer un réseau

cáble que chacun y a vu un peu plus

clair. La comparaison pourrait être

celle de la mise en orbite d'une fusée

à trois étages. Premier étage : la col-lectivité locale prend l'initiative des

opérations. C'est elle qui déclenche

la procédure et la négocie avec les PTI. Deuxième palier : elle a pour

congressistes, dans leur majorité.

de faire entrer les comm vingt et unième siècle.

spécialistes, leurs expériences, les

Nice. - La bataille du câble est en passe d'être

gagaée. Les élus des collectivités territoriales sem-

blent désormais persuadés que l'avenir de la télévi-sion locale passe par le câblage de leurs aggloméra-

les centres d'examen.

dans tontes les gares.

Massy-Palaiseau-Dourdan).

Les objectifs des trois organisations syndicales se recoupent sur plusieurs points. Elles redoutent que le contrat de plan signé entre l'Etat et la SNCF, le 26 avril, ne conduise à réduire, en cinq ans, de 25000 ou de 30000 le nombre des cheminoss qui sont aujourd'hui 250000 enviqui sont aujourd'hui 250000 envi-ron. En outre, elles ont refusé de signer, en mars, l'accord salarial 1985, accepté par la CFTC, FO, la CGC et la FMC (cadres auto-nomes), qui prévoit 4,5% d'augmen-tatinns salariales appliquées par étapes de 1,5%, le 1er mars, le les inities et le 15 novembre. Enfin le juillet et le le novembre. Enfin, elles réclament l'application de la semaine de 35 heures par attribution de repos supplémentaire.

La CGT, qui abtient, aux élections professionnelles, un peu moins de la moitié des suffrages des cheminots, sonhaite donner au mouvement plus d'ampleur, Elle a été exaspérée par l'amulation, le 7 juin, par le Conseil d'Etat, de la création de 327 comités d'établissement. Très bien implantée, elle avait souhaité et obtenu du ministre des transports une multiplicatino de ces nrgames, que le juge a déclarés inca-les d'existence autonome. La CGT souhaite aussi faire la preuve que le gnavernement socialiste remet en cause, dans le contrat de olan, les choix en faveur de la voie ferrée opérés par M. Charles Fiterman, ancien ministre (PC) des

Cette journée de grève sera vraiemblablement suivie, les trois syn-

LENAVIRE A TURBOVOILES « ALCYONE » ACCUEILLI TRIOMPHALEMENT A NEW-YORK

Le navire expérimental à mandant Cousteao Alcyone, est arrivé luodi 17 juin à New-York, où soo accueil a été triomphal : coups de canon, làcher de ballons, fanfares... Le commandant Cousteau a recu de M. Edward Koch, maire de la ville, un diplôme d'honneur décerné « à l'amiral Cousteau ., et l'a donc remercié de - cette rapide promotion - qui hi a e fatt franchir plusieurs grades -.

Alcyone était parti le 13 mai de La Rochelle. Ce navire de 65 tonnes est équipé - outre deux moteurs diesel - de deux turbovoiles, cylindres verticaux dont les volets mobiles provoquent une aspiration de l'air oni transmet au navire la force du vent. D'après le commandant Cousteau, les turbovoiles ont fait gagner 2 nœuds en vitesse, et permis une économie de 25 % à 35 % du carburant.

Scion un responsable de la société Pechiney, qui n acquis la licence des turbovoiles (le Mande daté 14-15 netabre 1984), plusieurs chantiers navals asiatiques ont manifesté leur intérêt pour cette forme de propulsion. Les essais vont se poursuivre sur un cargo français, le Commandant-Henri, qui sera équipé de turbovoiles en 1986.

A Bâle

ON BRULE LA DIOXINE DE SEVESO

Les trais cents grammes de dioxine disséminés dans six tonnes et demie de déchets provenant de Seveso vont-ils enfin disparaître? Lundi matin 17 juin, à l'aube, dans un four spécial de l'entreprise Cyba-Geigy, à Bâle, et en présence des autorités helvétiques, un a commencé à incinérer le contenu des quarante et un fûts de déchets contaminés

Ces fûts, entreposés co Italie depuis 1976, avait transité secrètement par la France au printemps 1983 et devaient être déposés dans une décharge en Allemagne. Ils avaient été finalement retmuvés dans une charcuterie désaffectée de l'Aisne. Cette affaire n donné lieu au procès du transporteur, M. Bernard

Paringaux (le Monde du 17 juin). A Bâle, la destruction définitive de la dioxine de Seveso devrait être achevée à la fin de la semaine.

LE PROJET BRITANNIQUE DE SATELLITE TV SEMBLE TRÈS COMPROMIS

satellite de télévision directe britannique est sur le point de s'achever. Le consortium des vingt et un partenaires qui devait assurer son exploitation a, en effet, renoncé à financer le projet Unisat présenté par British Telecom, British Aerospace et GEC Marconi. Ce consortium - qui regroupe la BBC, les quinze stations indépendantes d'ITV et quelques sociétés privées dont Thorn EMI estime en effet trop élevé l'investis-sement de quelque 600 millions de livres sur dix ans du projet Unisat.

Le gouvernement britannique, qui déjà consacré environ 50 millions de livres au développement du pro-jet, n'a pas fait connaître sa position. Certains partenaires du consortium, qui continuent à être intéressés par la télévision directe par satellite, cherchent une solution de repli. Une autre société, Britsat, propose un satellite américain de type RCA d'un coût sensiblement inférieur. capable de diffuser dix canaux de télévision au lieu des trois prévus sur Uniset.

Une autre solution consisterait à ntiliser un des dix canaux du satellite Olympus, mis en chantier par l'Agence spatiale européenne et financé à 40 % par cette même agence. Les responsables d'ITV ont également eu des discussions avec M. Jacques Pamanti, PDG de l'INA, sur la location d'un canal sur le satellite français TDF 1. De source britannique, on indique que le prix de location d'un canal de TDF1 varie entre 100 et 130 millinns de francs par an suivant l'option technique retenue.

Les maires des grandes villes de France

semblent convertis au câble

De notre envoyée spéciale

tâche de créer une SLEC, société

d'économie mixte, où elle devra contrôler an minimum 34 % du capi-

tal et dont le président devra être un élu local. La SLEC s'engage, égale-

ment, vis-à-vis de la Hante Autorité

lors de sa demande d'autorisation

d'explniter un service de radio-

télévision à destination d'un public

concerné par le réseau. C'est elle,

aussi, qui est responsable du plan de

programme (de son architecture)

sur les dauze à quinze canaux

actnellement disponibles sur un

réseau câblé. C'est encore à cette

étage que la SLEC doit trouver

d'autres partenaires financiers (des

Enfin, troisième étage, la SLEC,

devenue « société chapeao », a la responsabilité de la gestion, de la

promotion, de la commercialisation

et de l'exploitation de son réseau.

Uo ensemble complexe d'opérations

difficiles à envisager, pour l'instant,

sans l'aide d'« opérateurs compé

tents ». La législation prévoit que la SLEC peut choisir des partenaires.

Mais ce partenariat ne pout aller

jusqu'à la concession. Il se limite à

un système de conventions, étant

donné le « produit » en cause, dont

le contenu (des programmes) n'est pas une marchandise comme les

En somme, une collectivité locale

aura à se déterminer entre le

« faire » ou le « faire faire ». Si elle

choisit cette dernière solotion, elle

aura à faire appel à des - opéra-

teurs ». Les trois principaux qui se positionnent actuellement som m

Compagnie générale des enux (CGE), la Lyonnaise des caux et

C3D, filiale de la Caisse des dépôts

et consignations. Tous trois, en forte concurrence, étaient, bien évidem-ment, présents à Nice. Le colloque

aura en cela de positif qu'il aura, en

quelque sorte. . force » ces concur-

rents à s'allier. Une alliance qui

semble vouloir se forger en trois

Ainsi la mission câble, présidée

par M. Bernard Schreiner, a-t-elle

signé, le 13 juin, à Nice, un proto-

cole d'accord avec la CGE portant

sur l'exploitation de réseaux cablés

Son objectif: « mettre à la disposi-

tion des collectivités locales diffé-

remes solutions concrètes (...) per-

mettant le démarrage et le

Un artêt de travail de vingt-

quatre heures du service de publi-cité de notre journal, en Enison avec le projet de filialisation de la régie publicitaire en cours de négo-ciation de la cours de négo-

regie punocitaire en cours de nego-ciation (le Moude du 4 juin), nons prive sujourd'hui de tonte publicité. Nous prions nos amonceurs et nos lecteurs de bien vouloir excuser le

désagrément qui leur est ainsi

investisseurs).

aotres.

–Sur le vif

Voix planète. Elle a complètement

perdu la boule. On en avait déjàmarre de l'Etat spectacle et de son cinéma. Vollà que maintenant l'Eglisa se lance dens le music-hall. Je vous perfais hier de ces religieuses ventriloques, des Japonaises. Elles ont suivi des cours dans une école spécie lisée à Tokyo. Et elles ont décro-ché leur diplôme avec la bénédiction du Vatican, anchanté. C'est une technique particulièrement utile et efficace — je cite — pour transmettre le message chrétien aux enfants et les intéresser aux récits bibliques. .

Ou'est-ce que vous dites de ça? Je vois d'ici les bonnes sœurs demander à un énorme Donald Duck en peluche de réciter de sa voix nasillarde et vacharde la salutation angélique, le symbole des Apôtres ou la confession des péchés. Avec ET ça ne serait pas mai non plus ; Sainte Vierge, mère de Dieu, vous qui êtes montée au ciel tout habilée, aldez-moi à en faire

Elle ne tourne plus rond, la autent, je veux rentrer à la mair

génial. Nos politiciens ne peuvern pas le leisser passer, ils vont tous ac recycler. Vous imaginez dans les meetings, tiens, à la convention libérale, l'autre turbable, impénétrable, bras croisés, lèvres servées, lachant haut at fort : its me font tous chier ! sade que personne puisse savoir d'où sort ce brut incongru. Et Giscard lançant, mine de rien, bouche en cui de poule hermétiquement cousue et regard absent : c'est gai, Chirac m'a assassiné et Barre piétine mon-

Gros émoi dans la salle : enfin, monsieur la Président, com pouvez-vous dire... Moi ? Mais Tai rien dit. Vous entendez des vobc. Comme ils se prement tous pour Jeanne d'Are, au fond, ca

CLAUDE SARRAUTE....

AU SOUDAN

Première visite du président Moubarak depuis le coup d'Etat

effectué, lundi 17 juin, une visiteéclair à Khartoum pour la première fois depuis le renversement du maré-

AU COLLOQUE « MÉDIAVILLE » A NICE

développement des réseaux câblés

dans les meilleures conditions ». Le

même jour, mais à Paris, la Lyon-

naise des Eaux et C3D ont conclu.

de leur côté, un accord pour la créa-

tion d'une filiale commune d'a assis-

Dans quelques semaines, nous a

confié M. Schreiner, la mission

câble signera un autre protocole

d'accord avec cette nouvelle filiale.

Les choses restent, tontefois

claires : « Ces accords, a précisé

M. Schreiner, ne signifient pas que

la mission se marie avec ces

Les congressistes sont partis ras-surés. Ils ne seront pes abandonnés à

lenr propre sort. Bon numbre

d'autres questions n'out pn être

développées aussi largement m' reco-

voir de réponses aussi précises. Les

coûts et investissements que repré-

sente l'installation d'un réseau,

l'assouplissement de la législation

actuelle et le contenu des pro-

grammes on sont des exemples. Mais on n'a pas manqué d'insister à

lusieurs reprises sur la nécessit

d'avoir à bien distinguer « local » et « localisme ». En clair : de ne pas

remplacer un monopole d'Etat tant

critiqué par un monopole local qui

ferait fuir les téléspectateurs, en fin

de compte, les principaux clients des

tance et de conseil aux SLEC:

C'est, du moins, l'impression qu'ils ont donnée

l'issue du colloque Médiaville, organisé à Nice, les 13

et 14 juin, par l'Association des maires des grandes

villes de France présidée par M. Jean-Marie Raujch,

groupes. »

Le président Hosni Monbarak a chal Nemeiry, en avril Ce séjour, malgré sa brièveté – deux heures d'entretien à l'ascoport de Khar-toum avec le général Sewar El-Dahab, président du conseil mil-taire transitoire, – a été qualifié de « très fructueux » par les responsa-bles égyptiens. En effet, il contrebe-

lance la visite effectuée en mai par numéro un libyen, le colone Kadhafi, an Soudan. Le Caire, qui craignait par dessus tout une allience du nouveau régime soodanais avec Tripoli, est aujourd'hui na peu rassuré. Si le régime da général Dahab a rétabli

ment la remise en cause des relations privilégiées avec l'Egypte. . Malgré certaines réserves concernant notamment le traité de paix soudanais n'a pas abrogé la charte de complémentarité signée en 1982, ou l'accord de défense mutuelle liant Le Caire et Khartoum.

les relations diplomatiques avec Tri-

poli, cela pe signific par necessairo-

M. Nucci à Khartoum

Selon l'agence égyptienne MENA, M. Moubarak avan affirmé dès son arrivée à Khartonm que l'Egypte o'accepterait jamais d'extrader l'ex-président sondansis Nemeiry. Celui-ci vit en Egypte depuis qu'il a été renversé.

Le général Dahab a recu d'autre part lundi le ministre délégué à la coopération et au développement M. Christian Nuoci, arrivé la veille à Khartour. Cette première visite an Soudan d'un ministre français, depnis la ohute du maréchal Namerry, constitue une prise de contact politique tout en étant axée sur l'aide aux victimes de la famine et de la sécheresse, qui frappent plusieurs millions de personnes dans les trois pays visités au cours de la tour-née de M. Nucci (Djiboni, Soudan et Ethiopie). M. Nucci s'est rendu au camp d'El-Mawalleh, à une trentaine de kilomètres de Khartoum, où travaille une antenne de Médecins sans frantières soprès de sept mille sinistrés.

En Pologne

NOUVELLES BRÈVES

ANITA BIND.

· Visite à Paris du président argentin. - Le président argentin, M. Raul Alfonsin, est attenda en visite officielle en France du 18 au 20 septembre prochain, a annonce lundi 17 juin à Bueoos-Aires M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre français des relations extérieures. M. Baylet, qui effectue un bref sejnur en Argentine, a déclaré que les relatinns entre les deux pays sont « excellentes » et que « la France soutient l'Argentine » notamment dans l'application des nouvelles mesures économiques décrétées par gouvernemnt de Buenos-Aires. M. Baylet a affirmé : « Avec un te président, l'Argentine va surmonte ses difficultés ». - (AFP).

· Pour la libération des quatre Français dètenus au Liban. - Au moment où leurs amis musulmans célèbrent l'Aid-el-Fitr dans l'espois et la fraternité, les universitaires et intellectuels français spécialistes du monde arabe et islamique renouvelleut leur appel ardent en faveur de la libération immédiate de leur collègue Michel Seurat et de leurs trois antres compatriotes Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine, tous enlevés à Bey-

(Lire page 6 la suite de l'enquête d'Éric Rouleau.)

PREMIÈRE RENCONTRE GLEMP-JARUZELSKI

DEPUIS DIX-HUIT MOIS

Le général Jaruzelski et le cardi-nal Glemp, primat de Pologne, ont ca un catretien ce mardi 18 juin. Il s'agit de leur première rencontre depuis un an et demi, la rencontre prévue à l'automne dernier ayant été annulée à la suite de l'ass père Popieluszko par des officiers de la police politique.

Scion le porte-parole du gouvernement, cet entretien est la preuve que le dialogue entre l'Eglise et l'État se poursuit » et de vait permettre d'éclaireir certains problèmes. La rencontre entre le primat et le ches de parti et do gouvernement intervient quelques jours après la condamnation à de lourdes peines de prison de trois responsables de Solidarité, et à la veille de la visite à Rome et su Vatican du ministère po-Innais des affaires étrangères, M. Stefan Olszowski. - (APP.)

Sauver

a face late ages and Faces # State of the section house IN THE REAL PROPERTY. 132 Karry IN HOLL A AMERICA 2 m 17 121177 200 S. STEEL ST. ST. ST. ST. ST. ST. 28 9276 (12) AND SE MANY ger wir ger -- Admittall

A 21"

an annual of the state of paid at 11 Junears & mary the state of the state of Mrs. 201 . 9 2 4.72 3000000 Mr. 4 (201) 4" 277000 Min. apre we mager de transce & 20 H MIR! or 71 VALUE Stat the strain of gang his. are : makete 32771 3141 Jensed 🐠

Mit Butter 2 Som de be

am tate ein nauft A BETTE . PIEGE EL OVE S speaking was Land reministration of the second THE A SECOND PROPERTY. se intric SHORT TOTAL STEERS COUNTY SHOPPING M. 14 STRAFT SCHOOL !

came in his habite for er de more designate to Commission data surget TER 25 100 4 G. CT T 7 the bit in in the state state 3517 Service TR 200 Witte Country transportation and the Country of the An Mari e provinces Esticie a castalann saine de little que recent SHOWER AND THE PARTY AND THE

SEELS. T. LEASTING 84 M. STARL 95 500 1 men de lange de la AND PRODUCTION OF THE PARTY. 25 fo qu'l turad actions. With the same Wild Charling wat ... Andra ir toute geniffen. per genninder Con-Bon-

the back Sein of he person

102/eler ... 121 m 4 1500. - 1-203-1-2 A CAMPAN . Hanten a en ja sudinen Service and phenice 107 P 1 1 1 1 1000 SE'S MILETON DESCRIPTION The section is w manner the same offendaments Thomas devant to the Mi de previous sus

to in the si Ter spates pour The same of A material (4.00 a ca men the same of the sa to facility The sales and The same of the sa The se we write

No. 1777 WE WAR A Part I all Manual In The House The Parks of the -THE PERSON Total Services

Thu.

of confutercula in ALL PRESTORE Al anci gu der vonne minte British le . Mari Tour inter To marios able to

2: 1222 TE 3045 72:07 de compa The Winness and disp! Not 46 L'Acres and

